

26411

E/1987/36  
E/ECA/CM.13/60

# **COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

## **RAPPORT ANNUEL**

22 avril 1986 - 27 avril 1987

**CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**

**DOCUMENTS OFFICIELS, 1987**

**SUPPLEMENT N° 16**



**NATIONS UNIES**

# **COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

## **RAPPORT ANNUEL**

**22 avril 1986 - 27 avril 1987**

## **CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**

**DOCUMENTS OFFICIELS, 1987**

## **SUPPLEMENT N° 16**



**NATIONS UNIES**

**New York, 1987**

#### NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

E/1987/36 E/ECA/CM.13/60
-----------------------------

# TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
ABREVIATION ET SIGLES - - - - -		iv
INTRODUCTION - - - - -	1	1
CHAPITRES :		
I. QUESTIONS APPELANT UNE DECISION DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL OU PORTEES A SON ATTENTION	2	1
II. ACTIVITES DE LA COMMISSION AU COURS DE LA PERIODE ALLANT DU 22 AVRIL 1986 AU 27 AVRIL 1987 - - - -	3-176	17
A. Activités des organes subsidiaires - - - - -	3	17
B. Autres activités - - - - -	4-167	17
C. Relations avec d'autres programmes des Nations Unies - - - - -	168-176	50
III. VINGT-DEUXIEME SESSION DE LA COMMISSION ET TREIZIEME REUNION DE LA CONFERENCE DES MINISTRES - - - - -	177-451	53
A. Participation et organisation des travaux - -	177-185	53
B. Ordre du jour - - - - -	186	55
C. Compte rendu des débats - - - - -	187-449	59
D. Programme de travail et ordre de priorités -	450-451	110
LISTE DES RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LA CONFERENCE DES MINISTRES A SA TREIZIEME REUNION - - - - -		111
IV. RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LA CONFERENCE DES MINISTRES A SA TREIZIEME REUNION - - - - -		115
ANNEXES		
I. INTERVENTION DE LA DELEGATION MAROCAINE A LA TREIZIEME REUNION DE LA CONFERENCE DES MINISTRES DE LA CEA AU SUJET DU RAPPORT RELATIF A LA HUITIEME REUNION DE LA CONFERENCE DES MINISTRES AFRICAINS DE L'INDUSTRIE QUI S'EST TENUE A BUJUMBURA DU 17 AU 19 SEPTEMBRE 1986 - - - - -		191
II. DECLARATION DE LA DELEGATION ALGERIENNE - - - - -		193
III. REUNIONS DES ORGANES SUBSIDIAIRES TENUES PENDANT LA PERIODE CONSIDEREE - - - - -		195
IV. LISTE DES DOCUMENTS - - - - -		197



## ABREVIATIONS ET SIGLES

AAC	- Association africaine de cartographie
ACARTSOD	- Centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social
ACP	- Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
AIDE	- Association internationale du droit des eaux
AOAPC	- Association des organisations africaines de promotion commerciale
APD	- Aide publique au développement
APPER	- Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique
ARCEDEM	- Centre régional africain de conception et de fabrication techniques
AUA	- Association des universités africaines
BAD	- Banque africaine de développement
BIRD	- Banque internationale pour la reconstruction et le développement
BNUS	- Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne
BOAD	- Banque ouest-africaine de développement
CAAMD	- Centre africain pour l'application de la météorologie au développement
CADIS	- Centre de documentation et d'information pour les pays de l'Afrique du Centre
CAEM	- Centre africain d'études monétaires
CAFAC	- Commission africaine de l'aviation civile
CARFF	- Centre africain de recherche et de formation pour la femme
CATD	- Conseil régional africain de télédétection
CCI	- Centre du commerce international
CEA	- Commission économique pour l'Afrique
CEAO	- Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest

CEDEAO	- Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEE	- Communauté économique européenne
CEEAC	- Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale
CEPALC	- Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CEPD	- Coopération économique entre pays en développement
CEPGL	- Communauté économique des pays des Grands Lacs
CESAO	- Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
CESAP	- Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CDRIA	- Centre de développement rural intégré pour l'Afrique
CICR	- Comité internationale de la Croix-Rouge
CIID	- Commission internationale des irrigations et du drainage
CIM	- Comité intergouvernemental pour les migrations
CIP	- Chiffre indicatif de planification
CIPEA	- Centre international pour l'élevage en Afrique
CMRADR	- Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural
CNUCED	- Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CNUEH	- Centre des Nations Unies pour les établissements humains
CODESRIA	- Conseil pour le développement de la recherche économique et sociale en Afrique
CPC	- Comité du programme et de la coordination
CRAC	- Centre régional africain de coordination
CRAT	- Centre régional africain de technologie
CRDI	- Centre de recherche sur le développement international (Canada)
CREP	- Centre régional d'études de population
CRTO	- Centre régional de télédétection

CTPD	- Coopération technique entre pays en développement
ECOSOC	- Conseil économique et social
ESAMI	- Institut de gestion pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe
FADI	- Fonds africain de développement industriel
FAO	- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FASNUDA	- Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique
FIDA	- Fonds international de développement agricole
FIPF	- Fédération internationale pour le planning familial
FISE	- Fonds des Nations Unies pour l'enfance
FLM	- Fédération luthérienne mondiale
FMI	- Fonds monétaire international
FNUAP	- Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population
GATT	- Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
HCR	- Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IDA	- International Development Association
IDEP	- Institut africain de développement économique et de planification
IFORD	- Institut de formation et de recherche démographiques
IGADD	- Autorité intergouvernementale pour la lutte contre la sécheresse et le développement
LEA	- Ligue des Etats arabes
MACS	- Matrices de comptabilité sociale
MULPOC	- Centre multinational de programmation et d'exécution de projets
NPSA	- Nouveau Programme substantiel d'action
OACI	- Organisation de l'aviation civile internationale
OADI	- Organisation arabe de développement industriel

OIT	- Organisation internationale du Travail
OMM	- Organisation météorologique mondiale
OMPI	- Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
OMS	- Organisation mondiale de la santé
OMVG	- Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie
OMVS	- Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal
ONUDI	- Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
OPEP	- Organisation des pays exportateurs de pétrole
OPF	- Organisation panafricaine des femmes
ORAN	- Organisation régionale africaine de normalisation
OUA	- Organisation de l'unité africaine
PAC	- Pan-Africanist Congress of Azania
PADEM	- Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquêtes sur les ménages
PADIS	- Système panafricain de documentation et d'information
PAM	- Programme alimentaire mondial
PANAFTEL	- Réseau panafricain de télécommunications
PANUREDA	- Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique
PFSA	- Programme de formation statistique pour l'Afrique
PMA	- Pays les moins avancés
PNUD	- Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	- Programme des Nations Unies pour l'environnement
RAIST	- Réseau africain d'institutions scientifiques et techniques
RASCOM	- Système régional africain de communications par satellite
RIPS	- Regional Institute for Population Studies
SCRSD	- Services consultatifs régionaux pour les statistiques démographiques

SGPC	- Système généralisé de préférences commerciales
SWAPO	- South West Africa People's Organization
TEPCOW	- Comité technique préparatoire plénier
TVA	- Tennessee Valley Authority des Etats-Unis
UAC	- Union africaine des chemins de fer
UDEAC	- Union douanière et économique des Etats de l'Afrique centrale
UIT	- Union internationale des télécommunications
UNDRO	- Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe
UNU	- Université des Nations Unies
UPAP	- Union panafricaine des postes
UPAT	- Union panafricaine des télécommunications
URTNA	- Union des organisations nationales de radiodiffusion et de télévision en Afrique
WADIS	- Système ouest-africain de documentation et d'information
ZEP	- Zone d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe



## INTRODUCTION

1. Le présent rapport qui porte sur la période allant du 22 avril 1986 au 27 avril 1987 a été établi en application du paragraphe 18 du mandat de la Commission et adopté par la Conférence des ministres de la Commission le 27 avril 1987.

## CHAPITRE I

### QUESTIONS APPELANT UNE DECISION DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL OU PORTEES A SON ATTENTION

2. A sa deux cent cinquante et unième réunion tenue le 24 avril 1987, la Conférence des ministres de la Commission a accepté par acclamation l'invitation du Gouvernement de la République du Niger à tenir la quatorzième réunion/vingt-troisième session de la Commission à Niamey (Niger) du 26 au 29 avril 1988, réunion qui sera précédée par la neuvième réunion du Comité technique préparatoire plénier du 18 au 25 avril 1988, sous réserve de l'approbation du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale. Au cours de la même réunion, la Conférence des ministres a adopté, à l'unanimité, les projets de résolution suivants, dont sera saisi le Conseil économique et social pour suite à donner :

A

#### Développement industriel en Afrique 1/ 2/

##### Le Conseil économique et social,

Rappelant la résolution 1 (VII) du 23 mars 1984 de la Conférence des ministres africains de l'industrie sur l'exécution du programme pour la Décennie du développement industriel de l'Afrique,

Rappelant en outre la résolution ID/CONF.5/Res.8 adoptée par la première Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) tenue à Vienne le 19 août 1984 et la résolution ID/B/Res.57(XVIII) adoptée par le Conseil du développement industriel de l'ONUDI à Vienne le 28 mai 1984, concernant toutes deux la Décennie du développement industriel de l'Afrique,

Guidé par le Plan d'action de Lagos en vue de la mise en oeuvre de la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique, 1980-2000 et l'Acte final de Lagos 3/ adoptés en 1980 par le sommet économique de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) ainsi que par la résolution 442(XVII) de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) (avril 1982) et par la résolution 35/66(B) de l'Assemblée générale des Nations Unies, résolutions relatives à la formulation et à l'exécution du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique,

---

1/ Voir chapitre IV, résolution 588 (XXII).

2/ Le Maroc a émis des réserves au sujet de la totalité de la résolution.

3/ A/S-11/14, annexes I et II.

Avant pris note de la décision du Conseil du développement industriel d'accorder à l'ONUDI 8,6 millions de dollars au lieu des 10 millions de dollars approuvés par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa trente-neuvième session, dans sa résolution A/Res.39/233, au titre de son budget ordinaire pour 1986-1987; préoccupé par les contraintes financières qui pèsent actuellement sur les organisations du système des Nations Unies rendant difficile l'allocation de ressources sur les budgets ordinaires respectifs de l'ONUDI et de la CEA pour l'exécution de leurs activités liées à la Décennie,

Guidé par la résolution CM/Res.1039-1074 (XLIV) adoptée par la quarante-quatrième session ordinaire du Conseil des ministres de l'OUA et faite sienne par le sommet de l'OUA tenu à Addis-Abeba en juillet 1986, et par la résolution 564(XXI) adoptée par la Conférence des ministres de la CEA à sa douzième réunion et faite sienne par la Commission à sa vingt et unième session tenue à Yaoundé (Cameroun) en avril 1986,

Rappelant le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 adopté lors de la vingt et unième Conférence de l'OUA dans la résolution AHG/Res. 136 et le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 adopté lors de la treizième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies dans la résolution S-13/2, programmes qui ont examiné de manière critique les problèmes socio-économiques de l'Afrique, et préconisé des mesures spécifiques pour la restructuration et la relance des économies africaines,

Conscient du rôle vital que doit jouer le secteur industriel, en tant que fournisseur des principaux facteurs de production, dans le cadre du programme de la Décennie, dans le redressement économique et le développement de l'Afrique, tel qu'il est souligné dans le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et dans le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique,

Prenant note avec satisfaction des mécanismes mis en place par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA pour l'exécution et le suivi du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour l'exécution du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique,

Réitérant l'engagement de la région à transformer, grâce à l'industrialisation, la structure de ses économies qui sont actuellement orientées vers l'étranger et dépendent lourdement des facteurs extérieurs,

Préoccupé par la crise économique persistante qui frappe le continent africain, et les problèmes sérieux qu'elle engendre et qui freinent le développement industriel de la région, en particulier l'absence des compétences et des aptitudes technologiques requises, l'insuffisance des ressources financières, et l'absence d'un réseau bien agencé d'industries stratégiques et d'industries motrices nécessaires à l'exécution du programme de la Décennie,

Se félicitant de la transformation de l'ONUDI en une institution spécialisée du système des Nations Unies et de la décision de tenir sa deuxième Conférence générale à Bangkok (Thaïlande), en novembre 1987,

Insistant sur la nécessité de fournir à l'ONUDI et à la CEA les ressources suffisantes pour appuyer le programme de la Décennie,

Fait les recommandations suivantes :

1. Prie instamment les Etats membres, les organisations africaines et internationales et les trois secrétariats d'intensifier leurs efforts visant à accélérer l'exécution du programme de la Décennie au cours des quatre années restantes, en tenant compte du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, dont l'exécution nécessitera une contribution substantielle du secteur industriel;
2. Invite l'Assemblée générale des Nations Unies à fournir à la CEA les ressources financières suffisantes pour mener à bien ses activités liées au programme de la Décennie, conformément à la résolution E/1985/61 du Conseil économique et social en date du 26 juillet 1985;
3. Prie en outre le Conseil du développement industriel de l'ONUDI d'accroître les ressources allouées à cette dernière en vue de l'exécution, de la coordination et du contrôle du programme de la Décennie;
4. Invite les institutions financières et les organismes de financement des investissements, en particulier la Banque africaine de développement (BAD) et la Banque mondiale à accroître l'assistance technique et les ressources d'investissement dans le secteur industriel en Afrique;
5. Invite également le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), les organismes donateurs bilatéraux et autres organismes multilatéraux à accroître les ressources consacrées à l'assistance technique pour l'exécution du programme de la Décennie;
6. Propose qu'en raison du rang de priorité élevé accordé à l'industrialisation de l'Afrique dans le Plan d'action de Lagos et le programme de la Décennie, les Etats membres, les organisations sous-régionales et régionales ainsi que les organisations internationales fassent en sorte que le CIP régional du PNUD pour le quatrième cycle contribue de manière notable à accélérer l'exécution du programme de la Décennie;
7. Préconise une évaluation indépendante à moyen terme de l'exécution du programme de la Décennie ainsi qu'en a décidé la Conférence des ministres africains de l'industrie dans sa résolution I(VI) adoptée lors de sa sixième réunion et invite le PNUD à examiner les possibilités de financer cette évaluation et de participer à l'exécution de ce programme en collaboration avec les secrétariats de la CEA, de l'OUA et de l'ONUDI;
8. Prend note du rapport présenté à la vingtième session de la Commission sur la crise économique de l'Afrique et l'industrie africaine et les mesures préconisées en vue de la remise en état et de la revitalisation de l'industrie;
9. Souligne l'importance des mesures de survie recommandées pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, particulièrement en ce qui concerne l'exécution du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990;

et à cet égard, exhorte les pays africains à adopter les politiques et les stratégies de développement appropriées qui répondent à leur situation particulière et à tenir compte des objectifs, des principes et des activités arrêtés pour la Décennie dans le cadre des priorités globales des deux programmes susmentionnés;

10. Demande à la communauté internationale, aux institutions de financement multilatérales, notamment à la BAD et à la Banque mondiale, ainsi qu'à d'autres institutions de financement bilatérales et multilatérales et aux fondations de développement, d'accroître le flux de ressources d'investissement et d'assistance technique au secteur industriel en Afrique à des conditions préférentielles;

11. Exhorte l'ONUDI et le PNUD ainsi que la BAD, la Banque mondiale et les institutions financières africaines et internationales compétentes à recourir davantage aux organisations non gouvernementales et aux organisations de services consultatifs africaines, comme il convient, dans la préparation et l'exécution des projets qu'ils financent en Afrique;

12. Demande aux pays donateurs, aux institutions financières et aux organisations internationales intéressées, en particulier le PNUD, de fournir les ressources nécessaires aux gouvernements africains, aux institutions sous-régionales et régionales et aux groupements économiques traitant des problèmes industriels, afin de faciliter les arrangements de la CTPD/CEPD qui contribueront à l'exécution du programme de la Décennie;

13. Fait sienne la nouvelle orientation donnée à l'ONUDI à la suite de sa transformation en une institution spécialisée, ce qui renforce son rôle essentiel de coordination au sein du système des Nations Unies pour les questions liées à l'industrie, en particulier la priorité accordée aux activités de coopération technique, à la mise en valeur des ressources humaines dans le domaine industriel, au système de consultations, aux petites et moyennes industries, au redressement de l'industrie, à la promotion des investissements, au développement des capacités technologiques, à la coopération technique entre pays en développement et à l'attachement accru des organisations non gouvernementales au processus d'industrialisation et à l'intégration des femmes;

14. Recommande la proclamation d'une "Journée de l'industrialisation de l'Afrique", qui devrait être commémorée chaque année, par tous les pays africains; demande aux secrétariats de la CEA, de l'ONUDI et de l'OUA d'effectuer une étude sur l'application de cette recommandation, en tenant compte de l'expérience de la FAO dans la commémoration de sa "Journée mondiale de l'alimentation", et de soumettre à la neuvième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie un rapport sur ce sujet contenant les incidences financières détaillées pour les Etats membres et les trois organisations. Les trois secrétariats devraient également examiner la possibilité d'émettre des timbres - poste spéciaux commémorant la Décennie;

15. Recommande la proclamation d'une deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique afin d'accélérer l'industrialisation de l'Afrique amorcée au cours de la première Décennie et demande aux secrétariats de l'ONUDI, de la CEA et de l'OUA, après une évaluation appropriée de la première Décennie, d'entreprendre, en consultation avec les Etats membres, les organisations africaines et institutions intéressées des Nations Unies,

l'élaboration d'un programme de la Décennie qui serait soumis à la dixième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie et de présenter un rapport d'activité à la neuvième réunion de la Conférence.

B

Intégration de la femme au développement en Afrique 4/

Le Conseil économique et social,

Considérant les résultats de l'étude réalisée par le Centre africain de recherche et de formation pour la femme sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes,

Considérant également l'importance des efforts de planification des activités relatives aux femmes au sein des Nations Unies, ainsi qu'à travers le plan à moyen terme rapporté à l'échelle de tout le système relatif aux femmes et au développement entre autres,

Rappelant la résolution 579(XXI) relative à la femme et au développement en Afrique, adoptée par la Conférence des ministres de la CEA à sa douzième réunion,

Considérant les nouvelles restrictions à l'égard du programme d'intégration de la femme au développement dans le quatrième cycle de programmation du PNUD,

Soulignant la nécessité pour le PNUD de continuer de financer les programmes d'intégration de la femme au développement dans les MULPOC,

Prenant note des recommandations des réunions des comités sous-régionaux pour l'intégration de la femme au développement,

Avant à l'esprit les recommandations du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 5/ et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 6/ dans l'application desquels les femmes ont un rôle important à jouer,

1. Recommande aux Etats qui ne l'ont pas encore fait de signer, ratifier et mettre en oeuvre la Convention sur toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes dans les domaines politiques, économiques et socio-culturels, notamment l'éducation et l'emploi tout en lançant un appel aux femmes elles-mêmes afin qu'elles collaborent avec les gouvernements à la diffusion de la Convention ainsi qu'à son inclusion dans les programmes scolaires;

2. Recommande également de prendre note de l'étude sur la Convention sur toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et fait siennes les recommandations de ladite étude;

---

4/ Voir chapitre IV, résolution 597(XXII).

5/ A/40/666.

6/ A/S-13/2, annexe.



3. Appuie la planification des activités relatives à l'intégration de la femme au développement en cours dans l'ensemble du système des Nations Unies;

4. Demande au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de lever le gel des postes des experts féminins chargés de l'exécution du programme de travail des mécanismes régionaux et sous-régionaux pour l'intégration de la femme au développement et d'assurer l'absorption de ce personnel sur le budget ordinaire de la CEA;

5. Demande également au Secrétaire exécutif d'adopter ou de modifier tous les projets d'intégration de la femme au développement en consultation et coordination avec les réunions des plénipotentiaires ainsi que les conseils des ministres des MULPOC et le Comité régional africain de coordination.

C

La mobilisation internationale des ressources financières et technologiques pour l'alimentation et l'agriculture en Afrique 7/

Le Conseil économique et social,

Profondément préoccupé par la gravité de la situation alimentaire et agricole en Afrique pendant les deux dernières décennies telle que mise en évidence par la baisse énorme de l'autosuffisance alimentaire,

Conscient, cependant, de l'amélioration de la situation alimentaire dans certains pays au cours des deux dernières années, grâce à des politiques pragmatiques et à l'amélioration des conditions climatiques dans ces pays,

Convaincu de la nécessité de relancer l'agriculture africaine, grâce notamment au renforcement des bases de développement du secteur de l'alimentation,

Notant le succès obtenu dans la production alimentaire par certains pays et souhaitant que cette tendance se poursuive et permette d'éliminer la faim sur le continent africain aussitôt que possible,

Rappelant le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 8/ adopté par l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA à sa vingt et unième session ordinaire, lequel accorde un rang de priorité élevé au secteur de l'alimentation et de l'agriculture 9/,

Rappelant aussi le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, adopté en mai 1986

---

7/ Voir chapitre IV, résolution 598 (XXII).

8/ A/40/666.

9/ Réserves du Maroc sur le cinquième alinéa du préambule de la présente résolution.

lors de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à la crise économique de l'Afrique,

Reconnaissant en outre le grave déficit financier qui entrave la croissance du secteur agricole en Afrique,

Reconnaissant aussi que le retard technologique de l'Afrique a un rapport direct avec la baisse de la productivité agricole, qui est accentuée par des facteurs naturels tels que la sécheresse, la désertification, les inondations et les cyclones,

Avant examiné le rapport du secrétariat sur la mobilisation internationale des ressources financières et technologiques pour l'alimentation et l'agriculture,

Notant avec satisfaction la décision de l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 38/198 du 20 décembre 1983 désignant l'année 1991 comme Année internationale pour la mobilisation des ressources financières et technologiques pour accroître la production alimentaire et agricole en Afrique en tenant compte du critère pertinent inclus dans l'annexe à la résolution 1980/67 du 25 juillet 1980 du Conseil économique et social,

1. Réaffirme l'attachement individuel et collectif des gouvernements africains à l'exécution intégrale du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 qui met l'accent sur l'alimentation et l'agriculture 10/;

2. Réaffirme également l'attachement collectif des gouvernements africains au Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990, qui met également l'accent sur l'alimentation et l'agriculture;

3. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, en collaboration avec le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, de prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter et assurer une coopération efficace entre les instituts de recherche nationaux, sous-régionaux et internationaux en Afrique;

4. Lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle accorde dans son programme d'aide un rang de priorité élevé au secteur agricole en Afrique et en particulier au développement de la recherche et de la technologie agricoles;

5. Prie instamment le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de présenter des propositions concrètes à l'Assemblée générale pour assurer le succès de l'Année internationale de l'Afrique et mobiliser effectivement les ressources financières et technologiques nécessaires à l'accroissement de la production agricole et alimentaire en Afrique.

---

10/ Réserves du Maroc au sujet du paragraphe 1 de la présente résolution.

Projet de programme de travail et ordre de priorité  
pour la période biennale 1988-1989 11/

Le Conseil économique et social,

Avant examiné les activités que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a proposées 12/ pour la Commission économique pour l'Afrique pour la période biennale 1988-1989 et que le Comité du programme et de la coordination examinera à sa vingt-septième session à New York du 27 avril au 29 mai 1987,

Convaincu que les propositions reflètent les exigences du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 13/, du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 14/, et des stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme 15/,

Avant examiné en outre le premier rapport intérimaire 16/ sur l'exécution du programme de travail et ordre de priorité de la Commission pour la période biennale 1986-1987,

Vivement préoccupé par le nombre d'ajournements, de réductions et d'annulations de projets en raison des mesures d'économie prises par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en 1986, notamment le gel du recrutement et la réduction des frais pour les voyages et les services de consultants, mesures qui restent en application en 1987,

Prenant acte de la recommandation 17/ formulée par le Groupe intergouvernemental d'experts de haut niveau chargé d'examiner l'efficacité du fonctionnement administratif de l'Organisation des Nations Unies et tendant à ce que le nombre de postes inscrits au budget ordinaire de l'Organisation soit réduit de 15 p. 100 sur une période de trois ans, de l'approbation donnée à cette recommandation par l'Assemblée générale et des mesures déjà prises par le Secrétaire général pour faire appliquer cette recommandation,

Conscient de la nécessité d'améliorer l'efficacité du fonctionnement administratif de l'Organisation afin d'accroître sa capacité de traiter les questions d'ordres politique, économique et social,

Conscient toutefois que l'Afrique est la moins développée des régions du monde et que la récente crise économique et sociale a encore réduit l'aptitude des pays de la région à faire face seuls à leurs problèmes de développement économique et de croissance,

---

11/ Voir chapitre IV, résolution 616 (XXII).

12/ E/ECA/CM.13/40.

13/ A/S-13/2, annexe.

14/ A/40/666.

15/ UN DPI 86-44198, avril 1986.

16/ E/ECA/CM.13/39.

17/ A/41/49, recommandation 15.

Conscient en outre que la CEA, en sa qualité de principal centre de développement économique et social au sein du système des Nations Unies pour la région de l'Afrique, a un rôle crucial à jouer pour ce qui est d'aider ses membres à trouver des solutions à ces problèmes,

1. Fait siens le programme de travail et ordre de priorité de la Commission pour la période biennale 1988-1989 figurant dans le document E/ECA/CM.13/40;

2. Demande au Comité du programme et de la coordination :

a) d'examiner favorablement les présentes propositions lors de sa vingt-septième session et de recommander, par l'intermédiaire du Conseil économique et social lors de la seconde session ordinaire, en juillet 1987, à l'Assemblée générale de les adopter à sa quarante-deuxième session prévue de septembre à décembre 1987;

b) de prendre, en collaboration avec tous les autres organes des Nations Unies (en particulier l'Assemblée générale, ses deuxième et cinquième commissions et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), toutes les dispositions nécessaires pour que des ressources suffisantes soient mises à la disposition de la CEA pour l'exécution du programme;

3. Fait appel au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour qu'il accorde, lorsqu'il fait appliquer ses mesures d'économie, une attention particulière à la Commission économique pour l'Afrique, notamment en permettant qu'un plus grand nombre de postes soient pourvus par recrutement et en augmentant les crédits pour les voyages et les services de consultants;

4. Demande aux représentants africains au Comité du programme et de la coordination, au Conseil économique et social et à la Commission spéciale du Conseil économique et social chargée d'entreprendre l'étude approfondie de la structure et des fonctions du mécanisme intergouvernemental de l'ONU dans les domaines économique et social, d'accorder une attention particulière aux besoins du secrétariat de la CEA à la lumière de la crise économique actuelle en Afrique et du rôle du secrétariat dans la mise en oeuvre du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique;

5. Prie le Président de la vingt-deuxième session de la Commission, en collaboration avec son bureau, de traiter de cette question directement avec le Secrétaire général de l'ONU et de prendre toutes autres mesures nécessaires, conformément à la présente résolution, au niveau du Comité du programme et de la coordination, du Conseil économique et social, en particulier sa Commission spéciale, et de l'Assemblée générale.

Projet de plan à moyen terme pour la période 1990-1995 18/

Le Conseil économique et social,

Conscient du fait qu'un plan à moyen terme doit être proposé par le Secrétaire général,

Conscient également du fait que le plan à moyen terme doit être l'expression concrète des mandats des organes délibérants et que ses objectifs et stratégies doivent découler des objectifs et orientations en matière de politique définis par les organes intergouvernementaux et refléter les priorités des Etats membres telles que fixées dans les textes adoptés par les organes intergouvernementaux techniques et régionaux dans leurs domaines de compétence ainsi que par l'Assemblée générale, sur l'avis du Comité du programme et de la coordination,

Conscient en outre que les chapitres du projet de plan à moyen terme doivent être examinés par les organes intergouvernementaux sectoriels, techniques et régionaux, si possible lors de leurs sessions ordinaires avant d'être examinés par le Comité du programme et de la coordination, le Conseil économique et social et l'Assemblée générale,

Notant que le projet de plan à moyen terme pour la période 1990-1995 de la Commission économique pour l'Afrique établi par le Secrétaire exécutif, représente un point de départ et nécessite un examen plus approfondi afin que les Etats membres puissent formuler des observations et des principes directeurs appropriés,

1. Décide de désigner un comité spécial à composition non limitée et comprenant le bureau actuel afin d'examiner le projet de plan et d'élaborer des recommandations à adresser en son nom au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies avant la fin de 1987;

2. Invite les Etats membres à présenter leurs vues concernant le projet du plan au Comité spécial par l'intermédiaire du secrétariat de la Commission, afin de permettre audit comité d'accomplir sa tâche en temps opportun;

3. Prie le Secrétaire exécutif d'apporter au Comité spécial tout l'appui technique nécessaire;

4. Lance un appel au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour qu'il approuve le projet de plan à moyen terme et le présente au Comité du programme et de la coordination, en tenant compte des recommandations du Comité spécial;

5. Demande au Comité du programme et de la coordination de recommander, par le biais du Conseil économique et social, le projet de plan à moyen terme à l'Assemblée générale pour approbation;

6. Prie le Comité spécial de faire rapport sur ses travaux à la Conférence des ministres à sa quatorzième réunion en 1988.



Etude approfondie des structures intergouvernementales et du  
fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies  
dans les domaines économique et social 19/

Le Conseil économique et social,

Rappelant la résolution 671A(XXV) du Conseil économique et social en date du 29 avril 1958 portant création de la Commission économique pour l'Afrique et définissant son mandat,

Rappelant en outre la résolution 32/197 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 1977 sur la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies ainsi que la section IV de son annexe sur les structures en vue d'une coopération régionale et interrégionale, dans laquelle l'Assemblée générale a officiellement désigné les commissions régionales comme les principaux centres généraux d'activités de développement économique et social, dans le cadre du système des Nations Unies, pour leurs régions respectives et les chargeait de jouer un rôle d'animateur et de responsable de la coordination et de la coopération au niveau régional; la résolution 33/202 du 29 janvier 1979 sur la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies dans laquelle l'Assemblée générale a décidé que les commissions régionales auraient elles-mêmes le statut d'agent d'exécution dans le cas des catégories de projets décrites au paragraphe 23 de l'annexe à la résolution 32/197 et conformément aux dispositions dudit paragraphe,

Rappelant en outre les résolutions 188 (IX) du 10 février 1969, relative à l'appareil institutionnel de la Commission et établissant la Conférence des ministres; 191(IX) du 12 février 1969 sur les dispositions transitoires prévoyant des arrangements provisoires jusqu'à la première Conférence et contenant la liste des points à inscrire à l'ordre du jour de chaque session de la Commission; 311 (XIII) du 1er mars 1977 relative à la création des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets ; 328 (XIII) du 3 mars 1977 relative à la restructuration des mécanismes intergouvernementaux pour le développement et la coopération en Afrique; 330 (XIV) du 27 mars 1979 sur la restructuration des mécanismes intergouvernementaux pour le développement et la coopération en Afrique par laquelle elle a approuvé la structure actuelle de l'appareil institutionnel de la Commission et décidé qu'il serait créé des organes traitant des questions générales de développement au niveau ministériel ainsi que leurs comités d'experts, des organes traitant des questions sectorielles au niveau ministériel et leurs comités d'experts ainsi que des organes subsidiaires techniques; la résolution 521 (XIX) relative aux sessions de la Commission dans laquelle celle-ci a décidé de continuer à se réunir une fois par an en attendant que la question soit réexaminée par la Commission lors de sa vingt-troisième session et quatorzième réunion de la Conférence des ministres en 1988,

Rappelant en outre la résolution 40/237 du 18 décembre 1985 sur l'examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation

---

19/ Voir chapitre IV, résolution 618 (XXII).

des Nations Unies par laquelle l'Assemblée générale a décidé de constituer un Groupe intergouvernemental d'experts de haut niveau chargé d'examiner l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies, pendant une durée d'un an et d'étudier, en pleine conformité avec les principes et dispositions de la Charte, les questions administratives et financières relatives à l'Organisation des Nations Unies en vue de déterminer des moyens d'améliorer le fonctionnement administratif et financier de celle-ci, ce qui contribuerait à renforcer son efficacité dans les domaines politique, économique et social; la résolution 41/231 du 19 décembre 1986 sur l'examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies dans laquelle l'Assemblée, entre autres, a décidé que les recommandations telles que contenues dans le rapport du Groupe intergouvernemental d'experts de haut niveau chargé d'examiner l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies 20/ devaient être appliquées par le Secrétaire général et les organes et organismes compétents des Nations Unies à la lumière des conclusions de la cinquième Commission et sous réserve d'autres conditions particulières,

Prenant note de l'opinion de la cinquième Commission 21/ selon laquelle les activités que devraient mener les commissions régionales sont une question devant être déterminée essentiellement par les Etats membres concernés et que les commissions régionales devraient être consultées sur toute action devant être entreprise à cet égard,

Se félicitant de la décision 22/ de l'Assemblée générale tendant à ce que le Conseil économique et social, assisté quand de besoin par des organes et organismes pertinents, notamment le Comité du programme et de la coordination, entreprenne une étude minutieuse et approfondie de la structure intergouvernementale dans les domaines économique et social telle que proposée dans sa recommandation 8 par le Groupe intergouvernemental d'experts chargé d'examiner le fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies,

Se félicitant en outre de la décision 23/ du Conseil économique et social de créer une commission spéciale sur l'étude approfondie des structures intergouvernementales et du fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social, qui serait ouverte à la participation sur une base d'égalité de tous les Etats Membres des Nations Unies et dont les travaux seraient régis, à tous autres égards, par le règlement intérieur pertinent du Conseil et de prier 24/ tous les organes subsidiaires de l'Assemblée générale dans les secteurs économique et social ainsi que tous les organes subsidiaires du Conseil économique et social de présenter à la Commission spéciale, dans les trente jours qui suivent la fin de leurs prochaines sessions, leurs vues et propositions en ce qui concerne

---

20/ A/41/49.

21/ A/41/795, para. 43.

22/ A/Res/41/213 (I) 1 (e).

23/ Décision 1987/112 (a).

24/ Ibid. (i).

la réalisation des objectifs mentionnés à la recommandation 8 du Groupe intergouvernemental d'experts de haut niveau au sujet de leur fonctionnement et de celui de leur mécanisme subsidiaire,

Avant présent à l'esprit que le but de l'étude est, entre autres, a) d'identifier des mesures visant à rationaliser et à simplifier la structure intergouvernementale, à éviter le double emploi, d'envisager de consolider et de coordonner les activités qui se chevauchent et de faire fusionner les organes existants de façon à améliorer leurs travaux et à adapter davantage leur structure aux besoins actuels; b) de définir les critères déterminant la création et la durée d'organes subsidiaires, y compris des examens périodiques de leurs activités et des mécanismes d'application de leurs décisions; c) de définir en termes précis les domaines de responsabilité des divers organes, en veillant particulièrement à renforcer la cohérence de la structure, à faciliter la définition d'une approche globale des questions de développement et à accorder plus d'importance à la coopération régionale et sous-régionale; d) d'améliorer le système par lequel les organes subsidiaires font rapport aux organes principaux, ce qui permettrait de réduire le nombre de rapport et d'éviter d'établir des documents qui font double emploi,

Avant examiné de façon critique le mécanisme intergouvernemental actuel de la Commission, notamment les ordres du jour, le calendrier et le programme de travail,

Consciente du rôle crucial de la Commission dans la région en général, en tant que principal centre général d'activités de développement économique et social dans le cadre du système des Nations Unies pour les pays de la région,

Convaincue qu'une approche unifiée en matière d'analyse et de planification du développement demeure pertinente,

1. Réaffirme le rôle primordial de la Commission en tant que principal centre général d'activités de développement économique et social dans le cadre du système des Nations Unies pour la région de l'Afrique et en tant qu'agent d'exécution de plein droit de projets opérationnels;

2. Confirme que les activités de la Commission économique pour l'Afrique s'adaptent de plus en plus aux besoins actuels et futurs de la région africaine;

3. Décide ce qui suit :

I. Mécanisme intergouvernemental de la Commission

A. Organisations s'occupant des questions de développement global au niveau ministériel

a) Conférence des ministres africains responsables du développement économique et de la planification

Etant donné que la Conférence est l'organe suprême de la Commission, elle devrait poursuivre ses fonctions actuelles, assistée par le Comité technique préparatoire plénier;

b) Conférence des ministres des pays africains les moins avancés et son Comité intergouvernemental d'experts

Etant donné que le nombre de pays africains dans ce groupe est en augmentation et que leur situation continue à empirer, la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés et son Comité intergouvernemental d'experts devraient continuer à fonctionner tels qu'ils ont été conçus et il revient au secrétariat de déterminer s'ils devraient se réunir tous les ans ou tous les deux ans;

c) Conseils des ministres des MULPOC et leurs comités d'experts

Compte tenu du fait que la coopération et l'intégration économiques demeureront la base du marché commun africain et de la communauté économique africaine, les conseils des ministres des MULPOC et leurs comités d'experts devraient être maintenus;

B. Organes s'occupant des questions sectorielles au niveau ministériel et leurs comités techniques d'experts

a) Conférences ministérielles sectorielles dont le service est assuré entièrement par le secrétariat de la Commission

- i) Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification et son Comité technique d'experts;
- ii) Conférence des ministres africains responsables de la mise en valeur, de la planification et de l'utilisation des ressources humaines;
- iii) Conférence des ministres africains des finances et son Comité technique d'experts;
- iv) Les ministres africains responsables de la mise en valeur, de l'exploration et de l'utilisation des ressources minérales et leurs comités techniques d'experts;

Compte tenu de la nécessité de continuer à disposer des vues spécialisées et des recommandations des conférences ministérielles sectorielles aux travaux desquelles l'Organisation de l'unité africaine participe de plus en plus, toutes les conférences ministérielles sectorielles devraient être maintenues 25/.

b) Conférences ministérielles sectorielles dont le service est assuré avec la collaboration d'autres organisations

- i) Conférence des ministres africains des affaires sociales et son Comité technique d'experts ((avec l'Organisation de l'unité africaine (OUA));
- ii) Conférence des ministres africains de l'industrie et son Comité technique d'experts ((avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et l'OUA));

- iii) Conférence des ministres africains du commerce et son Comité technique d'experts (avec l'OUA et le soutien actif de la CNUCED);

Compte tenu de la nécessité de continuer à disposer des vues spécialisées et des recommandations de ces conférences ministérielles sectorielles, elles devraient continuer leurs activités. La pratique consistant à partager les coûts devrait continuer à être appliquée;

#### C. Organes subsidiaires techniques

- a) Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains;

- b) Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement;

- c) Comité intergouvernemental pour le développement de la science et de la technique;

- d) Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement;

- e) Comité technique pour le Système panafricain de documentation et d'information (PADIS);

Ces organes font rapport directement à la Conférence des ministres responsables du développement économique et de la planification par l'intermédiaire du Comité technique préparatoire plénier et leurs services continueront d'avoir une valeur inestimable pour cette conférence. Ils devraient donc poursuivre leurs activités.

#### II. Méthodes de travail y compris la périodicité des réunions et l'ordre du jour du mécanisme institutionnel de la Commission

- a) La Conférence des ministres responsables du développement économique et de la planification

Compte tenu de la persistance de la crise économique en Afrique et de la nécessité de la suivre de façon continue, du rôle que la Conférence joue dans les activités de l'Organisation de l'unité africaine ayant trait à des questions économiques dont s'occupent le Conseil économique et social et l'Assemblée générale des Nations Unies qui tous deux se réunissent annuellement, la Commission devrait continuer à se réunir chaque année en attendant que cette pratique soit réexaminée en 1992;

- b) Les Conseils des ministres des MULPOC

D'approuver les décisions des conseils des ministres des MULPOC y compris le Conseil des plénipotentiaires du MULPOC de l'Afrique du Nord de se réunir dorénavant tous les deux ans. Les travaux des MULPOC seraient supervisés, pendant les années où ils ne se réunissent pas, par des comités restreints de leurs Etats membres. La longueur des documents à soumettre ainsi que celle des rapports des MULPOC devrait respecter les normes de l'Organisation des Nations Unies. Les réunions des MULPOC, aussi bien celles des experts que celles des ministres, ne devraient pas durer plus de six jours;



- c) Conférences ministérielles sectorielles (celles dont le service est assuré entièrement par le secrétariat de la Commission et celles dont le service est assuré en collaboration avec d'autres organisations)

Les réunions des conférences sectorielles devraient continuer à se tenir tous les deux ans. L'ordre du jour devrait être court et précis. La longueur des documents soumis à ces conférences ainsi que celle des rapports des conférences devrait respecter les normes de l'Organisation des Nations Unies. Les réunions, tant des experts que des ministres, ne devraient pas durer plus de six jours;

- d) Organes subsidiaires techniques

Les organes subsidiaires techniques devraient continuer à se réunir tous les deux ans. Leurs réunions devraient être courtes et porter sur des sujets précis. La longueur des documents à soumettre à ces organes ainsi que celle des rapports de ces organes devrait respecter les normes de l'Organisation des Nations Unies;

4. Lance un appel à la Commission spéciale pour qu'elle examine favorablement les présentes décisions afin de les incorporer à ses recommandations;

5. Prie le Secrétaire exécutif de transmettre la présente résolution à la Commission spéciale avant le 27 mai 1987.

## CHAPITRE II

### ACTIVITES DE LA COMMISSION AU COURS DE LA PERIODE ALLANT DU 22 AVRIL 1986 AU 27 AVRIL 1987

#### A. Activités des organes subsidiaires

3. La liste des réunions tenues par les organes subsidiaires de la Commission au cours de la période considérée figure à l'annexe I du présent rapport.

#### B. Autres activités

4. Les activités menées par la Commission au titre de son programme de travail et ordre de priorité ou en application des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et de la Conférence des ministres, sont décrites ci-après :

#### Problèmes et politiques de développement

5. Le secrétariat a établi l'Etude des conditions économiques et sociales en Afrique. 1985-1986 qui traite de l'évolution de la situation dans la région au cours de la période 1985-1986 et fournit des prévisions relatives aux principales variables macro-économiques pour 1987. L'Etude révèle que la région a encore obtenu de mauvais résultats, n'enregistrant qu'une faible croissance de 1,2 p. 100 en 1986 tandis qu'un certain redressement a été noté dans le secteur agricole en raison de l'amélioration des conditions climatiques. L'évolution défavorable du secteur extérieur avec notamment la stagnation des cours des produits d'exportation (en particulier le pétrole) et l'alourdissement du service de la dette étaient à l'origine des mauvais résultats enregistrés.

6. Dans le domaine de la planification et des projections, le secrétariat a réalisé quatre études sur les modèles de planification multisectorielle. Il s'agit de l'intégration du secteur informel dans la planification multisectorielle du développement en Afrique, de la dynamisation des projections intersectorielles de la croissance économique dans les pays africains en développement, du traitement des variables des prix et de la balance des paiements dans les modèles de prévision à court terme fondés sur les matrices de comptabilité sociale (MACs) et de l'établissement de modèles détaillés du secteur énergétique en vue d'améliorer la balance énergétique en Afrique. Ces études ont été examinées par un atelier et diverses recommandations ont été faites pour développer leurs aspects analytiques et améliorer les capacités de planification sectorielle au niveau national. On a entamé la réalisation d'études de la planification sectorielle dans le cadre d'arrangements de coopération sous-régionale, en particulier l'analyse des domaines de coopération en matière de transport et de commerce. Des systèmes de prévision à court terme fondés sur les matrices de comptabilité sociale (MACs) ont été établis dans certains pays pour servir de systèmes d'alerte immédiate et signaler la vulnérabilité dans les domaines intérieur et extérieur. Une assistance a été fournie à certains pays africains dans le domaine de la planification.

7. Les activités en faveur des pays africains les moins avancés ont porté aussi bien sur la participation du secrétariat aux tables rondes entre certains pays et les bailleurs de fonds que sur la préparation et le service des

cinquième et sixième réunions du Comité intergouvernemental d'experts des pays africains les moins avancés et de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés en avril 1987.

8. Le secrétariat a notamment participé à la deuxième table ronde organisée par le Gouvernement cap-verdien en vue d'établir un dialogue ouvert et une meilleure compréhension entre le Cap-Vert et ses partenaires pour le développement et à la réunion sectorielle des bailleurs de fonds du Togo sur les infrastructures socio-culturelles, tenue à Lomé (Togo) du 20 au 24 octobre 1986.

9. Le secrétariat a répondu à un questionnaire envoyé par l'UNITAR dans le cadre de l'évaluation des besoins spécifiques de formation des administrateurs de la dette publique extérieure des PMA en général. Dans sa réponse, le secrétariat a mentionné des facteurs tels que l'absence de coordination efficace au niveau national et l'inefficacité du contrôle des engagements extérieurs; la conception, la conduite des négociations, l'exécution et le suivi défectueux des projets qui entraînent un accroissement des coûts; la faible capacité de négociation des pays africains compte tenu de la complexité des mécanismes financiers internationaux.

10. Suite à une demande de l'Autorité intergouvernementale pour la lutte contre la sécheresse et pour le développement (IGADD) relative à l'utilisation des données, des informations et d'autres moyens logistiques, le secrétariat a établi un document de 50 pages d'informations et de données de pays à l'intention des Etats membres de l'IGADD dont cinq appartiennent aux pays africains les moins avancés; ce document était destiné à la réunion de cinq semaines tenue à partir du 16 juin 1986 à Addis-Abeba (Ethiopie) du Comité d'experts nationaux chargé d'élaborer et de mettre au point des programmes et des projets nationaux et sous-régionaux à soumettre aux donateurs.

11. Afin d'assurer le service des réunions d'avril 1987, le secrétariat a notamment préparé les documents ci-après : i) Examen de la situation économique et sociale dans les pays africains les moins avancés, 1985-1986 (E/ECA/LDCs.7/Exp.6/2); ii) Progrès réalisés dans l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action dans les pays africains les moins avancés (E/ECA/LDCs.7/Exp.6/3); iii) Incidences des programmes d'ajustement structurel et de stabilisation sur la croissance et le développement à long terme dans les pays africains les moins avancés (E/ECA/LDCs.7/Exp.6/4); et iv) Examen des activités de la CEA pendant la période allant d'avril 1986 à avril 1987, de celles prévues pour le reste de 1987 et de son programme de travail pour 1988-1989 en faveur des pays africains les moins avancés (E/ECA/LDCs.7/Exp.6/5).

#### Développement industriel

12. Au cours de la période considérée, les activités du secrétariat ont été axées sur les quatre sous-programmes suivants : a) Elaboration de politiques, planification et création d'institutions; b) Développement des industries de base; c) Développement des agro-industries et des industries forestières; et d) Développement de la petite industrie.

#### Elaboration de politiques, planification et création d'institutions

13. L'essentiel des activités du secrétariat au titre de ce sous-programme a porté sur le renforcement des services de formulation de politiques et

de planification. A cet égard, des missions consultatives se sont rendues dans les MULPOC de Lusaka, Gisenyi et Yaoundé afin d'examiner les modalités de redéfinition des priorités en matière de politiques et de plans dans le domaine industriel, de jeter des bases solides pour la coopération industrielle et de développer les capacités et les infrastructures locales. Des discussions préliminaires en vue de préparer des consultations entre le Cameroun, le Congo, le Gabon, la République centrafricaine et le Zaïre sur la réhabilitation de l'aciérie de Maluku au Zaïre ont été tenues. Enfin, un appui administratif et technique a été fourni à l'ARCEDEM sous forme de participation à un voyage d'étude en Hongrie en septembre/octobre 1986 et de préparation de matériels d'enseignement pour un séminaire tenu à Arusha (République-Unie de Tanzanie) en novembre 1986.

#### Développement des industries de base

14. En ce qui concerne le sous-secteur des industries métallurgiques, le secrétariat a concentré ses activités sur l'étude de l'état de l'offre et de la demande de produits sidérurgiques dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest. Dans un rapport de mission portant sur six pays (Sénégal, Libéria, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Ghana et Nigéria), des propositions ont été faites en vue d'élaborer une stratégie intégrée pour le développement de l'industrie sidérurgique dans la sous-région.

15. Dans le domaine des industries mécaniques, le secrétariat a établi un rapport détaillé intitulé "Programme de développement de l'industrie mécanique pour certains pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe de la ZEP" (Ethiopie, Kenya, Maurice, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Zambie et Zimbabwe) dans lequel sont identifiées les industries mécaniques existantes et qui doivent être revalorisées. Des missions ont été envoyées en Zambie, en République-Unie de Tanzanie, en Angola et en Ethiopie ainsi qu'au Zaïre, au Congo, au Gabon, au Cameroun et en République centrafricaine.

16. En ce qui concerne le sous-secteur des industries chimiques, le secrétariat s'est attaché à renforcer les industries chimiques de la sous-région, à savoir l'usine d'acide phosphorique située au Togo, l'usine de produits pharmaceutiques de Sierra Leone et la production de quinquina grâce à la remise en état d'une usine en Guinée. Des missions sur le terrain ont été organisées pour évaluer le fonctionnement de l'usine de produits phytosanitaires du Burkina Faso et du Niger, de l'usine pharmaceutique du Nigéria et de l'usine sous-régionale d'ammoniaque établie en Côte d'Ivoire.

#### Développement des agro-industries et des industries forestières

17. Le secrétariat a fourni des services consultatifs à la Guinée en vue de la remise en état du complexe intégré de traitement de gari de Faranah. Des profils sur la technologie de transformation industrielle du manioc à petite échelle ont été préparés pour les réunions des conseils des ministres des MULPOC de l'Afrique de l'Ouest, de l'Afrique du Centre et de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe. Dans le cadre de la CTPD, un programme de transfert de la technologie de transformation industrielle de la farine de manioc de la Côte d'Ivoire au Zaïre a été mené avec succès. Une étude sur les produits forestiers a été réalisée et présentée aux gouvernements burundais, rwandais et zaïrois. Des activités relatives à la valorisation des produits forestiers de la plantation de Rugazi du Burundi et de la plantation de Fanalamananega de Madagascar et à la fourniture d'épures à l'usine de fabrication de meubles d'Ethiopie ont été menées par le secrétariat.

### Développement de la petite industrie

18. Dans le domaine de la petite industrie, les activités ont porté sur la fourniture de services consultatifs portant sur la formulation de politiques et le renforcement des institutions de la petite industrie au Botswana, au Kenya, à Maurice, à Madagascar, aux Comores, en République-Unie de Tanzanie et en Zambie dans le but de promouvoir les capacités d'établissement de profils de projets relatifs à l'outillage agricole. Le secrétariat a organisé un atelier sur la préparation de profils de projets à l'intention de promoteurs de la petite industrie et de fonctionnaires du Burundi, du Rwanda et du Zaïre à Bujumbura, du 14 au 16 janvier 1987.

### Statistiques

19. Comme d'habitude, le programme de travail du secrétariat au cours de la période considérée a porté sur l'assistance aux pays africains en vue du développement et du renforcement de leurs services de statistiques démographiques et sociales, de statistiques censitaires et de statistiques du commerce international.

20. Les principaux programmes du secrétariat qui s'attachent à répondre aux besoins des services nationaux de statistique sont : le Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquêtes sur les ménages (PADEM), le Programme de formation statistique pour l'Afrique (PFSA), le Programme concernant la mise en place de services de comptabilité nationale, les services consultatifs régionaux pour les statistiques démographiques (SCRSD) ainsi que la mise en place d'une base de données statistiques. Les activités relatives aux statistiques de l'environnement devraient débuter dès que les problèmes administratifs auront été réglés.

21. Outre les activités susmentionnées, le secrétariat a établi les publications suivantes : Indicateurs socio-économiques africains de 1984; Bulletin d'informations statistiques, no. 18; Répertoire des statisticiens africains de 1986; Bulletin de statistique, nos 65 et 66 et Echos du PFSA, nos 11 et 12. Des sorties d'imprimante sur les statistiques démographiques et sociales, les statistiques du commerce extérieur, les statistiques économiques et les statistiques sociales, démographiques et économiques intégrées ont été produites et envoyées aux bureaux de statistique de l'Afrique. En outre des sorties d'imprimante de l'Annuaire statistique pour l'Afrique de 1985 et des indicateurs socio-économiques africains ont été produites.

22. D'autres publications, à savoir les statistiques africaines du commerce extérieur : série A, nos 27, 28 et 29 et série C, nos 4, 5 et 6; le Bulletin d'informations statistiques africaines de 1984, no 19 étaient en cours d'établissement.

23. Au cours de la période considérée, les quatre réunions ci-après ont été tenues :

a) Séminaire sur la révision du Système de comptabilité nationale de l'ONU, Addis-Abeba, 29 septembre - 30 octobre 1986;

b) Groupe de travail chargé des enquêtes sur les ménages (à l'intention des pays africains francophones), Addis-Abeba, 20-24 octobre 1986;

c) Séminaire de formation sur les enquêtes sur la santé par interrogatoire (conjointement organisé par l'OMS, la CEA, le BNUS, le FISE), Harare (Zimbabwe), 10-28 novembre 1986; et

d) Séminaire sur la mise en place de bases de données statistiques à l'intention de participants des pays membres d'expression française (Addis-Abeba, 24-28 novembre 1986).

#### Alimentation et agriculture

24. Au cours de la période considérée, les activités du secrétariat dans le secteur de l'alimentation et de l'agriculture ont continué à porter sur le renforcement des moyens dans les domaines ci-après : a) planification et politiques agricoles; b) conservation et gestion des ressources forestières; c) promotion du développement rural intégré; d) renforcement des institutions agricoles; e) harmonisation et coordination des politiques et programmes en matière de développement de l'élevage; f) prévention des pertes de denrées alimentaires; et g) amélioration de la sécurité alimentaire.

25. S'agissant de la planification et des politiques agricoles, une publication technique sur la planification agricole à l'intention des responsables gouvernementaux, des planificateurs et des administrateurs a été mise au point. En outre, un rapport relatif aux politiques d'utilisation du sol et aux systèmes agraires en Afrique et qui devait être présenté à la Conférence des ministres de la CEA en 1987 a été établi ainsi qu'une publication technique sur les mesures propres à améliorer les statistiques agricoles.

26. Diverses activités ont été menées dans le cadre de l'exécution du chapitre du Plan d'action de Lagos consacré à l'alimentation et à l'agriculture. A cet égard, trois rapports sur la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos qui devaient être présentés à la Conférence des ministres de la CEA et aux réunions des organes directeurs des MULPOC de Lusaka et de Niamey de 1987 ont été établis.

27. En ce qui concerne la conservation et la mise en valeur des ressources forestières, le secrétariat a établi un rapport intitulé : "Mesures générales et institutions visant à améliorer la conservation, la gestion et la mise en valeur des ressources forestières en Afrique" qui devait être présenté à la Conférence des ministres de la CEA. De plus, une publication technique sur les programmes et mesures d'utilisation des sols en ce qui concerne la conservation et la gestion des sols, de la faune et des ressources forestières a été préparée à l'intention des pays membres.

28. Dans le domaine du développement rural intégré et de l'amélioration des institutions et services agricoles, un certain nombre d'activités ont été menées. Deux publications techniques portant respectivement sur l'harmonisation des politiques de développement de l'élevage en Afrique du Nord et sur la coopération sous-régionale en matière de production et de distribution de produits vétérinaires en Afrique de l'Ouest ont été réalisées. En outre, un rapport intitulé "Programmes et projets de coopération multinationale pour l'amélioration de la production animale" a été préparé à l'intention de la Conférence des ministres de la CEA de 1987. Un rapport sur l'harmonisation des politiques et stratégies de mécanisation de l'agriculture a été préparé pour la réunion de 1987 des organes du MULPOC de Tanger. En ce qui concerne la réforme agraire, le secrétariat a établi

un rapport sur l'exécution des recommandations de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural (CMRADR) dans la sous-région du MULPOC de Lusaka qui devait également être présenté à la Conférence des ministres de la CEA.

29. Plusieurs activités ont été menées dans le domaine de la commercialisation, des institutions et des services agricoles. Une publication technique sur la formation et le perfectionnement de la main-d'oeuvre en matière de commercialisation agricole a été préparée. En plus, un séminaire sur la commercialisation agricole et le perfectionnement de la main-d'oeuvre a été organisé à l'intention de fonctionnaires chargés de la commercialisation agricole et un rapport a été préparé pour les pays concernés. En outre, un rapport évaluant les mesures prises par les pays africains en vue de réduire les pertes alimentaires pendant la période 1975-1985 a été préparé pour la Conférence des ministres de la CEA.

30. Le secrétariat a établi un rapport intitulé "Année internationale de la mobilisation de ressources financières et technologiques pour améliorer la production alimentaire et agricole en Afrique" qui devait être présenté à la Conférence des ministres de la CEA et à l'Assemblée générale des Nations Unies. Un rapport intitulé "Aide alimentaire et développement - une reconsidération de la stratégie" a également été préparé et sera présenté au séminaire PAM/BAD prévu à Abidjan (Côte d'Ivoire).

#### Population

31. Au cours de la période considérée, le secrétariat a entamé l'exécution du programme de travail approuvé 1986-1987 qui se compose des trois sous-programmes suivants : a) Politiques démographiques et planification du développement; b) Analyse démographique dans le cadre de la planification du développement économique et social; et c) Formation et recherche au niveau régional.

32. Comme lors de la précédente période, l'accent a été mis sur la fourniture de services consultatifs aux Etats membres. Les pays ci-après ont bénéficié, à leur demande, de tels services : Côte d'Ivoire, Djibouti, Guinée équatoriale, Maurice, République-Unie de Tanzanie, République centrafricaine, Burundi, Burkina Faso, Botswana, Kenya, Zaïre et Soudan; ces services portaient sur l'évaluation et l'analyse des données issues des recensements ou des enquêtes démographiques et des statistiques de l'état civil; la formation en cours d'emploi et de niveau intermédiaire à l'intention des nationaux en matière d'analyse démographique, de formulation et d'exécution de politiques démographiques, d'intégration des variables démographiques dans la planification du développement et d'évaluation des programmes de planification familiale.

33. Le secrétariat a réalisé les études suivantes : "Niveaux, structures, écarts et tendances de la mortalité dans certains pays africains"; "Données démographiques et socio-économiques pour les Etats membres de la CEA"; et "Structure des ménages et fécondité en Afrique subsaharienne".

34. En ce qui concerne les ateliers et séminaires, le secrétariat a organisé à Addis-Abeba une réunion intergouvernementale d'experts sur un manuel et des directives pour l'intégration des variables démographiques dans les plans de développement en Afrique.

35. Dans le domaine des informations sur la population, POPIN-AFRIQUE a organisé à Addis-Abeba un stage de formation sur la documentation en matière d'informations sur la population et fait paraître la publication suivante : "Informations sur la population en Afrique" (nos 50 et 51). En plus, une équipe de 6 représentants de POPIN-AFRIQUE a effectué, du 6 au 23 juillet 1986, un voyage d'étude dans certains centres d'informations sur la population situés en Asie.

36. S'agissant de la formation et de la recherche démographiques au niveau régional, le secrétariat a continué d'administrer le Regional Institute for Population Studies (RIPS) d'Accra, l'Institut de formation et de recherche démographiques (IFORD) de Yaoundé ainsi que le Groupe sur les questions de population de l'Institut du Sahel au Mali.

#### Ressources naturelles

##### Ressources minérales

37. Au cours de la période considérée, le secrétariat a fourni une assistance technique et administrative au Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe de Dodoma (République-Unie de Tanzanie) et au Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique du Centre de Brazzaville (Congo) concernant la gestion de ces deux institutions et la mise en oeuvre de leurs programmes de travail. S'agissant du Centre de Dodoma, le secrétariat a effectué en janvier-février 1987, conjointement avec des représentants du Mozambique, de la République-Unie de Tanzanie et de l'Ouganda, une évaluation des performances, des moyens et des problèmes dudit Centre conformément aux recommandations de la première réunion extraordinaire de son Comité directeur tenue en février 1986 et de la réunion de son Conseil d'administration tenue en octobre 1986. Le secrétariat a également répondu aux demandes des gouvernements du Botswana et du Mozambique relatives à une étude sur l'identification des possibilités d'emploi dans le secteur minier au Botswana et au Mozambique en faveur de leurs ressortissants travaillant actuellement en Afrique du Sud et menacés d'expulsion.

38. Afin d'améliorer les connaissances des pays africains dans le domaine des ressources minérales, le secrétariat a poursuivi la réalisation de l'étude régionale sur l'aluminium et le cuivre qui a été lancée en 1985, en concentrant ses activités sur les trois pays ci-après : Botswana, Kenya et Mozambique. Les résultats de l'étude seront présentés à la troisième réunion de la Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique.

39. Le secrétariat a également achevé une étude sur la possibilité de créer des industries de phosphates partiellement acidulés dans les pays sahéliens d'Afrique de l'Ouest. Le rapport relatif à cette étude a été envoyé aux 50 Etats membres africains. Pour ce qui est des engrais, le secrétariat a préparé un descriptif de projet sur la création d'industries de phosphates partiellement acidulés au Burkina Faso, au Mali, en Mauritanie, au Niger, au Tchad et dans quelques autres pays. Le descriptif a été présenté au PNUD en vue d'un financement dans le cadre de son quatrième cycle de programmation 1987-1991.

40. S'agissant de la formation d'experts nationaux des Etats membres, le secrétariat a, avec l'assistance de l'Union des Républiques socialistes



soviétiques (URSS), organisé en novembre 1986 un séminaire et voyage d'étude sur les nouvelles méthodes de prospection en Géorgie et en Arménie (URSS). Des représentants de 13 pays ont participé à ce séminaire et ont recommandé la publication et la diffusion de certaines cartes thématiques y compris la carte tectonique partielle de l'Afrique. En collaboration avec le Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique centrale, le secrétariat a organisé en décembre 1986, au Zaïre, un colloque sur l'application de la télédétection à la prospection minière.

#### Cartographie et télédétection

41. Au cours de la période considérée, le secrétariat a fourni un soutien technique continu aux activités du Centre régional de services spécialisés dans le domaine des levés, des cartes et de la télédétection de Nairobi (Kenya) ainsi qu'au Centre régional de formation aux techniques des levés aériens d'Ile-Ife (Nigéria). Les deux centres ont pu ainsi renforcer leurs moyens dans le domaine de la coopération multilatérale et incité les Etats membres à envisager de participer activement à leurs activités. Chacun de ces centres a notamment bénéficié d'une assistance pour l'élaboration de projets en vue d'un financement extérieur. En ce qui concerne le Centre de Nairobi, parmi les projets élaborés en vue d'un financement extérieur, on peut citer des propositions en vue du quatrième cycle de programmation du PNUD pour l'Afrique (1987-1991) et la deuxième phase du projet de télédétection financé par l'Agency for International Development des Etats-Unis. L'accord d'aide a été par la suite prorogé pour une période de cinq ans (1986-1991). Le secrétariat a en outre apporté son concours pour l'élaboration du deuxième plan de développement quinquennal des deux centres. Celui du Centre de Nairobi a été lancé à Mbabane (Swaziland) par la Conférence des ministres responsables des activités en matière de levés, de cartographie et de télédétection dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe alors que celui du Centre d'Ile-Ife doit être mis au point par le Conseil d'administration du Centre avant son lancement ultérieur au niveau ministériel.

42. En tant qu'agent d'exécution du projet - financé par le PNUD - du Centre régional de services spécialisés dans le domaine des levés, des cartes et de la télédétection de Nairobi, le secrétariat a fourni une assistance technique et a pris en outre une part active aux opérations ayant pour objet d'acquérir l'équipement cartographique nécessaire pour l'exécution du projet. Le secrétariat a participé activement à la révision tripartite du projet qui a été par la suite prolongé de six autres mois, de janvier à juin 1987.

43. Du 10 au 17 novembre 1986, le secrétariat a assuré le service technique, au siège à Addis-Abeba, de la sixième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique qui a vu la plus grosse participation de toutes les conférences cartographiques antérieures et la première à porter sur un thème réaliste : "cartographie et télédétection pour le développement".

44. En outre, en collaboration avec le secrétariat de l'OUA, le secrétariat a pris d'excellents arrangements, tant aux niveaux national que régional, en vue de la célébration de l'année 1986 comme "Année de la cartographie et de la télédétection en Afrique".

45. Le secrétariat a continué de prendre les mesures nécessaires en vue de l'application rapide de la résolution 550 (XX) relative au fusionnement

du Conseil africain de télédétection et de l'Association africaine de cartographie.

#### Ressources en eau

46. Dans le domaine des ressources en eau, le secrétariat a continué de fournir une assistance technique aux Etats membres sur leur demande. Le Représentant résident du PNUD a, pour le compte du Gouvernement ghanéen, demandé l'assistance de la CEA pour l'organisation d'une table ronde de donateurs à propos de programmes d'approvisionnement en eau des zones rurales et urbaines du Ghana. Le secrétariat a par la suite effectué deux missions, l'une en février et l'autre en septembre 1986, qui lui ont permis de présenter des avis sur les activités préliminaires et de mener une étude sur la possibilité pour des donateurs d'appuyer le développement du secteur. Des services consultatifs ont été fournis au Mali, au Burkina Faso et au Niger en ce qui concerne l'évaluation des eaux de surface et des eaux souterraines ainsi que la mise en place de moyens institutionnels pour une exploitation et une mise en valeur appropriées des ressources en eau.

47. Des études ont été menées en vue de déterminer comment les réseaux hydrologiques et les moyens existants pouvaient permettre de traiter et d'analyser les données en Afrique de l'Ouest et un rapport a été présenté au Conseil des ministres du MULPOC de l'Afrique de l'Ouest en janvier 1987.

48. Une conférence régionale sur les aspects socio-économiques de la gestion des ressources en eau en Afrique a été convoquée en juin 1986. Elle avait pour objet d'évaluer les progrès accomplis et de déterminer les obstacles rencontrés par les pays dans la gestion des ressources en eau en vue de présenter des recommandations pour la nouvelle stratégie à adopter en vue d'affecter les ressources aux domaines prioritaires et de mettre en place, au niveau national, des moyens d'exécuter des programmes de mise en valeur accélérée des ressources en eau.

49. Des études sur les commissions actuelles des bassins fluviaux, portant notamment sur les moyens de renforcer les organisations actuelles et la possibilité d'en créer de nouvelles ont été menées et un rapport a été présenté à la Conférence des ministres de la CEA en avril 1987.

#### Ressources énergétiques

50. En ce qui concerne l'énergie, les activités menées par le secrétariat ont visé essentiellement à promouvoir la coopération multinationale en Afrique dans trois domaines principaux à savoir i) exploration, évaluation ainsi que mise en valeur des ressources énergétiques, intégration de la planification des politiques énergétiques dans la planification des politiques socio-économiques globales; ii) recherche, formation et information; et iii) mise en place d'institutions.

51. Un certain nombre de missions ont été effectuées dans des Etats membres africains; elles avaient pour objet de fournir des services consultatifs pour la prospection et la mise en valeur des sources d'énergie traditionnelles, nouvelles et renouvelables. Des missions consultatives au Nigéria, en Algérie et en Egypte ont été effectuées en juin et juillet 1986, elles ont porté sur la politique et la planification énergétique en général et en particulier sur la mise en valeur des ressources en charbon.

52. Les missions au Burundi, au Rwanda et au Zaïre ont porté sur les aspects opérationnels et organisationnels de la mise en valeur et de l'utilisation de l'énergie hydroélectrique.

53. La possibilité pour les Etats membres côtiers de l'Afrique de l'Ouest de mettre en valeur les ressources énergétiques des océans a fait l'objet d'une étude et un rapport a été établi et présenté à la réunion des organes délibérants du MULPOC de Niamey.

54. Le secrétariat a continué de recenser les chercheurs, ingénieurs et techniciens africains en vue de leur donner une formation dans le domaine de l'énergie solaire en France. Quatre bourses de formation dans cette discipline ont été octroyées au cours de la période considérée.

55. Le secrétariat a en outre organisé en novembre 1986, une réunion consultative régionale en vue de la mobilisation de ressources financières pour la mise en valeur de sources d'énergie nouvelles et renouvelables en Afrique. Cette réunion a regroupé des donateurs potentiels, des pays bénéficiaires et des organisations internationales qui ont échangé des idées sur la meilleure façon de mettre en valeur et d'utiliser les sources d'énergie nouvelles et renouvelables en Afrique. Les participants ont recommandé que d'autres consultations aient lieu entre donateurs et Etats membres africains de façon à ce que les dispositions nécessaires soient prises en vue du financement et de l'exécution des projets identifiés.

56. La réunion du Conseil d'administration du Centre africain de l'énergie solaire s'est tenue à Bujumbura en juin 1986 et à la demande du Conseil, le secrétariat a préparé en août 1986 le programme de travail et le budget-programme du Centre.

#### Science et technique

57. Le secrétariat a organisé à Addis-Abeba, du 27 au 30 mai 1986, un séminaire consacré à la production sur une grande échelle du matériel scientifique pédagogique et en a assuré le service. L'Unesco a collaboré à l'organisation du séminaire auquel ont participé des experts de 14 pays membres. Les participants au séminaire ont examiné et adopté une liste de projets, à savoir : projets nationaux, sous-régionaux et régionaux dans le cadre d'association en entreprises, pour la production à grande échelle du matériel scientifique pédagogique et sont arrivés à un accord sur les modalités d'exécution.

58. Le secrétariat, en collaboration avec l'OUA, a organisé deux réunions de groupes de travail sous-régionaux sur la science et la technique : celle du groupe de travail pour l'Afrique du Nord s'est tenue au Caire du 15 au 19 juin 1986 et celle du groupe de travail de l'Afrique australe a eu lieu à Lusaka du 30 septembre au 2 octobre 1986. Le groupe de travail pour l'Afrique du Nord a retenu 10 idées de projet et le groupe de travail pour l'Afrique australe, quant à lui, a retenu 6 projets compte tenu des priorités respectives de la sous-région.

59. Le secrétariat a effectué du 16 au 22 juin 1986 une mission au Centre régional africain de technologie (CRAT) de Dakar pour présenter au centre

des avis sur ses activités et l'aider à exécuter le projet financé par le PNUD.

60. En réponse à des demandes que lui ont adressées les pays de la CEPGL à savoir le Burundi, le Rwanda et le Zaïre, le secrétariat a effectué une mission consultative dans ces pays du 12 au 30 août 1986. Cette mission a examiné l'organisation et l'état de la recherche scientifique et technique dans ces pays, les secteurs prioritaires en matière de science et technique aussi bien au niveau national que sous-régional et a présenté des propositions concrètes visant à résoudre les problèmes que pose la recherche scientifique et technique ainsi qu'à renforcer et diversifier la coopération scientifique et technique entre les trois pays.

61. Le secrétariat a, les 6 et 7 octobre 1986, effectué une mission au Réseau africain d'institutions scientifiques et techniques (RAIST) de Nairobi en vue d'analyser les progrès accomplis en ce qui concerne l'identification des institutions qui vont mener l'étude sur la possibilité de créer des ateliers de formation et de production mécanique et de planifier l'exécution des activités qui restent à entreprendre dans le cadre du processus d'identification.

62. En collaboration avec le DSE de la République fédérale d'Allemagne, le secrétariat a organisé une réunion d'un groupe d'experts en vue d'examiner le Système d'alerte avancée sur les technologies nouvelles pour l'Afrique, réunion qui a eu lieu à Addis-Abeba du 8 au 10 décembre 1986. Sept experts africains ont examiné et mis au point le projet ATAS-Africa.

63. Le secrétariat a participé à une mission aux Comores du 17 novembre au 30 décembre 1986, laquelle avait pour objet de proposer des mesures visant à assurer le redressement économique et financier du pays. Elle faisait partie de l'assistance fournie par la CEA dans le cadre de la mission économique et financière de la Banque mondiale et du FMI.

64. Avec le concours du Gouvernement indien, le secrétariat a commencé en novembre 1986 les travaux relatifs au Centre de démonstration de technologie rurale de Dakar. Un consultant indien a été envoyé à Dakar pour recevoir, inspecter et installer le matériel fourni par l'Inde. L'expert a aussi procédé à des séances de démonstration de l'utilisation du matériel et a assuré la formation d'experts africains.

65. Le secrétariat, en collaboration avec divers donateurs et organismes et avec le concours du CRAT, a organisé à Dakar du 9 au 13 février 1987 un atelier conjoint de formation CRAT/CEA sur les capacités d'acquisition de technologies étrangères en Afrique. L'atelier avait pour objet d'aider les fonctionnaires africains responsables de la politique technologique, de l'acquisition et de la gestion de la technologie de négocier avec des fabricants multinationaux et d'autres fournisseurs de techniques, en prenant en compte les derniers faits intervenus dans les domaines du droit, de la technologie de pointe, des sciences économiques et de la politique.

66. En réponse à une demande que lui a adressée la République-Unie de Tanzanie, le secrétariat a effectué une mission consultative dans ce pays du 28 mars au 5 avril 1987, au cours de laquelle une étude du potentiel technique adaptatif dans le secteur métallurgique du secteur non structuré a été faite et des propositions présentées en vue du développement de ce

potentiel. La mission a également partagé avec les fonctionnaires tanzaniens concernés l'expérience du secrétariat dans le domaine de la diffusion de technologies asiatiques applicables aux pays africains.

#### Transport, communications et tourisme

67. Au cours de la période considérée, les activités du secrétariat ont porté sur les problèmes du transport général et multimodal, le transport ferroviaire, routier, aérien, par voies d'eau intérieures et maritime ainsi que sur les ports, le tourisme et les communications, y compris les communications par satellite, la radio-diffusion et les services postaux.

68. Le secrétariat a également poursuivi son assistance technique au programme en cours de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique.

#### Transport et tourisme

69. Le secrétariat a élaboré et publié la plupart des publications techniques relatives à l'harmonisation et à la coordination des divers modes de transport en Afrique ainsi qu'à l'étude des besoins en main-d'oeuvre et en formation dans le domaine des transports. Ces publications (trois sur l'harmonisation et la coordination et une sur l'étude de la main-d'oeuvre et les besoins de formation) ont été distribuées aux Etats membres et à des organisations intergouvernementales africaines en décembre 1986.

70. Dans le cadre des efforts qu'il ne cesse de déployer pour mobiliser des fonds et des ressources en vue de l'exécution du programme de la Décennie, le secrétariat a organisé et convoqué la première réunion de co-financement à Pointe - Noire (Congo) pour le bénéfice des couloirs de transport de transit dans la sous-région de l'Afrique centrale.

71. Le secrétariat a organisé la dixième réunion du Comité de coordination interinstitutions à Addis-Abeba, au cours de laquelle un rapport sur l'exécution du programme de la seconde phase pendant l'année 1986 a été mis au point.

72. Le secrétariat a organisé et convoqué les deuxième et troisième réunions de la Commission du transport aérien, constituée à la suite de la Déclaration de Mbabane sur les libertés de l'air.

73. Ces deux réunions ont examiné les questions portant sur les droits du trafic aérien, la création de compagnies aériennes régionales et sous-régionales, la coopération entre les compagnies, la définition des itinéraires nécessaires pour l'intégration physique et économique de l'Afrique ainsi que la collecte et l'analyse des données statistiques relatives au transport aérien.

74. Une assistance consultative technique a été fournie à l'Association des compagnies aériennes africaines (AFRAA) et à la Commission africaine de l'aviation civile (CAFAC) dans le cadre de l'exécution de leurs activités et le secrétariat a participé en outre à l'Assemblée générale de l'AFRAA et à la session plénière de la CAFAC.

75. Le secrétariat a organisé la première réunion des autorités des routes transafricaines, au cours de laquelle ont été examinés les progrès réalisés en ce qui concerne l'amélioration des infrastructures sur les diverses routes (route trans-Afrique de l'Est, route transafricaine, route trans-Afrique du Centre, route transsaharienne, réseaux des routes trans-Afrique de l'Ouest) avec un accent spécial sur les tronçons manquants. Les représentants des 31 pays membres ont également examiné les activités actuellement menées en vue de faciliter les déplacements et les échanges commerciaux sur les réseaux routiers grâce à la suppression des barrières non matérielles. Des mesures ont été adoptées au cours de cette réunion en vue de remettre en service le bureau des routes transafricaines de la CEA et de lui permettre de fournir des services de secrétariat et techniques adéquats à l'ensemble des autorités des routes transafricaines.

76. Le secrétariat a organisé un séminaire sur les statistiques touristiques à Addis-Abeba (Ethiopie) en décembre 1986.

77. Le secrétariat a élaboré deux publications techniques sur i) l'amélioration de la régularité de la circulation dans les chemins de fer; et ii) l'harmonisation des tarifs et des codes ferroviaires. Une assistance consultative technique a été fournie au Kenya, au Togo et à l'Ethiopie sur divers aspects et problèmes ferroviaires. Une publication technique intitulée "Port guide on African major ports" (guide des principaux ports africains) a également été élaborée.

78. Le secrétariat a en outre fourni des services consultatifs techniques au secrétariat du Conseil des ministres arabes des transports en ce qui concerne la création d'un mécanisme permanent de coordination maritime dans la sous-région ainsi que l'élaboration d'une politique dans ce domaine en Afrique du Nord.

#### Communications

79. Dans le domaine des communications [télécommunications, télédiffusion (radio et télévision) et services postaux], les activités menées ont notamment été la réalisation d'études, l'élaboration et l'organisation de séminaires, le service de conférences/réunions professionnelles ou la participation à celles-ci ainsi qu'une assistance pour la mobilisation de fonds en vue de la réalisation de l'étude de faisabilité relative au Système régional africain de communications par satellite.

80. Avec la collaboration de l'Union internationale des télécommunications et de l'Union postale universelle, le secrétariat mène une étude sur le personnel et la formation dans le domaine des communications, de façon à déterminer les besoins des pays africains en matière de personnel jusqu'en 1986 et présenter des recommandations en vue de satisfaire les besoins identifiés.

81. Dans les efforts qu'il ne cesse de déployer pour aider les Etats membres à promouvoir le développement des télécommunications rurales, le secrétariat a obtenu une assistance de la République fédérale d'Allemagne en vue de financer le deuxième séminaire sur la planification des réseaux de télécommunications en zone rurale, à l'intention de pays africains anglophones, prévu en octobre 1987. Le premier séminaire s'était déroulé en septembre 1984.

82. Dans le domaine des communications par satellite en vue du développement de l'Afrique, le Comité de coordination interinstitutions, dont le secrétariat est membre et qui se compose d'institutions spécialisées des Nations Unies et d'organisations intergouvernementales africaines compétentes a mené les activités suivantes :

a) Toutes les ressources nécessaires à la réalisation de l'étude de faisabilité ont fait l'objet d'engagements fermes;

b) Le bureau du projet situé au siège de l'UIT et chargé de suivre les activités quotidiennes a été créé et est opérationnel depuis mars 1987;

c) L'étude devait en outre commencer en mars 1987.

83. Le secrétariat a entrepris une étude ayant pour objet de déterminer les obstacles au développement du système postal en Afrique et a, avec l'UAP, conclu un mémorandum d'accord en vue d'une coopération pour le développement des services postaux dans la région.

84. Le secrétariat a poursuivi son appui technique à l'élément "communications" du programme de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique en ce qui concerne notamment l'élaboration des documents, des rapports ainsi que l'organisation et le service des réunions et des conférences.

#### Questions commerciales et financières internationales

##### Commerce intérieur et intra-africain

85. Afin d'aider les pays africains à créer les institutions appropriées pour le commerce intérieur, le secrétariat a, au cours de la période considérée, commencé trois monographies sur le commerce intérieur dans certains pays de l'Afrique du Centre, de l'Est et de l'Afrique australe. Ces études ont pour objet d'examiner et d'analyser les tendances antérieures et actuelles de la composition du commerce intérieur ainsi que des mécanismes en vue d'évaluer la contribution du commerce intérieur au développement économique et social, notamment à celui des communautés rurales.

86. Le secrétariat a fourni un appui technique au secrétariat de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC). A la demande du secrétariat de la CEEAC, une mission a été organisée au Burundi et au Rwanda en vue d'identifier les obstacles aux échanges commerciaux et élaborer les rapports techniques devant être présentés à la réunion du Comité du commerce, des douanes et de l'immigration de la CEEAC, qui a eu lieu en janvier 1987.

87. Le secrétariat a achevé une étude portant sur "l'analyse des législations, réglementations et pratiques y compris les barrières tarifaires et non tarifaires existant au sein des pays de l'Afrique centrale" en vue d'aider ces pays à déterminer les législations, réglementations et pratiques commerciales appliquées par chacun de ces pays et d'élaborer des propositions visant à réduire et/ou à éliminer les mesures de contrôle du commerce en vue de développer le commerce dans la sous-région. Cette étude a été présentée à la dixième réunion des organes délibérants du MULPOC de Yaoundé en mars 1987. Le secrétariat a en outre achevé une étude sur "la promotion du commerce en Afrique du Nord" qui a été examinée lors de la réunion du Conseil des

plénipotentiaires du MULPOC d'Afrique du Nord, en mars 1986. En vue de favoriser la création d'une zone d'échanges préférentiels pour les pays de l'Afrique du Nord, le secrétariat a en outre élaboré et présenté à la réunion du Conseil des plénipotentiaires un projet de déclaration d'intention et d'engagement ainsi que des propositions ayant pour objet de mettre en place une équipe intergouvernementale de négociation qui aiderait les pays membres à faire appliquer la décision énoncée à cet égard dans le Plan d'action de Lagos.

#### Commerce avec des pays non africains

88. Dans ce domaine, les activités menées par le secrétariat au cours de la période considérée ont visé à développer l'assistance aux Etats membres en vue d'améliorer leurs perspectives commerciales et économiques avec des pays non africains. A cet égard, le secrétariat a effectué des missions consultatives, mené des études et fourni un appui technique en vue de faire participer le continent africain aux négociations sur les questions commerciales et économiques internationales. Parmi ces activités, on peut citer des réunions organisées avec un groupe de pays membres de la ZEP sur le système global de préférences commerciales (SGP) ainsi qu'un séminaire national sur les perspectives commerciales avec les pays socialistes d'Europe de l'Est à l'intention de fonctionnaires francophones et anglophones des pays des sous-régions de l'Afrique du Centre et de l'Afrique de l'Ouest.

89. Un certain nombre d'études ont été achevées et présentées à des Etats membres africains, parmi ces études : i) coopération économique entre pays socialistes et pays des sous-régions de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique du Centre (E/ECA/TRADE/52); ii) certaines questions importantes concernant les relations commerciales de l'Afrique (E/ECA/TRADE/53); iii) redressement économique, croissance et développement de l'Afrique : proposition à la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (E/ECA/TRADE/54). Ces études ont été présentées à la neuvième réunion de la Conférence des ministres africains du commerce (19-21 mars 1987) ainsi qu'à la Conférence des ministres africains du commerce et du développement en vue de la préparation de la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (16-18 mars 1987). Ces conférences ont été précédées de réunions de groupes d'experts.

90. Conformément à la résolution 568 (XXI), le secrétariat a organisé des réunions préparatoires en vue de la réunion des ministres africains responsables du commerce et du développement, ayant pour objet de préparer les représentants de la région africaine à participer efficacement aux négociations de la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

#### Politiques financières et monétaires internationales

91. Au cours de cette période, le secrétariat a surveillé étroitement les facteurs qui étaient à l'origine des difficultés financières des pays africains et qui ont persisté tout au long de l'année 1986. Deux importants faits concernant deux de ces facteurs sont intervenus en 1986. D'abord, la chute des taux nominaux d'intérêt au cours de la période 1986, qui aurait dû avoir des effets favorables sur les paiements effectués par les pays africains au titre du service de la dette, notamment ceux qui avaient contracté des emprunts considérables sur les marchés financiers internationaux à des taux



d'intérêt variables. Cela n'a toutefois pas aidé les pays africains à financer leur développement à des conditions plus favorables. De fait, les taux d'intérêt réels sont toujours supérieurs à leur niveau des années 70. En second lieu, la dépréciation du dollar des Etats-Unis a atteint un niveau record par rapport aux principales devises européennes telles que le deutsche mark, la livre sterling et le yen du Japon. Cette évolution a eu des effets divers sur les pays africains selon la structure de leurs échanges, leurs avoirs en devises et les monnaies dans lesquelles leurs dettes sont libellées.

92. Au cours de la période considérée, le secrétariat s'est employé surtout à créer le Fonds monétaire africain et à préparer la conférence internationale sur l'endettement extérieur de l'Afrique. Les projets de statuts du Fonds envisagé ont été élaborés et présentés aux troisième et quatrième réunions du Groupe intergouvernemental d'experts, tenues à Yaoundé et à Libreville respectivement. Le secrétariat a en outre convoqué une conférence des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales à Libreville (Gabon) en juin 1986 en vue d'examiner a) les questions sur lesquelles devaient porter les statuts du Fonds; b) un rapport intérimaire sur les préparatifs de la conférence internationale sur la dette extérieure de l'Afrique. Les ministres ont décidé de constituer un comité spécial dénommé le "Comité de libreville" chargé de résoudre les questions en suspens relatives à la création du Fonds monétaire africain et de formuler des recommandations à la prochaine Conférence des ministres des finances. Le secrétariat et celui de l'Organisation de l'unité africaine, la Banque africaine de développement et le Centre africain d'études monétaires ont tenu des consultations à Brazzaville en décembre 1986 pour accélérer les préparatifs de la conférence internationale envisagée sur la dette extérieure de l'Afrique. Le secrétariat a en outre pris l'initiative d'entrer en rapport avec les administrateurs de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international, de l'Organisation de coopération et de développement économiques, du secrétariat du Commonwealth et de la CNUCED en vue d'élaborer des statistiques et des concepts communs à propos de la dette extérieure de l'Afrique. Les réponses de ces organisations ont été très encourageantes.

93. S'agissant de la coopération monétaire et financière intra-africaine, le secrétariat a fourni une assistance à la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest et a, à cet effet, effectué une mission dans des Etats membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) en vue de déterminer la meilleure façon d'élargir la Chambre de compensation à tous les pays membres de la Communauté. Le secrétariat a élaboré trois documents qui seront incorporés dans la Déclaration commune des gouverneurs africains lors des réunions annuelles de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international ainsi que des mémorandums au Directeur général du Fonds monétaire international et au Président de la Banque mondiale. Le secrétariat a également assuré le service de la réunion du groupe de travail des gouverneurs africains de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, qui s'est tenue à Addis-Abeba en août 1986.

#### Promotion du commerce et information commerciale

94. La huitième session de la Conférence des ministres du commerce, tenue à Brazzaville (Congo) en octobre 1985, a examiné des propositions du secrétariat de la CEA relatives à la création d'un système régional d'information commerciale et décidé que les secrétariats de la CEA et du CCI/CNUCED/GATT devaient s'employer en priorité à mettre en place ce système.

Les activités de suivi préliminaires entreprises par la CEA ont consisté à créer, au sein du Centre africain du commerce, un service de documentation et de référence informatisé relié directement aux ordinateurs du PADIS. Un projet sur les activités préparatoires à la création du système a été soumis au PNUD pour qu'il fournisse un financement durant son quatrième cycle de programmation. Par ailleurs, le Centre africain du commerce a, en 1986, poursuivi ses activités, notamment en ce qui concerne la collecte et la restitution de l'information. Six numéros de "Propositions d'affaires" et trois de "Bulletin du commerce africain" ont été distribués à des institutions nationales et sous-régionales de promotion commerciale, notamment des chambres de commerce.

95. Dans le domaine de la formation, un cours commun CEA/CCI/KETA/PRODEC sur la promotion commerciale, l'exploitation et la commercialisation a été organisé à Addis-Abeba, à Nairobi, à Genève et à Helsinki au cours du premier semestre de 1986 à l'intention de cadres commerciaux et de fonctionnaires supérieurs et intermédiaires des ministères du commerce de l'Egypte, de l'Ethiopie, du Ghana, du Kenya, de Madagascar, du Nigéria, de la République-Unie de Tanzanie, de Zambie et du Zimbabwe. Le Centre africain du commerce a, comme d'habitude, élaboré des programmes et assuré la formation en cours d'emploi d'étudiants namibiens de l'Institut des Nations Unies pour la Namibie à Lusaka (huit stagiaires).

#### Activités liées aux sociétés transnationales en Afrique

96. Au cours de la période considérée, le Groupe commun CEA/Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales a axé ses travaux sur le rôle des sociétés transnationales dans le transfert de la technologie en Afrique, et notamment dans le domaine des industries de transformation alimentaire. L'objet principal de ces études était d'aider les gouvernements africains à a) analyser les effets et les répercussions des activités des sociétés transnationales dans certains pays africains par le biais du transfert de la technologie dans certains domaines spécifiques; b) analyser l'efficacité des contrats et des accords entre pays africains et sociétés transnationales sur les questions liées au transfert de la technologie; c) examiner les options de politiques en ce qui concerne les sociétés transnationales dans le cadre de questions précises telles que l'acquisition de la technologie.

#### Coordination de l'assistance technique et coopération

97. Au moyen de fonds fournis par l'Organisation des Nations Unies et des organismes bilatéraux et multilatéraux, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique a continué en 1986 de financer ses activités en matière de coopération technique. A cet égard, les principaux éléments ci-après sont à retenir.

98. Des fonds disponibles au titre du Programme ordinaire de coopération technique de l'ONU d'un montant de 1 500 800 dollars ont permis au secrétariat de s'attacher les services de dix conseillers régionaux et de financer les services régionaux et sous-régionaux fournis par les MULPOC. Les services consultatifs régionaux ont porté sur la coopération économique, les statistiques, le développement social, la formation de la main-d'oeuvre,

la mise en valeur des sources d'énergie classiques et non classiques, l'administration publique, les finances publiques, les transports et les communications, la recherche socio-économique et l'administration et les services communs.

99. Des fonds d'un montant de 6 488 191 dollars alloués par le PNUD ont servi à financer des projets dans les domaines de la statistique, de l'industrie, de comptabilité nationale, des transports et des communications et de l'intégration de la femme au développement. Ces fonds ont également permis d'apporter une assistance aux MULPOC et aux centres régionaux de recherche parrainés par la CEA dont le Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, le Centre régional africain de conception et de fabrication techniques, le Centre régional africain de services spécialisés dans le domaine des levés, des cartes et de la télédétection, l'Institut africain de développement économique et de planification et l'Institut de gestion pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe.

100. Le secrétariat a utilisé les 3 059 876 dollars alloués en 1986 par le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP) pour financer les activités de la CEA en matière d'infrastructures démographiques, de services régionaux consultatifs pour les statistiques démographiques et d'appui aux activités de l'Institut de formation et de recherche démographiques, du Regional Institute for Population Studies, de l'UDEAC/CREP, de l'Institut du Sahel, du Programme de données de l'enquête mondiale sur la fécondité, du Réseau d'information en matière de population (POPIN) ainsi que pour l'organisation de journées d'études régionales sur les estimations et projections démographiques et de stages de formation sur les recensements.

101. Des dons d'organismes et de pays donateurs d'un montant de 1 986 519 dollars ont permis de recruter des experts au titre d'accords de prêts non remboursables et de programmes d'assistance technique bilatérale dans les domaines de l'agriculture, de l'administration publique, de la gestion et de la formation de la main-d'oeuvre, des ressources naturelles, de l'industrie, du développement social, des transports et des communications, de la coopération économique, de la recherche et de la planification socio-économiques, de l'information et des statistiques.

102. Le Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme a affecté une somme de 142 308 dollars à l'amélioration des mécanismes nationaux d'intégration de la femme au développement et à l'appui aux activités du Centre africain de recherche et de formation pour la femme.

103. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement a affecté une somme de 108 000 dollars au Groupe de coordination pour l'environnement de la CEA.

104. Le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique a alloué une somme de 469 017 dollars pour l'exécution de projets

dans les domaines de l'industrie, de l'agriculture, des ressources naturelles, de l'administration publique, du commerce, de la coopération économique et de la recherche et de la planification socio-économiques.

### Coopération et intégration économiques

#### Assistance aux centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC)

105. Le secrétariat a continué de renforcer et d'appuyer les activités des MULPOC au cours de la période considérée. Ainsi, en application de la résolution 552(XX) de la Conférence des ministres de la CEA en date du 29 avril 1985, deux directeurs ont été nommés aux MULPOC de Niamey et de Tanger et ont pris service au cours de l'année.

106. En outre, conformément à la résolution 311(XIII) de la Conférence des ministres de la CEA, en date du 1er mars 1977, sur la création des MULPOC, le secrétariat a assuré le service de dix réunions des organes directeurs des MULPOC (notamment cinq réunions d'experts et trois réunions des conseils des ministres) en février et mars 1987. A l'occasion de ces réunions qui ont coïncidé avec le dixième anniversaire de la création des MULPOC, on a examiné la situation économique et sociale de chaque MULPOC, l'exécution du programme de travail pour 1986-1987 et 1988-1989 et décidé qu'à l'avenir les réunions des organes directeurs devront se tenir tous les deux ans. Outre qu'elle permettra des économies d'argent, cette décision donnera au secrétariat suffisamment de temps pour appliquer les résolutions précédentes.

#### Assistance aux groupements économiques sous-régionaux

107. Le secrétariat a continué à apporter une assistance dans le domaine des questions juridiques et économiques à la CEDEAO, à la CEEAC, à la ZEP, à la CEPGL et à d'autres organisations et institutions sous-régionales. En particulier, une assistance a été fournie aux communautés d'intégration économique et aux commissions et autorités d'aménagement de bassins fluviaux et de lacs pour leur permettre de jouer un rôle efficace et positif dans la mise en oeuvre du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos, du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990, et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990. Cela supposait l'élaboration de stratégies, programmes et activités à moyen et long terme à mettre en oeuvre au niveau sous-régional dans le cadre de l'exécution du Programme prioritaire et du Programme d'action des Nations Unies. Concrètement, la CEA et le PNUD devaient collaborer avec les groupements de coopération économique et les organisations d'aménagement des lacs et des bassins fluviaux dans l'élaboration de descriptifs de projets en vue d'obtenir un financement au titre du quatrième cycle de programmation du PNUD (1987-1991).

Assistance aux institutions parrainées par la CEA pour la promotion de la coopération économique et technique

108. Les documents indiqués ci-après ont été établis pour ces institutions :

- a) Projet d'accord relatif à la création d'un centre régional de formation aux techniques des levés aériens (Amendement no. 2);
- b) Texte portant création du Comité des nominations et des promotions du Centre régional de services spécialisés dans le domaine des levés, des cartes et de la télédétection;
- c) Accord de prêt à un projet entre l'Agency for International Development des Etats-Unis et le Centre régional de services spécialisés dans le domaine des levés, des cartes et de la télédétection;
- d) Projet de règlement intérieur du Conseil d'administration du Centre régional africain pour l'énergie solaire;
- e) Projet de statuts du futur Centre africain pour l'application de la météorologie au développement;
- f) Projet d'accord de siège pour l'Eastern and Southern African Trade Promotion and Training Centre de Nairobi (Kenya);
- g) Projet d'appel d'offres pour les commandes du Centre régional de formation aux techniques des levés aériens et de la télédétection;
- h) Projet d'accord portant création du Fonds monétaire africain.

Coopération régionale

109. Comme d'habitude, le secrétariat a assuré le service de la septième Conférence annuelle des chefs de secrétariat des institutions sous-régionales et régionales pour la promotion de la coopération économique et technique parrainées par la CEA. La réunion qui a eu lieu à Tripoli (Jamahiriya arabe libyenne) du 24 au 27 janvier 1987 a accordé une attention particulière au rôle que ces institutions devraient jouer dans l'exécution du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique et du Programme régional pour l'Afrique du PNUD au cours du quatrième cycle de programmation (1987-1991). La réunion a également examiné les questions suivantes : la Tunisie et la CTPD en Afrique (Tunis, 20-24 avril 1987); le rapport du séminaire sur l'amélioration des méthodes globales de gestion organisé à l'intention des chefs de secrétariat; et le rapport de la deuxième réunion intergouvernementale de haut niveau des volontaires des Nations Unies tenue à Maseru (Lesotho) en décembre 1986. Elle a en outre adopté d'importantes décisions sur la nécessité de renforcer les divisions organiques et d'harmoniser les programmes de travail et les activités de

ces institutions avec ceux de la CEDEAO, de la CEEAC, de la ZEP, de la CEPGL, de l'UDEAC et des groupements d'intégration économique similaires en vue d'une exécution plus efficace du Programme prioritaire et du Programme d'action des Nations Unies.

#### Coopération économique et technique interrégionales

110. Suite aux réunions des secrétaires exécutifs tenues à Addis-Abeba en mars 1985 et Genève en juillet 1985, le secrétariat a continué de jouer le rôle d'organisme directeur pour la préparation de projets communs CTPD/CEPD entre les commissions régionales. Les cinq projets en question étaient relatifs aux logements à bon marché, aux engrais et pesticides, aux échanges afro-arabes, à la conteneurisation et au transport multimodal, et aux possibilités d'emploi pour les femmes et les jeunes des régions rurales. Ces projets ainsi que des projets interrégionaux similaires préparés par la CEPALC, la CESAP, la Commission économique pour l'Asie occidentale et la Commission économique pour l'Europe ont été présentés au Siège de l'ONU à New York; après leur harmonisation, tous ces projets seront présentés aux prochaines réunions des secrétaires exécutifs des commissions régionales.

#### Coopération afro-arabe

111. La coopération afro-arabe est organisée en application aussi bien de l'accord signé entre la CEA et la Ligue des Etats arabes le 4 avril 1984 que de l'accord CEA/OUA sur le même sujet.

#### Développement social en Afrique

##### Développement rural intégré

112. Aujourd'hui, l'agriculture constitue en général la base économique du développement rural en Afrique. Les mauvais résultats de ce secteur sont à l'origine de la crise socio-économique et de la baisse de l'autosuffisance alimentaire que connaît actuellement la région. Devant cette situation alarmante, le secrétariat a, en collaboration avec d'autres institutions, organisé une "Consultation régionale d'experts sur les effets de la technique sur le développement rural en Afrique" qui s'est tenue du 4 au 8 août 1986 avec la participation, entre autres, des experts de neuf Etats membres. Il a été notamment recommandé que les Etats membres :

a) Formulent des politiques technologiques nationales globales ayant des objectifs bien définis. Ces objectifs pourraient inclure le développement et la diffusion de technologies qui privilégient l'utilisation maximale de facteurs de production locaux qui soient non seulement accessibles aux producteurs moyens mais tiennent également compte du niveau de développement du pays et de l'héritage socio-culturel et institutionnel;

b) Accroissent les ressources allouées à la science et à la technique afin d'atteindre l'objectif de 1 p. 100 du PIB;

c) Exploitent pleinement les possibilités d'irrigation existant dans la région en utilisant efficacement les infrastructures d'irrigation existantes et en augmentant les superficies irriguées. Il est nécessaire de mettre l'accent non plus sur les projets d'irrigation à grande échelle mais plutôt sur la construction de réseaux nationaux d'infrastructures d'irrigation à petite et moyenne échelles; et

d) Prennent d'urgence des mesures afin de lancer des programmes nationaux de crédit agricole accessibles à tous les groupes de revenu ruraux, en particulier les plus pauvres. Cela permettrait d'aplanir les inégalités de revenus résultant de l'acquisition de nouvelles technologies durant la période de transition.

113. Le secrétariat a publié deux autres numéros de Progrès rural consacrés respectivement à :

- a) L'Année internationale de la paix; et
- b) La sécheresse et la désertification en Afrique.

114. Le secrétariat a continué de participer aux activités de l'Equipe spéciale du CAC sur le développement rural et lui a soumis un "résumé des activités de la CEA dans le domaine du développement rural en Afrique en 1985" qui a été publié dans le bulletin de la FAO intitulé : Progress in Rural Development. Le secrétariat a également fait paraître deux articles dans le Bulletin de l'Equipe spéciale du CAC sur le développement rural. Un résumé des activités de la CEA dans le domaine du développement rural pour 1986 a été préparé et doit être publié dans le Bulletin de l'Equipe spéciale.

#### Politique, planification et recherche dans le domaine social

115. Les principales activités du secrétariat ont porté sur la préparation de la cinquième réunion de la Conférence des ministres africains des affaires sociales qui devait se tenir en 1987. Outre les activités d'organisation menées à cet égard, le secrétariat a notamment préparé les deux documents importants ci-après qui doivent être présentés à la Conférence :

a) Etude des tendances sociales et des principaux problèmes de développement en Afrique; et

b) "Developmental Social Welfare in Africa"; ce document devrait également être présenté comme contribution régionale à l'"Interregional Consultation on Developmental Social Welfare Policies and Programmes" prévue à Vienne (Autriche) du 7 au 15 septembre 1987.

116. Conformément aux résolutions 4 (II) du 14 janvier 1977 et 4 (IV) du 26 mars 1986 de la Conférence des ministres africains des affaires sociales, le secrétariat a organisé, du 27 au 31 octobre 1986, une importante réunion

du Comité intergouvernemental chargée de préparer un projet de charte africaine pour l'action sociale. Le Comité a étudié le projet de charte soumis par le secrétariat et l'a amendé afin de le présenter à la cinquième réunion de la Conférence des ministres africains des affaires sociales. Si elle est approuvée, la charte constituera un guide pour la formulation de politiques et pour l'action dans le domaine social en Afrique. Elle compléterait également le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique.

117. Le secrétariat a poursuivi sa coopération avec le Centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social. Il a fourni des services fonctionnels et participé à la première réunion du Comité consultatif technique du Centre qui s'est tenue à Tripoli en novembre 1986.

#### Jeunesse et promotion sociale

118. Dans le domaine de la jeunesse, le secrétariat a concentré son attention sur les activités de suivi de l'Année internationale de la jeunesse (1985) et sur la mise en oeuvre du Plan d'action régional en faveur de la jeunesse. A cet égard, deux rapports relatifs, l'un aux activités de l'Année internationale de la jeunesse dans les pays africains, et l'autre à la mise en oeuvre du Plan d'action régional en faveur de la jeunesse ont été préparés. Pour aider les gouvernements à améliorer leurs politiques et programmes en faveur de la jeunesse, deux missions consultatives se sont rendues en République-Unie de Tanzanie et en Zambie. Dans le domaine de l'invalidité, le secrétariat a continué à promouvoir les objectifs de la Décennie des Nations Unies pour les personnes handicapées (1983-1992) et à mettre en oeuvre le Programme d'action mondial en faveur des personnes handicapées. A cet égard, un rapport sur la mise en oeuvre dudit Programme a été préparé ainsi qu'un projet de programme d'action régional en faveur des personnes handicapées qui constitue la stratégie générale et l'ensemble des mesures visant à accélérer l'exécution du Programme d'action mondial dans les pays africains. Afin de promouvoir la coopération technique entre pays africains dans le domaine de l'invalidité, le secrétariat a participé activement au démarrage de l'Institut africain de réadaptation des personnes handicapées.

119. Le secrétariat a établi et diffusé une étude sur les politiques et programmes relatifs à la famille dans le contexte du développement socio-économique des pays africains. En ce qui concerne la prévention du crime et la justice criminelle, le secrétariat a participé à la réunion d'experts sur la création de l'Institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants tenue à Vienne, du 17 au 19 mars 1986, et à la réunion du Groupe d'experts gouvernementaux tenue à New York, du 10 au 12 septembre 1986 sur la même question. Suite à ces réunions et en attendant le choix d'un pays hôte, la CEA assure le secrétariat provisoire de l'Institut depuis janvier 1987 et a activement participé au démarrage



des activités de l'Institut durant sa phase initiale de fonctionnement de neuf mois. Un rapport intérimaire sur la création d'un institut des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants a été préparé et présenté à la treizième réunion de la Conférence des ministres de la CEA en avril 1987.

#### Etablissements humains en Afrique

120. Au cours de la période considérée, le secrétariat a publié les documents ci-après :

a) Méthodologie d'intégration des politiques et programmes d'établissements humains dans les plans nationaux de développement économique et social;

b) Méthode d'évaluation intégrée des besoins en matière de construction de la région africaine;

c) Programme d'institutionnalisation des systèmes de participation populaire dans le domaine du logement pour les populations à faible revenu en Afrique;

d) Etude pour la création ou le renforcement des moyens de formation en matière d'établissements humains en Afrique;

e) Etude sur les mécanismes institutionnels de formulation et d'exécution de politiques en matière d'établissements humains en Afrique.

121. La quatrième réunion du Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement s'est tenue à Addis-Abeba du 9 au 13 février 1987.

#### Environnement en Afrique

122. Ce programme vise à aider les pays africains à mettre en place au niveau national des moyens permettant de réduire au maximum les incidences négatives des problèmes d'environnement liés au processus de développement en Afrique conformément aux objectifs du Plan d'action de Lagos. Au cours de la période considérée (avril 1986 - avril 1987), les activités du programme ont été orientées vers la réduction des effets de la sécheresse et la lutte contre la désertification afin de remédier à la crise économique et sociale actuelle.

123. Activités d'éducation et de formation dans le domaine de l'environnement : au cours de la période considérée, deux ateliers de formation ont été organisés à l'intention des institutions parrainées par la CEA en vue de développer les compétences du personnel dans le domaine de l'environnement.

124. Afin de permettre à l'Institut de gestion pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe situé à Arusha (République-Unie de Tanzanie) d'inclure une composante environnement dans son programme de formation, le secrétariat a organisé conjointement avec le PNUE et l'Institut un atelier de deux semaines pour la formation des formateurs à l'intention de sept enseignants de l'Institut. L'atelier s'est tenu au siège du PNUE à Nairobi (Kenya) du 8 au 19 décembre 1986 et a abouti à l'établissement d'un avant-descriptif de projet devant permettre à un fonctionnaire de l'Institut de suivre un stage de formation d'un an comme spécialiste de l'environnement.

#### Administration publique, gestion et main-d'oeuvre

##### Education, formation, gestion de la main-d'oeuvre et emploi

125. Les activités du programme dans ce domaine ont porté essentiellement sur les domaines apparentés des systèmes et pratiques en matière d'éducation classique et non classique, la formation pour le développement des compétences et le transfert des techniques, la planification des carrières et l'orientation professionnelle, la mise en place des institutions, l'administration des bourses de perfectionnement, la planification de la main-d'oeuvre et de l'emploi, la mise en place de mécanismes institutionnels de planification, de mise en valeur et d'utilisation de la main-d'oeuvre. Elles ont également porté sur la détermination des mesures permettant de recenser les experts vivant hors du continent africain et d'assurer leur retour.

126. A cet égard, des services consultatifs ont été rendus au cours de la période considérée à cinq pays, à savoir le Kenya, le Ghana, le Nigéria, la Guinée et la Sierra Leone pour leur permettre, dans le cadre du programme conjoint CEA/CIM pour le retour des compétences en Afrique, de faciliter le retour d'experts africains vivant hors du continent. Des services consultatifs ont également été rendus à des établissements d'enseignement supérieur, à savoir les universités du Kenya, du Lesotho, du Malawi, du Botswana et du Zimbabwe sur les modèles et les mécanismes institutionnels de formation du personnel. D'autres missions d'ordre consultatif ont été effectuées en République-Unie de Tanzanie sur l'intégration de l'orientation professionnelle dans les programmes d'enseignement, de formation et d'emploi et au Botswana sur la réorganisation et la mise en place d'un mécanisme institutionnel de gestion efficace de la main-d'oeuvre et de coordination des processus de planification de la main-d'oeuvre et de l'emploi.

127. Au cours de la période considérée, un atelier de formation national sur les principes et méthodes de planification de l'enseignement et d'élaboration des programmes s'est tenu au Malawi. Un autre atelier national sur les méthodes et programmes de formation, l'administration de la formation et l'organisation des carrières à l'intention des formateurs et des fonctionnaires chargés de la formation du personnel s'est tenu en Zambie. Par ailleurs, un atelier sous-régional sur les dispositions d'ordre organisationnel pour les tests d'orientation, la planification et la programmation des carrières et l'orientation professionnelle s'est tenu à Nairobi.

128. S'agissant de l'octroi de bourses d'étude et de formation, les efforts ont porté essentiellement sur la mobilisation de ressources et sur la formation, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du continent, de stagiaires dans des domaines extrêmement recherchés tels que l'enseignement technique, professionnel, scientifique, socio-économique et la formation à la gestion. Au cours de la période considérée, des bourses de perfectionnement ont été offertes aux Etats membres par des organisations internationales et des pays donateurs. Les demandes de bourses ont été examinées et 68 bénéficiaires ont été envoyés en URSS, en Tchécoslovaquie, en République démocratique allemande, en Italie, en France, en Pologne et en Inde. Des bourses de perfectionnement ont également été offertes par le PNUD dans les domaines suivants : petites industries, technologie alimentaire, sciences biochimiques, sciences sociales, économies, banques, médecine orthopédique et thoracique, entomologie médicale, alimentation des animaux, géophysique appliquée, exploitation géophysique, électronique appliquée, télécommunications, informatique, traitement électronique des données, urbanisme, planification de l'économie nationale, médecine, médecine vétérinaire, agriculture, ingénierie, éducation et énergie solaire. On a toutefois enregistré une importante baisse des contributions au Programme élargi de formation et de bourses alors que les demandes de bourses n'ont cessé d'augmenter.

129. En vue d'élaborer une méthode commune en matière de recherche d'une solution aux problèmes de la région, une grande conférence et une réunion de consultation se sont tenues au cours de la période. La troisième Conférence CEA/AUA des recteurs, présidents, et directeurs des établissements africains d'enseignement supérieur s'est tenue à Harare (Zimbabwe) en janvier 1987 sous le thème "L'avenir de l'enseignement supérieur en Afrique et problèmes de développement à long termes du continent, 1988-2000". La Conférence a examiné les stratégies de redressement et de développement de l'Afrique et défini le rôle des établissements d'enseignement supérieur dans l'exécution des mesures à moyen et à long termes. Ce rôle est énoncé en détail dans la Déclaration de Harare sur le rôle des établissements d'enseignement supérieur dans le redressement économique et le développement de l'Afrique. Par ailleurs, une réunion de consultation CEA/BIRD sur les stratégies de développement de l'enseignement en Afrique au sud du Sahara s'est tenue à Nazareth (Ethiopie) à la fin du mois de janvier 1987. Les participants à la réunion ont discuté des mesures, stratégies et options pour le développement de l'enseignement en Afrique au sud du Sahara.

130. Au cours de la période considérée, des séminaires de formation nationaux sur la gestion des finances publiques et l'amélioration des politiques et de l'administration fiscales ont été organisés en Zambie, au Malawi et au Botswana. Ces séminaires ont porté essentiellement sur l'allocation efficace des ressources financières grâce à l'amélioration de la structure du budget de l'Etat ainsi que des techniques et méthodes de contrôle des dépenses publiques. L'interrelation des politiques, des règles et de l'administration fiscales pour la mobilisation financière intérieure a également été examinée au cours de ces séminaires de formation.

131. En dehors des séminaires nationaux de formation, un séminaire sur la programmation des dépenses publiques s'est tenu à Addis-Abeba en collaboration avec l'Institut de développement économique de la Banque mondiale à l'intention des participants de l'Ethiopie, du Ghana, du Kenya, de la République-Unie de Tanzanie et du Zimbabwe. Le séminaire visait à fournir aux participants des directives et instruments pour atteindre les objectifs suivants :

a) Améliorer leur capacité à planifier et à exécuter des programmes d'investissement public à moyen terme conformes aux priorités et ressources nationales;

b) Elaborer et exécuter des budgets annuels qui tiennent suffisamment compte du financement des dépenses renouvelables et soient pleinement intégrés aux programmes d'investissement pluri-annuels; ajuster rapidement les niveaux de dépenses aux changements intervenant dans l'environnement économique intérieur et extérieur tout en respectant les principales priorités en matière de développement.

132. Une publication technique a également été préparée sur l'organisation et la gestion d'institutions rurales spéciales chargées de satisfaire les besoins fondamentaux.

133. A la demande du Gouvernement mauricien s'est tenu à Port-Louis (Maurice) un atelier de formation national sur la gestion des achats et des approvisionnements auquel ont participé essentiellement des cadres moyens et quelques cadres supérieurs. Le Gouvernement était si satisfait qu'il a demandé que des services consultatifs soient fournis dans le domaine de la gestion des achats et des approvisionnements. Ces services ont été fournis en décembre 1986.

#### Centre africain de recherche et de formation pour la femme

134. Dans la résolution 579(XXI) la Conférence des ministres de la CEA a invité la Commission à faire prendre conscience aux planificateurs, statisticiens et démographes africains de la nécessité exprimée dans les stratégies d'Arusha et de Nairobi de fournir un appui soutenu aux activités en faveur des femmes aux niveaux national, sous-régional et régional, de diversifier et d'accroître les ressources allouées aux programmes des MULPOC en faveur des femmes et d'assurer une augmentation du nombre de femmes africaines recrutées sur les postes du budget ordinaire de l'ONU ainsi que la promotion de femmes africaines à des postes de décision. Dans la résolution 580(XXI) adoptée en rapport avec la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à la situation économique critique de l'Afrique, la Conférence des ministres de la CEA a invité la Commission à faire en sorte que soit réitéré le rôle central que jouent les femmes dans le développement de l'Afrique et qu'un pourcentage des fonds destinés au programme de redressement économique de l'Afrique soit alloué aux besoins socio-économiques des agents de production que sont les femmes.

135. En application des résolutions précitées, le secrétariat a intensifié ses efforts visant à faire en sorte que les questions concernant les femmes soient prises en considération dans les plans, programmes et projets de développement. A cet égard, le secrétariat a fourni des services consultatifs et a apporté l'appui technique nécessaire aux mécanismes nationaux d'intégration de la femme au développement au cours des exercices nationaux de planification et de programmation. Cette assistance a permis de faire en sorte que les préoccupations des femmes soient prises en considération dans la détermination des programmes à exécuter au titre des CIP nationaux, lors des tables rondes des bailleurs de fonds, pendant les évaluations et programmes nationaux de coopération technique (EPNCT) et à d'autres occasions. Les pays suivants ont bénéficié de ce type d'assistance : Angola, Cameroun, Comores, Congo, Gambie, Ghana, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Niger, République centrafricaine, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Togo, Zambie et Zimbabwe.

136. Dans le même ordre d'idée, un séminaire national de formation sur l'élaboration et l'évaluation des projets a été organisé à Bujumbura à l'intention de 25 femmes afin de renforcer les capacités des femmes en matière de planification. Par ailleurs, un séminaire sur la planification et la formulation des projets à l'intention des pays lusophones s'est tenu en Guinée-Bissau du 10 novembre au 20 décembre 1986. Au cours de ce séminaire, les participants se sont familiarisés avec les méthodes modernes de planification au service du développement. En outre, le secrétariat a pris en charge la participation de huit experts des services nationaux du Botswana, de l'Ethiopie, de la République-Unie de Tanzanie et de la Zambie à un cours de formation sur la planification, la gestion et l'évaluation des projets de développement rural à l'Institut panafricain pour le développement de Kabwe (Zambie). Les connaissances et compétences acquises lors de ce cours devraient permettre aux participants de renforcer les capacités des services nationaux dans le domaine de la formulation, de la planification, de la gestion et de l'évaluation des projets de développement dans leurs pays respectifs et dans le domaine de la mobilisation des ressources financières pour les activités en faveur des femmes. Par ailleurs, un séminaire sur les mécanismes nationaux a été organisé au Rwanda en décembre 1986 afin de faire en sorte que les objectifs et la structure du mécanisme national en cours d'établissement au Rwanda répondent aux préoccupations des femmes rwandaises.

137. Des réunions des comités sous-régionaux pour l'intégration de la femme au développement pour les MULPOC de Gisenyi, de Lusaka, de Yaoundé et de Niamey se sont tenues au début de 1987 pour suivre les progrès enregistrés, établir les priorités pour les sous-régions et déterminer les moyens de diversifier les sources de financement de leurs activités. Les rapports de ces réunions ont été présentés à la huitième réunion du Comité régional africain de coordination qui s'est tenue à Addis-Abeba les 10 et 11 avril 1987.

138. Conformément aux dispositions des stratégies de Nairobi et d'Arusha ainsi qu'à celles du Programme prioritaire de redressement économique de

l'Afrique et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique qui accordent un rang de priorité élevé au secteur de l'alimentation et de l'agriculture, le secrétariat a continué de mettre l'accent sur la contribution des femmes africaines au secteur de l'alimentation et de l'agriculture. A cet égard, un séminaire sous-régional sur le rôle des femmes dans la commercialisation des denrées alimentaires a été organisé à Bangui (République centrafricaine) du 27 au 31 octobre 1986. Ont participé à ce séminaire des représentants du Cameroun, du Congo, du Gabon, de la République centrafricaine, de Sao Tomé-et-Principe et du Tchad. Un autre séminaire sur le rôle des coopératives dans l'intégration de la femme au développement s'est tenu à Cotonou (Bénin) du 1<sup>er</sup> au 10 décembre 1986. Les deux séminaires ont mis l'accent sur la promotion du rôle des femmes en tant que productrices de denrées alimentaires et des coopératives de femmes dans le secteur de l'alimentation.

139. Une attention particulière a également été accordée aux pays insulaires et à ceux touchés par la sécheresse. Des données sur la participation des femmes au développement agricole à Madagascar et à Maurice ont été collectées avec l'assistance de la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture. En Ethiopie, le secrétariat a poursuivi l'exécution du projet de formation à l'utilisation nutritionnelle optimale des denrées alimentaires fournies dans le cadre des activités de secours et des programmes de vivres contre travail.

140. Au cours de la période considérée, les programmes de formation du secrétariat ont porté essentiellement sur la promotion des compétences des femmes dans le domaine de la gestion et des entreprises. Un atelier de formation sur la gestion des petites entreprises avec un accent particulier sur les petites agro-industries a été organisé à Nairobi en octobre 1986 à l'intention de 12 femmes en provenance d'Etats membres de la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe. Auparavant, 16 formateurs et formatrices de la même sous-région ont participé à un atelier de formation des formateurs des entrepreneurs du sexe féminin tenu à Arusha (République-Unie de Tanzanie) du 30 juin au 11 juillet 1986. Par ailleurs, 20 femmes ont été formées au cours d'un séminaire sur la gestion à l'intention des entrepreneurs de sexe féminin tenu à Arusha du 21 juillet au 1<sup>er</sup> août 1986. Un séminaire sous-régional sur les mesures susceptibles d'améliorer les compétences des femmes dans le domaine de la gestion s'est tenu à Nairobi du 19 au 23 janvier 1987. Le séminaire a permis d'élaborer des recommandations pour les activités futures de formation des femmes à la gestion.

141. En dehors des programmes de formation, le secrétariat a entrepris plusieurs activités de recherche. Il s'agit notamment d'une enquête sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, d'une étude sur le renforcement de la capacité des mécanismes nationaux et du rassemblement d'un ensemble d'informations à l'intention des mécanismes sur l'intégration de la femme au développement en Afrique. Les techniques de recherche des femmes ont été améliorées au cours d'un séminaire national organisé à Bujumbura en décembre 1986.

142. Conformément à la résolution 580(XXI), le rôle clé des femmes en tant que productrices de denrées alimentaires a été reconnu et réitéré dans le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique.

143. En raison de la crise financière que traverse l'ONU et des mesures de gel de tous les recrutements sur le budget ordinaire de l'Organisation, la CEA n'a pas été en mesure d'accroître le nombre d'Africaines recrutées sur le budget ordinaire. Toutefois, le Comité directeur pour l'amélioration de la situation de la femme au sein du Secrétariat a recommandé que seules les femmes bénéficient des mesures d'exception au gel de recrutement.

#### Système panafricain de documentation et d'information (PADIS)

144. Au cours de la période considérée le secrétariat a poursuivi ses efforts en vue d'étendre son système de fourniture d'informations aux Etats membres et de développer les centres et infrastructures nationaux et sous-régionaux d'information.

145. Les activités du PADIS ont porté essentiellement sur les domaines suivants :

a) Fourniture d'une assistance technique et de services consultatifs aux Etats membres et aux institutions régionales et sous-régionales sous forme de programmes d'information;

b) Développement des principales composantes du système, à savoir PADIS/DEV et PADIS/STAT et renforcement de ses services aux usagers;

c) Création de centres sous-régionaux d'information et de documentation;

d) Formation de ressortissants des Etats membres et du personnel d'institutions régionales et sous-régionales.

#### DEVINDEX/AFRIQUE

146. Les travaux de mise à jour de la base de données PADIS/DEV se sont poursuivis avec 1500 nouvelles entrées au cours de la période considérée. Des fonctionnaires du PADIS ont effectué au Togo et au Botswana des missions liées à l'indexage de documents et à la publication d'index. Le volume 14 de DEVINDEX-Afrique, DEVINDEX-Togo et DEVINDEX-Botswana est en cours d'impression. Des fiches d'entrées reçues du Maroc sont en cours d'examen et de traitement pour la préparation du prochain volume de DEVINDEX.

#### Services consultatifs

147. Des services consultatifs ont été fournis au Maroc où a été installée la base de données PADIS/STAT. Des fonctionnaires du Centre national de documentation et du Bureau central de la statistique ont été formés à l'utilisation et au développement de la base de données statistiques.

148. En collaboration avec la Division de la statistique, le PADIS a dépêché une mission en Tunisie à la demande du Centre de documentation de la Ligue des Etats arabes (ALDOC) où a été installée la base de données PADIS/STAT ainsi qu'un mécanisme d'échange entre ALDOC et le PADIS de données statistiques relatives à l'Afrique du Nord. Des informaticiens de ALDOC ont été formés à l'utilisation et au développement de la base de données statistiques.

#### Formation

149. Une formation de groupe à l'intention du personnel des centres de documentation des Etats membres a été organisée non seulement au PADIS mais également à Nairobi à l'intention des pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe et à Yaoundé à l'intention des pays de l'Afrique du Centre. Cette formation de groupe a permis aux participants de se familiariser avec les méthodes de PADIS/DEVIS et de traitement de l'information.

150. En collaboration avec la Division de la statistique de la CEA, le PADIS a organisé à Addis-Abeba du 24 au 28 novembre 1986 un séminaire de formation sur la mise en place de bases de données statistiques à l'intention des participants des Etats membres d'expression française pour permettre à ceux-ci d'être en mesure d'élaborer, de mettre en place et d'exploiter des bases de données statistiques dans leurs pays respectifs.

#### Réunions

151. Le PADIS a participé à la troisième Conférence CEA/AUA des recteurs, présidents et directeurs des établissements africains d'enseignement supérieur qui s'est tenue à Harare du 19 au 21 janvier 1987. Il a, au cours de cette réunion, présenté les moyens de mettre en place un processus technique de collecte et de diffusion des thèses produites par les universités africaines. Le PADIS a également préconisé un plan de coopération avec les universités africaines dans le domaine des sciences de l'information et de la formation au métier de bibliothécaire.

152. Le PADIS a également participé à la septième Conférence des chefs de secrétariat des institutions régionales et sous-régionales parrainées par la CEA qui s'est tenue du 24 au 27 janvier 1987 à Tripoli (Jamahiriya arabe libyenne) et a, au cours de cette réunion, discuté de questions découlant du rapport de la sixième Conférence des chefs de secrétariat. Au cours de cette réunion, les participants ont passé en revue ce que le PADIS a pu réaliser en ce qui concerne l'harmonisation et la normalisation des systèmes de documentation et d'information des institutions et ce qu'il se proposait de faire à l'avenir.

#### Centres nationaux participants/centres sous-régionaux

153. Au cours de la réunion du Comité technique sous-régional pour le Système d'information pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ESADIS) tenue à Nairobi du 28 au 30 avril 1986, les participants ont discuté



des moyens de rendre ESADIS opérationnel le plus tôt possible. A la suite de la réunion de juin 1986 à Lusaka, un accord a été signé pour l'installation de ESADIS au sein du siège du MULPOC de Lusaka en Zambie.

154. Au cours de la période considérée deux missions ont été effectuées dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest. La première était à Ouagadougou (Burkina Faso) en novembre 1986 à la demande du Gouvernement pour réaliser une étude de faisabilité sur la création d'un centre national de documentation et d'information. La seconde mission a été effectuée à Niamey (Niger) pour poursuivre les efforts en vue d'installer au Niger le Système de documentation et d'information pour l'Afrique de l'Ouest (WADIS).

155. En vue de créer les centres nationaux de documentation à Djibouti, en Somalie et au Soudan, des missions ont été effectuées dans ces pays.

#### Accès aux bases extérieures de données bibliographiques

156. En plus de l'expansion de PADIS/DEV, le PADIS a fait l'acquisition des bases de données suivantes :

a) AGRIS : Base de données contenant des références sur tous les aspects de l'agriculture, y compris la sociologie rurale, l'industrie animale et l'alimentation;

b) DEVIS/CANADA : Base de données du Centre de recherche pour le développement international (CRDI) contenant plus de 8 000 références bibliographiques sur le développement socio-économique;

c) ISU : Base de données du Département des affaires économiques et sociales et internationales contenant des rapports non publiés de l'Organisation des Nations Unies sur le développement économique et social;

d) LABORDOC : Base de données complémentaires de l'OIT contenant 2 584 références sur le développement socio-économique.

#### Diffusion sélective de l'information (PADIS/SDI)

157. Ce service a été lancé en 1986 pour acheminer de nouveaux éléments d'information aux planificateurs, décideurs et chercheurs dans le domaine du développement social et économique en utilisant les bases de données installées au Bureau central de coordination du PADIS. Le service PADIS/SDI compte actuellement 39 abonnés.

#### La lettre du PADIS

158. Le PADIS a lancé un bulletin trimestriel pour faciliter l'échange de données d'expérience entre les Etats membres et les organisations et organismes particuliers travaillant dans le domaine des systèmes d'information. Quatre numéros ont été publiés en 1986 et un à ce jour en 1987.

Coordination des politiques et programmes

159. En étroite collaboration avec le secrétariat de l'OUA une équipe spéciale du secrétariat de la Commission a aidé les Etats membres à élaborer les propositions présentées par l'Afrique à la session extraordinaire de l'Assemblée générale qui s'est tenue du 27 mai au 1er juin 1986 et a adopté, sur la base de l'examen de ces propositions, le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990.

160. Le secrétariat a également assuré, en collaboration avec le secrétariat de l'OUA, les services fonctionnels nécessaires pour diverses réunions du Comité mixte intersecrétariats CEA/OUA et de ses organes subsidiaires ainsi que du Comité directeur permanent de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement chargé de suivre l'application des décisions de la Conférence sur les questions économiques et l'exécution du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990.

161. La phase préliminaire de l'examen et de l'évaluation du rôle de la CEA dans le développement de l'Afrique : orientation générale, programmation et exécution de projets a été achevée. La version finale de l'étude elle-même sera mise à la disposition des Etats membres vers la fin de 1987.

162. Le secrétariat a apporté des contributions importantes aux activités du système des Nations Unies sur le plan mondial notamment en ce qui concerne l'examen en cours des secteurs économique et social, y compris humanitaire de l'Organisation des Nations Unies et l'analyse interorganisations des programmes.

163. Le secrétariat a organisé les vingt et unième et vingt-deuxième sessions de la Commission/douzième et treizième réunions de la Conférence des ministres tenues respectivement à Yaoundé (Cameroun) et à Addis-Abeba (Ethiopie) et en a assuré le service. Les réunions ont été précédées respectivement par les septième et huitième réunions du Comité technique préparatoire plénier.

164. En octobre 1986, le secrétariat a organisé la deuxième réunion extraordinaire de la Conférence des ministres de la CEA dont il a assuré le service. Les participants à cette réunion qui s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) ont examiné notamment le programme régional du PNUD pour l'Afrique au titre du quatrième cycle de programmation.

165. L'exécution des programmes autorisés pour 1986-1987 a gravement été entravée par la crise financière que traverse l'Organisation des Nations Unies. Plusieurs produits programmés ont dû être interrompus, reportés ou considérablement reformulés. Malgré tous ces obstacles, le secrétariat a enregistré dans son ensemble un taux satisfaisant d'exécution des programmes.

166. Le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1988-1989 a été élaboré et présenté à la treizième réunion de la Conférence des ministres

pour examen avant d'être présenté par le Secrétaire général à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Comité du programme et de la coordination (CPC).

167. Le secrétariat a élaboré la composante CEA du Plan à moyen terme 1990-1995 qui a été examiné par la Conférence des ministres lors de sa treizième réunion avant d'être présenté à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Comité du programme et de la coordination.

### C. Relations avec d'autres programmes des Nations Unies

168. Comme pendant les années précédentes, la Commission a maintenu des relations étroites avec d'autres programmes des Nations Unies comme il ressort des paragraphes suivants :

169. Comme on l'a indiqué dans le chapitre traitant de la coordination de l'assistance technique et de la coopération, chapitre dans lequel a été décrite l'utilisation des fonds fournis par le PNUD, le FNUAP, le PNUE, le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) et la CNUCED, des liens étroits de coopération ont été entretenus avec l'ONUDI, l'Unesco, l'Equipe spéciale du CAC sur la science et la technique au service du développement, le PNUD, la CNUCED, l'OMM et le PNUE.

170. En étroite collaboration avec les secrétariats de l'OUA et de l'ONUDI, le secrétariat a organisé une réunion intergouvernementale plénière d'experts sur l'industrialisation de l'Afrique à Bujumbura (Burundi) du 10 au 15 septembre et la huitième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie du 17 au 19 septembre 1986 au même endroit. Il a assuré le service de ces réunions.

171. Le secrétariat a collaboré avec l'Unesco pour la préparation de la deuxième Conférence des ministres des Etats membres africains chargés de l'application de la science et de la technique au développement. En fait, le secrétariat a élaboré un document sur la coopération intra-africaine et intrarégionale dans le domaine de la science et de la technique, document qui été présenté à l'Unesco pour cette réunion.

172. Par ailleurs, le secrétariat a participé à la huitième session du Comité intergouvernemental sur la science et la technique au service du développement et s'est prononcé sur la méthode et la portée de l'examen en fin de Décennie de l'exécution du Programme d'action de Vienne.

173. Au cours de la période considérée, le secrétariat a continué d'accorder un rang de priorité élevé au développement du commerce intra-africain. En 1985, le PNUD a approuvé un descriptif de projet de la CEA sur l'assistance à la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) dans le domaine du développement du commerce. Les objectifs immédiats du projet sont notamment de formuler des propositions concrètes pour la réduction ou l'élimination des barrières tarifaires et non tarifaires et de proposer des

mesures pour la transformation de la Chambre de compensation de l'Afrique centrale en une chambre de compensation pour la CEEAC. Un fonctionnaire du secrétariat a été détaché à l'équipe du projet financé par le PNUD qui est basée au siège de la CEEAC à Libreville et a entrepris une série d'activités, y compris la collecte et l'analyse de données sur les barrières tarifaires et non tarifaires et le flux des échanges commerciaux entre les Etats membres de la CEEAC. Le secrétariat a organisé conjointement avec la CNUCED une réunion d'experts africains sur les questions relatives au commerce des produits de base et aux flux des ressources en vue d'aider les décideurs africains à résoudre les problèmes relatifs aux produits de base, aux flux des ressources et à la dette extérieure.

174. S'agissant de la coopération avec l'OMM et le PNUE, les activités entreprises par le secrétariat ont porté sur l'environnement.

175. Le secrétariat a entrepris trois principales activités de coordination avec l'OMM pour la création du Centre africain pour l'application de la météorologie au développement (CAAMD). En application de la résolution 585(XXI) de la CEA, en date du 19 avril 1986, les activités ci-après ont été entreprises :

a) Une réunion consultative interinstitutions à laquelle ont participé des représentants permanents des Etats africains membres de l'OMM choisis sur une base sous-régionale s'est tenue au Bureau régional de l'OMM pour l'Afrique à Bujumbura (Burundi) pour élaborer un projet de statuts pour le CAAMD. Le groupe d'experts a également élaboré un projet d'accord de siège et examiné les objectifs du CAAMD par rapport à ses fonctions et à la structure proposée au titre de la phase d'assistance préparatoire du projet (RAF/86/026);

b) Au cours de la neuvième session de l'organisme intergouvernemental des représentants permanents de l'OMM connu sous l'appellation "Association régionale I (Afrique)" tenue à Harare (Zimbabwe) en décembre 1986, les participants ont notamment examiné le rapport des réunions de consultation d'experts et ont recommandé dans la résolution 25/RA.L(IX) qu'une mission commune OMM/CEA devrait se rendre dans tous les pays hôtes potentiels, à savoir l'Algérie, l'Egypte, le Kenya, le Niger et le Sénégal et procéder à une évaluation sur la base des critères techniques révisés, approuvés pendant la réunion;

c) Ainsi, une mission conjointe OMM/CEA s'est rendue à Niamey (Niger) et à Oran (Algérie) du 16 au 25 février 1987 pour évaluer les moyens techniques offerts par les gouvernements nigérien et algérien. La ville de Dakar (Sénégal) a été retirée du programme d'évaluation. Sur la base de la mission et d'autres activités connexes, la CEA a élaboré un rapport de situation sur l'application de la résolution 585(XXI) relative au CAAMD (document E/ECA/CM.13/29) à l'intention de la Conférence des ministres de la CEA qui examinera notamment lors de sa vingt-deuxième session la question du choix du pays hôte du CAAMD.

176. La coordination avec le PNUE des questions relatives à l'environnement a été assurée essentiellement par la participation du personnel de la Section de l'environnement de la CEA aux activités du secrétariat mixte de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement au PNUE (Nairobi) chargé d'exécuter le Programme d'action du Caire en vue de promouvoir la coopération entre les pays africains dans le domaine de l'environnement et de la protection des écosystèmes.

### CHAPITRE III

#### VINGT-DEUXIEME SESSION DE LA COMMISSION ET TREIZIEME REUNION DE LA CONFERENCE DES MINISTRES

##### A. Participation et organisation des travaux

177. La vingt-deuxième session de la Commission/treizième réunion de la Conférence des ministres s'est tenue au siège de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) à Addis-Abeba (Ethiopie) du 23 au 27 avril 1987. La réunion a été officiellement ouverte par le Camarade Addis Tedla, membre du Bureau politique du Comité central du Parti des travailleurs d'Ethiopie et Président du Comité national de la planification centrale. Un message du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a été lu, en son nom, par le Secrétaire exécutif de la CEA. Des allocutions ont également été prononcées lors de la cérémonie d'ouverture par le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine et par le Secrétaire exécutif de la CEA. Le représentant du Kenya a, au nom des participants, présenté une motion de remerciements ((voir section C) ci-après)).

178. Ont participé à la réunion les représentants des Etats membres de la Commission ci-après : Algérie, Botswana, Burundi, Cameroun, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Egypte, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée équatoriale, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maroc, Mozambique, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tchad, Togo, Tunisie, Zaïre, Zambie et Zimbabwe.

179. Les Etats suivants, Membres des Nations Unies et non membres de la Commission étaient représentés par des observateurs : Allemagne (République fédérale), Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Chine, Cuba, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Inde, Indonésie, Japon, Mexique, Pays-Bas, République démocratique allemande, Royaume-Uni, Suède, Tchécoslovaquie, Turquie, Union des républiques socialistes soviétiques, Venezuela et Yougoslavie.

180. Les représentants de Corée, de Suisse et du Saint-Siège qui ne sont pas Membres de l'ONU ont également assisté à la réunion en qualité d'observateurs.

181. Conformément au règlement intérieur de la Commission, le Front démocratique de la Palestine (FDLP) était représenté.

182. Les organes et institutions spécialisées des Nations Unies ci-après étaient représentés : Secrétariat de l'ONU, Bureau de liaison des commissions régionales, Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE), Centre des Nations Unies pour les établissements humains (HABITAT), Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Conseil mondial de l'alimentation, Organisation internationale du Travail (OIT), Programme alimentaire mondial (PAM), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), Organisation mondiale de la santé (OMS), Union internationale des télécommunications (UIT),

Fonds monétaire international (FMI), Organisation météorologique mondiale (OMM), Organisation maritime internationale (OMI), Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe et Institut des Nations Unies pour la Namibie, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

183. Les organisations et institutions intergouvernementales ci-après étaient représentées par des observateurs : Association des universités africaines (AUA), Banque africaine de développement (BAD), Centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social, Commission africaine de l'aviation civile (CAFAC), Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques, Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement (CRAC), Centre régional africain de conception et de fabrication techniques, Centre régional africain de technologie (CRAT), Organisation régionale africaine de normalisation (ORAN), Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique (BADEA), Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique centrale, Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL), Conseil pour l'assistance économique mutuelle, Centre régional de télédétection, Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC), Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Communauté économique européenne (CEE), Institut de gestion pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe, Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, Banque islamique de développement (BID), Institut africain de développement économique et de planification (IDEP), Institut de formation et de recherche démographiques (IFORD), Centre international pour l'élevage en Afrique (CIPEA), Organisation pour la mise en valeur du Bassin de la Kagera, Ligue des Etats arabes, Conférence ministérielle des Etats de l'Afrique de l'Ouest et du Centre sur les transports maritimes (CMEAOC), Organisation de l'unité africaine (OUA), Union panafricaine des postes (UPAP), Zone d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ZEP), Centre régional de services spécialisés dans le domaine des levés, des cartes et de la télédétection, Centre régional de formation aux techniques des levés aériens, Regional Institute for Population Studies (RIPS), Union africaine des chemins de fer (UAC) et Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC).

184. Les organisations non gouvernementales suivantes étaient également représentées par des observateurs : Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques, Association internationale du droit des eaux (AIDE), Commission internationale des irrigations et du drainage, Comité international de la Croix - Rouge (CICR), Fédération internationale pour le planning familial et Fédération luthérienne mondiale (FLM).

185. La Conférence a élu à l'unanimité le bureau suivant :

Président :	M. Soumeila Almoustapha (Niger)
Premier Vice-président :	M. Regga Abdel Rassou (Egypte)
Deuxième Vice-président :	M. Michael M. Sefali (Lesotho)
Rapporteur :	M. Sambwa Pida N'Bagui (Zaïre).

B. Ordre du jour

186. La Conférence a adopté l'ordre du jour suivant :

1. Ouverture de la réunion.
2. Minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation.
3. Election du bureau.
4. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
5. Débat général :
  - a) Examen et évaluation de la situation économique en Afrique pendant la période 1985-1986 ainsi que des perspectives pour 1987 :
    - i) Etude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1985-1986;
    - ii) Rapport économique CEA/BAD sur l'Afrique en 1987;
  - b) Etat d'avancement du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique et du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990;
  - c) La situation de l'alimentation et de l'agriculture en Afrique.
6. Rapport, recommandations et résolutions présentés par la huitième réunion du Comité technique préparatoire plénier à l'examen de la vingt-deuxième session de la Commission/treizième réunion de la Conférence des ministres sur :
  - a) Ressources naturelles et énergie :
    - i) Mise en valeur des bassins fluviaux en Afrique;
    - ii) Examen de la situation en ce qui concerne la mise en valeur des ressources en eau dans les pays africains touchés par la sécheresse;
    - iii) Rapport de la réunion intergouvernementale sur les aspects socio-économiques de la gestion des ressources en eau en Afrique et l'élaboration de politiques en ce domaine;
    - iv) Rapport de la sixième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique;
    - v) Rapport sur les incidences de la célébration en 1986 de l'Année de la cartographie et de la télédétection en Afrique;



- vi) Rapport de la Réunion consultative régionale pour la mobilisation de ressources financières en vue de la mise en valeur de sources d'énergie nouvelles et renouvelables en Afrique;
- b) Développement industriel en Afrique :
  - i) Rapport de la huitième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie;
  - ii) Rapport conjoint CEA/OUA/ONUDI sur la mise en oeuvre du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique;
  - iii) Problèmes et contraintes en ce qui concerne l'exécution du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique;
  - iv) Rapport sur les préparatifs de la deuxième Conférence générale de l'ONUDI;
- c) Transports et communications en Afrique :
  - i) Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique : Rapport intérimaire sur le programme de la seconde phase;
  - ii) Etude CEA-PNUD-BIRD sur les transports dans les pays africains au sud du Sahara;
  - iii) Programme prioritaire dans les domaines des transports et des communications pour les pays africains sans littoral;
- d) Promotion de la coopération et de l'intégration économiques :
  - i) Rapports des conseils des ministres des MULPOC;
  - ii) Rapport intérimaire sur les préparatifs du Programme régional du PNUD pour l'Afrique, quatrième cycle;
  - iii) Demande d'assistance présentée par le Niger pour l'organisation d'un colloque sur le développement à la base (point de l'ordre du jour proposé par la République du Niger);
- e) Questions de développement social en Afrique :
  - i) Application en Afrique de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes;
  - ii) Création d'un institut africain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants;

- iii) Culture et développement en Afrique (point de l'ordre du jour proposé par le secrétariat de l'Organisation de l'unité africaine);
- f) Mise en place en Afrique de moyens en matière d'environnement :
  - i) Rapport intérimaire sur la création d'un centre africain pour l'application de la météorologie au développement;
  - ii) Sécheresse et désertification en Afrique ((point de l'ordre du jour proposé par le Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne (BNUS));
  - iii) Rapport de la Conférence scientifique internationale sur les causes de la catastrophe du lac Nyos (Cameroun);
- g) Commerce et développement : Déclaration d'Addis-Abeba des ministres africains du commerce et du développement à l'occasion des préparatifs de la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement;
- h) Rapports des organes subsidiaires de la Commission :
  - i) Rapport de la deuxième réunion de la Conférence des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales sur le Fonds monétaire africain;
  - ii) Rapport de la sixième réunion du Comité intergouvernemental d'experts des pays africains les moins avancés;
  - iii) Rapport de la septième réunion de la Conférence des chefs de secrétariat des institutions régionales et sous-régionales parrainées par la CEA;
  - iv) Rapport de la quatrième réunion du Comité intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement;
  - v) Rapport de la troisième réunion de la Conférence des recteurs, présidents et directeurs des établissements d'enseignement supérieur en Afrique et Déclaration de Harare sur le rôle des établissements africains d'enseignement supérieur dans le redressement économique et le développement de l'Afrique;
  - vi) Rapport de la neuvième réunion de la Conférence des ministres africains du commerce;
  - vii) Rapport de la huitième réunion du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement;
  - viii) Rapport de la troisième réunion du Comité technique régional du PADIS.

- ix) Rapport de la deuxième réunion extraordinaire de l'IDEP;
  - i) Suite donnée aux résolutions de la Commission ainsi qu'aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social et par l'Assemblée générale dans des domaines intéressant l'Afrique :
    - i) Suivi des résolutions pertinentes adoptées lors de la vingt et unième session de la Commission/douzième réunion de la Conférence des ministres;
    - ii) Résolutions adoptées par le Conseil économique et social à sa seconde session de 1986 et par l'Assemblée générale à sa quarante et unième session dans les domaines économiques et sociaux intéressant l'Afrique;
    - iii) Etude approfondie de la structure et des fonctions du mécanisme intergouvernemental de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social : Décision 1987/112 adoptée par le Conseil économique et social à sa quatrième réunion le 6 février 1987;
  - j) Programme de travail et ordre de priorité de la Commission :
    - i) Rapport intérimaire sur l'exécution du programme de travail et ordre de priorité pour la période biennale 1986-1987;
    - ii) Projet de programme de travail et ordre de priorité pour la période biennale 1988-1989;
    - iii) Projet de plan à moyen terme pour la période 1990-1995;
  - k) Coopération technique entre le PNUD et les commissions économiques régionales : CEA (rapport établi par le Corps commun d'inspection);
  - l) Questions relatives au personnel et questions administratives;
  - m) Préparatifs de la célébration du trentième anniversaire de la CEA - thème et programme.
- 7. Conférence pour les annonces de contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique.
  - 8. Rapport de la septième réunion de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés.
  - 9. Questions diverses.
  - 10. Date, lieu et autres questions concernant la vingt-troisième session de la Commission/quatorzième réunion de la Conférence des ministres.
  - 11. Examen et adoption du rapport et des résolutions de la réunion.
  - 12. Clôture de la réunion.

C. Compte rendu des débats

Allocutions d'ouverture

187. Dans son allocution d'ouverture, le Camarade Addis Tedla, membre du Bureau politique du Comité central du Parti des travailleurs d'Ethiopie et Président du Comité national de la planification centrale a souhaité la bienvenue aux représentants venus participer à la vingt-deuxième session de la Commission et treizième réunion de la Conférence des ministres au nom du Parti des travailleurs d'Ethiopie, du Gouvernement et du peuple éthiopiens et en son nom propre.

188. Il a indiqué que la réunion constituait une importante instance au sein de laquelle les conditions économiques et sociales du continent étaient examinées, des problèmes identifiés, des solutions recommandées et d'importantes décisions prises. Ainsi, depuis sa création, la Commission était, en dépit des multiples problèmes de la période ayant suivi les indépendances, devenue un important instrument des efforts collectifs de l'Afrique en vue du développement économique et social du continent.

189. Il a expliqué que la situation économique et sociale critique de l'Afrique déjà identifiée lors du vingt et unième Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine en juin 1985 était principalement d'ordre structurel et résultait de politiques intérieures peu appropriées qui avaient été aggravées par un environnement extérieur hostile caractérisé par la baisse des prix des produits primaires, un renforcement du protectionnisme dans les pays développés et un accroissement du fardeau de la dette extérieure, combinés à l'insuffisance du transfert de ressources réelles vers les pays en développement. C'est au cours de ce Sommet qu'avait été adopté et lancé le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique (1986-1990) suivi un an plus tard de l'adoption par l'Assemblée générale des Nations Unies du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique.

190. Les informations disponibles semblaient indiquer que, tandis que les pays africains s'efforçaient individuellement et collectivement d'exécuter le Programme prioritaire, l'appui de la communauté internationale ne s'était pas traduit concrètement. Il a donc demandé à la réunion d'examiner attentivement la situation et d'indiquer de futures lignes d'action à l'intention des gouvernements africains aux niveaux national, régional et international ainsi qu'à l'occasion de réunions telles que la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et l'Assemblée générale des Nations Unies.

191. La mise en oeuvre du nouveau Programme substantiel d'action en faveur des pays les moins avancés avait, au cours des six années ayant suivi son adoption, souffert également de l'indifférence générale de la communauté internationale et, en particulier, de celle des pays développés pour ce qui est du respect de leurs engagements.

192. Tout en reconnaissant la nécessité d'un appui international pour l'exécution des divers programmes régionaux, il a néanmoins souligné que la responsabilité première incombait aux pays africains eux-mêmes, conformément au Plan d'action de Lagos en vue de la mise en oeuvre de la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique (1980-

2000) et à l'Acte final de Lagos qui avaient servi de base à la conception du Programme prioritaire. Des progrès satisfaisants avaient déjà été enregistrés au niveau sous-régional en vue de la réalisation de l'objectif à long terme de création de la communauté économique africaine. L'accent mis sur l'alimentation et l'agriculture par la plupart des pays africains était conforme aux objectifs du Programme prioritaire. Grâce essentiellement à des conditions climatiques favorables, il y avait eu un accroissement général de la production alimentaire. Cependant, du fait de la persistance de pénuries alimentaires, on devrait continuer à accorder la priorité à l'objectif d'autosuffisance alimentaire.

193. En conclusion, il a demandé aux pays africains de continuer à renforcer la coopération avec d'autres pays en développement dans le cadre d'une coopération Sud-Sud plus dynamique et de se battre à côté d'autres pays progressistes du monde pour l'établissement de relations économiques internationales plus justes et plus équitables ainsi que pour la sécurité et la paix mondiales.

194. Il a ensuite déclaré la réunion ouverte et souhaité plein succès aux participants.

195. Dans un message dont le Secrétaire exécutif a donné lecture, le Secrétaire général de l'ONU a dit que cela faisait presque un an que l'Assemblée générale avait, lors de sa session extraordinaire sur la crise économique en Afrique, adopté le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990. Il était donc opportun que le thème de la réunion fût "Vers le redressement économique et le développement". La réunion constituait une excellente occasion d'examiner les progrès enregistrés dans la mise en oeuvre du Programme aux niveaux national, sous-régional, continental et international.

196. L'octroi de ressources suffisantes aux pays africains était particulièrement important pour la bonne exécution du Programme. Si des améliorations importantes étaient constatées dans certains domaines de l'assistance internationale en faveur de l'Afrique, la situation financière de la plupart des pays africains demeurerait précaire, en particulier en raison de la baisse des prix des produits de base et de l'accroissement de la dette extérieure. Devant cette situation, il avait créé un Groupe consultatif sur les flux de ressources en faveur de l'Afrique, composé d'éminentes personnalités et chargé d'examiner les moyens d'améliorer la situation financière de la plupart des pays africains dont la position était particulièrement critique.

197. Le Secrétaire général a assuré la Conférence qu'il continuerait d'explorer toutes les voies possibles afin que la communauté internationale reste informée de la situation et de mobiliser son appui en faveur du Programme. A cet égard, il a attiré l'attention de la Conférence sur deux prochains événements importants. Le premier était la Conférence internationale sur le défi du redressement économique et du développement accéléré de l'Afrique, prévue en juin 1987 à Abuja (Nigéria) et le second était la Conférence internationale sur la dimension humaine du redressement économique et du développement de l'Afrique, prévue en octobre 1987 à Libreville (Gabon). Il a exprimé l'espoir que ces rencontres internationales serviraient à donner une nouvelle impulsion au processus d'exécution du Programme d'action. Par ailleurs, un Comité directeur composé des principaux organes compétents des Nations Unies et

chargé de veiller à ce que le système des Nations Unies donne une réponse positive et cohérente au Programme avait été créé. Les résultats avaient été encourageants. En outre, toutes les institutions des Nations Unies avaient été priées d'ajuster leurs programmes de travail et ordre de priorité biennaux 1988-1989 respectifs et de les orienter vers l'exécution du Programme d'action.

198. Il a rendu hommage aux efforts que les pays africains déployaient en vue du redressement économique et du développement. Dans plusieurs pays, des signes importants de redressement avaient été notés dans les secteurs vitaux de l'alimentation et de l'agriculture. Dans de nombreux autres pays, des mesures efficaces étaient prises pour accroître la production agricole, mobiliser les ressources intérieures et améliorer d'une façon générale la gestion de l'économie.

199. Il a présenté ses sincères remerciements à Son Excellence, le Président Mengistu Haile Mariam et, à travers sa personne, au peuple éthiopien pour leur appui constant à la Commission économique pour l'Afrique. L'accueil de la présente session et de tant d'autres dans le passé était un témoignage évident de leur foi et de leur dévouement continus aux Nations Unies.

200. Le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine a indiqué que l'objectif commun du Plan d'action de Lagos en vue de la mise en oeuvre de la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique, 1980-2000 et de l'Acte final de Lagos, du nouveau Programme substantiel d'action en faveur des pays les moins avancés pour les années 80, du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 était de formuler une nouvelle stratégie, de créer de nouvelles structures et d'engendrer un nouveau dynamisme devant permettre aux pays africains de revitaliser leurs économies et de relancer l'initiative pour une croissance et un développement à long terme avec de meilleures chances de succès.

201. Malheureusement, en dépit de l'existence de tous ces plans, des signes évidents de redressement ou d'allègement de la crise n'avaient pas encore été notés. On était tenté de se demander si au cours de la prochaine Décennie, l'Afrique sortirait de cet état permanent de dépendance dans lequel son bien-être et son progrès dépendaient invariablement de la charité des autres continents.

202. Il y avait deux explications à cette situation troublante. Premièrement, alors que tous les plans et programmes auraient pu être considérés comme corrects, leur mise en oeuvre avait toujours été imprudemment négligée. Pendant 25 ans, il avait été suggéré que les efforts de développement devaient reposer sur l'amélioration des conditions du monde rural afin de protéger les populations des intempéries et de la famine. Il avait fallu attendre le choc provoqué par les récentes catastrophes pour que l'on se rende compte de la pertinence d'une telle suggestion et que les Etats africains décident de consacrer 20 à 25 p. 100 de leurs investissements publics à l'agriculture. Deuxièmement, l'écart entre l'importance des besoins de l'Afrique et la faiblesse de ses ressources était très important. D'où les appels incessants de l'Afrique à l'assistance de la communauté internationale. D'où également l'ajournement imprudent de nombreux projets de développement essentiels et indispensables.

203. On pouvait se demander si les Etats africains exploitaient pleinement et de façon rationnelle leurs ressources et si les résultats de l'Afrique reflétaient réellement son potentiel physique, financier et humain. De quelque côté qu'on aborde la question, la conclusion était que l'Afrique devrait continuer à mettre l'accent sur ses propres efforts, la mobilisation de toutes ses ressources humaines et l'amélioration de la gestion des ressources nationales en vue de se passer de l'assistance et de la charité étrangères. Les pays africains devaient faire preuve de plus d'imagination, de détermination et de courage dans l'exécution des plans et programmes axés sur la mobilisation et l'utilisation des ressources intérieures et manifester plus de solidarité et d'unité face aux partenaires du développement. Cette unité et cette solidarité devraient se refléter dans les plates-formes communes sur les questions d'importance stratégique pour le développement de l'Afrique.

204. Une tâche essentielle à accomplir par les ministres africains chargés du développement économique et de la planification était par conséquent d'assurer que les engagements pris solennellement en ce qui concerne l'Afrique et la communauté internationale soient intégralement honorés. Au niveau du secrétariat de l'OUA, la tâche consistait à déterminer les modalités d'application des mesures envisagées pour l'évaluation de l'exécution du Programme prioritaire et du Programme d'action au niveau du continent. Le Comité directeur permanent était chargé d'assurer le suivi et l'évaluation de l'exécution de ces deux programmes. Ainsi, à sa huitième session, qui se tiendrait en juillet 1987, il devrait préparer à l'intention de la vingt-troisième session du Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA un rapport intérimaire sur l'exécution du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et élaborer les modalités et les mécanismes pour la préparation du rapport d'évaluation sur l'exécution du Programme d'action des Nations Unies, qui serait soumis à la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

205. S'agissant de la dette des pays africains, le Secrétaire général a mis l'accent sur le fait que la dette extérieure de l'Afrique avait atteint des proportions alarmantes. Le Président en exercice de l'OUA, en collaboration avec le Secrétaire général de l'OUA continuait, sur le plan politique, à préparer le terrain, au niveau international, pour la tenue de la Conférence internationale proposée sur l'endettement extérieur de l'Afrique. Les secrétariats de l'OUA et de la CEA, la BAD et le Centre africain d'études monétaires mettraient au point les documents techniques et les approches nécessaires à une meilleure présentation du problème.

206. Le Secrétaire exécutif de la CEA a déclaré que la session en cours avait été précédée par une série de réunions préparatoires qui avaient été toutes tenues à Addis-Abeba depuis le 6 avril 1987. Non seulement chacune de ces réunions avait été unique pour ce qui était du traitement des aspects spécifiques du développement de l'Afrique, mais toutes avaient également abordé les problèmes qui étaient l'objet des réunions ministérielles sectorielles et de celles des Centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets qui avaient été tenues antérieurement, et avaient constitué une base pour la présentation, d'une façon intégrée et coordonnée, des questions les plus importantes dans le domaine du développement économique et social à la session annuelle de la Commission. La tenue couronnée de succès de toutes ces réunions avait été possible, dans une large mesure, grâce à l'atmosphère amicale créée par le Gouvernement de l'Ethiopie socialiste, auquel le Secrétaire exécutif a rendu hommage pour son soutien

continu à la CEA. Il a également rendu hommage à Son Excellence le Camarade Mengistu Haile Mariam, Secrétaire général du Comité central du Parti des travailleurs d'Ethiopie, Président du Conseil administratif militaire provisoire et Commandant en chef des forces armées révolutionnaires de l'Ethiopie socialiste.

207. Il a rappelé qu'à l'ouverture de la précédente session de la Commission, il avait tenu à affirmer que les économies africaines étaient à la croisée des chemins et que, dans ces conditions critiques, on était obligé de prendre une décision résolue et bien pesée quant à l'orientation qu'il fallait prendre et qu'une fois ce choix fait, de le respecter nécessairement jusqu'au bout. Ce choix devait être fait par l'Afrique, sous la forme d'un ensemble de mesures qui comporteraient au moins cinq engagements que les gouvernements et les peuples africains se devaient de concrétiser irrévocablement. Ils consistaient à : accorder le rang de priorité le plus élevé, dans les programmes de relèvement et de redressement, au secteur rural, en général, et au développement des secteurs alimentaire et agricole en particulier; à poursuivre les efforts en vue d'améliorer la gestion économique; à adopter des mesures d'austérité appropriées pour une meilleure mobilisation des ressources locales; à renforcer l'application des réformes politiques indispensables; à démontrer que la nécessité pour l'Afrique de supporter le fardeau de son propre développement était incontournable.

208. Il ressortait des indicateurs économiques figurant dans l'Etude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1985-1986 faite par la CEA, et le Rapport économique CEA/BAD, 1987, que les résultats économiques de la région n'étaient plus uniformément désastreux comme ils l'avaient été les années précédentes, et s'étaient incontestablement améliorés légèrement. Malgré les difficultés que certains pays continuaient de connaître, il ne faisait plus de doute que les Africains et leurs dirigeants avaient accepté de relever le défi et qu'ils étaient déterminés, pour des raisons d'honneur et d'intégrité, à assurer le redressement de leurs économies.

209. Enquête préliminaire de la CEA sur l'exécution du Programme prioritaire pour le redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 (Document E/ECA/CM.13/5 du 6 avril 1987) avait donné créance à cette tendance nouvelle. L'Enquête préliminaire de la CEA était le résultat d'un questionnaire sur tous les aspects pertinents, envoyé par le secrétariat de la CEA à tous les Etats membres à la fin de 1986. Les réponses à ce questionnaire, aussi bien du point de vue du nombre des pays que de leur importance géopolitique et des faits et des informations fournis, avaient été des plus encourageantes. Jusque-là, 34 des 50 Etats membres avaient rempli et renvoyé ce questionnaire.

210. Il ressortait clairement de l'enquête en question que de plus en plus de pays avaient adopté des réformes politiques et entrepris des programmes d'ajustement structurel. Les 97 p. 100 des pays qui avaient répondu avaient adopté les priorités définies par le Programme prioritaire et le Programme d'action des Nations Unies; 43 p. 100 avaient adopté des programmes de stabilisation, 70 p. 100 avaient adopté des programmes d'ajustement structurel, et 17 p. 100 avaient adopté des programmes globaux de relèvement économique. S'agissant des mesures immédiates, 50 p. 100 avaient créé ou maintenu des mécanismes opérationnels d'urgence sur le plan national; 47 p. 100 mettaient au point des systèmes d'information et d'alerte rapide, et 50 p. 100 avaient



mis sur pied des systèmes assurant la sécurité alimentaire sur le plan national, tandis que 87 p. 100 avaient adopté des mesures d'encouragement pour les prix des produits agricoles. Concernant les mesures à court et à moyen termes, 80 p. 100 des pays ayant répondu au questionnaire avaient indiqué qu'ils avaient augmenté de façon substantielle le niveau des investissements; 13 p. 100 avaient mis au point des plans pour le faire en 1990; 73 p. 100 avaient créé ou renforcé les institutions de crédit agricole et 47 p. 100 seulement avaient déjà pris des mesures pour encourager l'épargne dans les zones rurales. Des mesures encourageantes avaient également été prises dans d'autres secteurs tels que la gestion de l'économie, le renforcement du secteur privé, l'adoption de politiques démographiques sur le plan national et la mobilisation des ressources locales. L'enquête en question était considérée comme une base de données que la CEA avait l'intention de mettre régulièrement à jour, d'étendre et d'approfondir, pour en faire l'un de ses mécanismes de suivi; elle méritait par conséquent d'être étudiée minutieusement.

211. Le Secrétaire exécutif a ensuite abordé la question de la réaction de la communauté internationale et a tenté de l'évaluer en regard des efforts héroïques que l'Afrique avait déployés. En 1986, l'environnement économique international avait été plus hostile que pendant plusieurs décennies. Il a rappelé ce qu'il avait dit dans son évaluation de fin d'année sur les résultats de l'économie africaine, à savoir la chute des exportations africaines de la même année, qui s'était traduite par une baisse catastrophique sans précédent de la valeur des exportations, et par l'aggravation des déficits des comptes courants.

212. Le problème de la dette extérieure et des obligations au titre du service de la dette avait atteint des proportions telles que la situation était devenue incontrôlable. Le total des dettes extérieures de l'Afrique, remboursées ou impayées, estimé à quelque 200 milliards de dollars à la fin de l'année 1986, représentait 44 p. 100 de son produit intérieur brut et 190 p. 100 de ses recettes totales d'exportation. Le ratio du service de la dette avait dépassé 30 p. 100 du produit intérieur brut, en moyenne, et était beaucoup plus élevé pour beaucoup de pays à faible revenu. En fait, la situation était telle qu'à moins de parvenir à un accord global sur la question de la dette, le nombre de pays qui seraient en défaut de paiement ne cesserait d'augmenter. Les obligations au titre du service de la dette étant pour les pays africains entre 14,6 et 23 milliards de dollars, avec une chute des recettes d'exportation de l'ordre de 19 milliards de dollars en 1986, les économies africaines avaient été privées de ressources extérieures d'un montant se situant entre 33,6 et 42 milliards de dollars en une seule année. Par conséquent, à moins que les problèmes des produits de base africains ne soient traités et que ceux des obligations au titre du service de la dette ne soient résolus, les flux de ressources vers l'Afrique auraient peu d'incidence et n'auraient qu'une très faible signification, et l'exécution du Programme prioritaire et du Programme d'action des Nations Unies deviendrait sans doute presque impossible.

213. Le Secrétaire exécutif a ajouté qu'il était convenu dans le Programme d'action des Nations Unies de la nécessité pour la communauté internationale de traiter les questions des produits de base en tenant compte des intérêts particuliers des pays africains. Par conséquent il était temps que celle-ci mette au point un ensemble de mesures novatrices propres à résoudre les éternels problèmes des produits de base. A ce propos, on devait s'inspirer

des résultats obtenus grâce au STABEX et au SYSMIN qui, ayant permis d'obtenir des ressources compensatoires, en dépit de leurs limites et de leurs lacunes, restaient des moyens originaux adoptés par les pays de la CEE et des ACP pour résoudre le problème des produits de base.

214. Les problèmes de la dette africaine méritaient également l'adoption d'approches novatrices similaires, et il était temps pour la communauté internationale de parvenir à mettre au point des mesures qui permettent de traiter spécifiquement les problèmes de la dette africaine. Certains faits nouveaux encourageants se dessinaient déjà dans le cadre des activités du Comité de développement du FMI/BIRD et de celles entreprises par certains des pays membres du Club de Paris. Cependant, les mesures d'urgence concernant la solution réaliste des problèmes de la dette africaine devaient suffisamment être efficaces pour répondre aux trois propositions faites dans les Propositions de l'Afrique soumises à la session extraordinaire des Nations Unies sur la crise économique africaine, à savoir la conversion des dettes au titre de l'APD et des obligations au titre des intérêts en dons; la consolidation des dettes publiques non APD et les paiements de leur service dus à ce titre durant la période 1986-1990, et leur transformation en prêts à long terme remboursables sur une période de 30 à 40 ans à des conditions libérales, avec un moratoire de dix ans, et l'amélioration du cadre actuel pour la renégociation des dettes aux conditions du marché.

215. Les problèmes inséparables qu'étaient ceux des cours des produits de base et de la dette extérieure devaient être traités dans le cadre d'un programme qui comporterait : le renforcement et la stabilisation, à des niveaux suffisamment rémunérateurs, des recettes provenant des produits de base et des minéraux présentant un intérêt primordial pour l'Afrique; des mesures détaillées visant à faire face aux problèmes de la dette et de son service; des mesures tendant à faire en sorte que la Banque mondiale et le FMI réaménagent pour le long terme la dette et les obligations au titre de la dette en ce qui concerne les pays africains handicapés par cette dette; et des mesures visant à garantir l'apport d'un montant suffisant de ressources nettes à des conditions de faveur pour couvrir les besoins de l'Afrique en matière de redressement et de développement.

216. En conclusion, le Secrétaire exécutif a indiqué que la prochaine réunion annuelle du Groupe des 7 prévue pour juin 1987 à Venise offrirait la possibilité pour les pays occidentaux les plus industrialisés de mettre au point un programme qui s'attaquerait aux questions vitales de redressement et de développement en Afrique. Les pays africains avaient prouvé leur attachement au Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique. Il incombait à la communauté internationale de relever le défi en fournissant un appui en vue du redressement économique et du développement du continent, ce qui aurait une incidence décisive non seulement sur l'avenir de l'Afrique mais aussi sur celui de la communauté mondiale.

217. Au nom de la Conférence, S.E. M. Robert J. Ouko, Ministre du Plan et du développement du Kenya a présenté une motion de remerciements au Camarade Addis Tedla, membre du Bureau politique du Comité central du Parti des travailleurs d'Ethiopie et Président du Comité national de la planification centrale, pour sa brillante allocution d'ouverture et pour la légendaire hospitalité éthiopienne qui avait été réservée aux participants. Il l'a prié de transmettre la profonde gratitude de la Conférence à Son Excellence le Camarade Mengistu Haile Mariam, Secrétaire général du Comité central du

Parti des travailleurs d'Ethiopie, Président du Conseil administratif militaire provisoire et Commandant en chef des forces armées révolutionnaires de l'Ethiopie socialiste, ainsi qu'au Gouvernement et au peuple éthiopiens.

218. Le représentant du Kenya a rendu hommage au Camarade Mengistu Haile Mariam pour sa constance et sa foi profonde dans les actions à mener pour réaliser le développement de l'Afrique. L'allocution d'ouverture du Camarade Addis Tedla avait, a-t-il dit dans le même esprit, clairement mis en lumière les problèmes de l'Afrique dus au déséquilibre de la balance des paiements, à la baisse des courants de ressources, à l'aggravation de la crise de l'endettement et aux effets de la sécheresse et d'autres catastrophes naturelles désastreuses.

219. La présente réunion de la Conférence des ministres de la CEA revêtait une importance cruciale comme en témoignaient les questions pertinentes inscrites à l'ordre du jour. Au nombre de ces questions figurait le programme de travail et ordre de priorité du secrétariat pour l'exercice biennal 1988-1989 et le plan à moyen terme pour la période 1990-1995 qui seraient ultérieurement soumis à l'Assemblée générale des Nations Unies et il convenait de féliciter le Secrétaire exécutif à cet égard.

220. L'intervenant a déclaré que l'état d'avancement du Programme prioritaire de redressement économique et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique dépendrait plus des progrès réalisés par les pays africains en matière de commerce entre eux-mêmes et avec le reste du monde que des miettes au titre de l'aide. Le monde était une petite planète et à ce titre une pauvreté déplorable dans une de ses parties devait demeurer le souci de l'ensemble des pays, et ce souci devrait susciter l'adoption de mesures pratiques. En dernière analyse cependant, le salut de l'Afrique ne viendrait que des Africains eux-mêmes. Il n'y avait donc aucune autre solution de rechange aux principes d'autosuffisance et d'autonomie.

Débat général (point 5 de l'ordre du jour)

- a) Examen et évaluation de la situation économique en Afrique pendant la période 1985-1986 ainsi que des perspectives pour 1987 ((point 5 a) de l'ordre du jour)) :
  - i) Etude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1985-1986;
  - ii) Rapport économique CEA/BAD sur l'Afrique en 1987;
- b) Etat d'avancement du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique et du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 ((point 5 b) de l'ordre du jour))
- c) La situation de l'alimentation et de l'agriculture en Afrique ((point 5 c) de l'ordre du jour))

221. Le représentant du Nigéria a dit que la situation économique africaine au cours de la période 1985-1986 et les perspectives pour 1987 avaient été bien analysées dans les documents exhaustifs du secrétariat, notamment l'Etude

des conditions économiques et sociales en Afrique, 1985-1986 et le Rapport économique CEA/BAD sur l'Afrique, 1987. Il était à déplorer que l'économie africaine ait été entravée par un environnement extérieur défavorable, malgré les engagements pris par la communauté internationale dans le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique. Les activités économiques dont la croissance dépendait essentiellement de facteurs extérieurs ont obtenu de très mauvais résultats par rapport à celles qui dépendaient de facteurs intérieurs. C'est ainsi que la production agricole a progressé de 3 p. 100, taux supérieur à celui de l'accroissement démographique, grâce essentiellement à des conditions climatiques favorables et aux mesures appliquées rigoureusement par les gouvernements conformément aux recommandations du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique. Par contre, le secteur manufacturier a pratiquement stagné en raison de sa forte dépendance à l'égard de facteurs extérieurs. Il en est résulté une diminution des avantages que l'accroissement de la production agricole en 1986 aurait pu apporter à l'agro-industrie.

222. Il a attiré l'attention sur le fait que la situation défavorable du marché pétrolier était la principale cause de ces mauvais résultats économiques. A la suite de l'effondrement des prix du pétrole, tombés de 28 dollars le baril à la fin de 1985 à seulement 10 dollars le baril vers le milieu de 1986, le taux de croissance de la production globale des pays africains exportateurs de pétrole a diminué d'environ 0,3 p. 100 alors que le PIB total de la région avait progressé de 1,2 p. 100 en 1986.

223. La question de la dette extérieure était un domaine de vive préoccupation et la Conférence devait l'examiner en détail et trouver des solutions viables. Malgré le répit souhaité obtenu grâce aux clubs de Paris et de Londres et aux négociations de rééchelonnement avec les principaux donateurs, la plupart des pays africains avaient trouvé qu'ils ne pouvaient gérer le niveau de leur dette extérieure. De fait, avec un coefficient du service de la dette estimé à environ 26,4 p. 100 en 1986 pour l'Afrique sub-saharienne, le redressement économique significatif envisagé dans le Programme prioritaire et le Programme d'action des Nations Unies pourrait bien s'avérer un mirage. Le représentant du Nigéria a donc lancé un appel aux pays donateurs et aux organismes internationaux pour qu'ils soutiennent leur coopération avec les pays africains afin que ceux-ci ne continuent pas d'être des exportateurs nets de capitaux en raison d'une dette trop lourde. Il convenait de noter que les gouvernements africains avaient fait des efforts pour honorer leurs engagements en adoptant des réformes de politiques et des mesures d'austérité dont certaines avaient eu des conséquences sociales et politiques considérables alors que la communauté internationale n'avait pas pris les mesures nécessaires pour accroître son assistance à l'Afrique. Par conséquent les Etats membres étaient priés de continuer à mettre en place des mécanismes de suivi nationaux efficaces de façon à assurer, dans le cadre du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, un accroissement de l'assistance extérieure qui réponde à leurs besoins réels.

224. En même temps il importait que les pays africains redoublent d'efforts pour assurer la coopération et l'intégration économiques de façon à résoudre leurs problèmes communs dans tous les secteurs prioritaires dans un esprit d'autosuffisance collective. Les MULPOC avaient un rôle majeur à jouer à cet égard. Le continent devrait créer une base industrielle forte pour

dynamiser les transformations structurelles en concevant et en exécutant des projets régionaux viables qui profiteraient des économies d'échelle. A cet égard l'adoption par la CEDEAO d'un programme sous-régional de redressement économique comportant des projets sous-régionaux et d'un coût estimatif d'environ 1 milliard de dollars était un pas dans la bonne direction.

225. Il a noté avec satisfaction que les principaux éléments du programme régional du PNUD pour le quatrième cycle étaient conformes aux priorités et objectifs énoncés dans le Programme prioritaire et le Programme d'action des Nations Unies. Il a suggéré toutefois qu'à l'avenir, des consultations telles que celles qui avaient eu lieu au cours de la deuxième réunion extraordinaire de la Conférence des ministres en octobre 1986 à propos de listes déterminées de projets régionaux, soient organisées pour permettre de déterminer plus facilement les liens entre les priorités du programme et des activités concrètes. Il s'est en outre inquiété que le PNUD ait retiré le programme en faveur des femmes du quatrième cycle de programmation. Il a lancé un vif appel au PNUD pour qu'il revoie sa décision compte tenu du rôle important joué par les femmes dans l'agriculture, le commerce, l'industrie et dans d'autres domaines de la vie socio-économique en Afrique.

226. Finalement le représentant du Nigéria a mentionné les mesures prises par son pays pour restructurer son économie. Il avait notamment adopté un programme d'ajustement structurel pour la période allant de juillet 1986 à juin 1988 dont le but était de soustraire les politiques de gestion au niveau macro-économique aux contrôles administratifs pour les relier davantage aux forces du marché. Le pays avait en outre adopté d'autres mesures dans le cadre du Programme prioritaire et du Programme d'action des Nations Unies, notamment l'adoption d'un double marché de change en 1986, la diminution des subventions aux produits pétroliers, la création d'une direction des produits alimentaires, des routes et des infrastructures rurales, l'adoption de mesures d'incitation pour la promotion des exportations ainsi que l'organisation de négociations pour obtenir un répit en ce qui concerne les obligations au titre du service de la dette. L'application rigoureuse des mesures précitées ainsi qu'un marché international du pétrole favorable devraient permettre au pays de résoudre ses problèmes immédiats.

227. Le représentant du Togo a, dans son intervention, indiqué que l'Afrique était le continent le plus durement touché par la crise économique actuelle et a souligné qu'il était impérieux de dépasser le simple constat des faits pour mettre en oeuvre les mesures propres à assurer rapidement et efficacement un développement durable. Pour sa part, le Togo s'était engagé dans un programme de stabilisation et d'ajustement structurel destiné à assainir ses finances publiques et permettre la reprise de la croissance économique. Le Togo s'était également engagé dans une révolution verte afin d'assurer l'autosuffisance alimentaire et accroître la production agricole. La nouvelle approche du développement rural intégrait toutes les composantes d'un développement harmonieux telles que la formation en milieu rural, la recherche agronomique, la protection et la réhabilitation de l'environnement et des sols, le développement des coopératives, la vulgarisation agricole, la fourniture d'intrants, le crédit et les services d'appui à la production agricole et à l'élevage, l'augmentation des prix aux producteurs et l'amélioration du fonctionnement des circuits de commercialisation, la valorisation des ressources minières et la mise en valeur des ressources énergétiques.

228. Le représentant du Togo a également souligné que son Gouvernement poursuivait la politique de restructuration de son secteur industriel, notamment le secteur des sociétés d'Etat et de promotion du secteur privé, la rationalisation de la gestion et de la promotion touristique et la réhabilitation et l'entretien des infrastructures des transports et communications.

229. Pour ce qui est de la coopération économique régionale, le Togo estimait qu'elle constituait la voie la plus appropriée dans la recherche de solutions aux problèmes de développement de l'Afrique. A cet égard, le Togo militait en faveur de la mise en place des voies de communications internationales telles que la route trans-ouest africaine ainsi que d'un outil pour régler les questions liées à la monnaie, aux finances, au commerce et à la dette extérieure.

230. Le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a attiré l'attention de la Conférence sur la situation économique et sociale critique que traversait l'Afrique. Il a notamment mentionné la diminution du taux de croissance du PIB, l'alourdissement de la dette et l'effondrement des cours des produits de base. Cette situation s'expliquait par plusieurs facteurs dont la fragmentation des économies africaines. Puisque l'Afrique était la source de la plupart des matières premières du monde, il était impératif que les pays africains soient associés au processus de prise de décisions concernant l'utilisation de ces matières premières. Les intérêts du peuple africain étaient indivisibles, il fallait donc établir une coopération comme seul moyen d'assurer le développement de l'Afrique. La Conférence était le principal organe permettant à l'Afrique de discuter des questions économiques. Le représentant de la Libye attachait donc une très grande importance aux recommandations qui seraient issues de la réunion. Il a toutefois souhaité qu'il y ait davantage de réunions sectorielles.

231. Se référant au Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, il a souligné la nécessité pour les Africains de compter sur leurs propres efforts. Il a mis en garde contre le fait de dépendre excessivement de l'assistance extérieure en raison de l'incertitude liée aux politiques protectionnistes du monde développé. Une telle assistance était souvent liée à des conditions particulières qui ne favorisaient pas le développement et il a cité l'exemple de son pays qui avait fait l'objet d'un blocus économique et scientifique ainsi que d'attaques au cours desquelles des femmes et des enfants avaient perdu la vie.

232. Le représentant de la Libye s'est félicité du fait qu'on ait accordé la priorité à l'alimentation et à l'agriculture et a espéré que les gouvernements maintiendraient ce cap. A cet égard il a cité les efforts faits par son pays dans le cadre de la révolution verte et il a cité le grand projet de fleuves artificiels comme un bon exemple des efforts que son pays ne cesse de déployer pour développer le secteur alimentaire et agricole et assurer la sécurité alimentaire. La coopération industrielle était également un instrument important de la promotion du développement africain et la Libye, en coopération avec d'autres pays africains, avait adopté cette stratégie comme instrument de développement. Le représentant a donc prié l'ONUDI et d'autres organismes internationaux d'apporter leur concours à l'exécution et au financement de projets en association dans ce domaine. L'intégration des femmes constituait un domaine prioritaire en Libye et des possibilités

d'éducation et de formation étaient offertes aux femmes. Par ailleurs, les effectifs dans les écoles primaires et préparatoires ainsi que dans les banques étaient essentiellement composés de femmes.

233. Il a souligné l'importance de la coopération régionale et sous-régionale et a, à cet égard, lancé un appel pour que les MULPOC soient renforcés afin de pouvoir jouer un rôle plus efficace dans la coopération sous-régionale.

234. Son pays notait avec satisfaction les recommandations relatives aux mesures ayant pour objet de rationaliser le fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies. Ces mesures ne devaient toutefois pas entraver outre mesure les capacités opérationnelles de la Commission économique pour l'Afrique dans ses activités d'assistance aux Etats membres de la région pour qu'ils puissent résoudre les problèmes de développement socio-économique de la région. De même les mesures ayant pour objet de réduire les coûts ne devraient pas déboucher sur une sous-utilisation de l'arabe comme langue officielle de la Commission. L'arabe devait être placé sur un pied d'égalité avec toutes les autres langues de travail de la Commission.

235. Le représentant du Kenya s'est déclaré satisfait des rapports du secrétariat et a noté que leur qualité s'était améliorée. Il a fait observer qu'une partie des problèmes que traversait le continent était le fait des pays africains eux-mêmes. Bien que des facteurs extérieurs tels que l'augmentation des prix du pétrole au cours des années 70, l'effondrement des cours des produits de base au cours des années 80 et les sécheresses cycliques puissent être incriminés à juste titre, il importait cependant que les pays africains examinent leurs politiques économiques passées afin de déterminer si elles ont favorisé ou entravé la réalisation des buts et objectifs du continent.

236. A cet égard, il a cité des exemples. Avant que la sécheresse de ces dernières années ait révélé le grave déséquilibre entre la demande et l'offre de produits alimentaires, le secteur agricole et les cultures d'exportation n'avaient pas fait l'objet d'une attention suffisamment prioritaire. Cette situation avait entraîné une importation de produits alimentaires qui, à son tour, avait constitué une grave ponction sur les ressources en devises de nombreux pays. De même les politiques de substitution aux importations avaient favorisé la création d'entreprises inefficaces ayant une capacité limitée de créer des emplois pour une population de plus en plus nombreuse. Par ailleurs de nombreux pays se sont mis à emprunter auprès de sources extérieures sans examiner de façon critique les modalités défavorables de ces emprunts et les règles régissant leur remboursement. C'est ainsi qu'une dépendance s'est établie et des pays ont continué à emprunter alors qu'ils n'avaient plus les possibilités de rembourser leur dette. Il a déclaré que c'était là la cause principale de la crise de la dette africaine qui était si importante dans le débat sur la situation économique et sociale en Afrique. Etant donné que les problèmes constatés revêtaient un caractère urgent, le représentant du Kenya a lancé un appel aux Etats membres pour qu'ils les abordent avec réalisme, pragmatisme et courage.

237. Concernant le rapport et les recommandations du Comité technique préparatoire plénier relatif à la mise en oeuvre du Programme prioritaire et du Programme d'action des Nations Unies et que la Conférence devait examiner, il a dit que plusieurs points méritaient une attention prioritaire. Il a souligné la nécessité d'augmenter les ressources budgétaires allouées

à l'agriculture en général et à la production alimentaire en particulier. Etant donné que les pays africains avaient décidé, dans le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, d'allouer jusqu'à 25 p. 100 de leur budget national à l'agriculture, il revenait aux ministres de la planification d'apporter leur contribution à la réalisation de cet objectif.

238. Le représentant de l'Egypte a déclaré que la réunion se tenait à un moment crucial du développement de l'Afrique, un an après la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à la situation économique critique de l'Afrique et deux ans après l'adoption du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique. Dans cette optique, les problèmes de l'Afrique avaient été bien identifiés. En effet, l'adoption en 1980 du Plan d'action de Lagos en vue de la mise en oeuvre de la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique marquait un tournant dans les efforts déployés par le continent pour inverser la tendance défavorable qui prévalait et permettait au continent d'être maître de son propre destin économique et de restructurer ses économies sur la base de trois principes importants : l'approche autochtone du développement; le rôle d'appoint de l'assistance et des contributions extérieures et l'autosuffisance collective. Dans cet ordre d'idée, le représentant de l'Egypte a fait savoir aux participants que son pays avait pleinement conscience des problèmes qui se poseraient dans les années à venir et s'attachait à mettre au point une stratégie nationale répondant aux réalités économiques et permettant de réaliser toute une gamme de changements structurels nécessaires.

239. S'agissant des programmes d'assistance et de coopération techniques, il a précisé que la coopération de l'Egypte dans ce domaine avait pris la forme d'échanges de données d'expériences avec des pays africains frères grâce au détachement dans ces pays d'experts égyptiens dans divers domaines et à l'octroi de bourses d'étude et de formation à des étudiants et à des stagiaires dans des établissements spécialisés. Il a illustré par des exemples les activités de coopération technique que l'Egypte avait effectuées par l'intermédiaire de l'Académie arabe pour les transports maritimes, du Fonds égyptien d'assistance technique, du Centre international égyptien de l'agriculture et de l'Institut de planification nationale de l'Egypte.

240. Il a enfin déclaré que compte tenu des difficultés actuelles et des pénuries menaçant d'entraver les efforts de l'Afrique, seules les solutions élaborées collectivement semblaient viables. Afin de trouver aux problèmes les solutions qui convenaient, la volonté de l'ensemble des pays africains pris individuellement et collectivement s'avérait nécessaire. A cet égard, il a conclu en disant que l'Afrique avait un rôle particulier à jouer en raison de sa longue tradition historique de tolérance et de conciliation, basée sur le respect de la dignité, de la liberté et de la justice.

241. Le représentant de la Zambie a réitéré l'appel lancé en vue d'une participation plus effective des pays africains aux réunions du Conseil d'administration du PNUD et demandé à cet organisme de continuer à fournir son soutien aux programmes relatifs à l'intégration de la femme au processus de développement. Il a souligné que la Conférence souhaitait voir la communauté internationale traduire dans les faits la bonne volonté et la sympathie dont elle a fait preuve lors de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'Afrique. A part le Canada,



les pays nordiques et quelques institutions spécialisées des Nations Unies, la communauté internationale n'avait pas encore concrétisé son soutien au continent, alors que l'Afrique avait amplement donné la preuve qu'elle tenait les promesses qu'elle avait faites. En effet, de nombreux pays africains introduisaient des changements dans leurs politiques. Les lois du marché déterminaient de plus en plus les taux de change, les sociétés d'Etat étaient dissoutes et les dépenses publiques réduites. Si la communauté internationale ne respectait pas ses engagements, ce serait interprété comme une trahison à l'égard de l'Afrique dans la mise en oeuvre du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique.

242. La Zambie et les autres Etats de la ligne de front devaient également lutter pour trouver des ressources afin de remplacer celles détruites par les raids et autres actes de sabotage économique perpétrés par l'Afrique du Sud. Des pays comme l'Angola et le Mozambique par exemple, avaient des difficultés à assurer leur autosuffisance alimentaire et atteindre leurs objectifs de développement du fait de ces actes souvent soutenus par des pays puissants qui participaient également à la formulation des conditions du FMI, conditions qui portaient elles-mêmes atteinte au fondement du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique et du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique. Toutefois, cette situation ne devrait pas faire perdre espoir. La nature temporaire de ces difficultés constituait un défi pour les Etats de la ligne de front et leur donnait l'occasion de continuer à lutter pour assainir la politique internationale et les relations économiques et sociales. Le Nord devrait reconnaître la situation difficile de l'Afrique et tenir ses engagements. Le monde étant interdépendant, la prospérité du Nord dépendait de l'existence continuelle de marchés dans le Sud.

243. Le représentant du Cameroun a informé les participants que le Président sortant de la Conférence, M. Sadou Hayatou (du Cameroun) n'avait pu, en raison de circonstances indépendantes de sa volonté, prendre part à la présente réunion. L'intéressé s'en était excusé et avait souhaité aux participants plein succès dans leurs travaux. Le représentant du Cameroun a fait référence au rapport du Secrétaire exécutif sur l'état d'avancement du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique et s'est déclaré satisfait de constater que des mesures étaient prises au sein du système des Nations Unies en vue de susciter la réaction attendue de la communauté internationale, en ce qui concernait notamment l'allègement du fardeau de la dette, la mobilisation de ressources et la restructuration des termes de l'échange afin de soutenir les efforts que les pays africains déployaient pour relever leurs économies.

244. Il était particulièrement alarmé par les propositions tendant à réduire considérablement le personnel et les ressources de la CEA. Le rôle que la Commission jouait en guidant, en orientant, en suivant et en évaluant les efforts déployés sur le plan économique en Afrique était crucial. Pour cette raison, en dépit de la crise financière qui sévissait dans le système des Nations Unies et des mesures de restructuration qui s'imposaient, il faudrait tenir compte de la nature, de la particularité et de la gravité des problèmes de l'Afrique. A un moment où la communauté internationale en général et les Nations Unies en particulier étaient invitées à se mobiliser pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, ce serait une contradiction que de diminuer la capacité opérationnelle de la CEA.

245. S'agissant de la situation de l'alimentation et de l'agriculture, l'intervenant a précisé que des projets de développement agricole prévus dans le cadre d'études menées grâce à un financement bilatéral ou multilatéral n'avaient pu être exécutés faute de fonds. A cet égard, dès la phase d'identification, les organismes internationaux devraient associer les institutions de financement qui pourraient être intéressées aux projets viables. Il fallait s'employer, dans le contexte de l'application de la science et de la technique à l'agriculture, à rassembler et à diffuser des informations sur certaines techniques locales dont l'adoption contribuerait à améliorer et à augmenter la production agricole dans les pays africains tout en consolidant la sécurité alimentaire. De telles techniques pourraient s'appliquer à la prévention des pertes de produits alimentaires après récolte, à la conservation et à la transformation des racines et tubercules ainsi que d'autres produits qui constituaient la base de l'alimentation dans plusieurs pays africains. L'appel lancé par le FISE aux institutions financières internationales concernant les effets néfastes de certains programmes d'ajustement sur la nutrition des nourrissons avait de l'importance. La CEA pourrait grandement contribuer en menant une étude sur les effets que ces programmes avaient sur le développement rural.

246. L'observateur de l'URSS a déclaré que la situation en Afrique continuait d'être toujours aussi inquiétante, ce dont la communauté internationale ne pouvait que se préoccuper. L'extrême précarité de la situation des pays africains et les graves difficultés qu'ils rencontraient dans la mise en oeuvre du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique avaient pour cause directe le mécanisme par lequel les pays capitalistes développés dépouillaient les pays en développement de leurs ressources nationales.

247. Les sorties de ressources financières de l'Afrique dépassaient chaque année 9 milliards de dollars, ce qui, paradoxalement, représentait exactement l'aide extérieure annuelle dont les pays africains avaient besoin pour résoudre leurs graves problèmes.

248. Il avait été estimé qu'il faudrait au moins 150 milliards de dollars d'ici l'an 2000 aux pays africains pour accélérer leur croissance économique. Ce montant ne pouvait être réuni que s'il était mis fin au gaspillage absurde des ressources à des fins militaires. L'Union soviétique poursuivait une politique cohérente et résolue visant à ralentir la course aux armements et à faire le plus tôt possible une réalité du désarmement, pour le bénéfice du développement.

249. En appuyant la recherche d'une solution effective au problème de la sécurité économique internationale, l'Union soviétique et les autres pays socialistes visaient avant tout à restructurer les relations économiques internationales en les fondant sur des principes démocratiques, en vue d'instaurer un nouvel ordre économique international assurant à toutes les nations la justice économique et une sécurité politique égale et de résoudre des problèmes auxquels les pays en développement étaient confrontés. Dans leur lutte pour la sécurité et le progrès, les pays nouvellement indépendants pouvaient compter comme toujours sur le soutien sans réserve de l'URSS. Entre cette nation et les pays africains, les liens économiques et les relations commerciales se développaient et s'affermisaient de façon constante.

250. L'observateur de la République fédérale d'Allemagne a indiqué que l'Afrique connaissait de graves problèmes auxquels elle faisait face avec sérénité, courage et succès tout en faisant preuve d'une grande capacité d'adaptation. Evaluant l'étendue de ces difficultés, il a fait une distinction entre les facteurs externes et les facteurs internes tout en soulignant que si les premiers étaient indépendants de la volonté des pays africains, des mesures politiques pouvaient permettre d'influer sur les seconds. La sécheresse, la détérioration des termes de l'échange, les taux d'intérêt élevés, les fluctuations considérables des taux de change, les révolutions technologiques et leur incidence sur la demande de matières premières ainsi que les problèmes liés à un accroissement démographique important ont eu des effets si variés que les gouvernements, et parfois les régions dans leur ensemble, n'ont rien pu sur la plupart de ces problèmes.

251. Il a toutefois indiqué que l'amélioration de la production alimentaire en Afrique constituait un élément positif pour le redressement et devrait encourager les Africains et leurs partenaires des pays industrialisés à redoubler d'efforts dans le processus de développement. La priorité accordée aux secteurs de la production alimentaire, de l'agriculture et du développement rural dans le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique a été bien accueillie et constituerait par conséquent l'objectif de l'aide publique au développement que son Gouvernement fournirait à l'Afrique. Il a reconnu le rôle primordial que devra jouer la CEA pour soutenir les progrès réalisés et a lancé un appel pour que le secrétariat bénéficie d'un appui favorable lui permettant d'exécuter effectivement son mandat, en particulier en ce qui concerne la coordination des programmes économiques et sociaux régionaux de l'Organisation des Nations Unies et la fourniture de services consultatifs et de données fiables.

252. S'agissant de la dette de l'Afrique, l'observateur de la République fédérale d'Allemagne a informé la Conférence des dispositions envisagées par son pays pour en réduire le poids. En 1987, son Gouvernement avait décidé de convertir en dons les prêts consentis aux PMA en application de la résolution 165 (S-IX) de la CNUCED. Cette décision portait sur un solde d'un montant de 3,6 milliards de marks dont 2,6 milliards devant être remboursés par les PMA d'Afrique. Depuis lors, l'aide financière accordée aux PMA n'a été fournie que sous forme de dons. Son Gouvernement avait également pris une part active aux négociations du Club de Paris sur le rééchelonnement de la dette commerciale et des obligations découlant des prêts consentis au titre de l'aide au développement. Dix-neuf milliards de dollars ont été ainsi rééchelonnés entre 1983 et la fin de 1985.

253. L'observateur de la République fédérale d'Allemagne a demandé aux pays africains de ne pas abandonner les réformes économiques engagées s'ils n'obtenaient pas les résultats escomptés à court terme. Les problèmes de développement de l'Afrique étaient trop complexes pour que des solutions rapides puissent y être trouvées. En outre, il était primordial que l'Afrique joue un plus grand rôle dans le commerce international, en particulier dans le cadre de la troisième Convention de Lomé, du GATT, etc.. Il a assuré la Conférence que son Gouvernement prendrait toutes les dispositions appropriées pour soutenir les efforts de redressement et de développement de l'Afrique.

254. L'observateur de Cuba a déclaré que l'ordre du jour de la réunion reflétait l'ampleur et la complexité des problèmes auxquels les pays africains étaient confrontés. Depuis longtemps, Cuba entretenait de puissants liens traditionnels d'amitié et de solidarité avec les peuples africains et, à ce titre, avait été particulièrement préoccupé par la gravité de la crise que traversaient les pays de la région. Les origines de cette crise étaient bien connues. Il s'agissait essentiellement de la réduction considérable de l'assistance publique au développement, de l'instabilité monétaire due principalement aux variations des taux de change, du niveau élevé des taux d'intérêt, de la constante détérioration des termes de l'échange, de la quasi-désintégration des réseaux commerciaux multilatéraux et de la rigidité des politiques appliquées par les institutions financières internationales. De surcroît, l'Afrique et le reste du monde en développement voyaient leur accès aux marchés des pays développés se restreindre chaque jour davantage par suite des politiques toujours plus protectionnistes adoptées par ces pays; et, bien entendu, il y avait également les agissements des sociétés transnationales qui jouaient en leur défaveur.

255. Concernant le problème de la dette extérieure, le chiffre astronomique de 170 milliards de dollars représentant la dette de l'Afrique résultait des conditions désavantageuses que valait à celle-ci un climat international fait de relations truquées et injustes, un climat qui continuait de porter des préjudices considérables aux pays africains et les acculait à d'immenses sacrifices qui réduisaient leurs moyens de s'assurer un avenir meilleur.

256. Les gouvernements et les peuples africains avaient prouvé la force de leur détermination au cours des vaillantes luttes qu'ils avaient menées des années durant pour leur survie. Cependant, il leur était pratiquement impossible de résoudre les problèmes épineux avec lesquels leurs pays se trouvaient aux prises dans le climat international actuel hostile et explosif. A cet égard, il fallait dénoncer en termes énergiques le terrorisme, les actes de déstabilisation et les assassinats perpétrés par le régime raciste d'Afrique du Sud ainsi que son occupation illégale continue de la Namibie. L'Afrique requerrait d'urgence toute la coopération et toute l'assistance possibles pour pouvoir instaurer les conditions indispensables à la poursuite de ses buts et objectifs de développement dans la paix. Il fallait que cette coopération soit dépourvue d'égoïsme et désintéressée. Cuba approuvait et continuerait à soutenir toutes les initiatives visant à renforcer la coopération au service du redressement économique et du développement de l'Afrique.

257. L'observateur des Pays-Bas a déclaré qu'il était très conscient de la situation économique critique du continent africain grâce à la lecture des différents documents établis pour la Conférence en cours; ces documents étaient, entre autres, l'examen et l'évaluation de la situation économique en Afrique pendant la période 1985-1986 ainsi que des perspectives pour 1987 et le rapport économique CEA/BAD sur l'Afrique en 1987. Aussi a-t-il fait remarquer que la situation de l'agriculture et de l'alimentation restait préoccupante malgré le retour des pluies puisque certaines poches de sécheresse et famines existaient encore sur le continent. Il a fait remarquer que son pays attachait beaucoup d'importance au développement de l'agriculture, aspect qui dominait le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique et le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique. Sur le problème de la dette, il a dit que son Gouvernement avait transmis sa position à travers la CEE et que

son pays continuerait à prendre en considération la situation de crise actuelle. Il a en outre indiqué que les Pays-Bas attachaient beaucoup d'importance aux programmes de la SADCC ainsi qu'aux prochaines conférences annoncées par le secrétariat, notamment celles qui touchent particulièrement à la dimension humaine du redressement économique.

258. Finalement, afin d'assurer le succès du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, il a lancé un appel à la CEA pour que celle-ci coopère et travaille en étroite collaboration avec les pays donateurs et les institutions internationales de financement telles que la Banque mondiale et le PNUD. Il a conclu sa déclaration en indiquant que son pays ferait tout pour épauler les efforts des pays africains.

259. L'observateur de l'Arabie saoudite a déclaré que les problèmes auxquels l'Afrique était confrontée, notamment la sécheresse, l'accroissement démographique, la chute des cours des produits de base, les variations des taux de change et les politiques déstabilisatrices de l'Afrique du Sud avaient été étudiés vraiment en profondeur. Il s'agissait maintenant d'agir en vue de les résoudre. A cet égard, il importait de prendre en compte les expériences de certains pays africains qui avaient déjà entrepris des efforts louables dans ce sens.

260. L'intervenant a réaffirmé la solidarité de son pays à l'égard des peuples africains et fait savoir que, par le truchement du Fonds saoudien de développement, son Gouvernement avait consenti des prêts, totalisant 2,7 milliards de dollars à la fin du mois de juin 1985, à 38 pays africains. L'Arabie saoudite fournissait encore d'autres ressources en étant l'un des principaux contributeurs à d'autres sources de financement. En outre, elle octroyait des subventions et des bourses d'études à des pays africains.

261. L'observateur du Canada a d'abord donné lecture d'un message du Ministre canadien des relations extérieures qui regrettait de ne pouvoir assister en personne à la réunion. Il a noté que le Canada était attentivement à l'écoute de la CEA et se félicitait pleinement du rôle primordial joué par la CEA notamment pour rapprocher les vues de l'Afrique et celles de la communauté internationale et pour améliorer les chances de redressement. Les tendances au redressement déjà constatées étaient dues en partie au réalisme, aux efforts vigoureux et aux innovations de l'Afrique. Toutefois, la réaction de la communauté internationale avait été décevante bien que la reconstitution des ressources de l'IDA et de la BAD de même que le mécanisme d'ajustement structurel du FMI pour l'Afrique aient été des facteurs encourageants. Il importait néanmoins de faire encore davantage étant donné que l'Afrique avait pris un mauvais départ dans la course au développement. En effet, l'Afrique n'avait réellement pas, dans le cadre de son développement, bénéficié de chances suffisantes (investissements) de la part de la communauté internationale et les efforts faits par les Africains eux-mêmes avaient été entravés par la sécheresse, les politiques de déstabilisation de l'Afrique du Sud et la diminution désastreuse des exportations de produits primaires africains.

262. Il convenait de sensibiliser les donateurs aux conséquences que pourrait entraîner le manque d'intérêt pour l'Afrique. A cet égard, il serait nécessaire pour les pays africains en particulier et pour la communauté

internationale en général de faire preuve d'une volonté politique leur permettant de faire connaître les besoins de l'Afrique aux parlementaires, aux représentants municipaux et locaux, aux organisations non gouvernementales et aux organes de presse et d'information des pays développés. Il y aurait également d'autres importantes occasions pour faire entendre ce message, notamment la Conférence d'Abuja sur les problèmes de redressement et de développement, la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, la Conférence sur l'aspect humain dans le développement de même que le très important sommet de la francophonie au Québec et la réunion du Commonwealth à Vancouver plus tard dans l'année. Le Canada était l'un des pays donateurs à avoir apporté la preuve tangible de sa volonté politique : des millions de Canadiens avaient contribué à l'envoi de secours d'urgence et le pays avait mis l'accent sur des projets destinés à soutenir le redressement économique de l'Afrique.

263. Soulignant les actions menées par son pays en ce qui concerne les promesses faites lors de la session extraordinaire de l'Assemblée générale, l'observateur du Canada a indiqué que l'aide de son pays à l'Afrique avait augmenté et représentait 40 p. 100 de l'aide totale aux pays du tiers monde. Les pays de l'Afrique au Sud du Sahara avaient bénéficié pour le remboursement de leurs dettes d'un moratoire renouvelable jusqu'à l'an 2000. Un programme spécial intitulé "Afrique an 2000" avait été lancé et dans lequel l'accent était mis sur les projets concernant les masses rurales ainsi que sur le rôle des femmes, le soutien aux projets des organisations non gouvernementales canadiennes, les projets sociaux et d'exploitation forestière, les projets multilatéraux et le lancement d'un programme de sensibilisation des populations aux problèmes de l'Afrique. Un programme bilatéral d'une durée de cinq ans et d'un coût de 300 millions de dollars avait été également lancé pour soutenir les efforts de redressement économique et de développement des pays du Sahel dans des domaines aussi importants que la création d'un nouvel équilibre entre l'homme et son milieu et la lutte contre l'avancée du désert. En outre, le Canada continuait à s'opposer résolument à l'apartheid et soutenait les pays membres de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe. Des sanctions sévères avaient été également imposées à l'Afrique du Sud pour amener ce régime à négocier avec la majorité noire. Pour conclure, l'observateur du Canada s'est félicité du rôle de la CEA en tant que porte-parole de l'Afrique ainsi que du rôle qu'elle joue dans l'analyse des problèmes et dans la recherche de solutions.

264. L'observateur du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM) a, dans son intervention, mentionné que les activités de la CEA étaient étroitement liées à la lutte des pays africains pour la réalisation et la consolidation de leur indépendance économique et a souligné que la tension et la méfiance qui caractérisaient les rapports entre les pays s'étaient accrues, l'économie mondiale et le commerce se désorganisaient, la crise monétaire et financière persistait, dans les pays capitalistes développés le protectionnisme se renforçait, la dette extérieure des pays en développement augmentait. Cette situation préoccupait aussi bien les pays africains que le CAEM et expliquait le fait que les pays membres du CAEM aient avancé l'idée de créer un système global de sécurité internationale dont l'élément principal serait la sécurité économique internationale. La normalisation des relations économiques internationales passait par le désarmement et la consolidation de la paix. La cessation de la course aux armements et la réduction des dépenses militaires pourraient contribuer à résoudre les problèmes économiques de l'Afrique.

265. Il a ensuite informé les participants qu'en 1986 le revenu national dans les pays membres du CAEM a augmenté de 4,2 p. 100 avec un accroissement moyen annuel de 3,3 p. 100 entre 1981 et 1985; la production industrielle quant à elle a augmenté de 4,7 p. 100 et la production agricole de 5 p. 100. Les plans de développement socio-économique pour la période 1985-1990 adoptés par les pays membres du CAEM prévoyaient une croissance importante de leur potentiel économique, une intensification de la production sur la base de l'accélération des progrès scientifiques et techniques.

266. Parlant finalement de la coopération entre les pays du CAEM et les pays en développement, l'observateur du CAEM a souligné que cette coopération se développait au niveau de la formation des cadres et de la construction d'établissements scolaires et universitaires sur la base d'accords bilatéraux ou multilatéraux.

267. L'Ambassadeur Stephen Lewis, Conseiller spécial du Secrétaire général de l'ONU chargé du suivi de la mise en oeuvre du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, a examiné les progrès réalisés ainsi que les difficultés rencontrées dans le cadre de la mise en oeuvre du programme de redressement. Il a réaffirmé son attachement à sa réussite et informé les participants que des mesures adéquates de suivi étaient en cours d'élaboration au niveau du système des Nations Unies. Plusieurs organismes des Nations Unies avaient réévalué leurs programmes pour l'Afrique et procédé aux ajustements et adaptations nécessaires. Le Comité directeur et le Groupe de travail interinstitutions se réunissaient régulièrement pour examiner les aspects conceptuels et opérationnels de la mise en oeuvre du programme. D'autres faits encourageants étaient également intervenus : la situation du flux des ressources et la reconstitution de la dette commençaient à montrer des signes d'amélioration. Les travaux d'installation à New York d'un secrétariat restreint permanent chargé de veiller au suivi des activités quotidiennes de mise en oeuvre du programme étaient presque achevés. Des mesures étaient en cours d'élaboration en vue de créer un système viable d'information destiné à permettre une surveillance adéquate de la mise en oeuvre du Programme et une participation active de la communauté internationale.

268. S'agissant de la réaction de l'Afrique, l'Ambassadeur Lewis a observé avec satisfaction que l'Afrique déployait des efforts gigantesques pour se conformer aux impératifs qui lui étaient dictés. Il a en outre fait remarquer qu'une mission d'enquête effectuée dans un certain nombre de pays africains lui avait permis de constater que l'Afrique honorait sa part du contrat; il a par ailleurs noté que les gouvernements africains faisaient plus pour respecter leurs engagements qu'on ne l'avait cru possible un an auparavant, lors de l'adoption du Programme d'action des Nations Unies.

269. En ce qui concerne la réaction de la communauté internationale, l'Ambassadeur Lewis a dit que jusque-là, il ne faisait pas de doute que l'Afrique avait été lâchée et trahie. Il a toutefois indiqué que l'analyse semblait pessimiste, certes, mais qu'il y avait encore quelques lueurs d'espoir. Il a mis en lumière un certain nombre de facteurs qui ralentissaient les efforts menés par les pays africains dans le cadre de la mise en oeuvre du Programme de redressement. Il s'agissait de la baisse des cours des produits primaires qui avaient atteint leur niveau le plus bas depuis 15 ans; de l'alourdissement du fardeau de la dette de l'Afrique; de l'utilisation de fonds empruntés à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international

pour régler d'autres engagements vis-à-vis des ces mêmes institutions, ce qui entraînait pour l'Afrique des sorties d'argent; de l'insuffisance des prêts accordés à des conditions de faveur pour faire face au manque à gagner de 2 milliards de dollars constaté lors de la session extraordinaire de l'Assemblée générale sur la situation économique critique en Afrique; des coûts sociaux et humains des programmes d'ajustement structurel; et des manoeuvres de déstabilisation de l'Afrique du Sud.

270. Pour conclure, il a demandé à l'Afrique de ne pas perdre espoir et d'exercer des pressions constantes sur les donateurs multilatéraux et bilatéraux tout en veillant à respecter ses engagements sur le plan international.

271. Le Président de la réunion a remercié l'Ambassadeur Lewis dont il a loué les efforts et ajouté que l'Afrique lui faisait confiance dans l'exercice de sa tâche. Il a noté que le problème fondamental qui se posait dépassait la question du développement de l'Afrique; il concernait l'avenir de l'humanité elle-même.

272. La Présidente du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement (CRAC) a signalé aux participants deux problèmes d'une importance cruciale non seulement pour les femmes africaines mais également pour les gouvernements et les responsables politiques africains, problèmes qui avaient retenu l'attention de la huitième réunion du CRAC tenue les 10 et 11 avril 1987, à savoir l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la situation relative aux projets en faveur des femmes au titre du quatrième cycle de programmation du PNUD. Elle a indiqué que le CRAC, tout comme le Comité technique préparatoire plénier, avait décelé des lacunes dans l'application de la Convention et proposé des mesures pour y remédier dont une large diffusion de la Convention et une révision des législations nationales pour les rendre conformes aux dispositions de celle-ci.

273. S'agissant des projets en faveur des femmes, elle a déclaré que tout le monde s'était montré très sensible aux efforts faits par le PNUD qui était l'un des principaux organismes à soutenir le programme pour l'intégration de la femme au développement en Afrique. En particulier, le PNUD avait financé les activités sous-régionales dans les MULPOC, les programmes de formation sur le rôle de la femme dans la planification du développement organisés à l'Institut de gestion pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe ainsi que les activités du CRAC même sur le plan des politiques. Toutefois, pour l'avenir, le PNUD envisageait de procéder à un examen global des politiques en matière de programmes pour que deux principes essentiels soient respectés, à savoir que les gouvernements africains fassent preuve d'un plus grand attachement à l'ensemble du programme en faveur des femmes et que le programme englobe des projets dont l'exécution ne poserait pas de problèmes et qui profiteraient aux femmes africaines.

274. Elle a indiqué qu'à la suite des débats fructueux et encourageants qui ont eu lieu au cours de la huitième réunion du Comité technique préparatoire plénier et des consultations qui ont suivi, un consensus s'était dégagé entre le PNUD, le CRAC et la CEA autour de la question de l'assistance future du PNUD aux projets. La Présidente du CRAC a par conséquent lancé un appel à tous les gouvernements africains pour qu'ils annoncent des contributions et soutiennent les structures régionales et sous-régionales afin de permettre d'accroître l'assistance technique du PNUD.



275. L'observateur du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe (UNDRO) a, dans son intervention, précisé que son Organisation voudrait contribuer au maximum à la mise en oeuvre du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique. Cet organisme avait été établi pour aider les pays en développement dans deux domaines particuliers : le premier concerne la coordination et la mobilisation des secours, le second se rapporte à la planification et à la prévention des catastrophes afin de limiter ou d'atténuer leurs effets dévastateurs.

276. Il a ensuite mentionné l'aide que son Organisation a apportée aux pays africains frappés par des catastrophes; le Mozambique était un pays pour lequel l'Organisation venait d'organiser une conférence internationale à la demande du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

277. Dans le domaine de la planification et de la prévention des catastrophes, son Organisation avait lancé un certain nombre de projets dans plusieurs pays africains. Ainsi, elle avait organisé conjointement avec le Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) un séminaire qui visait à tirer les leçons de la sécheresse et à renforcer la coopération régionale dans ce domaine. Un séminaire similaire serait organisé conjointement avec l'Autorité intergouvernementale contre la sécheresse et pour le développement (IGADD). L'Organisation avait également répondu favorablement à l'invitation que lui avait adressée le Centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social pour participer à un séminaire consacré aux problèmes des catastrophes. Pour conclure, le représentant du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe a lancé un appel pour la création d'un institut africain chargé d'étudier les problèmes liés aux catastrophes naturelles.

278. L'observateur de l'ONUDI a parlé brièvement du sixième rapport intérimaire établi par l'ONUDI en étroite consultation avec la CEA et l'OUA. Ce rapport se rapportait à la coopération entre les trois secrétariats et donnait un aperçu général des activités menées dans le cadre du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique. Il a également abordé la huitième Conférence des ministres africains de l'industrie, qui avait recommandé la proclamation d'une deuxième décennie et demandé la tenue d'une session extraordinaire pour arrêter une position commune en vue de la deuxième Conférence générale de l'ONUDI et de la célébration annuelle d'une journée de l'industrialisation de l'Afrique.

279. Malgré les efforts considérables consentis par les pays africains, l'ONUDI, la CEA et l'OUA et diverses organisations intergouvernementales africaines, les résultats obtenus dans le cadre du programme de la Décennie étaient encore modestes par rapport aux besoins de la région. Cela s'expliquait par tout un ensemble de contraintes exogènes et endogènes à l'exécution du programme, dont la plus grave était le manque de ressources financières. La Banque mondiale avait commencé à rassembler des fonds pour créer un mécanisme d'assistance au développement de certains pays; la Société financière internationale avait, en coopération avec le PNUD et la BAD, lancé un mécanisme africain d'élaboration et d'exécution de projets. L'ONUDI intensifiait ses activités de promotion des investissements organisant davantage de réunions sur les investissements et de réunions de solidarité grâce à des liens de travail plus étroits avec les institutions financières.

280. L'intervenant a fait observer que face aux difficultés financières de l'ONUDI, des mesures correctrices étaient prises, notamment le report de certaines activités de la Décennie figurant au budget ordinaire. Un appel a été lancé aux Etats membres qui ne l'avaient pas encore fait, pour qu'ils honorent leurs obligations financières. L'ONUDI était déterminée à apporter une aide à l'Afrique pour qu'elle surmonte la crise qui menaçait de tourner à la catastrophe pour les populations; cette assistance ne pourrait être fournie que si l'engagement politique de l'Afrique à l'égard de l'ONUDI était complété par l'appui approprié. Il a invité les Etats membres à affecter à l'industrie une part de leur CIP proportionnelle à l'importance de ce secteur dans leur développement national. Pour terminer, il a dit que l'ONUDI espérait que les pays africains continueraient de lui apporter leur appui, feraient face à leurs obligations financières et accorderaient une importance spéciale à l'industrie dans leurs programmes nationaux. Pour sa part, l'ONUDI était prête à intensifier ses efforts et à renforcer ses programmes en Afrique dans les limites de ses ressources.

281. L'observateur de la Banque islamique de développement (BID) a informé la Conférence que 23 de ses 44 membres étaient des pays africains et que depuis la création de la Banque en 1975, elle s'était vivement intéressée aux problèmes de développement économique de l'Afrique. Elle était particulièrement préoccupée par la situation économique critique de la région et mettait tout en oeuvre dans la limite de ses ressources pour aider les pays africains à réaliser leur restructuration et accélérer leur croissance économique. C'était dans cette optique que cette Organisation avait fourni aux pays africains, entre 1976 et 1986, un montant total de 2,6 milliards de dollars E.-U. d'aide, ce qui représentait 41,2 p. 100 de son financement total.

282. L'Afrique était prioritaire dans l'assistance de la BID à des conditions de faveur et la région avait reçu 58,5 p. 100 du montant total des prêts sans intérêts, 75,8 p. 100 des dons au titre de l'assistance technique, la majeure partie de cette assistance étant orientée vers les secteurs prioritaires de l'industrie et les activités extractives, des transports et des communications, de l'agriculture, des équipements collectifs et des services sociaux. Un programme spécial pour la région du Sahel avait été mis en place pour les pays de cette région avec un montant de 50 millions de dollars sous forme de prêts et de dons essentiellement pour les aliments du bétail, les vaccins et les projets d'irrigation.

283. Il était certes réconfortant de noter les signes de redressement économique apparus en 1986, toutefois la BID était déterminée à relancer le processus de redressement et de développement en mobilisant un volume accru de ressources en faveur des pays africains, en fournissant une plus grande assistance à des conditions libérales aux PMA d'Afrique, en accroissant l'assistance technique et la coopération économique ainsi qu'en jouant un rôle de catalyseur dans la mobilisation de ressources auprès d'autres institutions.

284. L'observateur a fait savoir à la Conférence que la BID souscrivait pleinement au Programme prioritaire de redressement économique et au Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, de même qu'aux objectifs sectoriels, aux priorités et stratégies qui y étaient énoncés et que l'assistance future de cette Organisation concernerait davantage de programmes. La Banque renforcerait la coopération

avec la CEA dans les domaines suivants : études économiques sectorielles; formation; identification de projets et coopération économique. Les deux organisations se réuniraient en juillet 1987 afin d'élaborer les modalités pratiques de la coopération.

285. Le représentant du PNUD a confirmé l'accord conclu avec la Présidente du CRAC sur la politique du PNUD en faveur de l'intégration de la femme au processus de développement en Afrique et les intentions de son Organisation en ce qui concerne les activités des quatre MULPOC en faveur des femmes au cours du quatrième cycle régional de programmation du PNUD pour l'Afrique, 1987-1991. Il a indiqué que la contribution modeste du PNUD avait pour but de compléter les efforts des gouvernements africains et que même si les 10 millions de dollars envisagés pour les programmes restaient un montant modeste, ils constituaient un pas dans la bonne direction.

286. Il a informé la Conférence que, depuis que la Commission avait approuvé l'orientation du programme à sa deuxième réunion extraordinaire tenue en octobre 1986, le programme avait été réaménagé pour inclure les directives données par les ministres. Des missions conjointes CEA/PNUD avaient été effectuées auprès des groupements d'intégration économique sous-régionale et des organisations de mise en valeur des bassins fluviaux et lacustres. D'autres consultations avaient eu lieu avec des organes du système des Nations Unies et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales africaines sur certains projets. Une réunion avait été prévue pour la fin d'avril 1987 avec les groupements d'intégration économique et les organisations de mise en valeur des bassins fluviaux et lacustres en vue d'examiner les rapports des missions et les propositions de projets qui en découlaient.

287. Le représentant du PNUD a informé la Conférence que le Conseil d'administration de son Organisation allait approuver le quatrième cycle de programmation en juin 1987 et a instamment prié les membres africains du Conseil de participer activement aux travaux, d'autant plus que vingt-deux programmes par pays et le Programme régional seraient examinés en vue de leur approbation. Il s'est inquiété du fait que dans certains cas, les membres africains du Conseil d'administration ne savaient pas qu'ils étaient membres et a promis de distribuer la liste des membres actuels du Conseil. Il a regretté le manque d'interventions efficaces de la part des membres africains du Conseil par le passé et suggéré que l'Afrique adopte une position ferme et concertée au niveau du Conseil et que les missions africaines accréditées à Genève et à New York soient bien informées en vue d'une meilleure contribution aux débats.

288. En conclusion, il a assuré la Conférence que le PNUD accordait une grande importance à l'Afrique et lui consacrait 40 p. 100 de ses ressources, en particulier pour les activités primordiales tendant à aider l'Afrique à dépendre beaucoup plus d'elle-même.

289. L'observateur de l'Union internationale des télécommunications (UIT) a déclaré que la présente réunion avait lieu alors que l'UIT venait de créer un bureau régional pour l'Afrique. Il a souligné le rôle important des télécommunications dans le développement et le fait qu'un certain nombre d'institutions des Nations Unies avaient entrepris d'inclure dans leurs programmes des éléments relatifs aux communications. L'amélioration des télécommunications aurait des incidences positives dans bien des domaines, notamment en permettant l'amélioration et le développement de nombreux aspects

de l'approvisionnement alimentaire, l'amélioration des conditions sanitaires et de la protection de la vie et en offrant une substitution aux déplacements dans les transactions commerciales. C'est dans cette perspective qu'un certain nombre de projets de télécommunications avaient été lancés. Il s'agissait notamment de PANAFTTEL, de RASCOM et du programme sous-régional de développement de la radiodiffusion et de la mise en valeur des ressources humaines pour les réseaux de télécommunications. L'intervenant a signalé à l'attention de la Conférence la tenue, à Tunis en janvier 1987, de la Conférence africaine de développement des télécommunications dont avaient été issues des recommandations d'une importance particulière pour l'Afrique qui accusait un retard par rapport aux autres régions dans le secteur des communications. Il était en particulier indispensable de s'accorder sur des structures tarifaires et des procédures de transit pour l'Afrique, afin de promouvoir le trafic intra-africain de télécommunications. Il faudrait également que les pays africains formulent des politiques nationales relatives aux communications dans leurs programmes nationaux de développement.

290. L'observateur de l'OMM a dit qu'il était très encourageant de noter qu'un certain nombre de délégations nationales à la réunion qui était essentiellement axée sur des questions économiques comprenaient des experts de services météorologiques et hydrologiques nationaux, puisque la contribution de ces disciplines à l'économie nationale était quelquefois négligée. Il a signalé que ces services nationaux et l'OMM avaient apporté des contributions positives sur un certain nombre de points à l'ordre du jour. Il a dit qu'avec l'appui du PNUD et de donateurs internationaux, le Programme d'hydrologie et des ressources en eau de l'OMM avait permis de renforcer des réseaux hydrologiques essentiels pour l'évaluation et la prévision en ce qui concerne les ressources en eau de nombreux pays en Afrique. Concernant les ressources renouvelables, il a indiqué que des experts nationaux et internationaux avaient évalué, dans certains pays, le potentiel climatologique pour l'énergie éolienne et solaire ainsi que le potentiel hydrologique pour les projets de production électrique, et dans le domaine du transport, les services météorologiques avaient depuis longtemps permis d'accroître la sécurité du transport aérien et maritime et de le rentabiliser.

291. L'OMM s'intéressait particulièrement au Centre africain pour l'application de la météorologie au développement (CAAMD) qu'il était envisagé de créer. Il a souligné que l'idée de créer ce centre était pratique, novatrice et arrivait à son heure. Le projet prévoyait un centre continental bien équipé pour la prévision et l'alerte climatique, le renforcement des centres régionaux spécialisés et l'amélioration des moyens des services météorologiques nationaux.

292. Il a souligné qu'une récente étude internationale avait révélé que les principales catastrophes naturelles responsables de dégâts matériels et de pertes de vies considérables étaient les sécheresses, les inondations et les cyclones tropicaux qui tous avaient une origine météorologique. Il a ajouté qu'une meilleure prédiction et des systèmes d'alerte plus perfectionnés en ce qui concerne l'apparition de ces catastrophes en Afrique étaient possibles scientifiquement et permettraient de se mieux préparer à ces catastrophes. Le CAAMD avait pour objet de renforcer directement les moyens des services météorologiques nationaux et des centres régionaux comme le centre AGRHYMET au Niger, et de les appuyer grâce aux services d'un centre continental moderne qui permettrait d'améliorer les résultats globaux.

293. Il a prié les participants de se prononcer sur l'emplacement du centre en choisissant parmi les quatre pays qui avaient généreusement proposé de l'accueillir et de fixer la composition du Conseil d'administration du centre. A son avis, le rapport du Comité technique préparatoire plénier sur la question était un document sur lequel les ministres pouvaient se fonder valablement pour prendre ces décisions importantes. Si aucune décision n'était prise, cela pourrait entraîner les donateurs potentiels à accorder moins d'intérêt au projet de création du CAAMD. Il a souligné la contribution importante que les quatre pays hôtes potentiels pouvaient apporter et devaient en fait apporter pour que l'idée de créer le CAAMD se matérialise. Chacun de ces pays était parmi les principaux piliers de la météorologie de l'Afrique et devait jouer un rôle important sur le plan sous-continental même s'il n'était pas retenu pour abriter le centre. Le représentant de l'OMM a espéré que les pays qui ne seraient pas retenus continueraient à jouer leur rôle traditionnel d'animateurs dans ce domaine. L'OMM et la CEA attendaient avec impatience la décision des ministres afin de pouvoir rencontrer des donateurs potentiels et s'employer à faire du CAAMD une réalité concrète avant le prochain cycle de sécheresses, d'inondations et de cyclones tropicaux.

294. L'observateur de la Banque africaine de développement (BAD) a souligné l'importance que celle-ci attachait à la treizième réunion de la Conférence des ministres et indiqué que non seulement les travaux de la Conférence orienteraient la programmation des activités de la Banque, mais aussi qu'ils l'aideraient à axer ses opérations sur les programmes de développement des pays membres africains. Il a réitéré l'attachement constant de la BAD au redressement socio-économique et au développement de l'Afrique. La Banque avait redoublé d'efforts pour mobiliser des ressources et se livrait actuellement à deux importantes activités de mobilisation de ressources afin d'accroître sa capacité d'octroyer des prêts. D'abord, les négociations en vue de porter le capital de la Banque de 6 milliards à environ 18 milliards de dollars avaient pris fin et le processus de soumission des recommandations au Conseil d'administration avait été mis en mouvement. Ensuite, les négociations en vue de la cinquième reconstitution des ressources de la filiale accordant des prêts à des conditions de faveur - Fonds africain de développement - étaient bien avancées et devaient en principe se terminer avant la fin de 1987.

295. L'observateur a souligné la nécessité de mobiliser l'épargne intérieure et de procéder à une meilleure allocation des ressources en vue d'assurer la formation de capital, le redressement économique et l'autosuffisance. Il a pris note avec satisfaction des progrès accomplis par de nombreux pays africains dans le réajustement de leur structure économique et il a signalé le besoin d'une assistance spéciale pour soutenir ces efforts. De son côté, la Banque réorientait ses activités afin de les centrer sur les politiques, pour satisfaire à cette nécessité.

296. L'observateur a conclu en saluant la collaboration étroite qui existait entre la BAD, la CEA, l'OUA et d'autres organisations et en précisant que l'étroite coopération entre la Banque et la CEA contribuerait grandement à aider les Etats membres à atteindre les objectifs du Programme prioritaire de redressement économique et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique. La Banque et le secrétariat de la CEA avaient décidé l'année précédente de transformer leur accord classique de coopération en un accord formel de coopération.

A la suite de cette décision, la Banque avait ouvert un bureau à Addis-Abeba en vue, entre autres fonctions, de renforcer la coopération et la collaboration avec la CEA et l'OUA.

297. L'observateur de la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL) a informé les participants que la Conférence des chefs d'Etat de la CEPGL, lors de sa neuvième session ordinaire, avait arrêté un programme pluriannuel qui couvrirait à peu près la même période que le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et le Programme d'action des Nations Unies.

298. La réalisation de ce programme pluriannuel passait par la suppression d'une série d'obstacles et de contraintes : diminution constante des ressources financières des Etats membres de la CEPGL, pénuries de cadres et de techniciens qualifiés et lourd fardeau du service de la dette extérieure.

299. Les Etats membres de la CEPGL consentiraient à faire des efforts substantiels tant sur le plan national que communautaire pour mener à bien le programme pluriannuel et contribuer ainsi, au niveau de la sous-région, à la réalisation du Programme prioritaire et du Programme d'action des Nations Unies. A cet égard, il importait notamment de renforcer la coopération technique et financière entre la CEPGL et les organisations internationales, en particulier avec le PNUD et la CEA.

300. L'observateur de la CNUCED a fait savoir aux participants que les préparatifs de la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement devant se tenir à Genève du 9 au 31 juillet 1987 étaient bien avancés. Les consultations interrégionales avaient abouti à un consensus sur les questions centrales suivantes qui constitueraient l'ordre du jour de la session : ressources nécessaires au développement; produits de base; commerce international; relations commerciales internationales entre les pays socialistes d'Europe orientale et les pays en développement; les PMA et le nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80. La position africaine avait déjà été énoncée dans la Déclaration d'Addis-Abeba adoptée le 18 mars 1987 par les ministres africains responsables du commerce et du développement lors de leur réunion préparatoire à la septième session de la Conférence. Cette position constituerait une contribution à la réunion du Groupe des 77 prévue à La Havane (Cuba) préalablement à ladite session.

301. La session offrirait une possibilité de dialogue entre les pays en développement, en particulier les pays africains, et les pays développés, compte tenu du fait qu'elle aurait lieu à un moment où le continent africain traversait la pire crise économique et sociale de son histoire et l'observateur a poursuivi en développant les principaux aspects de chacun des points de l'ordre du jour de la session dans la mesure où ils avaient trait aux conditions qui prévalaient en Afrique.

302. Il a souligné la responsabilité colossale qui reviendrait aux Etats membres africains à la session pour ce qui est d'accepter les objectifs indiqués dans la position africaine. En outre, s'il ne fallait pas s'attendre à des négociations faciles, l'échec dans des domaines d'importance critique pour l'Afrique constituerait un grave recul dans les relations économiques internationales et porterait un sérieux coup aux efforts des pays du tiers monde visant à sortir du cercle vicieux de la pauvreté généralisée et de la misère.

303. L'observateur du Conseil mondial de l'alimentation a fait observer que le thème de la session actuelle de la Conférence, "Vers le redressement et le développement", revêtait une grande importance pour son Organisation, en particulier dans la mesure où il concernait l'application des aspects du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique liés à l'alimentation. A cet égard, il a indiqué les multiples activités entreprises ou devant être entreprises par le Conseil notamment pour promouvoir la coopération Sud-Sud dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture. Au nombre de ces activités figuraient trois réunions sous-régionales sur la coopération en matière d'alimentation et d'agriculture, déjà organisées par le PNUD en collaboration avec le Conseil à Dakar, Lusaka et Yaoundé et une réunion interrégionale sur le même sujet, qui devait avoir lieu du 11 au 14 mai 1987 à Lomé (Togo) conjointement sous l'égide du Conseil mondial de l'alimentation et du PNUD et au cours de laquelle les participants des pays africains procéderaient à un échange de vues avec leurs homologues d'Asie et d'Amérique latine. Il a également informé les participants de la table ronde ministérielle tenue à Berlin (République fédérale d'Allemagne) en janvier 1987 et qui avait porté sur la sécurité alimentaire en Afrique. Cette réunion avait permis de reconnaître les immenses efforts déployés par les gouvernements africains pour appliquer le Programme prioritaire et le Programme d'action des Nations Unies, de constater l'insuffisance des apports de ressources extérieures et de préconiser une solution au problème de la dette.

304. L'observateur a appelé l'attention sur la treizième session ministérielle prochaine du Conseil mondial de l'alimentation devant se tenir à Beijing (Chine) du 8 au 11 juin 1987. Sur les 36 ministres de l'agriculture qui étaient membres du CMA, neuf venaient de pays africains, à savoir Burundi, Côte d'Ivoire, Guinée, Kenya, Mali, Rwanda, Somalie, Tunisie et Zambie. L'intervenant a exhorté les ministres africains à faire entendre leur voix à la réunion de Beijing en soutenant les priorités du continent lors de l'examen des questions de fond particulièrement importantes dans le cadre du Programme prioritaire et du Programme d'action des Nations Unies. Ces questions étaient les suivantes : i) situation en ce qui concerne la faim et la malnutrition dans le monde et incidences des politiques d'ajustement économique; ii) effets des politiques en matière de commerce des produits agricoles sur la solution des problèmes d'alimentation et de développement; et iii) coopération régionale et coopération Sud-Sud.

305. L'observateur de l'Organisation de solidarité des peuples afro-asiatiques (OSPAA) a dans son intervention souligné que son Organisation, depuis sa création, a contribué à sensibiliser et à mobiliser l'appui international en faveur de la lutte légitime des peuples notamment ceux d'Afrique et d'Asie pour la liberté, l'indépendance, la justice et le progrès socio-économique. Tout en poursuivant la lutte contre les derniers bastions du colonialisme et contre le régime hideux de l'apartheid en Afrique australe, l'OSPAA se tenait aux côtés des jeunes Etats d'Afrique et d'Asie.

306. Poursuivant son intervention, il a souligné que la dépendance à l'égard de l'assistance internationale, bien que nécessaire, devait être définie strictement en rapport avec la nécessité d'établir une base interne d'accumulation. A cet égard, il a lancé un appel aux pays africains pour qu'ils développent la coopération régionale et sous-régionale. Les multiples séminaires, tables rondes et conférences que l'OSPAA organisait annuellement tant en Afrique qu'en Asie et qui portaient sur des thèmes tels que la

définition de stratégies de développement, la lutte pour l'instauration d'un nouvel ordre économique international, l'autosuffisance alimentaire, la question de la dette, le désarmement et le développement en Afrique et les politiques impérialistes de déstabilisation, démontraient que l'OSPAA plaçait l'enjeu du développement économique au centre de ses activités. Le représentant de l'OSPAA a réitéré la disponibilité de son Organisation à soutenir les pays africains dans leur lutte de libération économique.

307. L'observateur de l'Organisation internationale du Travail (OIT) a fait savoir à la Conférence que son Organisation n'était pas seulement soucieuse de rendre le travail plus humain, mais également de mettre en valeur les potentialités humaines, de créer des emplois dans les différents secteurs, d'assurer la formation en mettant l'accent en particulier sur les communautés rurales et d'améliorer les conditions de travail. Déclarant que la pauvreté n'était pas seulement un fléau pour l'humanité mais la cause de troubles sociaux et une menace pour la paix, il a signalé qu'environ 1 milliard de personnes vivaient dans le dénuement et la misère.

308. Il a informé la Conférence des activités de son Organisation directement liées à l'exécution du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique pour le court, le moyen et le long termes, à savoir : politiques d'ajustement structurel; développement rural intégré; main-d'oeuvre et emploi, notamment la satisfaction des besoins de base; formation des cadres; programmes d'activités à forte intensité de main-d'oeuvre; statistiques et démographie; amélioration des conditions de travail; activités touchant les femmes, les jeunes, les personnes âgées et les personnes handicapées. Précisant que 49 p. 100 des activités de coopération technique entreprises par l'OIT en 1986, représentant une valeur estimée à 45 millions de dollars, avaient eu lieu en Afrique, il a fait état de l'étroite collaboration existant entre l'OIT et la CEA dans plusieurs domaines.

309. Il a ensuite déclaré que des préparatifs tripartites étaient en cours pour une réunion portant sur l'emploi et les ajustements structurels, qui jetterait les bases d'une réunion de haut niveau prévue à Genève au mois de novembre 1987, ayant pour objet d'évaluer les perspectives de croissance économique à l'échelle mondiale offertes par une meilleure coordination des politiques économiques, fiscales et monétaires qui viserait à réduire les incidences des mesures d'ajustement pour les pays très endettés. Il a souligné que cette réunion devait permettre d'augmenter la productivité des groupes pauvres de la population, d'assurer une répartition plus équitable des bénéfices de la croissance et de réduire le chômage.

310. Pour conclure, l'observateur de l'OIT a insisté sur l'importance du secteur social et fait appel à la Conférence pour qu'elle accorde l'attention nécessaire à la planification du développement; puis il a réaffirmé le soutien de l'OIT aux efforts de développement nationaux, sous-régionaux et régionaux dans ce domaine crucial.

311. L'observateur de la FAO a déclaré que la situation agricole mondiale était d'une façon générale caractérisée par l'abondance des disponibilités alimentaires. Cependant, la situation d'un pays à l'autre était différente : certains avaient des excédents et d'autres des déficits graves. En 1987, 12 pays africains avaient recherché le soutien des donateurs pour des accords triangulaires et des accords de "troc" afin d'écouler leurs surplus de



céréales, alors que cinq pays avaient eu besoin d'une aide alimentaire d'urgence importante. De nombreux pays africains en situation de déficit alimentaire avaient finalement décidé de consacrer davantage de ressources à l'agriculture. Toutefois, par suite de la réduction de leurs recettes d'exportation, des problèmes de la dette extérieure et de la diminution des flux d'aide, ils avaient de plus en plus de mal à traduire cette décision en actes.

312. Depuis toujours, l'aide en nature était essentiellement alimentaire. Celle-ci dépassait même actuellement 20 p. 100 des engagements publics au titre de l'assistance à l'agriculture. Alors que l'importance des engrais, des semences améliorées, des pesticides et des machines appropriées avait été largement reconnue, l'aide en nature sous forme de ces facteurs de production avait été dispensée à une échelle beaucoup plus restreinte que l'aide alimentaire. Il était donc indispensable d'accroître l'aide en nature, surtout pour les pays africains aux prises avec de graves problèmes de production agricole et de balance des paiements. La FAO avait entrepris une étude détaillée de cette proposition à la lumière des travaux de la Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique tenue en Côte d'Ivoire en septembre 1986. Les premiers résultats concrets de cette étude seraient prêts vers la fin de l'année 1987.

313. Les parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce étaient convenues d'introduire davantage de discipline dans le commerce mondial des produits agricoles en corrigeant et en prévenant les restrictions et les distorsions et, dans le cadre de la nouvelle série de négociations commerciales multilatérales d'Uruguay entreprises par le GATT, pour la première fois, les produits agricoles feraient l'objet d'un traitement global.

314. Compte tenu du lien qui existe entre les problèmes de surproduction et ceux de sous-production dans les pays accusant des déficits alimentaires, les programmes de la FAO feraient une plus large part à l'accroissement de la production dans les régions sèches. Les racines, tubercules et plantains, souvent négligés, recevraient une attention particulière dans les travaux de la FAO, ainsi que les problèmes de régime foncier. Il était capital que l'assistance au développement de l'agriculture augmente. Pour cette raison, il était encourageant de noter que la huitième session de l'Association internationale de développement avait atteint son objectif de 12,4 milliards de dollars. Le monde de l'agriculture était en perpétuelle évolution et c'est la raison pour laquelle des discussions étaient en cours sur la nécessité d'une révision fondamentale des priorités et des objectifs à long terme de la FAO.

Rapport, recommandations et résolutions présentés par la huitième réunion du Comité technique préparatoire plénier à l'examen de la vingt-deuxième session de la Commission/treizième réunion de la Conférence des ministres (point 6 de l'ordre du jour)

315. Le Président de la huitième réunion du Comité technique préparatoire plénier a présenté le rapport de ce Comité (E/ECA/CM.13/58), en passant en revue les travaux, les conclusions et recommandations du Comité technique sur les diverses questions dont la Conférence des ministres était saisie à sa treizième réunion. Il a en particulier attiré l'attention sur les questions à propos desquelles la Conférence était censée prendre des décisions

finales. Il s'agissait entre autres de la composition du Conseil d'administration de l'Institut africain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants et de l'emplacement ainsi que des statuts du centre africain pour l'application de la météorologie au développement (CAAMD). Concernant ce centre, une résolution qui n'avait pu être examinée par le Comité technique et ne figurait donc pas dans la série de résolutions que ce Comité soumettait à l'examen des ministres était présentée pour être examinée directement par les ministres eux-mêmes. Le rapport contenait des annexes dans lesquelles figuraient des déclarations des délégations marocaine, algérienne et burundaise concernant la huitième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie tenue à Bujumbura du 17 au 19 septembre 1986, ainsi qu'une déclaration du Maroc sur le programme de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique. Ces déclarations n'avaient pas été soumises à l'approbation de la Conférence des ministres. Le rapport du Comité spécial chargé du CAAMD et le projet de statuts de ce centre figuraient en annexe au rapport.

316. Concernant un amendement apporté au paragraphe 141 du rapport du Comité technique préparatoire plénier, il a dit que cet amendement reflétait les débats qui avaient eu lieu concernant les transports et communications. Il fallait donc après la première phrase du paragraphe 141 du rapport lire : "concernant les questions posées par certaines délégations, le représentant du secrétariat a lu les paragraphes pertinents du rapport de la cinquième Conférence des ministres africains des transports, tenue en mars 1985, rapport qui a été entériné par la Conférence des ministres de la CEA tenue à Yaoundé en avril 1986".

#### Observations d'ordre général

317. En commentant le rapport tout entier, la représentante de la République-Unie de Tanzanie s'est déclarée satisfaite des travaux des experts. Elle a souligné la place de l'alimentation et de l'agriculture ainsi que la nécessité de faire en sorte que les programmes lancés dans ce domaine reçoivent un financement suffisant. Les programmes des transports et communications devraient également avoir la priorité, après l'alimentation et l'agriculture. La représentante a fait ressortir la position particulière dans laquelle se trouvaient les Etats de première ligne et les pays membres de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe dont le réseau de transport devrait être renforcé pour que les sanctions contre l'Afrique du Sud soient efficaces. A cet égard, elle a souligné la situation particulière des pays sans littoral et indiqué la nécessité de mobiliser des ressources pour le secteur des transports et communications.

318. Dans le domaine du développement social, la représentante a lancé un appel au Secrétaire exécutif de la CEA afin qu'il veille à ce que le développement social fasse l'objet d'une attention suffisante, l'accent étant mis en particulier sur l'intégration des femmes au développement. Elle a informé les participants de la décision prise par le MULPOC de Lusaka d'allouer une proportion de 10 p. 100 des contributions totales annoncées des pays de ce MULPOC au FASNUDA pour le financement du programme du MULPOC en faveur des femmes.

319. Faisant allusion aux questions de population, elle a signalé le rôle central de la population dans le processus de planification du développement en ajoutant que la Conférence ne devrait pas perdre de vue cette question,

d'autant que la population s'accroissait plus rapidement que la production vivrière.

320. En conclusion, l'intervenante a formulé l'espoir que la communauté internationale tiendrait ses promesses et que "l'entente" conclue au cours de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à l'Afrique se concrétiserait et mènerait l'Afrique vers le redressement économique et le développement.

Examen et évaluation de la situation économique en Afrique pendant la période 1985-1986 ainsi que des perspectives pour 1987

321. Un représentant a proposé que l'expression "projet routier" figurant au paragraphe 44 du rapport se lise "projet ferroviaire" et que le terme "erreur" figurant aux deux paragraphes 44 et 46 se lise "erreurs". Un autre représentant a fait valoir que ces paragraphes devraient demeurer tels quels. Le Secrétaire exécutif a expliqué que dans le document initial (E/ECA/CM.13/3, paragraphe 354), le projet concerné était en réalité un projet ferroviaire et que l' "erreur géographique" en question était faite en deux endroits dudit document. La Conférence a décidé que les corrections soient conformes à l'explication donnée par le Secrétaire exécutif. Le représentant du Maroc a réitéré la demande de son pays de voir figurer dans le rapport de la Conférence des ministres la déclaration du Maroc figurant en annexe I du rapport du Comité technique préparatoire plénier et relative à la Décennie des transports et communications en Afrique.

Etat d'avancement du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique et du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990

322. Le représentant du Gabon a mentionné la conférence envisagée sur le facteur humain dans le redressement économique et le développement de l'Afrique, devant se tenir à Libreville (Gabon) du 12 au 15 octobre 1987 et à laquelle il était fait allusion au paragraphe 54 du rapport du Comité technique préparatoire plénier. Il a confirmé que son Gouvernement était disposé à accueillir la conférence tout en expliquant que compte tenu des contraintes financières qui pesaient sur son pays, il était difficile à l'heure actuelle de confirmer la tenue de la réunion comme prévu. Les participants ont exprimé le souhait que toutes les parties concernées fassent en sorte que la réunion se tienne à Libreville à la date prévue.

Les ressources naturelles et l'énergie

323. Le représentant de l'Ethiopie a émis des réserves concernant le paragraphe 95 du rapport du Comité technique à propos de la mise en valeur des bassins fluviaux en Afrique. Il a constaté avec regret que dans le cas du bassin du Nil, dont l'Ethiopie était un des Etats riverains, et en dépit des réserves de son pays, la CEA et le PNUD avaient commencé l'étude qu'ils avaient envisagée. Etant donné que l'Ethiopie n'était pas associée à cette étude, elle ne pouvait accepter les conclusions et recommandations figurant dans le rapport.

324. Le représentant de l'Egypte a fait observer que compte tenu de la complexité des questions ayant trait à différents aspects des ressources en eau communes, des consultations avec les pays concernés s'avéraient indispensables afin d'en tirer des bénéfices mutuels.

325. Le Secrétaire exécutif a indiqué que les recommandations et conclusions figurant aux paragraphes 83 à 87 du document E/ECA/CM.13/64 concernaient les autorités existantes de bassins fluviaux et lacustres et que le fleuve Nil mentionné dans le document était en fait le Nil blanc et non le Nil bleu. Il a reconnu que les initiatives concernant l'ensemble du Nil nécessitaient effectivement des consultations avec toutes les parties concernées.

326. Le représentant du Congo, faisant référence au paragraphe 94 concernant les bassins du Congo/Zaire et du Zambèze, a dit que les nouvelles initiatives concernant ces bassins devraient attendre jusqu'à ce que les questions techniques soient examinées par des experts de la Commission au cours de la réunion prévue du 5 au 9 octobre 1987 à Addis-Abeba (Ethiopie).

327. A la suite de l'explication donnée par le Secrétaire exécutif, le représentant de l'Ethiopie a déclaré qu'il appréciait l'éclaircissement fourni mais que ses craintes n'en étaient pas dissipées pour autant.

#### Le développement industriel en Afrique

328. Faisant allusion au rapport de la huitième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie tenue à Bujumbura (Burundi) en septembre 1986, le représentant du Maroc a déploré la participation à ladite réunion d'une entité qui n'était pas membre de l'Organisation des Nations Unies. Il a déclaré que le règlement intérieur des réunions des Nations Unies avait été violé et pour corroborer sa thèse, il a lu un extrait d'une communication adressée par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies au Représentant permanent du Royaume du Maroc aux Nations Unies, sur la nécessité d'appliquer le règlement intérieur. Sa délégation rejetait le rapport tout entier qui ne faisait même pas référence au retrait du Maroc de cette réunion. Un sérieux précédent avait été créé et selon le représentant du Maroc, les secrétariats de la CEA et de l'ONUDI avaient joué un rôle passif. Il a déclaré que sa délégation allait remettre une déclaration à ce sujet. La déclaration figure à l'annexe I du présent rapport.

329. Le représentant de l'Algérie a appuyé l'idée de la proclamation d'une deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique tout en insistant pour qu'une évaluation complète de la première Décennie soit effectuée et à condition qu'une préparation minutieuse soit entreprise dès à présent. Il a précisé que la République arabe sahraouie démocratique (RASD) est la "pseudo-entité" à laquelle se référait la délégation marocaine. Il a fait remarquer que la RASD avait participé à la huitième Conférence des ministres africains de l'industrie en sa qualité de membre à part entière de l'OUA. Il a déclaré que le Maroc avait le droit de faire des réserves ajoutant que chaque fois que celles-ci étaient accompagnées de commentaires politiques, la délégation algérienne se réservait le droit de faire des déclarations politiques. Il a estimé que sa position était motivée par le fait que cette Conférence n'était pas le lieu approprié pour discuter de la représentativité d'un Etat membre de l'OUA. Il a ajouté que l'Algérie remettrait également une déclaration sur cette question. Celle-ci figure à l'annexe II du présent rapport.

330. Le représentant du Burundi a confirmé que la réunion en question de la Conférence des ministres de l'industrie avait été organisée conjointement par ces trois organisations. Il a également proposé que la dernière phrase du paragraphe 120 du rapport du Comité technique se lise comme suit "A la

suite de ces réserves, les délégations burundaise et algérienne ont soumis des déclarations qui figurent également aux annexes III et IV respectivement". Il a déclaré que si la déclaration du Maroc était retenue le Burundi formulait ses réserves sur les expressions "circonstances déplorables", "tractations fallacieuses".

331. L'observateur de l'ONUDI a déclaré que ce n'était ni l'OUA, ni la CEA et encore moins l'ONUDI qui avaient décidé de la participation de la RASD. C'étaient les ministres africains de l'industrie, représentants d'Etats souverains, qui avaient décidé de la participation de la RASD.

332. Le représentant du Congo a rappelé que le Comité technique avait recommandé que l'endettement à des fins d'industrialisation soit inscrit à l'ordre du jour de la deuxième Conférence générale de l'ONUDI. C'est ainsi qu'il a proposé et que la Conférence a accepté d'ajouter l'endettement à des fins d'industrialisation comme septième point sur la liste des questions figurant au paragraphe 117 du rapport du Comité technique, liste que la Conférence des ministres de l'industrie, à sa huitième réunion, avait proposée d'inclure à l'ordre du jour de la deuxième Conférence générale de l'ONUDI.

#### Promotion de la coopération et de l'intégration économiques

333. Le représentant du Zaïre a précisé que le MULPOC de Gisenyi avait célébré son dixième anniversaire en mars 1987. Le représentant de la Zambie a, en mentionnant les travaux du MULPOC de Lusaka, indiqué que le Conseil des ministres de ce MULPOC avait décidé d'allouer au moins 10 p. 100 des contributions annoncées au programme en faveur de la femme. Cette information devrait figurer au paragraphe 156 du rapport du Comité technique.

334. Le Président du Conseil des ministres du MULPOC de Yaoundé a dit qu'au cours de la dixième réunion du Conseil des ministres de Yaoundé qui s'était tenue à Addis-Abeba, il avait été décidé entre autres que les documents présentés au Comité d'experts devraient être accompagnés de résumés; l'étude sur le commerce frontalier non enregistré devrait être réalisée en 1987, les réunions ordinaires du MULPOC auraient lieu désormais tous les deux ans. Le Président du Conseil des ministres devrait prendre l'attache de la Conférence des ministres et du Secrétaire exécutif en vue du rétablissement du poste d'agro-économiste au sein du MULPOC. En plus des décisions, le Conseil des ministres avait adopté cinq résolutions.

335. L'observateur de l'ONUDI a souligné la coopération effective que l'ONUDI avait établie avec les MULPOC, spécialement dans les domaines de l'identification des projets et de la préparation du programme sous-régional de la promotion industrielle dans le cadre du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique. Il a indiqué en particulier que la résolution adoptée par le MULPOC de l'Afrique du Nord sur la Décennie avait attiré l'attention du Directeur général de l'ONUDI. Il a ensuite dit que les crédits nécessaires pour permettre à l'ONUDI de donner suite à la requête des pays de l'Afrique du Nord dans le cadre de la Décennie figuraient au budget ordinaire de l'ONUDI pour la période 1988-1989.

336. L'observateur du PNUD a estimé que les paragraphes 173 et 177 étaient contradictoires et devaient être harmonisés à la lumière des consultations ayant lieu entre la CEA, le CRAC et le PNUD. Mentionnant les projets de MULPOC faisant état de 4 coordonnatrices pour l'intégration de la femme au

développement, il a souligné que les activités entreprises dans le cadre de ces projets n'avaient pas beaucoup changé au cours des sept années passées et que le Comité du Programme d'action du PNUD trouverait difficile d'approuver la poursuite de ces activités au cours du quatrième cycle. Cette question trouverait une solution à l'issue de l'évaluation prochaine des projets en question, compte tenu des recommandations qui en résulteraient.

337. Répondant à l'intervention du représentant du PNUD, la Présidente du CRAC a signalé qu'il n'y avait pas en fait de contradiction parce que les paragraphes 175 à 183 reflétaient les débats du Comité technique préparatoire plénier sur le quatrième cycle de programmation du PNUD qui s'étaient tenus avant les activités mentionnées par l'observateur du PNUD.

#### Demande d'assistance du Niger pour l'organisation du colloque sur le développement à la base

338. Le représentant du Niger a mentionné le paragraphe 185 du rapport du Comité technique et indiqué que les dates y figurant et relatives au colloque sur le développement à la base que son Gouvernement allait organiser à Niamey devaient être modifiées ainsi : "du 8 au 13 juin 1987" au lieu de "du 8 au 14 juin 1987" afin de refléter les discussions tenues lors de la réunion du Comité technique.

339. Le représentant du Congo a informé la Conférence que le premier congrès des hommes de science africains se tiendrait du 25 au 30 juin 1987 à Brazzaville et indiqué que le symposium littéraire des écrivains contre l'apartheid prévu en mai 1987 à Brazzaville devrait être mentionné au paragraphe 186 du rapport du Comité technique dans le cadre des réunions et conférences prévues en vue de promouvoir les buts et objectifs du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990.

#### Questions de développement social en Afrique

340. La Conférence a décidé que le Conseil d'administration de l'Institut africain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants sera composé de représentants des pays suivants représentant les différentes sous-régions : Afrique de l'Ouest, Ghana; Afrique du Centre, Guinée équatoriale; Afrique australe, Botswana; Afrique de l'Est, Ouganda; Afrique du Nord, Egypte. Il a été convenu que si l'Ouganda qui s'était proposé pour accueillir l'Institut était désigné, alors la République-Unie de Tanzanie représenterait l'Afrique de l'Est au Conseil d'administration. De même, il a été convenu que s'il était établi que l'Egypte représentait déjà la sous-région au Comité des Dix de la Conférence des ministres africains responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines, le Maroc représenterait alors l'Afrique du Nord au Conseil d'administration.

#### Mise en place en Afrique de moyens en matière d'environnement

341. Le représentant du Kenya a informé la Conférence de l'issue des consultations entre les quatre Etats membres envisageant d'accueillir le CAAMD. Il a indiqué que bien que le Kenya, sur la base d'un ensemble de

critères, ait été désigné comme le plus approprié parmi les pays hôtes potentiels qui étaient l'Algérie, l'Egypte, le Kenya et le Niger, il avait été convenu, par solidarité et fraternité africaines, que le Niger devrait accueillir le Centre. Il a en conséquence renouvelé l'engagement de son pays à soutenir le Centre.

342. Le représentant du Niger a remercié les autres pays candidats de leur compréhension durant les consultations et la Conférence d'avoir choisi son pays pour accueillir le Centre. Il a réaffirmé les dispositions prises par son pays non seulement pour faciliter la création du Centre mais également pour veiller à son bon fonctionnement.

343. Le représentant de l'OMM a félicité la Conférence d'avoir réglé le problème du pays hôte. Il a en outre renouvelé les engagements de la CEA et de l'OMM à assister le Centre, y compris en matière de mobilisation de ressources financières.

344. Le Secrétaire exécutif a mis en relief la déclaration de l'OMM et a dit qu'une décision importante avait été prise en ce qui concerne l'emplacement du Centre, tous les Etats membres devraient appuyer ledit Centre.

345. Le représentant de l'Algérie a félicité le Niger. Il a exprimé sa gratitude au Kenya d'avoir accepté la désignation du Niger en dépit du premier choix qui s'était porté sur lui et prié la Conférence de se prononcer sur les statuts du Centre conformément à la résolution.

346. Le représentant de l'Egypte a réaffirmé le soutien de son pays au choix du Niger comme pays hôte et son engagement à contribuer au bon fonctionnement du Centre.

347. Le Président a sincèrement remercié les quatre candidats d'être arrivés à une conclusion positive sur le choix du Centre dans l'esprit de la solidarité et de l'unité africaines. Il a demandé à toutes les parties intéressées, en particulier la CEA et l'OMM, de prendre les mesures appropriées en vue de la création et du fonctionnement rapides du Centre.

348. Il a ensuite ouvert le débat sur les statuts du Centre en donnant la parole au représentant de l'Algérie. Dans son intervention, celui-ci a proposé que l'article 2 des statuts soit en harmonie avec les articles similaires figurant dans les statuts des autres centres et instituts africains parrainés conjointement par la CEA et l'OUA.

349. Au cours des discussions qui ont suivi, le Président du Comité spécial sur le CAAMD a informé la Conférence que sur la base de l'avis du Conseiller juridique de la CEA, la formulation actuelle était correcte. Ensuite, le Président de la Conférence a demandé au représentant de l'Algérie d'accepter l'article 2 sous sa forme actuelle. Le représentant de l'Algérie a dit qu'il mettait en avant le respect du principe de la coopération qui devait toujours prévaloir entre l'OUA et la CEA. Il a estimé que ce principe n'était pas respecté dans l'article 2 des statuts du CAAMD, c'était pourquoi il avait fait des réserves sur l'article 2 desdits statuts. Ses réserves portaient également sur les articles 10 et 17 des mêmes statuts.

350. Les statuts ont été adoptés avec les modifications suivantes : i) le mot "excellence" a été remplacé par le mot "référence" à l'alinéa c) de l'article 3; ii) l'article "le" à l'alinéa b) de l'article 4 a été remplacé par "une"; iii) les mots "aux activités du Centre" à l'alinéa h) de l'article 5 ont été remplacés par "à la météorologie" et iv) le mot "légal" au paragraphe 3 de l'article 7 a été remplacé par le mot "officiel". Les statuts sous leur forme modifiée figurent en annexe à la résolution 621(XXII).

Commerce et développement : Déclaration d'Addis-Abeba des ministres africains responsables du commerce et du développement à l'occasion des préparatifs de la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

351. Se référant au paragraphe 237 concernant le rapport sur la deuxième réunion de la Conférence des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales sur le Fonds monétaire africain, le représentant du Congo a indiqué que peu de progrès avait été enregistré aussi bien en ce qui concerne la création du Fonds monétaire africain que le projet de conférence internationale sur la dette africaine. Il a ajouté que concernant l'organisation de la conférence sur la dette africaine, il fallait mentionner la nouvelle approche telle que définie par le Comité directeur permanent de l'OUA, à savoir : l'organisation d'un séminaire sur la dette, avant la tenue d'une conférence au niveau des ministres africains des finances, qui serait précédée par une réunion d'experts.

Rapports des organes subsidiaires de la Commission

352. Le représentant de la Mauritanie a indiqué que son pays avait été admis comme membre du groupe des pays les moins avancés par l'Assemblée générale des Nations Unies et a souligné la nécessité pour la CEA d'accorder une plus grande attention aux problèmes particuliers des PMA.

353. Le représentant du Maroc a exprimé des réserves sur le paragraphe 265 du Comité technique préparatoire plénier concernant le rapport de la neuvième réunion de la Conférence des ministres africains du commerce.

354. Le représentant du Gabon a proposé de supprimer le paragraphe 269 du rapport du Comité technique; la Conférence a accepté cette proposition. Il a signalé que son pays n'avait pas encore envoyé de rapport sur l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

Suite donnée aux résolutions de la Commission ainsi qu'aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social et par l'Assemblée générale dans les domaines intéressant l'Afrique

355. S'agissant du point relatif à l'étude approfondie des structures intergouvernementales et du fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social, le représentant du Togo a proposé que les dernières phrases des paragraphes 290 et 292 soient supprimées.

356. Le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a indiqué que la crise financière de l'ONU ne devrait pas affecter uniquement la langue arabe. Toute crise financière devant affecter toutes les langues de travail de la Commission de la même manière, il a proposé la suppression du paragraphe 361 du rapport du Comité technique préparatoire plénier. La Conférence a accepté cette proposition.



Préparatifs de la célébration du trentième anniversaire de la CEA : Thème et programme

357. Le représentant du Zaïre a proposé que le thème du trentième anniversaire de la CEA soit : "solidarité en vue du redressement et du développement de l'Afrique". Aucune objection n'ayant été soulevée, ce thème a été adopté.

Projets de résolution soumis par la huitième réunion du Comité technique préparatoire plénier à la vingt-deuxième session de la Commission/treizième réunion de la Conférence des ministres

358. Les 32 projets de résolution présentés à l'examen de la Conférence des ministres par le Comité technique préparatoire plénier ont été adoptés avec les modifications suivantes :

Projet de résolution 1 (VIII) : Développement industriel en Afrique

359. Le représentant du Maroc a émis des réserves sur l'ensemble de la résolution.

Projet de résolution 2 (VIII) : Financement du Fonds africain de développement industriel (FADI)

360. Le représentant du Maroc a émis des réserves sur l'ensemble de la résolution.

Projet de résolution 3 (VIII) : Quatrième Foire commerciale panafricaine et les préparatifs de la cinquième

361. Le représentant du Maroc a émis des réserves sur la première partie et sur le paragraphe 7 de la deuxième partie de la résolution.

362. Le représentant du Togo a proposé d'ajouter "Lomé" au texte français pour que soit bien déterminé le lieu de la quatrième Foire commerciale.

363. Le représentant du Nigéria a voulu savoir pourquoi son pays n'avait pas été associé au Comité d'organisation de la cinquième Foire commerciale panafricaine alors que le Nigéria constituait l'un des plus grands marchés en Afrique. En réponse à cette question, le Secrétaire exécutif a expliqué que le Comité d'organisation avait été constitué lors de la neuvième réunion de la Conférence des ministres africains du commerce sur la base de considérations sous-régionales. Le représentant du Nigéria a indiqué qu'il mènerait une enquête à ce sujet.

Projet de résolution 4 (VIII) : Commerce des pays africains avec les pays socialistes d'Europe orientale

364. Le représentant du Maroc a émis des réserves sur cette résolution.

Projet de résolution 5 (VIII) : Association des organisations africaines de promotion commerciale

365. Le représentant du Maroc a émis des réserves sur cette résolution.

Projet de résolution 7 (VIII) : Mesures à prendre en vue d'assurer la bonne exécution du nouveau Programme substantiel d'action dans les pays africains les moins avancés

366. Le représentant du Ghana a indiqué qu'il y avait des incohérences entre la résolution et les discussions qui ont eu lieu lors de la réunion de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés. Il a estimé notamment que l'alinéa du préambule commençant par les mots "Profondément préoccupée par la chute continue et persistante de la croissance économique..." ne reflétait pas la réalité dans la mesure où les PMA avaient amélioré leurs résultats économiques comme le faisait ressortir le rapport du Comité technique préparatoire plénier.

367. En réponse, le Secrétaire exécutif a proposé que la résolution soit remplacée par les deux résolutions qui avaient été adoptées par la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés. Cette proposition a été acceptée par la Conférence.

Projet de résolution 9 (VIII) : Intégration des femmes au développement

368. Le représentant du PNUD a signalé que si l'on se référait aux consultations ayant eu lieu entre son Organisation, la CEA et la Présidente du CRAC au sujet de l'appui apporté par le PNUD aux éléments sous-régionaux du programme de la CEA relatif à l'intégration de la femme au développement, cette résolution contenait des inexactitudes. Il a indiqué que le PNUD accroîtrait son appui en fonction des résultats de l'évaluation portant sur les sept années durant lesquelles ces éléments ont été exécutés. Il a informé les participants qu'au cours des quatre premiers mois du quatrième cycle, le PNUD avait déjà accepté d'octroyer 9,4 millions de dollars au programme pour l'intégration de la femme au développement, au titre du cycle de programmation 1987-1991. D'autres projets étaient à l'étude. Les quatre projets de MULPOC prévoyant quatre coordonnatrices pour l'intégration de la femme au développement ne constituaient certes qu'une petite partie de l'assistance fournie par le PNUD aux activités en faveur des femmes en Afrique, toutefois il serait difficile de convaincre le Comité du Programme d'action du PNUD d'accepter purement et simplement de prolonger les activités entreprises durant les sept dernières années.

369. La Présidente du CRAC s'est félicitée du fait que la participation de la femme au développement soit considérée d'un point de vue sectoriel et a réitéré l'impérieuse nécessité de disposer d'une plate-forme d'action en faveur des femmes au niveau des MULPOC. Les coordonnatrices jouaient un rôle à cet égard.

370. Un représentant a appuyé la position du CRAC.

371. Le Secrétaire exécutif a souligné l'importance du programme en faveur des femmes et a proposé, compte tenu des négociations en cours, que les paragraphes 4 et 9 de la résolution soient supprimés afin de prendre en considération l'opinion exprimée par le représentant du PNUD tout en tenant compte de la position de la Présidente du CRAC.

372. La Conférence a accepté cette proposition.

373. Résumant les débats, le Président a souligné la nécessité de poursuivre l'exécution des composantes sous-régionales du programme de la Commission sur l'intégration de la femme au développement et a noté l'attachement de la réunion aux programmes en faveur des femmes ainsi que la nécessité pour les femmes de participer activement au développement.

Projet de résolution 10 (VIII) : Mobilisation internationale de ressources financières et technologiques pour l'alimentation et l'agriculture

374. Le représentant du Ghana a proposé que le deuxième alinéa du préambule soit modifié de la manière suivante :

- i) supprimer le mot "Néanmoins" à la deuxième ligne;
- ii) ajouter les mots "à l'application de politiques pragmatiques et" après le mot "due".

375. Le représentant du Maroc a émis des réserves sur le cinquième alinéa du préambule de cette résolution.

Projet de résolution 11(VIII) : Organisation d'une réunion d'experts africains, préparatoire à la Conférence diplomatique de révision du code de conduite des conférences maritimes

376. Le président du Comité technique préparatoire plénier a dit que le titre anglais de la résolution devait être aligné sur le titre français.

Projet de résolution 13 (VIII) : La situation sociale en Afrique

377. Un représentant a proposé et la Conférence a accepté que les paragraphes 6 et 7 de la résolution soient modifiés comme suit :

6. Prie le Secrétaire exécutif de la CEA de fournir aux Etats membres l'appui nécessaire pour la formulation de leurs programmes de développement social en Afrique;

7. Prie également le Secrétaire exécutif de la CEA de lui faire rapport tous les deux ans sur la situation sociale en Afrique et sur l'appui que la CEA a fourni aux pays intéressés pour la conception de leurs programmes de développement social.

Projet de résolution 14 (VIII) : Développement des services de cartographie et de télédétection en Afrique

378. Un représentant a proposé que le paragraphe 3 de la résolution soit modifié de la manière suivante :

3. Demande au Secrétaire exécutif de prendre les mesures appropriées en vue de créer effectivement l'Organisation africaine de cartographie et de télédétection sur la base de l'accord auquel sont déjà parvenus le Conseil africain de télédétection et l'Association africaine de cartographie lors de leur réunion commune tenue à Kinshasa (Zaire) du 9 au 14 mars 1987 et de lui présenter un rapport de situation à sa quatorzième réunion en 1988.

Projet de résolution 15 (VIII) : Suivi de l'exécution du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 et du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990

379. Le représentant du Maroc a émis des réserves sur cette résolution.

Projet de résolution 16 (VIII): Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique

380. Le représentant du Maroc a émis des réserves au sujet de cette résolution.

Projet de résolution 18 (VIII): Appui aux organisations régionales africaines de mise en valeur des bassins fluviaux et lacustres

381. Les participants ont accepté la proposition d'un représentant tendant à ce que le paragraphe 1 de la résolution soit modifié comme suit :

"Prend note du rapport de la CEA sur la mise en valeur des bassins fluviaux en Afrique". Le même représentant a également proposé la nouvelle version ci-après du paragraphe 3 de la résolution, que les participants ont acceptée :

"Prie également le PNUD et la CEA de n'entreprendre des études sur la mise en valeur des bassins fluviaux qu'après avoir reçu l'accord de principe de tous les Etats intéressés".

382. Le même représentant a également proposé qu'un nouveau paragraphe soit formulé par le secrétariat afin de tenir compte de la nécessité d'entreprendre des consultations avant de prendre de nouvelles initiatives ou de mener des études. Le nouveau paragraphe est le suivant:

"Invite le Secrétaire exécutif de la CEA et l'Administrateur du PNUD à veiller à ce que des négociations aient lieu avec les Etats intéressés avant que de nouvelles initiatives soient prises ou des études entreprises au sujet de la mise en valeur des bassins fluviaux et lacustres".

383. Les participants ont accepté la proposition d'un autre représentant tendant à ce que, au paragraphe 4 de la résolution, les mots "tant financièrement que matériellement" soient remplacés par les mots "financièrement, matériellement et politiquement".

384. Le représentant du Rwanda a déclaré que la source du rapport sur le bassin fluvial devait être indiquée au paragraphe 1 de la résolution.

Projet de résolution 19 (VIII): Demande d'assistance formulée par le Niger pour l'organisation d'un colloque sur le développement à la base

385. Le représentant du Maroc a émis des réserves au sujet du paragraphe 2 de la résolution.

Projet de résolution 20 (VIII): Culture et développement

386. Le représentant du Maroc a émis des réserves au sujet du septième alinéa du préambule et du paragraphe 4.

Projet de résolution 22 (VIII): Développement des télécommunications

387. Le représentant du Maroc a émis des réserves au sujet du premier alinéa du préambule.

Projet de résolution 24 (VIII): Institut africain de développement économique et de planification (IDEP)

388. Un représentant a fait observer que la version française de l'avant-dernière partie du paragraphe 4 de la résolution ne correspondait pas à la version anglaise et a proposé que les deux versions soient harmonisées, proposition que les participants ont acceptée.

389. Les participants ont accepté la proposition de l'observateur du PNUD tendant à ce qu'au paragraphe 9 de la résolution, le mot "Demande" devienne "Lance un appel également", et qu'au paragraphe 10 le mot "Demande" devienne "Prie le PNUD".

390. Les participants ont accepté la proposition d'un représentant demandant que le mot "coopération" figurant à l'avant-dernière ligne du paragraphe 10 de la résolution soit remplacé par le mot "coordination".

Projet de résolution 25 (VIII): Poursuite des efforts de l'Afrique et de l'aide apportée par la communauté internationale en vue du redressement économique et du développement de l'Afrique, notamment l'amélioration de la connaissance des problèmes de développement à long terme

391. Le représentant du Gabon a fait observer qu'au neuvième alinéa du préambule il était déclaré que le PNUD et d'autres donateurs avaient généreusement fourni des ressources pour la tenue des conférences d'Abuja et de Libreville et a demandé si ces ressources seraient suffisantes pour couvrir toutes les dépenses afférentes à la conférence de Libreville.

392. Dans sa réponse, le Secrétaire exécutif a assuré le représentant du Gabon que le PNUD avait accordé des fonds pour la Conférence de Libreville et que des efforts seraient déployés pour obtenir des ressources supplémentaires d'autres sources.

393. Dans son intervention, le représentant du Gabon a proposé, ce que les participants ont accepté, que le huitième alinéa du préambule de la résolution soit modifié de la manière suivante :

"Notant également avec satisfaction que les gouvernements nigérian et gabonais étaient disposés à accueillir les deux conférences, si les ressources financières nécessaires étaient disponibles".

Projet de résolution 30 (VIII): Etude approfondie de la structure intergouvernementale et des fonctions du mécanisme de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social

394. Le représentant du Maroc a émis des réserves au sujet des points b i) à iii) de la Section B de cette résolution.

395. La Présidente de la septième réunion de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés a rappelé la recommandation de la Conférence tendant à ce que la Conférence et son Comité intergouvernemental

d'experts continuent à fonctionner tels qu'ils avaient été conçus; il devait toutefois revenir au secrétariat de déterminer si ces réunions devaient se tenir tous les ans ou tous les deux ans. Il a été décidé que la résolution serait modifiée en conséquence.

Projet de résolution 31 (VIII): Mobilisation de ressources financières intérieures pour le développement économique et social

396. Le représentant de l'Algérie a proposé que le texte français du paragraphe 2 de la résolution soit aligné sur le texte anglais.

Projet de résolution 32 (VIII): Soutien aux pays insulaires du Sud-Ouest de l'Océan Indien dans leurs efforts de prévision des cyclones et de lutte contre les effets néfastes de ces désastres

397. Le représentant de la CNUCED a proposé, ce que les participants ont accepté, que, compte tenu des activités de son Organisation concernant les pays en développement insulaires, le nom de son Organisation figure au paragraphe 1 de la résolution. Un représentant a proposé, ce que les participants ont accepté, qu'afin de tenir compte du troisième alinéa du préambule les mots "et de l'OUA" au paragraphe 4 de la résolution soient supprimés. Il a été également convenu que le mot "d'envisager" soit supprimé.

398. Finalement, le paragraphe 3 de la version française devait être édité.

399. En résumant les discussions, le Président de la Conférence des ministres a déclaré que les participants avaient reconnu que la situation économique de l'Afrique demeurerait précaire. Les pays africains avaient pris l'engagement politique ferme de redresser leurs économies, individuellement et collectivement. La communauté internationale s'était également engagée à assister les pays africains dans leurs efforts de redressement économique. Les participants ont estimé qu'il y avait lieu de lancer un appel aux partenaires extérieurs de l'Afrique pour qu'ils honorent leurs engagements. Les participants avaient lancé un appel au PNUD pour qu'il continue à soutenir le programme des MULPOC en faveur des femmes et au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour que la CEA soit la moins touchée par les mesures envisagées pour réduire les effectifs et d'autres ressources du secrétariat.

400. La Conférence a pris note du rapport du Comité technique préparatoire plénier et adopté les résolutions sous réserve des modifications proposées et acceptées.

Conférence pour les annonces de contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique (FASNUDA) (point 7 de l'ordre du jour)

401. Le Président de la treizième réunion de la Conférence des ministres de la CEA s'est félicité qu'on ait fait l'honneur à son pays de présider la sixième Conférence pour les annonces de contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique (FASNUDA) et a rappelé que ce Fonds avait été créé en application de la résolution 288 (XIII) de la Conférence des ministres de la CEA. Malgré la situation économique difficile à laquelle les pays africains faisaient face, il était devenu de plus en plus urgent de continuer à alimenter ce Fonds et même d'augmenter les contributions volontaires.

402. Concernant la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la situation économique critique de l'Afrique, il a rappelé que les plénipotentiaires africains s'étaient clairement engagés à oeuvrer au développement de leurs pays respectifs, et que la communauté internationale s'était engagée aussi à soutenir leurs efforts. La sixième Conférence pour les annonces de contributions au FASNUDA devrait donc concrétiser financièrement les décisions auxquelles les pays africains avaient été associés.

403. La réunion se tenait à un moment critique où la volonté des pays africains d'agir était mise à l'épreuve par la communauté internationale. Les professions de foi devaient être suivies par des engagements fermes de la part des pays africains malgré leurs difficultés économiques.

404. En conclusion, le Président a remercié les pays africains et non africains et les institutions internationales qui contribueraient au Fonds et les a priés de poursuivre l'intérêt qu'ils manifestent pour les activités de la CEA. Il a également exhorté les pays africains qui n'avaient pas encore contribué au Fonds à le faire, de façon à manifester leur détermination à promouvoir le développement collectif et autonome du continent africain.

405. Le Secrétaire exécutif a rappelé que la sixième Conférence pour les annonces de contributions au FASNUDA était la première depuis que la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies avait examiné la situation économique critique en Afrique. A cette session extraordinaire, les représentants des pays africains avaient reconnu que le développement de l'Afrique les concernait au premier chef, et que, par conséquent, ils devaient lui consacrer leurs ressources humaines et matérielles. Cela confirmait en fait les graves inquiétudes de l'Afrique à propos de la mise en oeuvre du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, adopté antérieurement par les chefs d'Etat et de gouvernement. La Conférence pour les annonces de contributions était donc l'occasion pour l'Afrique de concrétiser les promesses qu'elle avait faites à elle-même et à la communauté internationale.

406. Il a attiré l'attention des participants sur la crise financière de plus en plus profonde que l'Organisation des Nations Unies, en général, et le secrétariat, en particulier, traversaient, et a noté que celui-ci n'avait d'autre choix que de s'efforcer d'obtenir davantage de ressources extra-budgétaires auprès de sources bilatérales, ou grâce à des contributions généreuses au FASNUDA. A ce propos, l'exécution du prochain programme de travail biennal (1988-1989) nécessiterait pas moins de 70 millions de dollars, dont environ 50 millions seulement proviendraient du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, laissant 20 millions de dollars à obtenir auprès de sources extra-budgétaires. Les efforts déployés pour mobiliser un tel montant avaient abouti jusqu'à présent à des engagements fermes de la part du PNUD et d'autres donateurs bilatéraux de financer les activités de coopération technique de la CEA, à concurrence de 17 millions de dollars. Cela indiquait clairement qu'il restait à se procurer pas moins de 3 millions de dollars, qui, il l'espérait sincèrement, proviendraient des contributions au FASNUDA.

407. Il a fait observer que 34 des 50 Etats membres de la Commission n'avaient pas du tout contribué au FASNUDA, ou avaient annoncé des contributions sans les avoir acquittées. Le FASNUDA avait été créé pour permettre aux membres

de la Commission de participer à la promotion de l'autonomie collective de la région et il a donc prié tous les pays africains de ne pas se contenter d'annoncer des contributions au FASNUDA, mais d'honorer leurs engagements. Etant donné que la CEA était concernée au premier chef par la mise en oeuvre du Programme prioritaire et du Programme d'action des Nations Unies, le programme de travail et l'ordre de priorité de la Commission (1988-1989) avaient été établis d'après ces deux programmes. S'agissant des activités de coopération technique programmées pour la période biennale 1988-1989, elles avaient été formulées en tenant compte des principaux objectifs du Programme prioritaire et du Programme d'action des Nations Unies, et étaient axées sur le perfectionnement des compétences, l'autonomie et l'intégration des activités ainsi que sur la réalisation d'études spécifiques de préféabilité et de faisabilité.

408. En conclusion, le Secrétaire exécutif a exprimé sa gratitude aux pays non africains et aux organisations internationales qui avaient témoigné leur amitié pour l'Afrique et s'étaient préoccupés de son sort en faisant d'importantes contributions financières lors de la dernière conférence pour les annonces de contributions au FASNUDA. Il a également exprimé l'espoir qu'ils annonceraient d'autres contributions afin de promouvoir la solidarité internationale qui était l'une des conditions essentielles du développement de l'Afrique.

409. Le Président a ensuite déclaré ouverte la sixième Conférence pour les annonces de contributions au FASNUDA.

410. Le Président du Conseil du personnel de la CEA a signalé qu'il n'était pas d'usage que des membres du personnel de la CEA s'adressent aux participants à la Conférence des ministres, et qu'il était porteur d'un message renouvelant l'attachement de cette association à la cause des peuples africains.

411. Depuis environ 30 ans, la CEA et ses fonctionnaires avaient été à l'avant-garde pour ce qui concernait la réflexion et les actions portant sur le développement de l'Afrique, et ils s'étaient tous dévoués à cette cause. Le personnel avait décidé de concrétiser son engagement et de le poursuivre en créant un fonds auquel les fonctionnaires de la CEA et d'autres personnes de bonne volonté souhaitant exprimer leur solidarité pour l'Afrique, pourraient contribuer. Il a été estimé que les contributions à ce fonds seraient à la fin de 1987 de l'ordre de 100 000 dollars. Ce fonds serait utilisé pour financer des projets de développement dans les pays africains.

412. S'agissant de la crise financière de l'Organisation des Nations Unies, le Président du Conseil du personnel a déclaré qu'elle était particulièrement aiguë pour la CEA, dans la mesure où celle-ci avait dû fonctionner pendant les deux dernières années avec 24 p. 100 de postes vacants. Il avait été possible de tenir la treizième réunion de la Conférence des ministres dans de bonnes conditions grâce à l'abnégation et aux sacrifices d'un personnel particulièrement dévoué. Il a également lancé un appel pour que soit renforcé l'ordre régional de façon que l'Afrique puisse assumer sa destinée.

413. L'avenir était incertain du fait de la réduction prévue des effectifs de la CEA, malgré la situation économique difficile en Afrique et en dépit des priorités indiquées dans le Programme d'action des Nations Unies et dans le Programme prioritaire.



414. En conclusion, il a annoncé une contribution de 40 000 dollars au Fonds, au nom du personnel de la CEA, et a remis un chèque de 15 000 dollars au Secrétaire exécutif de la CEA, à titre de premier versement.
415. Le représentant du Zaïre a déclaré que malgré la situation économique difficile que traversait son pays, ce dernier contribuait pour une somme de 50 000 dollars dont 35 000 dollars devraient être consacrés à la promotion de l'intégration économique dans la sous-région du MULPOC de Gisenyi et 15 000 dollars versés au Fonds général du FASNUDA.
416. Le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a indiqué que c'était toujours pour son pays un véritable plaisir que de participer à la Conférence pour les annonces de contributions. Il a déclaré qu'en dépit de la grave crise financière que connaissait aussi la Libye, la Jamahiriya avait le plaisir d'annoncer une contribution de 30 000 dinars libyens, soit 100 000 dollars dont une partie devait être utilisée pour achever l'étude que réalisait le MULPOC de l'Afrique du Nord sur la production agricole et pour la création de la Zone d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique du Nord.
417. Le représentant du Malawi a déploré que son pays était parmi les dix Etats à n'avoir jamais contribué au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies. Il a toutefois indiqué que son Gouvernement avait le plaisir de faire sa première contribution dont le montant serait communiqué au secrétariat lorsqu'il aurait été approuvé par le parlement malawien.
418. Le représentant du Nigéria a informé la Conférence que le secrétariat avait reçu une communication dans laquelle son Gouvernement indiquait qu'il avait payé la totalité des contributions qu'il avait annoncées comme il ressort du document E/ECA/CM.13/42. A la lumière de ce fait et compte tenu de la crise financière et de la modification de la valeur du naira, il avait le plaisir d'annoncer, au nom de son Gouvernement, une contribution de 50 000 dollars dont 25 000 dollars devaient être consacrés à l'appui aux activités du MULPOC de l'Afrique de l'Ouest.
419. Le représentant du Kenya a souligné l'importance du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies et indiqué que son Gouvernement avait, au fil des ans, contribué à ce Fonds. Il a souligné par ailleurs que le Fonds était plus que jamais nécessaire compte tenu de la nécessité d'exécuter le Programme de redressement de l'Afrique. Il a également appelé l'attention de la Conférence sur les raisons qui avaient entraîné la création du Fonds, notamment le désir des pays africains de devenir autonomes et a fait remarquer que, bien que ce rêve ne soit pas encore devenu réalité, le Gouvernement kényen était encouragé par l'évolution de la situation. Il a remercié les Etats non membres, notamment la République fédérale d'Allemagne, la Chine et l'Inde ainsi que la Banque africaine de développement (BAD) pour leur appui au FASNUDA et s'est déclaré satisfait de l'utilisation des ressources du Fonds. Son Gouvernement avait par conséquent le plaisir d'annoncer une contribution de 184 000 shillings kényens payables en devises.
420. Le représentant du Sénégal a dit que le document récapitulatif indiquait que depuis la création du FASNUDA le Sénégal avait contribué au Fonds pour 157 407 dollars dont seulement 10 000 dollars restaient à être réglés. Du reste, ces arriérés étaient déjà prévus au budget en cours et seraient payés

aussitôt que possible. Le Sénégal restait attaché à la CEA en général et au MULPOC de l'Afrique de l'Ouest en particulier. Pour cela, le Sénégal affirmait son intention de contribuer au Fonds pour un montant qui serait fixé par les autorités compétentes. En tout état de cause ce montant ne serait pas inférieur à sa contribution précédente.

421. Le représentant du Congo a dit que son Gouvernement était très préoccupé par la baisse des ressources financières de la CEA qu'il a toujours considérée comme un instrument appréciable du développement de l'Afrique. Il a souligné l'urgence et la nécessité pour la CEA de disposer des ressources nécessaires à l'accomplissement de sa mission qui est celle de sauver l'Afrique. La République populaire du Congo se trouvait dans une situation financière difficile. Les besoins en ressources financières s'étaient accrus avec les engagements pris par le Congo au niveau africain. Malgré cette situation le Gouvernement congolais étudiait les moyens de s'acquitter de ses arriérés. Cependant, au stade actuel, le Congo n'était pas en mesure d'annoncer une contribution concrète. Le montant retenu serait communiqué au secrétariat de la CEA à une date ultérieure.

422. Le représentant du Niger a indiqué que ses arriérés de contributions au FASNUDA s'élevaient à 16 529 dollars et que son Gouvernement prendrait les mesures nécessaires pour s'en acquitter. Il a ensuite annoncé une contribution de 10 000 dollars.

423. Le représentant du Rwanda a déclaré que son pays avait toujours contribué au FASNUDA depuis sa création dans la mesure de ses ressources limitées. Il a ensuite annoncé une contribution de 15 000 dollars devant être mis à la disposition du MULPOC de Gisenyi pour la réalisation de son programme d'activités au niveau de la sous-région.

424. Le représentant du Gabon a indiqué que les arriérés de contributions de son pays au FASNUDA s'élevaient à 21 052 dollars mais que des dispositions étaient prises pour en assurer le règlement. Il a ajouté que le budget global du Gabon avait été réduit et qu'il ne pouvait par conséquent annoncer le montant de la contribution de son pays qui serait communiqué aussitôt que possible par les voies diplomatiques.

425. Le représentant du Zimbabwe a réaffirmé l'attachement de son pays au développement de l'Afrique et au FASNUDA. Il a indiqué que son Gouvernement avait l'intention d'apporter au FASNUDA une contribution dont le montant serait communiqué au secrétariat dès qu'il aurait été déterminé.

426. Le représentant du Togo a indiqué que son pays avait pris toutes les dispositions nécessaires pour payer ses arriérés de contributions au FASNUDA et il a prié instamment les Etats membres de la CEA de contribuer au Fonds. Il a ensuite annoncé une contribution de 10 000 dollars dont la moitié serait consacrée au MULPOC de l'Afrique de l'Ouest.

427. La représentante de la République-Unie de Tanzanie a indiqué que son Gouvernement était conscient de l'objectif d'autonomie collective et a assuré la Conférence que la République-Unie de Tanzanie mettait tout en oeuvre pour régler ses arriérés de contributions avant la prochaine Conférence pour les annonces de contributions. Elle a souligné que le Gouvernement de son pays attachait une grande importance au programme en faveur de la femme africaine et annonçait par conséquent une contribution de 20 000 dollars destinés à soutenir le programme du MULPOC de Lusaka en faveur de la femme.

428. Le représentant de l'Ethiopie a félicité la CEA pour les résultats enregistrés en matière de programmation et d'exécution du programme et a exprimé l'espoir que par son dynamisme et son ardeur au travail le personnel de la CEA continuerait d'enregistrer d'excellents résultats tant sur le plan quantitatif que qualitatif. Il a informé les participants que le Gouvernement éthiopien n'avait cessé d'apporter un appui matériel, politique et financier à la CEA et a déploré que les effets déstabilisateurs de la sécheresse récente aient empêché le Gouvernement d'annoncer des contributions au cours des deux dernières conférences. Bien que les causes profondes persistent, il était heureux d'annoncer que des consultations étaient en cours entre le secrétariat de la CEA et le Gouvernement éthiopien en vue d'entreprendre des programmes et projets devant être exécutés conjointement par les deux parties. Il a indiqué qu'à l'issue de l'élaboration des programmes et projets conjoints, le Gouvernement éthiopien communiquerait au secrétariat le montant de sa contribution.

429. Le Président a remercié les Etats membres ayant exprimé leur intention de prendre des mesures appropriées pour s'acquitter de leurs arriérés de contributions ainsi que les Etats membres qui ont annoncé de nouvelles contributions et a reconnu que leurs actes étaient des manifestations de leur engagement, notamment à un moment où le continent traversait une grave crise financière. Il a invité les Etats membres à poursuivre leurs efforts en vue de soutenir le FASNUDA et a lancé un appel aux Etats non membres pour qu'ils apportent leur appui au Fonds. Il a, pour terminer, rassuré le personnel de la CEA du désir et de la volonté de la Conférence de travailler avec eux pour inviter le Secrétaire général de l'ONU à fournir un appui additionnel au secrétariat de la CEA afin de permettre à la Commission d'exécuter les activités approuvées.

Rapport de la septième réunion de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés (point 8 de l'ordre du jour)

430. La Présidente de la septième réunion de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés, le Ministre d'Etat aux affaires étrangères chargée de la coopération internationale de la République-Unie de Tanzanie, a présenté le rapport de la réunion (document E/ECA/CM.13/59) à la Conférence. La septième réunion de la Conférence des ministres des PMA d'Afrique s'était tenue à Addis-Abeba les 21 et 22 avril 1987 et avait été précédée par la sixième réunion du Comité intergouvernemental d'experts des pays africains les moins avancés du 9 au 11 avril 1987. La réunion avait examiné la situation économique et sociale dans les PMA d'Afrique en 1985-1986; les progrès réalisés dans l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action dans les pays africains les moins avancés; les incidences des programmes d'ajustement structurel et de stabilisation sur la croissance et le développement à long terme dans les PMA d'Afrique et les activités de la CEA durant l'année précédente et celles prévues en faveur des pays africains les moins avancés pendant la période 1988-1989.

431. Elle a dit que l'examen de la situation économique et sociale en 1985-1986 avait clairement montré que le rythme du redressement signalé dans l'ensemble des pays africains en développement en 1985 s'était ralenti en 1986 et que le taux de croissance du PIB était tombé de 3 p. 100 en 1985 (en prix constants de 1980) à 1,2 p. 100 en 1986. Bien que les flux financiers totaux vers les PMA d'Afrique soient passés de 5,3 milliards de dollars en 1984 à 6,1 milliards de dollars en 1986, ils restaient nettement inférieurs

aux besoins de financement extérieur fixés dans le Programme substantiel d'action à 8,6 milliards de dollars par an. Pour remédier à leurs déficits budgétaires croissants et à l'alourdissement de leur dette publique extérieure qui était passée de 28 milliards de dollars en 1985 à 39 milliards en 1986, les PMA d'Afrique avaient déployé des efforts considérables dans le cadre des programmes d'ajustement structurel et de stabilisation du FMI et de la Banque mondiale ou en dehors de ces programmes. Malgré la tenue de 17 tables rondes et réunions de groupes consultatifs, les flux d'aide n'avaient pas répondu à leurs espoirs. Les effets des mesures de redressement avaient été, dans une large mesure, compromis par le fait qu'elles avaient été axées sur les problèmes à court terme. En outre, les catastrophes naturelles telles que la sécheresse, les inondations et les cyclones ainsi que l'environnement économique défavorable avaient contribué à aggraver les problèmes des PMA d'Afrique.

432. Elle a informé les participants que la sixième réunion de la Conférence des ministres des PMA d'Afrique avait prié le secrétariat de la CEA d'entreprendre une étude en vue d'évaluer l'efficacité de chacun des instruments de politique économique recommandés par le FMI et la Banque mondiale. Les conclusions de l'étude avaient montré que les problèmes de paiements extérieurs des PMA d'Afrique au cours des années 70 et de la première moitié des années 80 avaient été essentiellement dus aux faiblesses structurelles inhérentes aux économies de ces pays et avaient été aggravés par les catastrophes naturelles et d'autres facteurs exogènes tels que la hausse des prix du pétrole, les mesures protectionnistes des pays industrialisés, la détérioration des termes de l'échange et l'accroissement des obligations au titre de la dette. Les mesures prises dans le cadre des programmes d'ajustement et de stabilisation visaient à s'attaquer aux causes fondamentales des déséquilibres mais celles-ci étaient structurelles et nécessitaient des mesures à long terme.

433. S'agissant de la proposition du secrétariat visant à supprimer la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés et son Comité intergouvernemental d'experts dans le cadre des mesures de simplification et de rationalisation du mécanisme institutionnel de la Commission en application de la décision 1987/112 du Conseil économique et social dans laquelle le Conseil demandait à tous ses organes subsidiaires d'entreprendre une telle opération en vue d'appliquer les recommandations du Groupe d'experts de haut niveau chargé d'examiner le fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies, la Présidente a indiqué que l'impression générale de la Conférence était que le secrétariat n'avait pas donné de raisons valables à l'appui d'une telle proposition.

434. Compte tenu de l'importance de la Conférence qui était la seule instance où les PMA d'Afrique définissaient leurs positions communes, la Conférence avait estimé que la question à examiner devrait porter sur la périodicité des réunions de la Conférence des PMA et non sur son abolition. En conséquence, il avait été décidé que la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés devrait continuer à se tenir et que le secrétariat de la CEA devrait veiller à ce que ses réunions se tiennent chaque année ou une fois tous les deux ans.

435. En conclusion, elle a attiré l'attention de la Conférence sur les deux résolutions contenues dans le rapport et soumises à son examen; l'une relative aux propositions sur les problèmes de développement des pays africains les

moins avancés à l'intention de la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement ((résolution 594(XXII) du présent rapport)) et l'autre relative aux mesures à prendre en vue d'assurer la bonne exécution du nouveau Programme substantiel d'action dans les pays africains les moins avancés ((résolution 595(XXII) du présent rapport)).

436. Au cours de la discussion qui a suivi, un représentant a proposé - et la Conférence a accepté - que les deuxième et troisième phrases du paragraphe 32 du rapport E/ECA/CM.13/59 se lisent respectivement comme suit : "Elle aurait souhaité voir figurer dans l'étude, une évaluation des incidences que chacun des instruments de politique économique conseillés par le FMI et la Banque mondiale avait sur la croissance et le développement à long terme de ces pays"; et "cela permettrait aux pays africains les moins avancés de mieux négocier avec ces deux institutions et faciliterait un échange de données d'expérience entre eux-mêmes." Le même représentant a également fait la suggestion, acceptée par la Conférence, tendant à ce que la première phrase du paragraphe 39 de la version française du rapport commence comme suit : "Dans son intervention, un représentant a fait observer que ...".

437. Un représentant a proposé - et la Conférence a accepté - de remplacer les troisième et quatrième alinéas du préambule de la résolution sur les mesures à prendre en vue d'assurer la bonne exécution en Afrique du nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés par les suivants respectivement :

Profondément préoccupée par le fait qu'en dépit des gros efforts déployés pour adopter des réformes, la croissance économique et le développement des pays les moins avancés se sont poursuivis à un rythme modeste, en raison essentiellement de la longue période de déclin économique causé par les politiques économiques intérieures peu appropriées, conjuguées à des facteurs exogènes tels que ....

Notant que l'adoption des programmes d'ajustement structurel et de stabilisation financés par le Fonds monétaire international et/ou l'Association internationale de développement est devenue une condition sine qua non pour la mobilisation de l'assistance internationale sous forme de flux de ressources financières et d'allègement de la dette et invitant instamment les Etats membres à incorporer, lors de la conception de ces programmes, des politiques visant à corriger les déficiences structurelles dont il est su qu'elles sont la cause profonde du déséquilibre économique.

438. La Conférence a pris note du rapport en décidant que les deux résolutions y figurant remplaceraient la résolution 7 (VIII) du document E/ECA/CM.13/58.

#### Questions diverses (point 9 de l'ordre du jour)

439. Le représentant du Zaïre a dit qu'étant donné que les différents ordres du jour de la Conférence des ministres étaient chaque année à peu près identiques, que les documents étaient souvent distribués tardivement malgré les efforts louables du secrétariat de la CEA et qu'il fallait plus de temps aux Etats membres pour exécuter les plans de développement inspirés du Programme prioritaire, la délégation zaïroise estimait qu'il fallait envisager sérieusement de revenir au système de réunions biennales de la Conférence des ministres de la CEA après la célébration du trentième anniversaire de la Commission.

440. Le représentant de l'Ethiopie a déclaré que son Gouvernement s'inquiétait de la réduction des effectifs qui allait être opérée grâce à l'annulation de contrats. Il a ajouté qu'une telle mesure, à l'encontre notamment d'employés ayant plus de 10 ans de services, bien qu'imposée à la CEA par des coupes budgétaires, était moralement inacceptable. Il a exhorté le Secrétaire exécutif à poursuivre ses efforts visant à mobiliser des ressources extra-budgétaires, notamment dans le cadre du FASNUDA, à veiller à ce que les projets en cours soient menés à bonne fin et à garder le personnel de la CEA qualifié et expérimenté.

Date et lieu de la quatorzième réunion de la Conférence des ministres (point 10 de l'ordre du jour)

441. Le représentant du Niger a informé la Conférence que malgré la crise que connaissaient actuellement les pays africains et plus particulièrement le Niger, le Président Seyni Kountche et son Gouvernement avaient invité la Conférence des ministres de la CEA à tenir sa quatorzième réunion et célébrer le trentième anniversaire de la Commission à Niamey (Niger) en 1988.

442. La Conférence a accepté l'invitation par acclamation et a décidé que sa prochaine réunion se tiendrait du 26 au 29 avril 1988 et qu'elle serait précédée de la neuvième réunion du Comité technique préparatoire plénier du 18 au 25 avril 1988.

Examen et adoption du rapport et des résolutions de la réunion (point 11 de l'ordre du jour)

443. Le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale a rappelé aux participants la réunion qu'il avait eue avec le Bureau de la session en cours et a réassuré la Conférence que les préoccupations de l'Afrique seraient prises en considération lors du processus de restructuration et de rationalisation de l'Organisation des Nations Unies. Bien qu'il n'y ait pas de priorité absolue, l'Organisation des Nations Unies continuerait cependant d'accorder une attention particulière aux problèmes de la région dans le cadre du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990. De fait, lors d'une réunion récente à Rome (Italie) du Comité administratif de coordination, tous les chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies avaient réaffirmé leur engagement à l'égard de ce Programme. Il a espéré que le reste de la communauté internationale réagirait de façon de plus en plus positive.

444. Le Directeur général a passé en revue les mesures que l'Organisation des Nations Unies avait prises et envisageait de prendre pour la mise en oeuvre du Programme d'action des Nations Unies et a mentionné le rapport du Secrétaire général sur l'examen des progrès accomplis jusque-là, lequel serait présenté à l'Assemblée générale à sa prochaine session.

445. La Conférence a adopté le présent rapport ainsi que les résolutions figurant dans le présent document.

Clôture de la réunion (point 12 de l'ordre du jour)

446. Le Secrétaire exécutif a remercié le Bureau pour avoir bien conduit les débats et félicité tous les participants d'avoir assuré le succès de la réunion. Il a souligné que des réunions de ce genre ne devaient pas être

considérées comme des fins en soi. Il importait notamment de prendre des mesures de suivi, particulièrement au niveau national. Les résultats économiques de l'Afrique au cours de l'année précédente étaient encourageants mais ce n'était là que l'amorce d'une tendance. Il a donc espéré que des résultats significatifs seraient réalisés au moment de la prochaine réunion de la Conférence. Il a invité à une coopération régionale et sous-régionale plus poussée pour compléter les efforts au niveau national. Il était essentiel que l'Afrique poursuive ses efforts de l'année précédente si elle voulait être plus crédible au sein de la communauté internationale.

447. Finalement, le Secrétaire exécutif a rendu hommage à deux de ses fonctionnaires de rang supérieur qui allaient prendre leur retraite avant la prochaine session de la Commission, à savoir M. Max Falade, Chef de la Division du développement social, des établissements humains et de l'environnement et M. Maurice Makramalla, Chef de la Division de la recherche et de la planification socio-économiques.

448. Dans sa déclaration de clôture, le Président a une fois encore remercié le Gouvernement et le peuple éthiopiens. Les travaux de la réunion dont le thème était : "Vers le redressement et le développement" avaient été d'un haut niveau et avaient été bien menés. La Conférence avait dans l'ensemble administré la preuve qu'il y avait de sérieuses raisons d'être optimiste quant à l'avenir de l'Afrique.

449. Au nom de tous les participants, le Président de la Conférence a remercié le personnel du secrétariat d'avoir contribué à assurer le succès de la réunion. Il a ensuite déclaré la réunion close.

#### D. Programme de travail et ordre de priorités

450. En 1987, le secrétariat a formulé et présenté au Conseil de la planification, de la programmation et de la budgétisation, des propositions devant être insérées dans le projet de budget-programme du Secrétaire général pour l'exercice biennal 1988-1989. Les programmes proposés ont été présentés à la treizième réunion de la Conférence des ministres tenue à Addis-Abeba en avril 1987 (document E/ECA/CM.13/40) afin que la Conférence puisse faire des observations et recommandations à soumettre à l'examen du Comité du programme et de la coordination lorsqu'il discutera du rapport du Secrétaire général lors de sa vingtième session en avril/mai 1987.

451. Le projet du budget-programme 1988-1989 représente le troisième et dernier programme biennal devant être élaboré dans le cadre du plan à moyen terme de l'ONU, 1984-1989. Les propositions ont été formulées non seulement sur la base du Plan d'action de Lagos et de l'Acte final de Lagos mais aussi du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 (A/40/666) et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 (A/S-13/2) ainsi que des stratégies prospectives de Nairobi pour la promotion de la femme adoptées lors de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix, tenue à Nairobi du 15 au 26 juillet 1985.

LISTE DES RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LA CONFERENCE  
DES MINISTRES A SA TREIZIEME REUNION

<u>Numéro</u>	<u>Titre</u>	<u>Page</u>
588 (XXII)	Développement industriel en Afrique - - - - -	115
589 (XXII)	Financement du Fonds africain de développement industriel (FADI) - - - - -	126
590 (XXII)	Quatrième Foire commerciale panafricaine et préparatifs de la cinquième - - - - -	127
591 (XXII)	Commerce des pays africains avec les pays socialistes d'Europe orientale - - - - -	128
592 (XXII)	Association des organisations africaines de promotion commerciale - - - - -	129
593 (XXII)	Etablissement d'une zone d'échanges préférentiels en Afrique du Nord - - - - -	130
594 (XXII)	Propositions sur les problèmes de développement des pays africains les moins avancés à l'intention de la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement - - - - -	131
595 (XXII)	Mesures à prendre en vue d'assurer la bonne exécution dans les pays africains les moins avancés du nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays africains les moins avancés - - - - -	132
596 (XXII)	Rôle du secteur du bâtiment et de la construction dans le processus de développement - - - - -	134
597 (XXII)	Intégration de la femme au développement en Afrique - -	136
598 (XXII)	La mobilisation internationale des ressources financières et technologiques pour l'alimentation et l'agriculture en Afrique - - - - -	138
599 (XXII)	Organisation d'une réunion d'experts africains préparatoire à la Conférence diplomatique de révision de la Convention des Nations Unies relative à un code de conduite des conférences maritimes - - - - -	140
600 (XXII)	Développement des systèmes d'information en Afrique - -	142
601 (XXII)	La situation sociale en Afrique - - - - -	144
602 (XXII)	Développement des services de cartographie et de télédétection en Afrique - - - - -	145



<u>Numéro</u>	<u>Titre</u>	<u>Page</u>
603 (XXII)	Suivi de l'exécution du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 et du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 - - -	146
604 (XXII)	Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique - - - - -	148
605 (XXII)	Données requises dans le cadre de l'évaluation de l'incidence sociale des programmes d'ajustement structurel en Afrique - - - - -	150
606 (XXII)	Appui aux organisations régionales africaines de mise en valeur des bassins fluviaux et lacustres - - - - -	151
607 (XXII)	Demande d'assistance formulée par le Niger sur l'organisation d'un colloque sur le développement à la base - - - - -	152
608 (XXII)	Culture et développement - - - - -	153
609 (XXII)	Institut régional africain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants - - - - -	154
610 (XXII)	Développement des télécommunications - - - - -	156
611 (XXII)	Accélération du processus d'intégration économique sous-régionale en Afrique et le rôle nouveau des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC) - - - - -	157
612 (XXII)	Institut africain de développement économique et de planification (IDEP) - - - - -	160
613 (XXII)	Poursuite des efforts de l'Afrique et de l'aide apportée par la communauté internationale en vue du redressement économique et du développement de l'Afrique, notamment l'amélioration de la connaissance des problèmes de développement à long terme - - - - -	162
614 (XXII)	Renforcement du rôle des établissements africains d'enseignement supérieur dans le redressement économique et le développement de l'Afrique - - - - -	164
615 (XXII)	Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique - - - - -	165
616 (XXII)	Projet de programme de travail et ordre de priorité pour la période biennale 1988-1989 - - - - -	166
617 (XXII)	Projet de plan à moyen terme pour la période 1990-1995	168

<u>Numéro</u>	<u>Titre</u>	<u>Page</u>
618 (XXII)	Etude approfondie des structures intergouvernementales et du fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social - - - - -	169
619 (XXII)	Nécessité de mobiliser des ressources financières intérieures pour le développement économique et social	175
620 (XXII)	Soutien aux pays insulaires du sud-ouest de l'océan Indien dans leurs efforts de prévision des cyclones et de lutte contre les effets néfastes de ces désastres	176
621 (XXII)	Centre africain pour l'application de la météorologie au développement (CAAMD) - - - - -	177

CHAPITRE IV

RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LA CONFERENCE DES MINISTRES  
A SA TREIZIEME REUNION

588 (XXII). Développement industriel en Afrique 1/

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 1 (VII) du 23 mars 1984 de la Conférence des ministres africains de l'industrie sur l'exécution du programme pour la Décennie du développement industriel de l'Afrique,

Rappelant en outre la résolution ID/CONF.5/Res.8 adoptée par la première Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) tenue à Vienne le 19 août 1984 et la résolution ID/B/Res.57 (XVIII) adoptée par le Conseil du développement industriel de l'ONUDI réuni à Vienne le 28 mai 1984, concernant toutes deux la Décennie du développement industriel de l'Afrique,

Guidée par le Plan d'action de Lagos en vue de la mise en oeuvre de la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique, 1980-2000 et l'Acte final de Lagos 2/ adoptés en 1980 par le sommet économique de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) ainsi que par la résolution 442 (XVII) de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) (avril 1982) et par la résolution 35/66 (B) de l'Assemblée générale des Nations Unies, résolutions relatives à la formulation et à l'exécution du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique,

Ayant pris note de la décision du Conseil du développement industriel d'accorder à l'ONUDI 8,6 millions de dollars au lieu des 10 millions de dollars approuvés par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa trente-neuvième session, dans sa résolution A/Res.39/233, au titre de son budget ordinaire pour 1986-1987; préoccupée par les contraintes financières qui pèsent actuellement sur les organisations du système des Nations Unies, rendant difficile l'allocation de ressources sur les budgets ordinaires respectifs de l'ONUDI et de la CEA pour l'exécution de leurs activités liées à la Décennie,

Guidée par la résolution CM/Res.1039-1074 (XLIV) adoptée par la quarante-quatrième session ordinaire du Conseil des ministres de l'OUA et faite sienne par le sommet de l'OUA tenu à Addis-Abeba en juillet 1986, et par la résolution 564 (XXI) adoptée par la Conférence des ministres de la CEA à sa douzième session et faite sienne par la Commission à sa vingt et unième session tenue à Yaoundé (Cameroun) en avril 1986,

Rappelant le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 adopté lors de la vingt et unième Conférence de l'OUA dans la résolution AHG/Res. 136 et le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 adopté lors de la treizième session extraordinaire de l'Assemblée générale

---

1/ Le Maroc a émis des réserves au sujet de la totalité de la résolution.

2/ A/S-11/14, annexes I et II.

des Nations Unies dans la résolution S-13/2, programmes qui ont examiné de manière critique les problèmes socio-économiques de l'Afrique, et préconisé des mesures spécifiques pour la restructuration et la relance des économies africaines,

Consciente du rôle vital que doit jouer le secteur industriel, en tant que fournisseur des principaux facteurs de production, dans le cadre du programme de la Décennie, dans le redressement économique et le développement de l'Afrique, tel qu'il est souligné dans le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et dans le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique,

Prenant note avec satisfaction des mécanismes mis en place par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA pour l'exécution et le suivi du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour l'exécution du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique,

Réitérant l'engagement de la région à transformer, grâce à l'industrialisation, la structure de ses économies qui sont actuellement orientées vers l'étranger et dépendent lourdement des facteurs extérieurs,

Consciente de la nécessité pour les Etats et les organisations africains ainsi que pour les organisations internationales d'intensifier leurs efforts pour promouvoir sur une base prioritaire le développement des capacités industrielles des entreprises, pour le renforcement, la création et la gestion, suivant le cas, des petites et moyennes entreprises ainsi que des industries motrices stratégiques et des projets d'appui avec les liens intra et intersectoriels adéquats, fournissant les intrants nécessaires à l'agriculture et à la production alimentaire,

Préoccupée par la crise économique persistante qui frappe le continent africain, et les problèmes sérieux qu'elle engendre et qui freinent le développement industriel de la région, en particulier l'absence des compétences et des aptitudes technologiques requises, l'insuffisance des ressources financières, et l'absence d'un réseau bien agencé d'industries stratégiques et d'industries motrices nécessaires à l'exécution du programme de la Décennie,

Soulignant la nécessité pour les Etats membres et les organisations africaines et internationales de prendre des mesures concrètes pour mobiliser les ressources financières locales et extérieures pour les besoins de l'assistance technique et de l'investissement,

Se félicitant de la transformation de l'ONUDI en une institution spécialisée du système des Nations Unies et de la décision de tenir sa deuxième Conférence générale à Bangkok (Thaïlande), en novembre 1987,

Insistant sur la nécessité de fournir à l'ONUDI et à la CEA les ressources suffisantes pour appuyer le programme de la Décennie,

A. Exécution du programme de la Décennie  
du développement industriel de l'Afrique

a) Prend note avec satisfaction des rapports d'activité conjoints présentés par les trois secrétariats et des renseignements fournis par les

Etats membres et les organisations africaines et internationales sur les mesures prises en vue de l'exécution du programme de la Décennie;

b) Note avec satisfaction les informations fournies par les organismes spécialisés et les programmes des Nations Unies et invite leurs organes directeurs respectifs à prévoir dans leurs programmes et leurs budgets les activités de nature à promouvoir le développement industriel de l'Afrique;

c) Prend note des efforts de collaboration entrepris par les secrétariats de la CEA, de l'OUA et de l'ONUDI et exhorte ces derniers à intensifier cette collaboration en vue d'assurer la réalisation effective du programme d'industrialisation de l'Afrique;

d) Demande, à l'occasion des prochaines réunions, que les trois secrétariats :

- i) Etablissent un bilan financier sur l'exécution du programme de la Décennie;
- ii) Décrivent l'état d'avancement et l'incidence des projets inscrits dans ce programme ainsi que les difficultés rencontrées au cours de leur exécution;
- iii) Fournissent une estimation de l'importance des ressources nécessaires pour l'exécution du programme de la Décennie ainsi que leur répartition par secteur; et
- iv) Veillent à ce que les ressources allouées pour la période biennale 1988-1989 correspondent aux exigences du programme de la Décennie;

e) Prie instamment les Etats membres, les organisations africaines et internationales et les trois secrétariats d'intensifier leurs efforts visant à accélérer l'exécution du programme de la Décennie au cours des quatre années restantes, en tenant compte du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, dont l'exécution nécessitera une contribution substantielle du secteur industriel;

f) Invite l'Assemblée générale des Nations Unies à fournir à la CEA les ressources financières suffisantes pour mener à bien ses activités liées au programme de la Décennie, conformément à la résolution E/1985/61 du Conseil économique et social en date du 26 juillet 1985;

g) Prie en outre le Conseil du développement industriel de l'ONUDI d'accroître les ressources allouées à cette dernière en vue de l'exécution, de la coordination et du contrôle du programme de la Décennie;

h) Invite les institutions financières et les organismes de financement des investissements, en particulier la Banque africaine de développement (BAD) et la Banque mondiale à accroître l'assistance technique et les ressources d'investissement dans le secteur industriel en Afrique;

i) Invite également le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), les organismes donateurs bilatéraux et autres organismes multilatéraux à accroître les ressources consacrées à l'assistance technique pour l'exécution du programme de la Décennie;

j) Propose qu'en raison du rang de priorité élevé accordé à l'industrialisation de l'Afrique dans le Plan d'action de Lagos et le programme de la Décennie, les Etats membres, les organisations sous-régionales et régionales ainsi que les organisations internationales fassent en sorte que le CIP régional du PNUD pour le quatrième cycle contribue de manière notable à accélérer l'exécution du programme de la Décennie;

k) Préconise une évaluation indépendante à moyen terme de l'exécution du programme de la Décennie ainsi qu'en a décidé la Conférence des ministres africains de l'industrie dans sa résolution 1 (VI) adoptée lors de sa sixième réunion et invite le PNUD à examiner les possibilités de financer cette évaluation et de participer à l'exécution de ce programme en collaboration avec les secrétariats de la CEA, de l'OUA et de l'ONUDI;

l) Préconise une nouvelle étude des activités des institutions régionales telles que l'Organisation régionale africaine de normalisation, le Centre régional africain de conception et de fabrication techniques et le Centre régional africain de technologie, engagées dans le développement industriel afin de rationaliser leurs programmes de travail, d'éviter les doubles emplois et d'utiliser au mieux les maigres ressources disponibles;

m) Réitère l'importance du Fonds africain de développement industriel, invite tous les Etats membres à y adhérer et à y contribuer, afin de permettre son démarrage rapide, conformément aux résolutions de la Conférence des ministres de la CEA et invite les organismes donateurs internationaux et bilatéraux à contribuer généreusement au Fonds pour lui permettre de fonctionner. A cet égard, demande au trois secrétariats d'entreprendre une étude sur les mesures de mobilisation des ressources destinées au Fonds;

n) Réitère la nécessité de limiter la variété des produits et d'utiliser les techniques de normalisation et de contrôle de la qualité des produits, afin de rationaliser et d'améliorer la qualité de la production.

B. Mise en oeuvre du Programme de l'OUA pour le redressement économique, 1986-1990 et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990

a) Prend note du rapport présenté à la vingtième session de la Commission sur la crise économique de l'Afrique et l'industrie africaine et les mesures préconisées en vue de la remise en état et de la revitalisation de l'industrie;

b) Souligne l'importance des mesures de survie recommandées pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, particulièrement en ce qui concerne l'exécution du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990; et à cet égard, exhorte les pays africains à adopter les politiques et les stratégies de développement appropriées qui répondent à leur situation particulière et à tenir compte des objectifs, des principes et des activités arrêtés pour la Décennie dans le cadre des priorités globales des deux programmes susmentionnés;

c) Exhorte tous les Etats membres, en priorité, à prendre ou renforcer les mesures de redressement à court terme, notamment la restructuration du secteur industriel, la rationalisation des industries existantes dans les

différents sous-secteurs, le recyclage des déchets industriels, l'amélioration de la sous-traitance aux petites industries, l'amélioration des critères d'attribution des ressources, en particulier les ressources en devises pour l'industrialisation, et à inclure les mesures énumérées ci-dessus dans les programmes globaux d'ajustement structurel;

d) Recommande aux Etats membres d'accorder un rang de priorité élevé aux industries clefs existantes et de leur fournir une plus grande assistance pour qu'elles atteignent une capacité de fonctionnement maximale; invite l'ONUDI, la CEA, la Banque mondiale et la BAD à accorder toute l'assistance nécessaire sollicitée à cette fin par les Etats membres;

e) Recommande que les mesures à moyen et à long termes prises aux niveaux national, sous-régional et régional portent essentiellement sur les industries à base de ressources locales, en particulier celles directement liées à l'agriculture : production d'engrais et de pesticides, produits métallurgiques, équipement d'irrigation, outillage agricole et pièces de rechange;

f) Se félicite des progrès réalisés dans les recherches en laboratoire et des activités de développement en matière de transformation des produits alimentaires à base de matières premières locales; exhorte les Etats membres et les institutions à tout mettre en oeuvre pour que des dispositions supplémentaires soient prises en vue de la diffusion et de la commercialisation des résultats de ces activités;

g) Invite tous les Etats membres à intensifier leur soutien aux institutions régionales intéressées en leur fournissant des ressources financières suffisantes et en veillant à l'utilisation effective de leurs services;

h) Demande au secrétariat de l'OUA, en association avec les secrétariats de la CEA et de l'ONUDI, de prendre des mesures en vue de faire connaître aux Etats membres les moyens financiers et autres nécessaires à la réalisation des objectifs de la Décennie, tels que définis dans le Plan d'action et l'Acte final de Lagos.

### C. Activités de la phase d'exécution (1985-1990) du programme de la Décennie

#### I. Préparation et promotion des projets d'investissement

a) Prend note avec satisfaction du rapport établi par l'ONUDI et des renseignements fournis par les autres organisations sur leurs activités relatives à la préparation et à la promotion des projets d'investissement, fait siennes les recommandations contenues dans le document de l'ONUDI et invite les pays et les organisations africains à tirer le plus grand profit de ces activités;

b) Souligne l'importance de la bonne préparation des projets, nécessaire à la mobilisation des ressources d'investissement. A cet effet, l'ONUDI, le PNUD, l'Organisation arabe de développement industriel, la BAD, la Banque mondiale et les autres organisations internationales et africaines intéressées, y compris les organisations non gouvernementales, devraient accroître leur assistance aux pays et organisations africains. Pour la sélection et la

compétence des experts et des consultants, il est instamment demandé à l'ONUDI d'accorder une attention particulière aux besoins des pays africains;

c) Demande à l'ONUDI de réviser son Manuel pour l'élaboration des études de faisabilité des projets industriels afin de le simplifier et de l'intégrer au Manuel pour l'évaluation des projets industriels élaboré conjointement avec l'Organisation arabe de développement industriel, de mettre la version révisée à la disposition des institutions concernées en Afrique et d'organiser par ailleurs une réunion de travail de toutes les institutions internationales et régionales qui assistent les pays africains dans l'identification et la préparation des projets, notamment la Banque mondiale, la BAD et l'Organisation arabe de développement industriel, afin d'harmoniser les approches et les techniques adoptées par ces organisations;

d) Exhorte tous les Etats membres et les organisations africaines à renforcer leurs potentialités en matière de préparation, de gestion et de contrôle des projets en vue de faciliter l'utilisation de l'assistance technique et des ressources d'investissement pour l'exécution des projets industriels;

e) Exhorte en outre tous les Etats membres à renforcer les mécanismes nationaux ou à en créer de nouveaux pour assurer une promotion plus efficace de l'investissement industriel et des projets d'appui et demande à l'ONUDI d'intensifier ses activités en faveur de l'investissement en Afrique, y compris la fourniture d'une assistance en matière de préparation de profils de projets d'investissement;

f) Demande à la communauté internationale, aux institutions de financement multilatérales, notamment à la BAD et à la Banque mondiale, ainsi qu'à d'autres institutions de financement bilatérales et multilatérales et aux fondations de développement, d'accroître le flux de ressources d'investissement et d'assistance technique au secteur industriel en Afrique à des conditions préférentielles;

g) Se félicite de la contribution positive de la Chambre de commerce extérieur polonaise au développement de l'industrie métallurgique en Afrique et exhorte tous les pays africains à participer à l'AFROMET 87 et, à cet effet, demande à l'ONUDI et aux responsables de la Chambre de commerce extérieur polonaise de faciliter la participation des experts des pays et des organisations africains en leur fournissant l'assistance nécessaire;

h) Se félicite des facilités offertes actuellement par la BAD et la Banque mondiale pour la fourniture de lignes de crédit et d'une assistance en matière de préparation de projets aux agents de production et de distribution autochtones et demande à ces institutions de fournir des renseignements détaillés aux Etats membres sur la nature et l'utilisation de ces facilités.

## II. Mesures visant à renforcer le rôle des agents de production et de distribution locaux, des services d'appui et des organisations non gouvernementales dans l'exécution du programme de la Décennie

a) Prend note avec satisfaction des rapports établis par la CEA et des renseignements fournis par les Etats membres et quelques organisations sur les mesures visant à renforcer le rôle des agents de production et de



distribution locaux et des services d'appui en vue de l'exécution du programme de la Décennie;

b) Prend note du rapport du premier Symposium africain sur les petites et moyennes entreprises organisé au Maroc, en 1986, par l'Association des institutions africaines de financement du développement et l'Assemblée mondiale des petites et moyennes entreprises, appuie les recommandations de ce symposium et demande aux pays et organisations africains de mettre en oeuvre avec l'assistance de l'ONUDI, de la CEA, de la BAD, de la Banque mondiale et d'autres institutions donatrices intéressées et des organisations internationales non gouvernementales, les mesures nécessaires, y compris l'adoption de politiques et de mesures d'incitation fiscales et financières et la création d'institutions de formation, en vue du développement et de la promotion des petites et moyennes entreprises et des capacités industrielles des entreprises;

c) Prend note également du rapport du Forum sur la participation des organisations non gouvernementales à l'exécution du programme de la Décennie, organisé par l'Association des institutions africaines de financement du développement et l'ONUDI à Abidjan (Côte d'Ivoire) en août 1985 et fait siennes les recommandations de ce forum;

d) Fait siennes les recommandations du Séminaire régional sur le rôle des agents de production et de distribution autochtones et des services d'appui dans l'exécution accélérée de la Décennie et demande aux Etats membres de traduire ces recommandations dans les faits;

e) Souligne le rôle primordial des agents de production et de distribution autochtones et des services d'appui dans la phase d'exécution de la Décennie, étant donné que ces agents sont concernés par tous les aspects des activités industrielles, y compris la préparation des projets, la technologie de production, le financement et la commercialisation;

f) Souligne l'importance de la normalisation du contrôle de la qualité et la nécessité d'intégrer la commercialisation des produits industriels et les politiques commerciales à la promotion de la coopération entre les Etats membres et invite ceux-ci à accorder une attention particulière à l'amélioration de la qualité des produits industriels, notamment de ceux provenant des petites et moyennes industries, en instaurant un mécanisme approprié pour le contrôle de la qualité et la certification des produits, afin d'améliorer leur compétitivité et de maximiser les recettes d'exportation; à cet effet, souligne la nécessité d'adopter des normes régionales africaines adéquates et des mesures visant à améliorer les technologies locales, surtout grâce à une intensification de la recherche appliquée;

g) Exhorte les gouvernements et les organisations africains à accroître la participation des organisations non gouvernementales nationales, sous-régionales et régionales à la préparation et à l'exécution de leurs programmes et projets industriels;

h) Exhorte l'ONUDI et le PNUD ainsi que la BAD, la Banque mondiale et les institutions financières africaines et internationales compétentes à recourir davantage aux organisations non gouvernementales et aux organisations de services consultatifs africaines, comme il convient, dans la préparation et l'exécution des projets qu'ils financent en Afrique.

### III. Renforcement de la coopération industrielle africaine

a) Adopte les programmes révisés de promotion industrielle intégrée pour l'Afrique du Centre et de l'Ouest ainsi que les mesures proposées pour leur exécution; décide d'inclure dans le programme révisé pour l'Afrique du Centre le projet relatif au redressement de l'industrie du sucre en Angola; prie l'ONUDI de faire en sorte que les réunions sous-régionales prévues pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe et pour l'Afrique du Nord se tiennent effectivement afin de permettre l'examen et la révision du programme initial de promotion industrielle intégrée pour ces sous-régions et d'allouer les ressources nécessaires à l'organisation de futures réunions sous-régionales;

b) Prend note du programme conjoint de ONUDI, de l'Union internationale des télécommunications et de l'Union panafricaine des télécommunications pour la fabrication de matériel de télécommunications en Afrique, encourage les pays africains à travailler en étroite collaboration pour l'exécution de ce programme et demande aux institutions financières, aux donateurs et aux institutions des Nations Unies chargées du développement, d'appuyer le développement de l'industrie des télécommunications en Afrique;

c) Souligne la nécessité d'accorder la priorité aux projets relatifs au redressement et à la restructuration des industries clefs et d'intégrer davantage les projets prévus dans le cadre des politiques et programmes nationaux, des études industrielles et sectorielles qu'il faut harmoniser afin de réduire au maximum les doubles emplois;

d) Exhorte les Etats à accorder une importance particulière à la mise en place et au renforcement des capacités africaines en matière d'ingénierie et de techniques qui constituent une des conditions fondamentales pour la réussite des projets industriels;

e) Demande à l'OUA, à la CEA et à l'ONUDI de fournir aux Etats africains tous les éléments nécessaires à l'harmonisation, sur les plans régional et sous-régional, des politiques d'industrialisation en vue d'éviter les concurrences inutiles et de favoriser les complémentarités dans le domaine industriel.

### IV. La coopération technique entre pays en développement (CTPD) et l'exécution du programme de la Décennie

a) Prend note des rapports de la CEA et de l'ONUDI soulignant l'importance de la CTPD dans l'exécution du programme de la Décennie; se félicite des efforts déployés par les Etats membres et les secrétariats pour promouvoir la coopération technique et économique entre pays en développement (CTPD/CEPD) dans le domaine industriel entre les pays africains et leurs institutions régionales ainsi qu'entre eux et les autres pays en développement et leurs institutions régionales associées, pour faciliter l'exécution du programme de la Décennie et appuie les recommandations proposées par les secrétariats dans les documents de base;

b) Souligne l'importance de la CTPD/CEPD pour le développement des capacités et des potentialités industrielles requises pour la croissance et le développement autonomes et auto-entretenus ainsi que la recommandation des ministres africains de l'industrie comme une stratégie essentielle pour l'exécution du programme de la Décennie;

c) Souligne en outre l'importance et l'utilité des réunions et des tables rondes ministérielles, demande à l'ONUDI d'intensifier et d'étendre le programme en faveur d'un plus grand nombre de pays africains et d'entreprendre l'évaluation du programme afin d'y apporter les améliorations appropriées, y compris l'instauration de mécanismes de suivi efficaces, non seulement dans les pays donateurs et bénéficiaires, mais également au sein de l'ONUDI;

d) Se félicite de l'organisation de la réunion afro-asiatique de coopération industrielle, exhorte tous les pays africains à y participer activement et demande à l'ONUDI de fournir des renseignements à tous les pays participants sur les derniers arrangements, y compris la rencontre des participants africains à la réunion de New Delhi quelques jours avant ladite réunion, comme l'a recommandé le Conseil des ministres de l'OUA, cette disposition étant considérée comme un aspect important de la réunion;

e) Demande aux pays donateurs, aux institutions financières et aux organisations internationales intéressées, en particulier le PNUD, de fournir les ressources nécessaires aux gouvernements africains, aux institutions sous-régionales et régionales et aux groupements économiques traitant des problèmes industriels, afin de faciliter les arrangements de la CTPD/CEPD qui contribueront à l'exécution du programme de la Décennie;

f) Exhorte les gouvernements africains, les institutions sous-régionales et régionales compétentes et les groupements économiques à prendre les initiatives nécessaires pour promouvoir la coopération Sud-Sud dans le domaine de l'industrie compte tenu des priorités du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique et conformément aux dispositions du programme de la Décennie.

#### D. L'ONUDI en tant qu'institution spécialisée

a) Fait sienne la nouvelle orientation donnée à l'ONUDI à la suite de sa transformation en institution spécialisée, ce qui renforce son rôle essentiel de coordination au sein du système des Nations Unies pour les questions liées à l'industrie, en particulier la priorité accordée aux activités de coopération technique, à la mise en valeur des ressources humaines dans le domaine industriel, au système de consultations, aux petites et moyennes industries, au redressement de l'industrie, à la promotion des investissements, au développement des capacités technologiques, à la coopération technique entre pays en développement et à l'attachement accru des organisations non gouvernementales au processus d'industrialisation et à l'intégration des femmes;

b) Réitère la priorité accordée au Système de consultations de l'ONUDI et exhorte tous les pays et organisations africains à participer activement aux réunions organisées dans le cadre de ce système. A cet égard, l'ONUDI est instamment invitée à organiser des réunions de consultations régionales en Afrique dans les domaines des biens d'équipement, de la formation et du financement industriels pendant la période allant de 1987 à 1989. L'ONUDI est en outre priée de faciliter la participation des ressortissants africains aux réunions de consultations. A cet effet, prend note du programme de l'Organisation internationale du Travail sur les activités industrielles et connexes et encourage les ministres de l'industrie à participer activement à ce programme;

c) Se félicite du programme spécial du Système de consultations techniques de l'ONUDI mis au point dans le cadre de la Décennie et demande à l'ONUDI d'accorder la priorité à ce programme dans son programme de la Décennie; exhorte tous les pays et organisations africains à tirer plein profit de ce programme et invite les pays et les organisations donateurs à apporter un soutien technique et financier à l'ONUDI pour l'extension et l'exécution du programme;

d) Prend note du rapport de la Réunion d'experts sur le rôle des femmes dans l'agro-industrie, tenue à Vienne en novembre 1985, comme faisant partie intégrante du programme de l'ONUDI en faveur de l'intégration et de la participation des femmes au développement industriel; fait siennes les recommandations de cette réunion et lance un appel à l'ONUDI, en collaboration avec la CEA et d'autres organisations intéressées des Nations Unies, pour qu'elle prenne toutes les mesures nécessaires en vue de l'application de ces recommandations, y compris l'organisation d'une réunion régionale africaine pour définir un programme pratique visant spécialement à aider les Africaines à surmonter les contraintes qui entravent leur pleine contribution au développement industriel, en particulier les agro-industries;

e) Invite l'ONUDI à accorder une attention particulière aux besoins des pays africains, en particulier les pays les moins avancés, et à continuer à accorder la priorité à la Décennie du développement industriel de l'Afrique;

f) Attache une importance particulière à la deuxième Conférence générale de l'ONUDI en tant qu'institution spécialisée, dont l'ordre du jour devrait comprendre les points suivants :

- i) La Décennie du développement industriel de l'Afrique;
- ii) La contribution de l'ONUDI à la restructuration et au redressement de l'industrie africaine, ainsi qu'à la négociation de nouveaux projets industriels;
- iii) La mise en valeur des ressources humaines et des aptitudes technologiques en vue du développement industriel;
- iv) Le financement des projets industriels;
- v) Le système de consultations;
- vi) Les arrangements institutionnels;

g) Recommande la création, par le Conseil du développement industriel de l'ONUDI, d'un groupe de travail des Etats membres chargé de préparer, avec l'assistance du secrétariat de l'ONUDI, chacun des points inscrits à l'ordre du jour de la Conférence;

h) Recommande la tenue d'une réunion extraordinaire de la Conférence des ministres africains de l'industrie, précédée d'une réunion intergouvernementale d'experts, pour arrêter une position africaine commune pour la deuxième Conférence générale de l'ONUDI (novembre 1987), à une date qui sera déterminée à la suite de consultations entre les trois secrétariats et le Président de la Conférence des ministres;

i) Demande aux secrétariats de la CEA, de l'OUA et de l'ONUDI d'élaborer et de présenter à la réunion intergouvernementale d'experts des propositions sur la base de l'ordre du jour devant servir à la deuxième Conférence générale et qui sera établi par le Conseil du développement industriel de l'ONUDI.

#### E. Publicité et promotion de la Décennie

a) Note avec satisfaction les mesures prises pour assurer la publicité de la Décennie non seulement à l'intérieur mais également à l'extérieur de l'Afrique; invite l'ONUDI, la CEA et l'OUA à intensifier leurs activités promotionnelles liées aux activités de la Décennie, en les orientant vers des groupes cibles bien définis et en les fondant sur des programmes judicieusement élaborés; demande à l'ONUDI de reproduire et de diffuser largement le film sur la Décennie dans les pays et auprès des organisations, établissements de formation et groupes cibles africains;

b) Invite les organisations et les pays africains à prendre les mesures appropriées pour mobiliser la radio, la télévision et autres médias en vue de la promotion de la Décennie parmi les décideurs non seulement des milieux gouvernementaux, industriels et d'affaires, mais également dans les établissements de formation et au sein de la population en général, y compris les zones rurales. A cet égard, l'ONUDI, la CEA et l'OUA devraient fournir l'assistance nécessaire aux pays et organisations africains;

c) Recommande la proclamation d'une "Journée de l'industrialisation de l'Afrique", qui devrait être commémorée chaque année, par tous les pays africains; demande aux secrétariats de la CEA, de l'ONUDI et de l'OUA d'effectuer une étude sur l'application de cette recommandation, en tenant compte de l'expérience de la FAO dans la commémoration de sa "Journée mondiale de l'alimentation", et de soumettre à la neuvième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie un rapport sur ce sujet contenant les incidences financières détaillées pour les Etats membres et les trois organisations. Les trois secrétariats devraient également examiner la possibilité d'émettre des timbres-poste spéciaux commémorant la Décennie;

d) Prie instamment le PNUD, vu l'importance cruciale d'une prise de conscience accrue tant à l'intérieur qu'en dehors de l'Afrique de la contribution de l'industrie à l'exécution du Plan d'action de Lagos, du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, d'allouer, dans le cadre des propositions soumises par l'ONUDI pour le soutien au programme de la Décennie, des fonds prélevés sur le CIP régional afin d'assurer la publicité de la Décennie.

#### F. Recommandations générales

a) Reconnaît le rôle important que jouent les entreprises publiques dans l'exécution du programme de la Décennie et invite les Etats membres à prendre les mesures appropriées pour le renforcement de ces entreprises afin de les rendre plus efficaces surtout en ce qui concerne leurs capacités de planification, de gestion, de production et de commercialisation;

b) Souligne la nécessité d'assurer le suivi et le contrôle efficaces des décisions et des recommandations de la Conférence des ministres africains de l'industrie et demande aux secrétariats de l'ONUDI, de l'OUA et de la CEA de poursuivre l'élaboration des rapports d'activité annuels qui comprennent

une indication des résultats obtenus et des écueils rencontrés dans l'exécution du programme de la Décennie, et ces rapports devraient être fournis à la Conférence des ministres;

c) Réaffirme la nécessité pour la Conférence des ministres africains de l'industrie de se réunir tous les deux ans et recommande le remplacement du Comité des progrès de l'industrialisation de l'Afrique par un comité intergouvernemental d'experts en raison des difficultés financières rencontrées dans l'organisation des réunions du Comité des progrès;

d) Recommande la proclamation d'une deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique afin d'accélérer l'industrialisation de l'Afrique amorcée au cours de la première Décennie et demande aux secrétariats de l'ONUDI, de la CEA et de l'OUA, après une évaluation appropriée de la première Décennie, d'entreprendre, en consultation avec les Etats membres, les organisations africaines et institutions intéressées des Nations Unies, l'élaboration d'un programme de la Décennie qui serait soumis à la dixième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie et de présenter un rapport d'activité à la neuvième réunion de la Conférence.

251ème séance,  
24 avril 1987.

589 (XXII). Financement du Fonds africain de développement industriel (FADI) 3/

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 8 (V) de la cinquième Conférence des ministres africains de l'industrie invitant la CEA, l'OUA et la BAD à coopérer à la création et à l'organisation du Fonds africain de développement industriel,

Constatant que des Etats membres ont déjà ratifié l'accord portant création du Fonds,

Préoccupée par le fait que le Fonds ne fonctionne pas encore faute de contributions des Etats membres,

Considérant la nécessité de financer les études de préfinancement des projets moteurs sous-régionaux identifiés dans le cadre de la Décennie du développement industriel de l'Afrique nécessaires pour atteindre les objectifs du Plan d'action de Lagos,

Demande à la Banque africaine de développement d'explorer les possibilités de trouver des sources multilatérales et bilatérales pour débloquer un montant initial de 15 millions de dollars afin de permettre au Fonds d'être opérationnel.

251ème séance,  
24 avril 1987.

---

3/ Le Maroc a émis des réserves au sujet de la totalité de la résolution.

590 (XXII). Quatrième Foire commerciale panafricaine et préparatifs de la cinquième 4/

La Conférence des ministres,

Considérant les résolutions adoptées depuis 1967 par le Conseil des ministres de l'OUA, en particulier la résolution CM/Res.277 (XIX) institutionnalisant les foires commerciales panafricaines et la décision prise par l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA d'avril 1980 à sa deuxième session extraordinaire, décision contenue dans le Plan d'action de Lagos et relative entre autres choses au lancement d'une campagne permanente intitulée "Achetez africain" dans le cadre des foires commerciales panafricaines,

Rappelant la décision prise par la troisième réunion du Comité ministériel plénier chargé d'évaluer les progrès réalisés dans le domaine des questions commerciales et financières en vue du développement de l'Afrique, tenue du 9 au 14 mai 1984 à Addis-Abeba (Ethiopie) d'accepter l'offre de la République du Togo d'accueillir la quatrième Foire commerciale panafricaine,

Prenant note avec satisfaction de la première partie du rapport du secrétariat de l'OUA sur la quatrième Foire commerciale panafricaine qui s'est tenue à Lomé (Togo) du 18 novembre au 8 décembre 1985,

Reconnaissant le soin particulier et la contribution apportés par le Président de la République togolaise, Son Excellence le général Gnassingbe Eyadema en vue du succès de la quatrième Foire commerciale panafricaine,

Reconnaissant en outre le rôle fonctionnel que pourrait jouer la Foire commerciale panafricaine dans le développement du commerce intra-africain, à en juger par les résultats de la Foire de Lomé, du point de vue du niveau de participation, de la structure, de la variété des produits exposés ainsi que par la capacité et le potentiel de production,

Rappelant la décision de la Conférence des ministres africains du commerce adoptée lors de sa huitième réunion tenue en octobre 1985 à Brazzaville (Congo) d'accepter l'offre du Zaïre d'accueillir la cinquième Foire commerciale panafricaine,

PREMIERE PARTIE: QUATRIEME FOIRE COMMERCIALE PANAFRICAINE

1. Invite le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine à transmettre en son nom un message spécial de félicitations et de remerciements au Président de la République togolaise, Son Excellence le général Gnassingbe Eyadema, au Gouvernement et au peuple togolais pour les efforts exceptionnels qu'ils ont déployés pour assurer le succès de la quatrième Foire commerciale panafricaine;

2. Charge le Secrétaire général de l'OUA, en collaboration avec les responsables de la CEA, du Centre du commerce international et de toutes les organisations intergouvernementales africaines compétentes, en particulier la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, la Zone d'échanges

---

4/ Réserves du Maroc sur la première partie et sur le paragraphe 7 de la deuxième partie de la présente résolution.

préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe, la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale et la Commission de l'Océan Indien, de procéder à une évaluation complète de l'impact de toutes les foires commerciales panafricaines précédentes et d'en faire rapport à la prochaine réunion de la Conférence des ministres africains du commerce.

DEUXIEME PARTIE: CINQUIEME FOIRE COMMERCIALE PANAFRICAINE

1. Prend note des préparatifs menés jusqu'ici par tous les pays intéressés;
2. Note et approuve les dates du 16 au 31 juillet 1988 comme dates de déroulement de la cinquième Foire commerciale panafricaine;
3. Prie instamment tous les Etats membres d'éviter d'organiser de foires commerciales nationales à la même date;
4. Prie instamment les donateurs de fournir une assistance financière aux organismes de collaboration comme le Centre du commerce international, le Fonds régional ACP-CEE de la Convention de Lomé, le PNUD et la CNUCED, afin de leur permettre d'apporter l'aide financière et technique nécessaire à l'organisation et au succès de la cinquième Foire commerciale panafricaine;
5. Approuve le choix de "Promotion du commerce intra-africain, facteur d'intégration des économies africaines" comme thème de la prochaine Foire;
6. Prend note avec une vive gratitude de la subvention de 500 000 dollars allouée par le Conseil des ministres de l'OUA, à l'organisation de la Foire commerciale panafricaine;
7. Charge le secrétariat de l'OUA, en collaboration avec le Centre du commerce international et d'autres organismes compétents, de procéder à une étude de marché avant la tenue de la cinquième Foire et à une évaluation technique de l'impact de celle-ci;
8. Approuve la composition ci-après du Comité d'organisation de la cinquième Foire commerciale panafricaine: Togo, Côte d'Ivoire, Ghana, Algérie, Egypte, Tunisie, Ethiopie, Kenya, République-Unie de Tanzanie, Zaïre (Président), Cameroun, Congo, Angola, Botswana et Zimbabwe;
9. Approuve en outre le mandat du Comité d'organisation de la cinquième Foire commerciale panafricaine tel qu'il figure dans le rapport de la neuvième réunion de la Conférence des ministres.

251ème séance,  
24 avril 1987.

591 (XXII). Commerce des pays africains avec les pays socialistes d'Europe orientale 5/

La Conférence des ministres,

Considérant la nécessité de promouvoir et de diversifier le commerce extérieur des pays africains avec des partenaires non traditionnels, en

5/ Le Maroc a émis des réserves au sujet de cette résolution.



particulier les pays socialistes d'Europe orientale, et qu'à cet effet, des efforts intensifs et continus sont requis, y compris par le canal des organisations multilatérales,

Se félicitant de ce que la CEA et la CNUCED avaient déjà entrepris des activités dans ce domaine, conformément aux diverses décisions prises par le Conseil du commerce et du développement et la Conférence des ministres africains du commerce à sa huitième réunion tenue à Brazzaville (Congo),

Considérant les besoins des pays africains en la matière,

1. Demande à l'OUA, à la CEA, à la CNUCED et aux pays socialistes d'Europe orientale d'intensifier leurs activités d'assistance technique dans ce domaine et, par conséquent, prie le PNUD et les pays socialistes d'Europe orientale d'allouer les ressources nécessaires aux secrétariats de l'OUA, de la CEA et de la CNUCED afin qu'ils puissent appliquer pleinement leur programme de formation, de diffusion d'information et des services consultatifs aux niveaux national, régional et interrégional;

2. Prie en outre le Secrétaire général de l'OUA, en collaboration avec les responsables de la CEA et de la CNUCED, de faire rapport à ce sujet à la Conférence des ministres africains du commerce lors de sa dixième réunion.

251ème séance,  
24 avril 1987.

592 (XXII). Association des organisations africaines de promotion commerciale 6/

La Conférence des ministres,

Avant examiné le rapport sur la situation financière et administrative critique de l'Association des organisations africaines de promotion commerciale (AOAPC),

Rappelant que le Plan d'action de Lagos en vue de la mise en oeuvre de la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique, 1980-2000 7/ a investi l'AOAPC d'un rôle important dans le développement du commerce intra-africain,

Consciente que l'AOAPC ne peut assumer ses responsabilités que si elle dispose des ressources nécessaires,

Notant toutefois que l'Association n'a pas eu les ressources nécessaires pour assumer ses responsabilités et s'acquitter de ses fonctions, que la plupart des membres de l'Association ont des arriérés de contributions au budget de l'Association, et que cette situation menace l'existence même de l'Association,

1. Demande instamment les Etats membres de l'Association des organisations africaines de promotion commerciale (AOAPC) de verser leurs contributions et leurs arriérés de contributions à l'Association;

---

6/ Le Maroc a émis des réserves au sujet de cette résolution.  
7/ A/S-11/14, annexe I.

2. Prie instamment tous les Etats membres de l'OUA et de la CEA qui ne sont pas encore membres de l'AOAPC d'adhérer à l'Association le plus tôt possible;

3. Demande au Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et au Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) d'apporter tout le soutien financier et technique nécessaire à l'AOAPC et d'entreprendre les études relatives à l'harmonisation des activités de l'AOAPC avec celles de la CEA et de la Fédération africaine des chambres de commerce demandées par la Conférence des ministres africains du commerce lors de sa huitième réunion;

4. Fait appel au Programme des Nations Unies pour le développement et au Fonds européen de développement pour qu'ils apportent toute l'assistance nécessaire à l'AOAPC.

251ème séance,  
24 avril 1987.

593 (XXII). Etablissement d'une zone d'échanges préférentiels en Afrique du Nord

La Conférence des ministres.

Rappelant les dispositions du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos en vue de la mise en oeuvre de la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique, 1980-2000 8/, dispositions relatives à la création d'une zone d'échanges préférentiels pour les pays de l'Afrique du Nord,

Rappelant également les résolutions sur la promotion commerciale en Afrique du Nord, adoptées par le Conseil de plénipotentiaires lors de ses réunions tenues en avril 1985 et en mars 1986,

Réitérant sa résolution 568 (XXI) d'avril 1986 invitant les Etats membres à accélérer le processus d'intégration économique dans le cadre des ensembles sous-régionaux existant dans les sous-régions,

1. Note avec satisfaction l'acceptation et l'engagement des gouvernements respectifs pour l'établissement d'une zone d'échanges préférentiels pour les pays de l'Afrique du Nord;

2. S'engage à entreprendre des négociations pour aboutir à la création entre les pays de la sous-région de l'Afrique du Nord d'une zone d'échanges préférentiels et d'un système de compensation et de paiement;

3. Décide la convocation d'un groupe intergouvernemental d'experts en vue de définir les actions à entreprendre pour la mise en oeuvre de la zone d'échanges préférentiels;

4. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique d'entreprendre toutes les actions nécessaires à l'organisation de la première réunion du groupe intergouvernemental de négociation pour discuter des modalités d'établissement de ladite zone d'échanges préférentiels

---

8/ A/S-11/14, annexes I et II.

et de rendre compte à la prochaine réunion de plénipotentiaires du MULPOC de Tanger et à sa prochaine réunion;

5. Demande en outre au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) d'aider le groupe intergouvernemental d'experts dans ses efforts pour définir les mesures en vue de créer la zone d'échanges préférentiels.

251ème séance,  
24 avril 1987.

594 (XXII). Propositions sur les problèmes de développement des pays africains les moins avancés à l'intention de la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 397 (XV) du 12 avril 1980 par laquelle elle confiait à la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés la responsabilité d'assurer la coordination des efforts, d'établir les priorités, de suivre et d'évaluer les progrès réalisés dans le cadre du nouveau Programme global d'action et du nouveau Programme substantiel d'action en faveur des pays africains les moins avancés,

Notant que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, lors de sa septième session prévue au mois de juillet 1987 à Genève, examinera les problèmes des pays les moins avancés en tenant compte du nouveau Programme substantiel d'action en faveur des pays les moins avancés pour les années 80 et que dans la Déclaration d'Addis-Abeba en date du 18 mars 1987, les ministres africains du commerce et du développement chargés de préparer la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement ont, notamment, réitéré les recommandations de l'examen global à mi-parcours en faveur des pays les moins avancés formulées dans le cadre des propositions élaborées en vue des négociations de la sixième réunion ministérielle du Groupe des 77 à La Havane (Cuba) tenue du 20 au 25 avril 1987 et de la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement prévue à Genève du 9 au 31 juillet 1987,

1. Réaffirme que le nouveau Programme substantiel d'action est le fondement d'une coopération soutenue entre les pays africains les moins avancés et la communauté internationale et qu'il devra être entièrement et effectivement appliqué;

2. Décide de faire siennes les propositions contenues dans la Déclaration d'Addis-Abeba en date du 18 mars 1987 par les ministres africains du commerce et du développement chargés de préparer la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement au sujet des problèmes des pays les moins avancés d'Afrique ainsi que les mesures d'accompagnement qu'il est recommandé d'appliquer aux niveaux national et international pour assurer l'exécution effective du nouveau Programme substantiel d'action;

3. Demande à la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement d'examiner la possibilité d'établir un mécanisme de financement permettant de compenser totalement le déficit des recettes d'exportation des pays les moins avancés. A cet égard, des mesures

spéciales devraient être prises pour renforcer les marchés des produits de base et augmenter les recettes d'exportation que les pays les moins avancés tirent de ces produits;

4. Demande en outre que des dispositions spéciales soient élaborées pour les pays les moins avancés au sein du mécanisme de financement compensatoire du Fonds monétaire international en assurant une compensation totale de leur déficit de recettes d'exportation, en subventionnant le paiement des intérêts sur l'encours des tirages et en leur accordant des délais de remboursement et des différés d'amortissement plus longs qu'actuellement;

5. Prie instamment les donateurs d'apporter aux pays les moins avancés une aide financière accrue en termes réels, à des conditions qui tiennent compte de leurs besoins de développement à court et long termes. A cet égard, les pays donateurs qui ne l'ont pas encore fait, devraient tout mettre en oeuvre pour consacrer 0,15 p. 100 de leur PNB à l'aide publique au développement en faveur des pays les moins avancés avant la fin de la décennie ou se fixer comme objectif prioritaire le doublement de leur aide publique au développement d'ici 1990;

6. Demande instamment aux pays développés d'appliquer intégralement et rapidement la résolution 165 (S-IX) du Conseil du commerce et du développement de la CNUCED et de convertir en dons tous les prêts bilatéraux consentis aux pays africains les moins avancés au titre de l'aide publique au développement et ce, sans discrimination;

7. Demande au Secrétaire exécutif de faire rapport sur l'application de cette résolution à la huitième réunion de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés et à la vingt-troisième session de la Commission/quatorzième réunion de la Conférence des ministres de la CEA.

251ème séance,  
24 avril 1987.

595 (XXII). Mesures à prendre en vue d'assurer la bonne exécution dans les pays africains les moins avancés du nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays africains les moins avancés

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 40/205 de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1985 dans laquelle celle-ci a réaffirmé que le nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays africains les moins avancés constituait la "base d'une coopération continue entre les pays les moins avancés et leurs partenaires de développement" et réitéré son "engagement en faveur de l'application intégrale et effective dudit Programme" et dans laquelle l'Assemblée générale a également approuvé les conclusions et recommandations contenues dans le rapport du Groupe intergouvernemental chargé de la question des pays les moins avancés relative à l'examen global à mi-parcours du nouveau Programme substantiel d'action,

Rappelant également la décision de la vingt et unième session ordinaire de l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine d'adopter le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique qui a, par la suite, été approuvé par l'Assemblée générale des

Nations Unies lors de sa treizième session extraordinaire par sa résolution S-13/2 du 1er juin 1986 et développé dans le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990,

Profondément préoccupée par le fait qu'en dépit de leurs gros efforts de réforme, l'amélioration de la croissance économique et des résultats des pays africains les moins avancés en matière de développement a été lente, en grande partie à cause de la longue période de déclin économique provoquée par des politiques économiques internes inappropriées, auxquelles sont venus s'ajouter des facteurs exogènes tels que la sécheresse et les cyclones, l'effondrement des cours mondiaux des produits de base, la détérioration considérable des termes de l'échange, les mesures protectionnistes des pays industrialisés et l'accroissement des obligations relatives au service de la dette,

Notant que l'adoption des programmes d'ajustement structurel et de stabilisation financés par le FMI ou l'IDA est devenue une condition sine qua non pour la mobilisation de l'assistance internationale sous forme de flux de ressources financières et d'allégement de la dette, et exhortant les Etats membres, en concevant ces programmes, à y inclure des politiques visant à corriger les déficiences structurelles qui sont à l'origine du déséquilibre économique,

Notant avec satisfaction les efforts considérables déployés par les pays africains les moins avancés pour améliorer leur situation économique et sociale, en particulier les contraignantes mesures d'austérité qu'ils ont prises afin de parvenir à un redressement économique véritable qui devienne le fondement d'une croissance économique et d'un développement soutenus,

1. Prie instamment les pays africains les moins avancés d'intensifier leurs efforts de redressement économique grâce à la mobilisation et à l'utilisation judicieuse des ressources intérieures en vue de l'exécution du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990, qui favoriserait l'exécution effective du nouveau Programme substantiel d'action;

2. Prie les donateurs de fournir un appui accru et rapidement octroyé à la balance des paiements ainsi qu'une aide pour les produits de base, une assistance aux programmes, notamment une assistance sectorielle et un financement des importations générales;

3. Prie en outre les donateurs de ne pas utiliser le soutien à la balance des paiements en général comme moyen de pression politique sur les PMA africains et de ne pas le lier à l'acceptation par ces pays de programmes d'ajustement structurel et de stabilisation du FMI ou de l'IDA qui impliquent des coûts sociaux allant à l'encontre de leurs priorités, buts et objectifs fondamentaux;

4. Prie le FMI de procéder à un examen approfondi des principes sur lesquels reposent ses conditions d'octroi de prêts de façon à tenir compte des priorités particulières des PMA sur les plans politique, économique et social;

5. Prie instamment le FMI et la Banque mondiale de créer un mécanisme d'intervention efficace pour soutenir les monnaies des pays africains les

moins avancés lorsqu'ils procèdent à l'application de programmes d'ajustement structurel et de stabilisation; autrement, ces monnaies subiraient une dépréciation rapide de leurs taux de change qui aggraverait les pressions inflationnistes déjà fortes et réduirait la croissance et le développement en général;

6. Prie instamment les organismes du système des Nations Unies et autres institutions internationales, organisations régionales et sous-régionales compétentes d'intensifier et de coordonner leurs efforts en vue de mobiliser des ressources techniques, financières et matérielles accrues en faveur des pays africains les moins avancés;

7. Demande à la CEA, en collaboration avec le PNUD et la CNUCED, de fournir sur une base prioritaire des ressources en vue de réaliser des études de cas approfondies sur l'incidence globale des programmes d'ajustement structurel et de stabilisation dans les pays africains les moins avancés;

8. Demande également au Secrétaire exécutif de faire rapport sur l'application de la présente résolution à la huitième réunion de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés et à la vingt-troisième session de la Commission/quatorzième réunion de la Conférence des ministres de la CEA.

251ème séance,  
24 avril 1987.

596 (XXII). Rôle du secteur du bâtiment et de la construction dans le processus de développement

La Conférence des ministres,

Considérant que le changement dans le milieu rural basé sur une planification régionale adéquate et physique revêt une importance capitale pour l'exécution du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 9/,

Consciente des expériences fructueuses réalisées dans les pays africains et de la nécessité de favoriser l'échange des données d'expérience entre les Etats membres,

Consciente également que les ressources dont disposent les Etats membres pour leur développement sont limitées,

Reconnaissant que le secteur de la construction et du bâtiment joue un rôle essentiel vis-à-vis des autres secteurs comme l'agriculture, l'industrie, les transports et les communications, et en ce qui concerne la dotation des établissements humains en infrastructures,

Reconnaissant également que le développement effectif des établissements humains exige une collaboration étroite entre les secteurs public et privé, de même que la participation des communautés locales,

Reconnaissant en outre que le développement du secteur des établissements humains requiert des ressources humaines compétentes à tous les niveaux,

Notant la priorité élevée accordée à la formation dans le domaine des établissements humains par les gouvernements, la CEA et le CNUEH (HABITAT) dans leurs programmes de travail respectifs,

Prenant acte également du fait que le projet de programme de travail et ordre de priorité pour la période 1988-1989 et le projet de plan à moyen terme de la Commission pour 1990-1995, ont été élaborés en collaboration avec le CNUEH (HABITAT), en vue d'assurer une coordination et une harmonisation efficaces des activités dans le secteur des établissements humains dans la région,

1. Fait appel aux Etats membres pour qu'ils donnent un rang de priorité plus élevé à l'aménagement du territoire, à la mise en valeur et à la gestion de leurs établissements humains;

2. Fait également appel aux Etats membres pour qu'ils axent leurs efforts sur la création d'un environnement donnant aux sans-abri, aux pauvres et aux groupes de personnes défavorisées la possibilité d'améliorer leur propre logement et leur quartier;

3. Prie instamment les Etats membres de prendre immédiatement des mesures pour insérer les politiques et programmes d'aménagement du territoire et de développement rural dans la planification du développement socio-économique;

4. Demande à la Commission économique pour l'Afrique, en collaboration avec le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (CNUEH) (HABITAT), Shelter-Afrique, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Banque mondiale et d'autres institutions de financement, de mobiliser des ressources en vue de fournir une assistance technique aux Etats membres qui en font la demande, dans la formulation et l'exécution de politiques et programmes en matière de logements et d'établissements humains;

5. Demande instamment aux Etats membres d'adopter des politiques de nature à favoriser le développement du secteur de la construction, consistant notamment à :

a) Encourager les institutions de développement et entreprises produisant des matériaux de construction à produire et à utiliser des matériaux locaux et à former des techniciens et artisans autochtones pour la construction des infrastructures et l'aménagement des zones rurales;

b) Réviser les codes et normes relatifs à la construction compte tenu des conditions propres à chaque Etat membre;

c) Encourager le développement de petites entreprises du bâtiment et de coopératives de construction qui, étant à forte intensité de main-d'oeuvre, ont des effets de multiplication sur tous les secteurs de l'économie sans être à forte intensité de capital;

d) Elaborer des solutions économiques pour tous les types de bâtiments et pour tous les besoins, par exemple par la conception et l'exécution de projets pilotes qui constitueraient une base pour des projets de plus grande envergure;

e) Créer des institutions de financement du logement ou renforcer les institutions existantes au bénéfice des couches les plus pauvres de la société;

6. Félicite le Secrétaire exécutif et le Directeur exécutif du CNUEH (HABITAT) et le Directeur général de Shelter-Afrique pour leurs efforts en vue de la mise en place d'un grand projet régional dont le but est d'assister les gouvernements africains dans la conception et la production de matériaux locaux pour faire face aux besoins immédiats dans la construction d'infrastructures et de logements économiques;

7. Fait appel à Shelter-Afrique, au PNUD et aux autres organismes d'aide pour qu'ils examinent favorablement la possibilité de fournir les ressources financières nécessaires à l'exécution du projet sur le bâtiment et la construction;

8. Prie instamment les Etats membres de lever les barrières institutionnelles constituant des obstacles aux efforts des pauvres et des personnes défavorisées pour améliorer leur logement et leurs quartiers;

9. Recommande que les Etats membres favorisent clairement la participation des communautés locales à la planification des établissements humains, à leur développement et à leur gestion, et adoptent des politiques et des programmes permettant à la population de participer pleinement à la solution de leurs besoins en logement et autres besoins connexes;

10. Prie le Secrétaire exécutif de la CEA d'aider les Etats membres, en collaboration avec le Directeur exécutif du CNUEH (HABITAT), à promouvoir la mise en valeur des ressources humaines pour répondre aux besoins relatifs aux établissements humains en milieu urbain et rural, grâce notamment à : a) l'élaboration de matériels didactiques; b) l'organisation de cours de formation et de journées d'études; c) la création de réseaux d'institutions de formation dans le domaine des établissements humains; d) l'évaluation continue des programmes de formation dans le domaine des établissements humains en Afrique; e) la mobilisation des ressources nécessaires et la coordination des programmes des divers organismes d'aide s'occupant de formation en matière d'établissements humains en Afrique;

11. Approuve le programme de travail et ordre de priorité pour 1988-1989 et le projet de plan à moyen terme de la Commission pour 1990-1995, en ce qui concerne les établissements humains, tels que proposés par le Secrétaire exécutif.

251ème séance,  
24 avril 1987.

597 (XXII). Intégration de la femme au développement en Afrique

La Conférence des ministres,

Considérant les résultats de l'étude réalisée par le Centre africain de recherche et de formation pour la femme sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes,

Considérant également l'importance des efforts de planification des activités relatives aux femmes au sein des Nations Unies, ainsi qu'à travers



le programme à moyen terme rapporté à l'échelle de tout le système relatif aux femmes et au développement entre autres,

Rappelant la résolution 579 (XXI) relative à la femme et au développement en Afrique, adoptée par la Conférence des ministres de la CEA à sa douzième réunion,

Considérant les nouvelles restrictions à l'égard du programme d'intégration de la femme au développement dans le quatrième cycle de programmation du PNUD,

Soulignant la nécessité pour le PNUD de continuer de financer les programmes d'intégration de la femme au développement dans les MULPOC,

Prenant note des recommandations des réunions des comités sous-régionaux pour l'intégration de la femme au développement,

Insistant sur la nécessité de coordination et de consultation entre la CEA et les mécanismes régionaux et sous-régionaux d'intégration de la femme au développement,

Avant à l'esprit les recommandations du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 10/ et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 11/ dans l'application desquelles les femmes ont un rôle important à jouer,

1. Recommande aux Etats qui ne l'ont pas encore fait de signer, ratifier et mettre en oeuvre la Convention sur toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes dans les domaines politiques, économiques et socio-culturels notamment l'éducation et l'emploi tout en lançant un appel aux femmes elles-mêmes afin qu'elles collaborent avec les gouvernements à la diffusion de la Convention ainsi qu'à son inclusion dans les programmes scolaires;

2. Recommande également de prendre note de l'étude sur la Convention sur toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et fait siennes les recommandations de ladite étude;

3. Appuie la planification des activités relatives à l'intégration de la femme au développement en cours dans l'ensemble du système des Nations Unies;

4. Lance un appel aux Etats membres du Conseil d'administration du PNUD de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour que le PNUD poursuive son soutien aux programmes en faveur des femmes dans les MULPOC et au Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement dans le cadre de son quatrième cycle de programmation;

5. Lance également un appel aux Etats africains pour qu'ils entreprennent avec le Secrétaire exécutif de la CEA des démarches auprès des sources de financement bilatérales, gouvernementales et non gouvernementales africaines

---

10/ A/40/666.

11/ A/S-13/2, annexe.

et non africaines pour assurer le financement de la mise en oeuvre et du suivi des priorités sous-régionales africaines, dégagées à partir des stratégies prospectives d'action de Nairobi en vue de la promotion des femmes en annonçant une contribution soit en ressources financières, soit en ressources humaines lors de la Conférence d'annonce de contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique;

6. Prie instamment les Etats africains de soutenir la participation de leurs délégations aux réunions des comités sous-régionaux ainsi qu'à celles du Comité régional africain de coordination de manière à préserver les acquis du fonctionnement des programmes sous-régionaux ainsi que du programme régional de la CEA;

7. Prie également instamment les gouvernements africains ainsi que les institutions internationales d'inclure la problématique de l'intégration des femmes au développement dans les priorités nationales retenues pour la mise en oeuvre du Programme prioritaire pour le redressement économique de l'Afrique et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique;

8. Demande au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de lever le gel des postes des experts féminins chargés de l'exécution du programme de travail des mécanismes régionaux et sous-régionaux pour l'intégration de la femme au développement et d'assurer l'absorption de ce personnel sur le budget ordinaire de la CEA;

9. Demande également au Secrétaire exécutif d'adopter ou de modifier tous les projets d'intégration de la femme au développement en consultation et coordination avec les réunions des plénipotentiaires ainsi que les conseils des ministres des MULPOC et le Comité régional africain de coordination.

251ème séance,  
24 avril 1987.

598 (XXII). La mobilisation internationale des ressources financières et technologiques pour l'alimentation et l'agriculture en Afrique

La Conférence des ministres,

Profondément préoccupée par la gravité de la situation alimentaire et agricole en Afrique pendant les deux dernières décennies telle que mise en évidence par la baisse énorme de l'autosuffisance alimentaire,

Consciente, cependant, de l'amélioration de la situation alimentaire dans certains pays au cours des deux dernières années, grâce à des politiques pragmatiques et à l'amélioration des conditions climatiques dans ces pays,

Convaincue de la nécessité de relancer l'agriculture africaine, grâce notamment au renforcement des bases de développement du secteur de l'alimentation,

Notant le succès obtenu dans la production alimentaire par certains pays et souhaitant que cette tendance se poursuive et permette d'éliminer la faim sur le continent africain aussitôt que possible,

Rappelant le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 12/ adopté par l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA à sa vingt et unième session ordinaire, lequel accorde un rang de priorité élevé au secteur de l'alimentation et de l'agriculture 13/,

Rappelant aussi le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, adopté en mai 1986 lors de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à la crise économique en Afrique,

Reconnaissant en outre le grave déficit financier qui entrave la croissance du secteur agricole en Afrique,

Reconnaissant aussi que le retard technologique de l'Afrique a un rapport direct avec la baisse de la productivité agricole, qui est accentuée par des facteurs naturels tels que la sécheresse, la désertification, les inondations et les cyclones,

Reconnaissant par ailleurs le rôle de la recherche agricole et de la formation scientifique dans le développement d'une technologie appropriée pour le secteur de l'alimentation et de l'agriculture en Afrique,

Consciente du fait que quelques percées modestes obtenues dans la recherche agricole dans certaines parties de l'Afrique n'ont pas fait l'objet d'une grande publicité pour l'information et l'action nécessaire à d'autres pays africains,

Avant considéré le rapport du secrétariat sur la mobilisation internationale des ressources financières et technologiques pour l'alimentation et l'agriculture,

Notant avec satisfaction la décision de l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 38/198 du 20 décembre 1983 désignant l'année 1991 comme Année internationale pour la mobilisation des ressources financières et technologiques pour accroître la production alimentaire et agricole en Afrique en tenant compte du critère pertinent inclus dans l'annexe à la résolution 1980/67 du 25 juillet 1980 du Conseil économique et social,

1. Prend note du rapport;
2. Réaffirme l'attachement individuel et collectif des gouvernements africains à l'exécution intégrale du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990, qui met l'accent sur l'alimentation et l'agriculture 14/;
3. Réaffirme également l'attachement collectif des gouvernements africains au Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990, qui met également l'accent sur l'alimentation et l'agriculture;

---

12/ A/40/666.

13/ Réserves du Maroc sur le cinquième alinéa du préambule de la présente résolution.

14/ Réserves du Maroc au sujet du paragraphe 2 de la présente résolution.

4. Exhorte les Etats membres à continuer de traduire en programmes et projets concrets les recommandations relatives à l'alimentation et l'agriculture contenues dans le Programme prioritaire et le Programme d'action des Nations Unies et spécialement à :

a) Augmenter le pourcentage des dépenses publiques allouées à l'agriculture pour atteindre l'objectif de 20 à 25 p. 100 de l'ensemble des investissements publics d'ici à 1989 là où cet objectif n'a pas encore été atteint;

b) Intensifier les efforts dans la recherche et la formation agricole en vue de développer une technologie appropriée pour l'alimentation et l'agriculture en Afrique et, dans ce but, allouer de façon soutenue, 10 à 20 p. 100 du total des fonds engagés à l'agriculture, à la recherche, à la formation et à la vulgarisation;

c) Vulgariser dans la littérature scientifique et tout autre média approprié, l'information relative aux percées dans la recherche agricole dans leur pays ou en provenance de tout autre coin de l'Afrique, pour l'intérêt des pays membres, des organisations sous-régionales et internationales;

5. Exhorte les instituts de recherche nationaux, sous-régionaux et régionaux à coordonner leurs activités et à coopérer entre eux en vue d'échanger des informations relatives à leurs activités de recherche;

6. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission, en collaboration avec le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, de prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter et assurer une coopération efficace entre les instituts de recherche nationaux, sous-régionaux et internationaux en Afrique;

7. Lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle accorde dans son programme d'aide un rang de priorité élevé au secteur agricole en Afrique et en particulier au développement de la recherche et de la technologie agricoles;

8. Prie instamment le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de présenter des propositions concrètes à l'Assemblée générale pour assurer le succès de l'Année internationale de l'Afrique et mobiliser effectivement les ressources financières et technologiques nécessaires à l'accroissement de la production agricole et alimentaire en Afrique.

251ème séance,  
24 avril 1987.

599 (XXII). Organisation d'une réunion d'experts africains préparatoire à la Conférence diplomatique de révision de la Convention des Nations Unies relative à un code de conduite des conférences maritimes

La Conférence des ministres,

Considérant l'importance de la contribution du commerce extérieur au développement des pays africains,

Soucieuse d'assurer une performance accrue à ce commerce extérieur,

Consciente de ce que près de 90 p. 100 de la valeur de ce commerce extérieur s'effectue par la voie maritime,

Prenant en compte le fait que depuis 1980 les pays africains ne contrôlent toujours que 1 p. 100 du tonnage maritime mondial alors que le pourcentage visé eu égard à une interprétation réaliste de l'objectif pertinent de la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement (1981-1990) 15/ est estimé à 3,92 p. 100 16/ de ce tonnage mondial,

Notant d'une part que la navigation maritime de ligne absorbe l'essentiel du trafic maritime en valeur des pays africains, d'autre part que l'efficacité de la desserte maritime en Afrique est gravement affaiblie par les pratiques abusives des monopoles étrangers qui ont encore le contrôle d'une bonne partie de ce sous-secteur des transports,

Notant en outre avec satisfaction que la communauté internationale a dès 1974 réglementé la quasi-totalité de la navigation maritime de ligne afin d'éliminer les pratiques conférentielles abusives, et par là même permettre aux pays en développement désireux de promouvoir harmonieusement une flotte marchande de ligne, d'assurer à leurs armements une part raisonnable et suffisante de ce trafic,

Connaissant l'intérêt de l'Afrique pour cette convention à laquelle 28 pays africains sont parties contractantes,

Avant présent à l'esprit le fait que le code de conduite des conférences maritimes, instrument destiné à assainir ces pratiques conférentielles, risque justement de perdre sa portée réelle en raison des fortes divergences d'interprétation constatées dans sa mise en oeuvre entre pays maritiment développés et sous-développés,

Consciente de ce qu'un tel affaiblissement du code est essentiellement contraire aux intérêts africains dans ce domaine,

Soucieuse d'une part de sauvegarder la cohésion dans les rangs des négociateurs africains lors de la prochaine conférence diplomatique de révision de cette convention internationale prévue vers la fin de 1988, d'autre part d'assurer que cet instrument révisé ait notamment sa dimension africaine,

1. Demande au Secrétaire exécutif de la CEA, en collaboration avec le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, le Secrétaire général de la Conférence ministérielle des Etats de l'Afrique de l'Ouest et du Centre sur les transports maritimes et le Secrétaire général du Comité intergouvernemental permanent sur la navigation et toutes autres organisations intéressées, d'organiser dès le début de 1988 une réunion intergouvernementale d'experts africains, préparatoire à la Conférence diplomatique de révision du code et de présenter à la prochaine réunion de la Conférence des ministres un rapport sur cette réunion;

---

15/ Résolution 35/56 de l'Assemblée générale en date du 24 octobre 1980, annexe.

16/ Estimation de la CEA.

2. Invite les Etats membres à participer activement et au niveau le plus élevé possible à cette réunion préparatoire.

251ème séance,  
24 avril 1987.

600 (XXII). Développement des systèmes d'information en Afrique

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 359 (XIV) du 27 mars 1979 relative à la création d'une banque de données,

Rappelant également sa résolution 366 (XV) du 12 avril 1980 relative au système panafricain de documentation et d'information (PADIS),

Notant l'importance pour les Etats membres de produire des données et des informations comparatives sur le redressement économique et le développement en vue de suivre l'exécution du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 17/,

Reconnaissant la nécessité de plus en plus pressante pour les Etats membres d'avoir immédiatement accès aux données et informations nationales et comparatives sur le développement économique et social en vue de la planification et de la prise de décision,

Consciente des problèmes qui entravent l'organisation et la prestation efficaces de services d'information aux niveaux national, sous-régional et régional,

Reconnaissant que des méthodes incompatibles de collecte et de classification des informations et des mécanismes de communication insuffisants ont entravé l'échange entre pays d'informations et de données d'expérience relatives au développement,

Prenant acte de la recommandation du Comité technique régional du PADIS relative à une étude sur l'adaptation du PADIS aux réalités changeantes,

Prenant également acte avec satisfaction des mesures prises en ce qui concerne la création de centres sous-régionaux de documentation et d'information dans les sous-régions de l'Afrique du Centre, de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe et de l'Afrique du Nord,

Notant par ailleurs avec satisfaction les progrès réalisés dans l'exécution du programme du PADIS,

1. Adopte le rapport de la troisième réunion du Comité technique régional du PADIS et prend note des recommandations ainsi que du programme de travail pour 1987-1988 et des stratégies pour la période 1987-1991 contenues dans ce rapport;

2. Invite le Gouvernement nigérien et le secrétariat de la CEA à ne ménager aucun effort pour faire démarrer aussi rapidement que possible les activités du système ouest-africain de documentation et d'information;

3. Exprime ses remerciements au Programme des Nations Unies pour le développement et au Centre de recherche pour le développement international (Canada) pour leur soutien indéfectible au PADIS alors que celui-ci entre dans sa troisième phase;

4. Se félicite du développement constant de la coopération entre CEA/PADIS et Unesco/PGI en matière d'assistance aux Etats membres dans les domaines de la documentation et de l'information, en particulier pour ce qui est du programme en cours d'élaboration dans le cadre du quatrième cycle de programmation du PNUD;

5. Rend hommage au Zaïre et à la Zambie pour leurs contributions financières au développement du système et du réseau du PADIS, notamment en vue de l'établissement du CADIS et de l'ESADIS respectivement;

6. Invite les Etats membres et la communauté internationale à inclure le PADIS dans leurs annonces de contribution au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique;

7. Engage le PADIS à poursuivre ses activités de développement des systèmes et des réseaux et à les étendre en mettant en place un service consultatif en matière de mise au point et de politiques de systèmes d'informations; des services aux utilisateurs de type nouveau, en favorisant la coopération horizontale en matière d'échange d'informations dans la région, en fournissant aux Etats membres africains l'accès à ses bases de données, et en effectuant des recherches méthodologiques en vue d'améliorer la mise au point de bases de données statistiques et non numériques;

8. Prie également les organismes du système des Nations Unies à intensifier leur appui au PADIS, en particulier en mettant à sa disposition leurs bases de données et l'information qu'ils produisent afin d'en assurer une plus large diffusion dans la région;

9. Demande également au Secrétaire exécutif d'aider les Etats membres dans ce domaine fondamental en prenant les dispositions nécessaires pour que le développement des services d'information et les services aux utilisateurs fassent partie des activités devant être financées au titre du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, à partir du plan à moyen terme pour la période 1990-1995;

10. Demande en outre au Secrétaire exécutif de rechercher les moyens d'inclure un plus grand nombre d'activités de coopération technique sur le développement des systèmes d'information dans le programme de travail et le budget de la CEA pour 1988-1989;

11. Demande enfin au Secrétaire exécutif de présenter à la vingt-troisième session de la Commission un rapport sur les progrès réalisés dans l'application de la présente résolution.

251ème séance,  
24 avril 1987.

601 (XXII). La situation sociale en Afrique

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 423 (XVI) du 10 avril 1981 sur les incidences sociales du Plan d'action de Lagos et les mesures y annexées,

Avant à l'esprit les recommandations de la quatrième réunion de la Conférence des ministres africains des affaires sociales tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) les 25 et 26 mars 1985,

Notant avec préoccupation que la récente crise économique de la région a eu de graves conséquences sur le plan social, des millions d'Africains se trouvant déplacés, souffrant de la famine ou mourant de faim ou d'autres causes,

Consciente que la plus grande partie des populations africaines vit dans les zones rurales, où les efforts de développement n'ont toujours pas éliminé la pauvreté et la marginalisation,

Rappelant la résolution 40/99 de l'Assemblée générale en date du 13 décembre 1985, dans laquelle il était affirmé que la participation des populations est un facteur important du développement et de la pleine réalisation de tous les droits de l'homme,

Convaincue que le redressement et la croissance économiques doivent aller de pair avec les objectifs sociaux d'équité, de participation et de justice sociale pour tous les groupes, en particulier les jeunes, les femmes et les groupes défavorisés,

Préoccupée par le fait que nombre de programmes de développement social et de bien-être social n'ont pas reçu les ressources nécessaires,

1. Invite les Etats membres à accorder une priorité élevée dans leurs plans de développement nationaux aux politiques et programmes de développement social;

2. Exhorte tous les Etats membres à promouvoir la participation populaire au processus de développement;

3. Invite les Etats membres et les organismes de développement compétents aux niveaux régional et international à accorder un rang de priorité plus élevé à la formulation, à l'élaboration, à l'exécution et à l'évaluation de projets et activités de développement rural intégré;

4. Souligne l'intérêt de procéder à des analyses et d'échanger des informations sur les effets sociaux de la récente crise économique afin de formuler et d'appliquer des mesures de politique générale dans les domaines suivants : emploi, éducation, santé, alimentation, logement, prévention de la délinquance, bien-être de l'enfant, égalité des chances pour les handicapés et les personnes âgées, réfugiés et personnes déplacées, participation entière des jeunes au développement et pleines intégration et participation des femmes au développement;



5. Exhorte tous les Etats membres à honorer leurs engagements envers le Centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social qui est le seul centre chargé du développement social et lance un appel aux gouvernements africains qui ne l'ont pas encore fait d'adhérer à l'Accord portant création du Centre;

6. Prie le Secrétaire exécutif de la CEA de fournir aux Etats membres l'appui nécessaire pour la formulation de leurs programmes de développement social en Afrique;

7. Prie également le Secrétaire exécutif de la CEA de lui faire rapport tous les deux ans sur la situation sociale en Afrique et sur l'appui que la CEA a fourni aux pays africains intéressés dans la conception de leurs programmes de développement social.

251ème séance,  
24 avril 1987.

602 (XXII). Développement des services de cartographie et de télédétection en Afrique

La Conférence des ministres,

Ayant examiné le rapport de la sixième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique, tenue à Addis-Abeba du 10 au 17 novembre 1986, ainsi que les résolutions y figurant,

Consciente des étroites affinités qui existent entre la cartographie et la télédétection et de la nécessité de les intégrer et de les renforcer afin que les disciplines composites puissent doter les Etats membres des informations géographiques, des données scientifiques et de cartes de base nécessaires au développement de leurs économies nationales,

Constatant qu'il importe au plus haut point d'assurer une meilleure sensibilisation à la cartographie et à la télédétection, qui constituent des outils de la mise en valeur des ressources naturelles, de la lutte contre la désertification et de la protection de l'environnement, pouvant ainsi apporter une précieuse contribution aux mesures tendant à l'exécution rapide du Plan d'action de Lagos et de l'Acte final de Lagos ainsi que du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et du Plan d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique,

Consciente que les conférences cartographiques régionales des Nations Unies pour l'Afrique constituent un occasion unique d'examiner les tendances récentes de l'évolution de la cartographie et de la télédétection en matière de production rapide d'informations et de données aux fins de planification économique et offrent également l'occasion unique d'un échange fécond d'idées entre les experts africains, d'une part, et entre ceux-ci et leurs homologues étrangers, d'autre part,

1. Approuve le rapport de la sixième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique ainsi que les résolutions y figurant;

2. Prie le Secrétaire exécutif de convoquer la septième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique en 1989;

3. Demande au Secrétaire exécutif de prendre les mesures appropriées en vue de créer effectivement l'Organisation africaine de cartographie et de télédétection sur la base de l'accord auquel sont déjà parvenus le Conseil africain de télédétection et l'Association africaine de cartographie lors de leur réunion commune tenue à Kinshasa (Zaïre) du 4 au 14 mars 1987 et de lui présenter un rapport de situation à sa quatorzième réunion en 1988;

4. Prie instamment le Secrétaire exécutif de poursuivre ses efforts en vue :

a) d'une meilleure coordination des activités institutionnelles de cartographie et de télédétection tendant à la normalisation des spécifications des cartes topographiques en Afrique et à l'établissement d'une base commune de données géodésiques pour l'Afrique;

b) d'appuyer les efforts déployés au niveau régional pour créer un réseau africain de normalisation des points gravimétriques et une base commune de données géodésiques pour l'Afrique;

c) de prendre des mesures afin de promouvoir la science et les techniques de cartographie et de télédétection en organisant des séminaires et journées d'études sur des questions intéressant le développement économique de l'Afrique et en communiquant aux Etats membres des renseignements sur les activités de la région dans ces domaines;

5. Exhorte tous les Etats membres à appliquer les spécifications normalisées pour l'Afrique (SSA) adoptées par la sixième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique et à veiller à ce que les séries de cartes topographiques au 1:50 000 publiées pour leurs territoires après 1988 soient conformes aux spécifications SSA.

251ème séance,  
24 avril 1987.

603 (XXII). Suivi de l'exécution du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 18/ et du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 19/ 20/

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution S-13/2 de l'Assemblée générale en date du 1er juin 1986 relative au Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, dans laquelle tous les gouvernements étaient exhortés à prendre des mesures efficaces pour exécuter rapidement et entièrement le Programme et le Secrétaire général était prié de suivre cette exécution,

Rappelant également sa résolution ES-2/4 du 15 octobre 1986 sur l'examen et l'évaluation de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la situation économique critique de l'Afrique, dont le

---

18/ A/S-13/2, annexe.

19/ A/40/666.

20/ Le Maroc a émis des réserves au sujet de cette résolution.

paragraphe 11 priait le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de présenter des rapports périodiques à la Conférence des ministres sur l'état d'avancement du Programme d'action et du Programme prioritaire,

Notant avec satisfaction qu'à ce jour, la majorité des Etats membres ont rempli le questionnaire 1986 de la CEA sur l'exécution des deux programmes,

Avant examiné avec satisfaction les résultats de l'étude préliminaire de la CEA sur l'exécution des deux programmes,

Notant avec satisfaction que des progrès considérables ont été accomplis par les Etats membres dans l'exécution des deux programmes,

Convaincue de la nécessité de mettre à jour chaque année les renseignements figurant dans l'étude de 1986 en y incorporant des renseignements complémentaires sur les effets des diverses mesures et réformes générales qui ont été adoptées, ainsi que de la nécessité pour les Etats membres d'améliorer la quantité et la qualité du flux d'information afin de pouvoir suivre l'exécution par ceux-ci des deux programmes,

1. Exprime sa gratitude au Secrétaire exécutif de la Commission et à ses collaborateurs pour les efforts louables qu'ils ont déployés en élaborant une étude préliminaire sur l'exécution des deux programmes;

2. Exhorte les Etats membres qui ne l'ont pas encore fait à remplir le questionnaire de 1986 dans les meilleurs délais et au plus tard le 15 mai 1987, afin que l'étude révisée puisse servir d'apport au projet de rapport du Secrétaire général pour 1987 sur l'exécution du Programme d'action des Nations Unies, à soumettre à l'Assemblée générale lors de sa quarante-deuxième session, conformément à la résolution S-13/2 du 1er juin 1986;

3. Invite les Etats membres à créer ou renforcer leurs mécanismes de collecte, de traitement, d'analyse et de diffusion de toutes les données requises pour assurer le suivi des deux programmes;

4. Prie instamment les Etats membres de remplir dans les délais prescrits le questionnaire sur l'exécution des deux programmes que la CEA leur enverra en 1987 et les années ultérieures;

5. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission d'aider les Etats membres à améliorer le courant d'information requis pour assurer le suivi de leurs plans de développement;

6. Charge le Secrétaire exécutif d'élaborer un rapport plus complet sur l'exécution des deux programmes en 1987 en y intégrant notamment une évaluation de l'apport de la communauté internationale et de le soumettre à la vingt-troisième session de la Commission et quatorzième réunion de la Conférence des ministres;

7. Demande en outre à l'Administrateur du PNUD de doter le secrétariat de la Commission des ressources nécessaires pour en améliorer la capacité de suivre l'exécution des deux programmes aux niveaux national, sous-régional et régional.

251ème séance,  
24 avril 1987.

604 (XXII). Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique 21/

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 291 (XIII) du 29 février 1977, la résolution 2097 (LXIII) du 29 juillet 1977 du Conseil économique et social et la résolution 32/160 du 19 décembre 1977 de l'Assemblée générale proclamant la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique,

Rappelant également la résolution 1986/62 du 22 juillet 1986 du Conseil économique et social sur la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique qui a notamment approuvé les résolutions adoptées par la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification, à sa cinquième réunion tenue le 11 mars 1986 à Harare (Zimbabwe),

Se référant à sa résolution 563 (XXI) du 19 avril 1986 dans laquelle il a été demandé au Secrétaire général de fournir à la Commission économique pour l'Afrique des ressources pour lui permettre d'organiser des réunions de cofinancement et d'entreprendre une évaluation détaillée du programme de la Décennie des transports et des communications,

Se référant également au rapport 22/ du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies sur la Décennie des transports et des communications en Afrique, présenté au Conseil économique et social à sa deuxième session ordinaire de 1986 et à l'Assemblée générale à sa quarante et unième session,

Prenant note du rapport intérimaire 23/ sur la mise en oeuvre de la deuxième phase du programme de la Décennie pour 1986, du rapport 24/ de la cinquième réunion de la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification,

Se référant au rapport 25/ de la première réunion conjointe des autorités des routes transafricaines et en particulier à sa résolution demandant que soit relancé le Bureau des routes transafricaines au siège de la Commission économique pour l'Afrique,

Appréciant les efforts déployés par le Secrétaire exécutif en vue de mobiliser des ressources et d'obtenir une assistance internationale pour la mise en oeuvre de la deuxième phase du programme de la Décennie,

Consciente du fardeau financier qui pèse sur les pays africains du fait du maintien de bureaux individuels et en particulier sur les pays appartenant à plus d'un bureau et versant par conséquent des contributions multiples,

Convaincue qu'un bureau unique répondrait de manière appropriée aux besoins des pays africains en intensifiant et en étayant les efforts déjà déployés en vue du développement rapide du réseau de routes transafricaines

---

21/ Le Maroc a émis des réserves au sujet de cette résolution.

22/ A/4/382; E/1986/99.

23/ E/ECA/CM.13/23.

24/ E/ECA/CM.12/43.

25/ E/ECA/TRANS/42.

à un coût très faible comparé à celui d'un bureau individuel pour chaque autorité de routes transafricaines,

1. Réaffirme sa résolution 563 (XXI) du 19 avril 1986 sur la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique;

2. Note avec satisfaction les mesures prises par le Secrétaire exécutif en application de sa résolution 563 (XXI) du 19 avril 1986 et de la résolution 1986/62 du 20 juillet 1986 du Conseil économique et social;

3. Se félicite du rôle joué par le Comité de coordination interinstitutions de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique, sous l'égide de la Commission économique pour l'Afrique en tant "qu'organisme directeur", dans la coordination des activités entreprises en vue de la réalisation des objectifs de la Décennie;

4. Apprécie le soutien financier constant que l'Assemblée générale a apporté aux activités de la Décennie;

5. Rend hommage à l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement pour le soutien indéfectible qu'il apporte à la Décennie en finançant l'unité de coordination de la Décennie et les autres activités de la Décennie et le prie de continuer à apporter ce soutien après que la Décennie ait pris fin et après l'évaluation du programme;

6. Remercie les pays donateurs et les institutions financières de l'assistance financière et technique qu'ils ont apportée pour la mise en oeuvre du programme de la Décennie et les exhorte à poursuivre et intensifier leur soutien pour une mise en oeuvre réussie du programme de la Décennie qui doit s'achever en 1988;

7. Demande au Secrétaire exécutif de relancer de toute urgence le Bureau des routes transafricaines au siège de la CEA et de lui fournir les locaux, le matériel de base et le soutien technique nécessaires à son bon fonctionnement;

8. Prie également le PNUD d'apporter au cours de son quatrième cycle de programmation une assistance financière pour la relance et le fonctionnement du Bureau;

9. Demande en outre au Secrétaire exécutif d'intensifier les efforts qu'il déploie en vue de la mise en oeuvre du programme de la Décennie qui s'achève en 1988, d'assurer la mise en oeuvre des activités susmentionnées et de soumettre un rapport sur l'état d'avancement de la mise en oeuvre de la deuxième phase du programme de la Décennie et sur l'application de la présente résolution à la quatorzième réunion de cette Conférence.

251ème séance,  
24 avril 1987.

605 (XXII). Données requises dans le cadre de l'évaluation de l'incidence sociale des programmes d'ajustement structurel en Afrique

La Conférence des ministres,

Notant les efforts déployés par un nombre croissant de pays africains en vue de procéder à l'ajustement structurel de leurs économies par le biais de diverses mesures conceptuelles, programmes de développement et changements institutionnels,

Considérant que les activités susmentionnées ont des conséquences sociales considérables aussi bien à court qu'à long terme, notamment par leur incidence sur les niveaux de revenus et les conditions de vie des différentes couches de la population, en particulier les pauvres,

Convaincue qu'afin de suivre et d'évaluer l'incidence de l'ajustement structurel, d'élaborer et d'exécuter des programmes complémentaires visant à réduire la pauvreté, il est nécessaire de produire un flux continu de données démographiques et socio-économiques intégrées qui permettront de réaliser une étude exhaustive des conditions de vie des différentes couches de la population et des changements intervenus au fil des ans dans ces conditions,

Rappelant que le Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquêtes sur les ménages a été conçu en vue d'aider les Etats membres à obtenir, par le biais d'un programme systématique d'enquêtes auprès des ménages conjointement avec les données issues des recensements et des dossiers administratifs, les données statistiques intégrées nécessaires à la formulation, à l'exécution et au suivi des plans et politiques de développement ainsi qu'à la mise en place et à l'administration de dispositifs nationaux d'enquêtes sur les ménages,

Notant qu'un certain nombre de pays africains participent au Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquêtes sur les ménages et ont déjà produit une gamme étendue de données démographiques et socio-économiques et qu'un plus grand nombre de pays ont l'intention de participer à ce Programme,

Rappelant sa résolution 430 (XVII) d'avril 1982 relative au Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquêtes sur les ménages dans laquelle elle souligne l'importance du Programme et la nécessité pour les Etats membres de lui accorder la priorité en tant que moyen d'améliorer leurs bases de données statistiques,

Prenant acte de la proposition de la Banque mondiale sur l'évaluation des dimensions sociales de l'ajustement structurel en utilisant un programme d'enquêtes détaillées sur les ménages portant sur une étude de la mesure des niveaux de vie,

Convaincue de la nécessité d'assurer une bonne coordination des programmes d'enquêtes sur les ménages exécutés en Afrique afin d'éviter les doubles emplois et de promouvoir une utilisation optimale des rares ressources disponibles,

1. Invite les Etats membres à tirer au maximum profit du Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquêtes sur les ménages

en tant que moyen de satisfaire leurs besoins en données nécessaires à l'évaluation des conséquences sociales des programmes d'ajustement structurel et, en cas de besoin, de renforcer à cet effet les activités au titre du Programme, notamment en accélérant le traitement et l'analyse des résultats des enquêtes;

2. Prie instamment les organismes internationaux d'utiliser le cadre du Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquêtes sur les ménages comme moyen de développer les systèmes d'information dans les pays africains en vue de suivre et d'évaluer leurs activités de développement;

3. Prie le Secrétaire exécutif, en collaboration avec les responsables du Programme des Nations Unies pour le développement, de la Banque mondiale et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, de convoquer aussitôt que possible une réunion régionale d'experts africains pour discuter d'un plan global, y compris le Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquêtes sur les ménages, permettant de répondre aux nouveaux besoins en données des pays africains dans le cadre de l'évaluation des dimensions sociales de l'ajustement structurel.

251ème séance,  
24 avril 1987.

606 (XXII). Appui aux organisations régionales africaines de mise en valeur des bassins fluviaux et lacustres

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution ES-2/1 du 16 octobre 1986 par laquelle il était demandé à l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de continuer à collaborer étroitement pour l'exécution de toutes les activités concernant la préparation, la formulation et la mise en oeuvre du Programme régional pour l'Afrique au titre du quatrième cycle de programmation,

Rappelant en outre sa résolution ES-2/7 du 16 octobre 1986 qui priait le Programme des Nations Unies pour le développement de fournir une assistance technique et financière aux organisations régionales et sous-régionales africaines d'intégration économique et d'accorder la priorité aux projets et programmes présentés par ces dernières en ce qu'ils reflètent les besoins prioritaires des Etats membres, conformément au Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 26/ et au Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 27/,

Considérant que les organisations régionales de mise en valeur des bassins fluviaux et lacustres sont des instruments appropriés permettant de promouvoir et d'accélérer l'intégration économique des diverses sous-régions,

1. Prend note du rapport de la CEA sur la mise en valeur des bassins fluviaux en Afrique 28/;

26/ A/S-11/2, annexe.

27/ A/40/666.

28/ E/ECA/CM.13/14.

2. Prie l'Administrateur du PNUD d'envisager d'accroître son assistance aux organisations de mise en valeur des bassins fluviaux et lacustres pendant le quatrième cycle de programmation et d'aider à la création de nouvelles organisations régionales viables de mise en valeur de bassins fluviaux et lacustres en vue d'accélérer le processus d'intégration économique en Afrique;

3. Prie également le PNUD et la CEA de n'entreprendre des études sur la mise en valeur des bassins fluviaux qu'après avoir reçu l'accord de principe de tous les Etats intéressés;

4. Prie en outre l'Administrateur du PNUD de mettre à la disposition de la Commission économique pour l'Afrique les ressources financières nécessaires devant lui permettre d'aider :

a) au renforcement ou à la création d'organisations viables de mise en valeur des bassins fluviaux et lacustres;

b) à l'élaboration des programmes et au suivi de l'exécution des activités de ces organisations;

5. Prie instamment les Etats membres situés dans ces bassins fluviaux ou lacustres de soutenir ces organisations tant financièrement que matériellement afin qu'elles puissent exécuter les programmes efficacement et fonctionner comme centres pour la planification, le développement et la coordination des activités multisectorielles dans les sous-régions;

6. Invite le Secrétaire exécutif de la CEA et l'Administrateur du PNUD à veiller à ce que des négociations aient lieu avec les Etats intéressés avant que de nouvelles initiatives soient prises ou des études entreprises au sujet de la mise en valeur des bassins fluviaux et lacustres.

251ème séance,  
24 avril 1987.

607 (XXII). Demande d'assistance formulée par le Niger sur l'organisation d'un colloque sur le développement à la base

La Conférence des ministres,

Considérant que le développement économique et social de nos Etats passe par la voie d'un développement endogène et auto-entretenu,

Convaincue qu'il ne peut y avoir de développement endogène et auto-entretenu sans participation des populations,

Convaincue également que l'accès au développement à la base devient de plus en plus difficile, sinon compromis, en raison de la crise actuelle qui frappe les économies africaines en général et celles des pays les moins avancés en particulier,

Consciente du rôle que jouent et peuvent continuer de jouer les communautés de base dans le domaine de l'agriculture et de la production vivrière en vue d'atténuer les effets de cette crise,



1. Se félicite de l'intérêt et de la priorité que les pays africains accordent au monde rural en raison de son importance cruciale pour la mise en oeuvre du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990, et la réalisation des objectifs du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos;

2. Demande au Secrétaire exécutif, en collaboration étroite avec le Secrétaire général de l'OUA, d'inciter les pays africains à se faire représenter par des personnes compétentes au prochain colloque sur le développement à la base prévu du 8 au 13 juin 1987 à Niamey (République du Niger) 29/;

3. Demande également au Secrétaire exécutif d'allouer une assistance financière et technique au Comité d'organisation afin de lui permettre de réaliser ce colloque.

251ème séance,  
24 avril 1987.

608 (XXII). Culture et développement

La Conférence des ministres,

Soulignant l'importance de la culture dans le développement,

Rappelant les conclusions de diverses rencontres interafricaines et internationales sur les aspects culturels du développement,

Réaffirmant les termes de la Déclaration sur les aspects culturels du Plan d'action de Lagos,

Convaincue que la culture doit être privilégiée comme une des dimensions essentielles du développement,

Persuadée qu'il est nécessaire et urgent d'intégrer les facteurs sociaux et culturels dans les stratégies et plans de développement,

Persuadée également que l'amélioration du niveau de vie des populations et leur progrès social passent entre autres par le développement de la créativité et leur participation aux projets,

Avant entendu le rapport présenté par le secrétariat général de l'OUA sur la culture et le développement 30/,

1. Se réjouit de l'institutionnalisation en avril 1986 à Port-Louis (Maurice) de la Conférence des ministres africains de la culture et de ses objectifs et de l'offre du Gouvernement du Burkina Faso d'accueillir la deuxième réunion de la Conférence à Ouagadougou en 1988;

2. Se réjouit également de la proclamation par l'Assemblée générale des Nations Unies d'une Décennie mondiale du développement culturel (1988-1997) sous les auspices de l'ONU et de l'Unesco;

---

29/ Réserves du Maroc au sujet de ce paragraphe.

30/ Réserves du Maroc sur le septième alinéa du préambule de cette résolution.

3. Invite les Etats membres :

a) à tenir compte dans la conception des programmes et dans l'exécution des projets de développement, des besoins, des potentialités et de la situation socio-culturelle de leurs populations;

b) à prendre les mesures nécessaires d'information et de sensibilisation relatives au rôle de la culture dans le développement;

c) à adapter le processus de développement aux éléments socio-culturels positifs et à sauvegarder les valeurs fondamentales socio-culturelles qui sont à même de promouvoir l'équité et la justice sociale;

d) à encourager la coopération et les échanges culturels entre eux;

4. Prie le Secrétaire exécutif, en collaboration avec le Secrétaire général de l'OUA et le Directeur général de l'Unesco, d'élaborer des actions concrètes axées sur le rôle de la culture dans le développement 31/.

251ème séance,  
24 avril 1987.

609 (XXII). Institut régional africain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants

La Conférence des ministres,

Rappelant les nombreuses résolutions, adoptées depuis 1975 par l'Assemblée générale et le Conseil économique et social, lançant un appel au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en vue de la création d'un institut africain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants et demandant au Programme des Nations Unies pour le développement de fournir les ressources financières nécessaires pour aider l'institut à s'acquitter de son mandat envers les Etats membres,

Rappelant également sa résolution 392 (XV) d'avril 1980, par laquelle le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique était prié, en consultation avec les organisations internationales et régionales intéressées, de prendre les mesures appropriées en vue de la création d'un institut régional des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants,

Rappelant en outre la résolution 4 adoptée par le septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, par laquelle le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies était prié instamment de créer, à titre éminemment prioritaire, un institut régional africain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants,

Préoccupée par l'escalade de la criminalité, de la violence et de la délinquance juvénile dans les pays africains et, en particulier, par les nouvelles dimensions de la criminalité qui menacent de réduire à néant les efforts de développement et les progrès économiques et sociaux obtenus à grand-peine par les pays africains,

---

31/ Réserves du Maroc sur le paragraphe 4 de cette résolution.

1. Prend note des efforts déployés par le Secrétaire général et le Secrétaire exécutif, qui ont abouti, en décembre 1986, à la création de l'Institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, provisoirement installé au secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique, ainsi qu'au lancement de sa phase initiale;
2. Exprime sa gratitude au Programme des Nations Unies pour le développement pour avoir financé les activités préparatoires et la phase initiale de l'Institut et lui lance un appel, de même qu'aux autres organismes de financement des Nations Unies, pour qu'ils continuent de fournir à l'Institut l'appui financier nécessaire au cours de ses cinq premières années, conformément aux pratiques appliquées aux instituts analogues d'autres régions en développement;
3. Réaffirme l'importance de l'Institut et le rôle qu'il est appelé à jouer en aidant les Etats membres à évaluer les tendances de la criminalité dans la région et leurs incidences sur le développement national, à formuler des politiques et programmes de prévention du crime et de traitement des délinquants, à promouvoir des réformes de la justice pénale dans le contexte du développement, ainsi qu'en encourageant la coopération technique entre pays africains dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale;
4. Exhorte les gouvernements des Etats membres disposés à offrir des installations d'accueil à l'Institut à faire connaître leurs intentions dans les meilleurs délais afin que l'Institut puisse s'installer à titre permanent;
5. Invite vivement les gouvernements des Etats membres à apporter une contribution financière à l'Institut pour lui permettre d'exécuter son programme d'activités et à coopérer pleinement à la promotion de ses objectifs;
6. Demande au secrétariat exécutif de la CEA de collaborer pleinement avec l'Organisation de l'unité africaine et les autres organismes du système des Nations Unies à la promotion des objectifs de l'Institut et à la mobilisation des ressources nécessaires afin que les Etats membres puissent en retirer le maximum de profit;
7. Lance un appel aux gouvernements, aux organisations internationales, aux organisations non gouvernementales non africains pour qu'ils apportent leur pleine coopération à l'Institut et fournissent un appui technique et financier afin qu'il puisse réaliser ses objectifs dans l'esprit de la coopération internationale, conformément au Plan d'action de Milan et aux principes directeurs relatifs à la prévention du crime et à la justice pénale dans le contexte du développement et d'un nouvel ordre économique international;
8. Prie le Secrétaire exécutif de présenter un rapport sur l'application de la présente résolution à la quatorzième réunion de la Conférence des ministres.

251ème séance,  
24 avril 1987.

610 (XXII). Développement des télécommunications

La Conférence des ministres,

Avant pris note du rapport sur l'état d'avancement du programme de la seconde phase de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique 32/ ainsi que du rapport verbal complémentaire sur la Conférence africaine sur le développement des télécommunications tenue à Tunis en janvier 1987 33/,

Rappelant la résolution ECA/UNTACDA/Res.86/64 de la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification sur les télécommunications au service du développement économique et social dans laquelle le Comité de coordination du Réseau panafricain de télécommunications (PANAFTTEL) était invité à convoquer une Conférence des administrations africaines de télécommunications notamment chargée du suivi des travaux de la Conférence mondiale sur le développement des télécommunications et d'adopter des recommandations en vue de répondre aux besoins prioritaires de la région,

Rappelant également la résolution ECA/UNTACDA/Res.86/65 de la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification sur le Système régional africain de communications par satellite dans laquelle les pays membres étaient invités à continuer d'accorder un rang de priorité élevé au projet d'étude ... pour permettre d'atteindre les objectifs de la Communauté économique africaine dont la création est préconisée dans le Plan d'action de Lagos,

Consciente que les télécommunications et en particulier la radiodiffusion jouent un rôle essentiel dans les activités commerciales, économiques et culturelles dans de nombreux services publics et sociaux et qu'elles devraient donc être considérées comme complémentaires des autres investissements et comme constituant un élément essentiel du processus de développement,

Notant qu'en dépit des réalisations enregistrées dans la mise en place du Réseau PANAFTTEL, ce dernier est nettement sous-utilisé en raison notamment de l'absence d'accords sur les tarifs et d'arrangements de transit et d'un mauvais entretien des éléments du Réseau,

1. Exhorte les pays africains à :

a) créer des industries locales de fabrication de matériels de télécommunications sur une base collective aux niveaux sous-régional ou régional;

b) formuler des spécifications communes visant à organiser des achats combinés sur une base sous-régionale ou régionale afin de réaliser des économies d'échelle et un appui logistique pour faciliter les opérations et la maintenance;

---

32/ E/ECA/CM.13/23.

33/ Réserves du Maroc sur le premier alinéa du préambule de cette résolution.

c) établir des accords sur les tarifs et les arrangements de transit et les appliquer au Réseau PANAFTTEL en vue de promouvoir un trafic de transit en Afrique;

d) élaborer des plans nationaux de maintenance efficaces visant à améliorer le Réseau PANAFTTEL;

2. Félicite le Comité de coordination du Réseau PANAFTTEL d'avoir réuni une Conférence réussie sur le développement des télécommunications en Afrique, laquelle a fait de nombreuses importantes recommandations pour le développement des télécommunications jusqu'à l'an 2000;

3. Charge le Comité de coordination du Réseau PANAFTTEL d'établir le mécanisme de suivi nécessaire des recommandations aussi bien de la Conférence mondiale sur le développement des télécommunications que de la Conférence africaine sur le développement des télécommunications tenue à Tunis du 12 au 16 janvier 1987;

4. Demande aux gouvernements des pays membres de la CEA de créer sans délai des comités de coordination nationaux sectoriels multidisciplinaires pour le projet d'étude de faisabilité du système régional africain de communications par satellite;

5. Demande également aux pays membres de la CEA de formuler des politiques nationales de communications bien intégrées aux objectifs de développement national;

6. Exprime sa satisfaction au PNUD, à la CEA, à la BAD, à l'Organisation des Nations Unies, aux institutions internationales, aux organismes d'aide au développement et aux bailleurs de fonds pour l'assistance qu'ils ont fournie pour le développement des télécommunications et en particulier de la radiodiffusion dans la région et les prie instamment d'intensifier leur assistance pour le développement accéléré des télécommunications et de la radiodiffusion en Afrique;

7. Invite le Secrétaire exécutif de la CEA, en tant que coordonnateur de la Décennie, de coordonner, en consultation avec le Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications, les activités découlant des recommandations de la Conférence africaine sur le développement des télécommunications tenue à Tunis en janvier 1987 et de faire rapport à la Conférence des ministres de la CEA ainsi qu'à celle des ministres africains des transports, des communications et de la planification.

251ème séance,  
24 avril 1987.

611 (XXII). Accélération du processus d'intégration économique sous-régionale en Afrique et rôle nouveau des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC)

La Conférence des ministres,

Rappelant ses résolutions 296 (XIII) de mars 1977 sur la coopération économique et 311 (XIII) de mars 1977 portant création des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC),

Rappelant également la résolution 566 (XXI) adoptée en avril 1986 sur le rôle des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets dans la promotion économique sous-régionale,

Notant que 10 ans après leur création, les centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets se sont honorablement acquittés de leur mandat,

Sachant que si des progrès ont été réalisés dans le processus d'intégration économique au sein des sous-régions, il s'avère nécessaire de procéder à une réévaluation de la stratégie globale en vue de pallier les imperfections dans la coordination des activités des entités d'intégration économique,

Désireuse d'accélérer le processus d'intégration économique sous-régionale, qui est l'un des facteurs capables de hâter le développement économique des pays africains,

Soucieuse de créer une entité d'intégration économique dans la sous-région de l'Afrique du Nord afin de couvrir le continent tout entier en la matière,

Constatant que l'approche de l'intégration des marchés dans les sous-régions africaines insuffisamment développées ne peut déclencher le processus d'intégration économique et qu'il est nécessaire d'adopter une approche donnant la priorité, à ce stade, à la construction d'une infrastructure et à la mise en place d'une capacité de production sous-régionale en vue de réaliser les transformations structurelles fondamentales dont les économies africaines ont tant besoin,

Considérant que la mise en place d'un cadre d'intégration des marchés doit être synchronisée avec le renforcement de l'infrastructure sous-régionale et la mise en place d'une capacité de production sous-régionale et que donc il faut, dans l'élimination des barrières douanières, tenir compte des effets produits sur les économies des Etats membres des entités d'intégration économique, l'établissement d'un tarif extérieur commun n'étant concevable que dans le cadre d'un espace économique où les centres de production sont harmonieusement distribués,

Notant que la présence des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets dans les sous-régions doit continuer de contribuer au renforcement de la coordination des activités d'intégration des communautés économiques ainsi que des organisations de mise en valeur des bassins fluviaux et lacustres,

Se félicitant de la collaboration fructueuse instaurée entre la Commission économique pour l'Afrique et le Programme des Nations Unies pour le développement, collaboration qui a abouti à l'organisation d'une mission afin d'aider les entités d'intégration économique à élaborer leurs descriptifs de projets dans le cadre du quatrième cycle de programmation,

Soucieuse d'améliorer les résultats des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets en matière d'exécution de leur programme de travail, et d'harmoniser la périodicité de leurs réunions avec celle de la programmation au secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique,

1. Soutient le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique et le Programme des Nations Unies pour le développement dans leur effort de mise en place d'une approche de l'intégration économique donnant la priorité aux transformations structurelles des sous-régions africaines;

2. Prie le Programme des Nations Unies pour le développement d'approuver, dans le cadre du programme du quatrième cycle pour la région, des projets d'intégration économique mettant en oeuvre cette nouvelle stratégie d'intégration;

3. Réitère les dispositions du paragraphe 2 du dispositif de sa résolution 566 (XXI) susmentionnée demandant aux centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets d'accroître leur assistance aux organisations intergouvernementales d'intégration dans l'exécution des projets d'intégration économique et dans la coordination des activités des diverses entités d'intégration économique en vue d'éviter les doubles emplois et d'amorcer sans heurt le processus d'intégration économique sous-régionale;

4. Demande aux centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets de mobiliser l'ensemble des compétences disponibles pour l'exécution effective du programme d'intégration économique sous-régionale;

5. Demande également tant au secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique qu'au Programme des Nations Unies pour le développement de renforcer les centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets dans leurs sous-régions respectives en vue d'en faire des agents d'exécution des projets d'intégration économique susceptibles de mobiliser l'intervention des divisions organiques de la Commission économique pour l'Afrique et celle des institutions spécialisées du système des Nations Unies pour l'exécution des activités des projets susmentionnés et d'attirer les fonds nécessaires pour l'exécution effective des études de préinvestissement qui en résulteraient;

6. Décide dans un double souci d'économie et d'efficacité, que les organes directeurs des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets tiennent désormais leurs réunions tous les deux ans à partir de 1989 de façon à faire correspondre ces réunions biennales avec la programmation au secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique. Dans l'intervalle, un comité de suivi se réunira pour évaluer les rapports intérimaires sur l'exécution du programme de travail;

7. Remercie les Etats membres qui ont apporté un appui constant aux centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets et invite l'ensemble des Etats membres à accroître leur assistance financière et technique notamment par la mise à la disposition de ces centres de consultants pour l'exécution de tâches spécifiques, et pour les aider, ce faisant, à jouer pleinement leur rôle de moteur du processus d'intégration économique sous-régionale;

8. Prend acte avec satisfaction de l'engagement des Etats membres du Centre multinational de programmation et d'exécution de projets de l'Afrique du Nord de créer une Zone d'échanges préférentiels dans leur sous-région et demande à la Commission économique pour l'Afrique et au Programme des Nations Unies pour le développement de tout mettre en oeuvre pour que les

études nécessaires à la création de cette Zone d'échanges préférentiels soient mises à la disposition desdits Etats membres dans un délai raisonnable.

251ème séance,  
24 avril 1987.

612 (XXII). Institut africain de développement économique et de planification (IDEP)

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 93 (VI) de la Commission économique pour l'Afrique en date du 27 février 1964 portant création de l'Institut africain de développement économique et de planification en tant qu'organe subsidiaire de la Commission économique pour l'Afrique avec pour objectif primordial de promouvoir et de sauvegarder l'indépendance économique des pays africains et la décision 35/454 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 1979 par laquelle l'Assemblée a approuvé les statuts de l'Institut tels qu'adoptés par la Commission dans sa résolution 350 (XIV) du 29 mars 1979 et révisés compte tenu des propositions faites par le Secrétaire général sur l'avis de la cinquième Commission de l'Assemblée générale,

Rappelant également sa résolution 537 (XX) d'avril 1985 et la résolution du Conseil économique et social 1985/62 qui, entre autres, demandait que des postes inscrits au budget ordinaire soient établis pour l'IDEP et sa résolution 574 (XXI) d'avril 1986 sur le développement futur et le financement de l'IDEP,

Appréciant les efforts conjoints déployés par le PNUD, la CEA et les gouvernements africains pour entreprendre une évaluation de l'assistance accordée par le PNUD à l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP),

Notant avec intérêt les conclusions et recommandations de la mission mettant en lumière le rôle spécifique de l'IDEP dans le développement des ressources humaines et les capacités requises pour le développement socio-économique du continent et en particulier son rôle potentiel dans la mise en oeuvre du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique,

1. Fait siennes les recommandations de la mission telles qu'approuvées par le Conseil d'administration de l'IDEP concernant la restructuration de l'Institut en vue: a) de réaliser un accroissement et un développement équilibrés de ses quatre activités principales - formation, recherche, séminaires et services consultatifs; b) de réorienter sa formule actuelle d'allocation des ressources de manière à éliminer progressivement le recours au soutien du PNUD pour le financement des dépenses de gestion et du personnel qui devraient à terme être entièrement assumées par l'IDEP; c) d'orienter simultanément et progressivement la contribution prévue du PNUD à l'IDEP vers le financement des activités opérationnelles et en particulier vers la recherche et les services consultatifs;

2. Exprime ses remerciements au PNUD pour avoir accordé une assistance vitale à l'IDEP depuis sa création et d'avoir indiqué sa réaction positive aux recommandations de la mission d'évaluation;



3. Engage tous les Etats membres à reconnaître que l'existence continue et le succès de l'IDEP approuvés par toutes les parties concernées impliquent que l'accent soit mis sur leur responsabilité envers l'IDEP qui demande tout d'abord que leurs contributions lui soient versées régulièrement;

4. Fait appel par conséquent à tous les Etats membres pour qu'ils mettent tout en oeuvre en vue de verser régulièrement et promptement leurs contributions annuelles mises en recouvrement et demande à tous les pays ayant des arriérés de s'efforcer d'en échelonner le règlement intégral conformément à la résolution 574 (XXI) de la CEA, et fait également appel au gouvernement du pays hôte pour qu'il poursuive ses efforts en vue d'honorer ses obligations dans l'esprit de son accord avec la CEA;

5. Demande au Conseil d'administration de l'IDEP de suivre de près l'application des recommandations et, en particulier, celles demandant une action concrète de la part de l'IDEP dans l'examen annuel des activités de l'Institut et de faire en sorte que le nouveau plan à moyen terme de l'IDEP soit approuvé le plus tôt possible et que ce plan soit conforme aux recommandations de la mission d'évaluation;

6. Demande également au Conseil d'administration de l'IDEP de faire en sorte que le nouveau plan à moyen terme de l'Institut soit conforme aux recommandations de la mission d'évaluation sous réserve de toutes modifications pertinentes qui pourraient être faites par le nouveau Conseil académique et de prendre les mesures appropriées en vue de mettre en oeuvre les mesures concernant la réduction des coûts préconisée par la mission d'évaluation;

7. Demande également au Conseil d'administration de prendre toutes les mesures nécessaires pour que le Conseil académique soit constitué et commence immédiatement à fonctionner;

8. Demande au PNUD de continuer d'accorder l'assistance nécessaire pour les cinq années à venir conformément aux recommandations de la mission d'évaluation, en mettant un accent particulier sur l'établissement d'un service consultatif viable et rentable;

9. Demande également au PNUD, compte tenu du fait que le financement des bourses d'étude sur les CIP nationaux n'a pas abouti depuis son introduction, d'envisager sérieusement de prévoir un système destiné à financer les bourses lors de son assistance future à l'IDEP orientée vers la formation et concernant les activités dans le domaine de la coopération économique et de l'intégration;

10. Demande en outre au PNUD d'assurer le suivi effectif de son assistance future au niveau des pays par l'intermédiaire de ses bureaux extérieurs et, à cet égard, de promouvoir une plus grande coordination entre le Bureau régional du PNUD pour l'Afrique et le Bureau régional du PNUD pour les pays arabes;

11. Demande au Secrétaire exécutif d'assurer le suivi approprié des recommandations avec le PNUD et de soumettre une demande officielle consignée dans un descriptif de projet, couvrant la période du quatrième Programme régional du PNUD pour l'Afrique;

12. Demande au Secrétaire exécutif de prendre les mesures appropriées pour donner suite aux recommandations qui doivent être appliquées conjointement par l'Organisation des Nations Unies et la CEA. A cet égard, des mesures devraient être prises pour:

a) affecter à l'IDEP les postes des membres du personnel de la CEA actuellement assignés à l'IDEP;

b) faire en sorte qu'une action appropriée soit prise pour présenter la résolution 1985/62 du Conseil économique et social à l'Assemblée générale pour doter l'IDEP de postes inscrits au budget ordinaire;

c) assurer le suivi des arrangements éventuels, dans l'esprit de la coopération technique entre pays en développement, tendant à ce que des institutions soeurs de l'IDEP des pays de l'Amérique latine et de l'Asie lui détachent ou affectent du personnel.

251ème séance,  
24 avril 1987.

613 (XXII). Poursuite des efforts de l'Afrique et de l'aide apportée par la communauté internationale en vue du redressement économique et du développement de l'Afrique, notamment l'amélioration de la connaissance des problèmes de développement à long terme

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution S-13/2 adoptée par l'Assemblée générale lors de sa treizième session extraordinaire sur le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990,

Rappelant aussi sa résolution ES-2/4 adoptée lors de la deuxième session extraordinaire de la Commission sur l'examen et l'évaluation de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la situation économique critique de l'Afrique,

Consciente de la nécessité d'exploiter pleinement les possibilités offertes par le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique afin de mettre en place des bases réellement solides en vue du redressement et du développement de l'Afrique, ainsi que de la nécessité d'évaluer les chances effectives d'un tel redressement économique et d'un tel développement,

Consciente également de la nécessité de maintenir l'élan donné par la session extraordinaire à la mise en oeuvre de ce Programme,

Reconnaissant le rôle essentiel que joue le développement aux niveaux local et communautaire dans le processus de développement en Afrique,

Reconnaissant également la nécessité pour les gouvernements africains et pour la communauté internationale d'améliorer leur connaissance des problèmes du développement à long terme du continent,

Notant avec satisfaction les mesures prises par le Secrétaire exécutif de la CEA, le Comité directeur de l'Organisation des Nations Unies, et l'Equipe

spéciale interinstitutions sur le suivi au niveau régional du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique en vue d'organiser en 1987 deux conférences internationales sur le Programme d'action des Nations Unies, l'une à Abuja (Nigéria) du 15 au 19 juin 1987 sur le thème "Afrique : le défi du redressement économique et du développement accéléré" en collaboration avec l'OUA et la BAD, l'autre à Libreville (Gabon) du 12 au 15 octobre 1987 sur "Le facteur humain dans le redressement économique et le développement de l'Afrique" en collaboration avec les organismes des Nations Unies,

Notant également avec satisfaction que les Gouvernements nigérian et gabonais étaient disposés à accueillir les deux conférences si les ressources financières nécessaires étaient disponibles,

Sachant gré au PNUD, aux gouvernements et autres donateurs, en particulier les Gouvernements canadien et suédois et la Fondation Ford, de la généreuse aide financière fournie pour l'organisation des conférences d'Abuja et de Libreville,

Notant enfin que le Gouvernement nigérian a l'intention d'organiser un colloque sur le développement à la base,

1. Se félicite des efforts accomplis pour maintenir l'élan donné par la session extraordinaire et pour améliorer la connaissance des problèmes du développement à long terme de l'Afrique;

2. Appuie la proposition de la tenue des conférences d'Abuja et de Libreville;

3. Exprime sa gratitude aux Gouvernements nigérian et gabonais pour avoir gracieusement accepté d'accueillir ces deux conférences;

4. Félicite le Gouvernement nigérian de son initiative d'organiser le colloque de Niamey sur le développement à la base;

5. Prie instamment les Etats membres d'accorder leur soutien et de prendre une part active aux conférences d'Abuja et de Libreville ainsi qu'au colloque de Niamey;

6. Exprime sa gratitude au Programme des Nations Unies pour le développement, aux gouvernements et autres donateurs, en particulier le Canada, la Suède et la Fondation Ford, qui ont offert une aide financière généreuse pour les conférences d'Abuja et de Libreville;

7. Invite la communauté internationale et les organismes des Nations Unies à apporter un appui important à ces deux conférences et à y prendre une part active;

8. Rend hommage au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, au Comité directeur de l'Organisation des Nations Unies et à l'Equipe spéciale interinstitutions pour l'organisation des deux conférences;

9. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de présenter les rapports des conférences d'Abuja et de Libreville et du colloque de Niamey à la quatorzième réunion de la Conférence des ministres de la CEA.

251ème séance,  
24 avril 1987.

614 (XXII). Renforcement du rôle des établissements africains d'enseignement supérieur dans le redressement économique et le développement de l'Afrique

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 546 (XX) qu'elle a adoptée pour appuyer le Programme d'action de Mbabane sur la réaction des établissements africains d'enseignement supérieur en Afrique à la rapide détérioration des conditions économiques et sociales en Afrique,

Consciente du rôle fondamental que les établissements d'enseignement supérieur jouent pour ce qui est de fournir un appui aux efforts de développement de l'Afrique,

Appréciant l'engagement renouvelé des établissements d'enseignement supérieur à mettre à la disposition des gouvernements africains leurs moyens en matière d'enseignement, de recherche et de services de consultation pour la mise en oeuvre rapide du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 tel que figurant dans la Déclaration de Harare sur le rôle des établissements d'enseignement supérieur dans le redressement économique et le développement de l'Afrique 34/,

1. Prie instamment les établissements africains d'enseignement supérieur d'assurer d'urgence et efficacement l'application des décisions et recommandations figurant dans la Déclaration de Harare ainsi que dans le rapport de la troisième Conférence CEA/AUA des recteurs, présidents et directeurs des établissements africains d'enseignement supérieur;

2. Invite tous les gouvernements africains à fournir un soutien financier accru aux établissements africains d'enseignement supérieur afin qu'ils soient mieux en mesure de former du personnel de qualité, d'assurer des travaux de recherche et des services consultatifs, en vue du redressement et du développement de l'Afrique;

3. Invite également tous les Etats membres à prévoir des mesures d'incitation spéciales pour freiner l'exode des compétences dont souffrent les établissements africains d'enseignement supérieur;

4. Demande instamment aux gouvernements africains d'intensifier leurs efforts visant à créer pour leurs établissements d'enseignement supérieur un cadre plus propice à la formation de la main-d'oeuvre et à la recherche

orientée vers le développement et à promouvoir une participation plus active des établissements à la solution des problèmes nationaux de développement;

5. Prie l'Organisation des Nations Unies, ses institutions spécialisées ainsi que la communauté internationale dans son ensemble, d'accroître leur assistance aux établissements africains d'enseignement supérieur pour leur permettre d'être plus efficaces et de contribuer de façon plus concrète et appropriée aux efforts de développement de l'Afrique;

6. Prie également le Secrétaire exécutif de la CEA de continuer à fournir un appui aux établissements d'enseignement supérieur et d'aider à mettre en oeuvre la Déclaration de Harare ainsi que les décisions de la troisième Conférence CEA/AUA des recteurs, présidents et directeurs des établissements africains d'enseignement supérieur.

251ème séance,  
24 avril 1987.

615 (XXII). Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 288 (XIII) du 26 février 1977 portant création du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique et priant instamment les Etats membres de verser des contributions importantes en vue de l'exécution des plans à moyen terme et des programmes de travail de la Commission,

Rappelant également la résolution 37/139 de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1982, par laquelle tous les Etats membres et les organisations internationales étaient invités à verser une contribution généreuse au Fonds d'affectation spéciale afin d'aider les pays africains à faire face à la crise économique mondiale, dont les effets sur les fragiles économies africaines sont plus graves,

Ayant examiné le rapport sur les annonces de contributions et les versements des Etats membres depuis 1977, année de la création du Fonds d'affectation spéciale, ainsi que l'état d'avancement de l'exécution des projets et les dépenses y afférentes pour les années 1985-1986,

Notant avec satisfaction que 16 Etats africains se sont intégralement acquittés des contributions qu'ils ont annoncées au Fonds d'affectation spéciale,

Notant également que 23 pays africains ne se sont acquittés que d'une partie des contributions qu'ils ont annoncées au Fonds d'affectation spéciale,

Constatant en outre que 11 pays africains n'ont jamais versé aucune contribution au Fonds d'affectation spéciale,

Rappelant le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, adoptés respectivement par les chefs d'Etat et de gouvernement africains et l'Assemblée générale des Nations Unies, ainsi que le rôle moteur que la Commission est appelée à jouer,

Consciente que les ressources provenant du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies qui sont mises à la disposition de la Commission ne cessent de diminuer et qu'il ne faut pas s'attendre à une amélioration de la situation dans un proche avenir, d'où l'importance de ressources extrabudgétaires pour l'exécution des deux programmes,

Apprécient les efforts déployés par le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique pour augmenter les ressources du Fonds d'affectation spéciale et le nombre de pays participants ainsi que pour assurer le recouvrement des contributions annoncées, d'autant plus que les défauts de paiement ont fait régulièrement l'objet de demandes d'explication de la part des vérificateurs aux comptes,

1. Exhorte les Etats membres africains et les institutions financières qui n'ont pas annoncé de contributions au Fonds d'affectation spéciale à le faire, et ceux qui ont annoncé des contributions à s'acquitter de leurs arriérés dans les meilleurs délais;

2. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de ne ménager aucun effort pour s'assurer l'appui des Etats non africains Membres de l'Organisation des Nations Unies ainsi que des institutions financières internationales afin qu'ils versent des contributions généreuses au Fonds d'affectation spéciale.

25<sup>ème</sup> séance,  
24 avril 1987.

616 (XXII). Projet de programme de travail et ordre de priorité pour la période biennale 1988-1989

La Conférence des ministres,

Avant examiné les activités que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a proposées 35/ pour la Commission économique pour l'Afrique pour la période biennale 1988-1989 et que le Comité du programme et de la coordination examinera à sa vingt-septième session à New York du 27 avril au 29 mai 1987,

Convaincue que les propositions reflètent les exigences du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 36/, du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 37/, et des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme 38/,

Avant examiné en outre le premier rapport intérimaire 39/ sur l'exécution du programme de travail et ordre de priorité de la Commission pour la période biennale 1986-1987,

---

35/ E/ECA/CM.13/40.

36/ A/S-13/2 annexe.

37/ A/40/666.

38/ UN DPI 86-44198 - avril 1986.

39/ E/ECA/CM.13/39.

Vivement Préoccupée par le nombre d'ajournements, de réductions et d'annulations de projets en raison des mesures d'économie prises par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en 1986, notamment le gel du recrutement et la réduction des frais pour les voyages et les services des consultants, mesures qui restent en application en 1987,

Prenant acte de la recommandation 40/ formulée par le Groupe intergouvernemental d'experts de haut niveau chargé d'examiner l'efficacité du fonctionnement administratif de l'Organisation des Nations Unies et tendant à ce que le nombre de postes inscrits au budget ordinaire de l'Organisation soit réduit de 15 p. 100 sur une période de trois ans, de l'approbation donnée à cette recommandation par l'Assemblée générale et des mesures déjà prises par le Secrétaire général pour faire appliquer cette recommandation,

Consciente de la nécessité d'améliorer l'efficacité du fonctionnement administratif de l'Organisation afin d'accroître sa capacité de traiter les questions d'ordres politique, économique et social,

Consciente toutefois que l'Afrique est la moins développée des régions du monde et que la récente crise économique et sociale a encore réduit l'aptitude des pays de la région à faire face seuls à leurs problèmes de développement économique et de croissance,

Consciente en outre que la CEA, en sa qualité de principal centre de développement économique et social au sein du système des Nations Unies pour la région de l'Afrique, a un rôle crucial à jouer pour ce qui est d'aider ses membres à trouver des solutions à ces problèmes,

1. Fait siens le programme de travail et ordre de priorité de la Commission pour la période biennale 1988-1989 figurant dans le document E/ECA/CM.13/40;

2. Demande au Comité du programme et de la coordination :

a) d'examiner favorablement les présentes propositions lors de sa vingt-septième session et de recommander, par l'intermédiaire du Conseil économique et social lors de sa seconde session ordinaire en juillet 1987, à l'Assemblée générale de les adopter à la quarante-deuxième session prévue de septembre à décembre 1987;

b) de prendre, en collaboration avec tous les autres organes des Nations Unies (en particulier l'Assemblée générale, ses deuxième et cinquième commissions et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), toutes les dispositions nécessaires pour que des ressources suffisantes soient mises à la disposition de la CEA pour l'exécution du programme;

3. Fait appel au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour qu'il accorde, lorsqu'il fait appliquer ses mesures d'économie, une attention particulière à la Commission économique pour l'Afrique notamment en permettant qu'un plus grand nombre de postes soient pourvus par recrutement et en augmentant les crédits pour les voyages et les services de consultants;

4. Demande aux représentants africains au Comité du programme et de la coordination, au Conseil économique et social et à la Commission spéciale du Conseil économique et social chargée d'entreprendre l'étude approfondie de la structure et des fonctions du mécanisme intergouvernemental de l'ONU dans les domaines économique et social, d'accorder une attention particulière aux besoins du secrétariat de la CEA à la lumière de la crise économique actuelle en Afrique et du rôle du secrétariat dans la mise en oeuvre du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique;

5. Demande en outre à tous les Etats membres de la Commission de charger leurs missions permanentes auprès de l'ONU à New York et leurs délégations à la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour veiller à ce que le cas de la Commission, en sa qualité de principal centre de développement économique et social au sein du système des Nations Unies pour la région de l'Afrique et qui, de ce fait, doit disposer de ressources suffisantes pour jouer effectivement ce rôle, soit fermement défendu et que l'objectif d'obtenir davantage de ressources pour la Commission soit effectivement réalisé;

6. Prie le Président de la vingt-deuxième session de la Commission, en collaboration avec son bureau, de traiter de cette question directement avec le Secrétaire général de l'ONU et de prendre toutes autres mesures nécessaires, conformément à la présente résolution, au niveau du Comité du programme et de la coordination, du Conseil économique et social, en particulier à sa Commission spéciale, et de l'Assemblée générale;

7 Prie en outre le Président de la vingt-deuxième session de la Commission de faire rapport à la Conférence des ministres, à sa prochaine session en 1988, sur l'application de la présente résolution.

251ème séance.  
24 avril 1987.

617 (XXII). Projet de plan à moyen terme pour la période 1990-1995

La Conférence des ministres,

Consciente du fait qu'un plan à moyen terme doit être proposé par le Secrétaire général,

Consciente également du fait que le plan à moyen terme doit être l'expression concrète des mandats des organes délibérants et que ses objectifs et stratégies doivent découler des objectifs et orientations en matière de politique définis par les organes intergouvernementaux et refléter les priorités des Etats membres telles que fixées dans les textes adoptés par les organes intergouvernementaux techniques et régionaux dans leurs domaines de compétence ainsi que par l'Assemblée générale sur l'avis du Comité du programme et de la coordination,

Consciente en outre que les chapitres du projet de plan à moyen terme doivent être examinés par les organes intergouvernementaux sectoriels, techniques et régionaux, si possible lors de leurs sessions ordinaires avant d'être examinés par le Comité du programme et de la coordination, le Conseil économique et social et l'Assemblée générale,



Notant que le projet de plan à moyen terme pour la période 1990-1995 de la Commission économique pour l'Afrique, établi par le Secrétaire exécutif représente un point de départ et nécessite un examen plus approfondi afin que les Etats membres puissent formuler des observations et des principes directeurs appropriés,

1. Décide de désigner un comité spécial à composition non limitée et comprenant le bureau actuel afin d'examiner le projet de plan et d'élaborer des recommandations à adresser en son nom au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies avant la fin de 1987;
2. Invite les Etats membres à présenter leurs vues concernant le projet de plan au comité spécial par l'intermédiaire du secrétariat de la Commission afin de permettre audit comité d'accomplir sa tâche en temps opportun;
3. Prie le Secrétaire exécutif d'apporter au comité spécial tout l'appui technique nécessaire;
4. Lance un appel au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour qu'il approuve le projet de plan à moyen terme et le présente au comité du programme et de la coordination, en tenant compte des recommandations du comité spécial;
5. Demande au Comité du programme et de la coordination de recommander, par le biais du Conseil économique et social, le projet de plan à moyen terme à l'Assemblée générale pour approbation;
6. Prie le comité spécial de faire rapport sur ses travaux à la Conférence des ministres à sa quatorzième réunion en 1988.

251ème séance.  
24 avril 1987.

618 (XXII). Etude approfondie des structures intergouvernementales et du fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 671A (XXV) du Conseil économique et social en date du 29 avril 1958 portant création de la Commission économique pour l'Afrique et définissant son mandat,

Rappelant en outre la résolution 32/197 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 1977 sur la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies ainsi que la section IV de son annexe sur les structures en vue d'une coopération régionale et interrégionale, dans laquelle l'Assemblée générale a officiellement désigné les commissions régionales comme les principaux centres généraux d'activités de développement économique et social, dans le cadre du système des Nations Unies, pour leurs régions respectives et les chargeait de jouer un rôle d'animateur et de responsable de la coordination et de la coopération au niveau régional; la résolution 33/202 du 29 janvier 1979 sur la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies dans laquelle l'Assemblée générale a décidé que les commissions régionales auraient elles-mêmes le statut d'agent

d'exécution dans le cas des catégories de projets décrites au paragraphe 23 de l'annexe à la résolution 32/197 et conformément aux dispositions dudit paragraphe,

Rappelant en outre les résolutions 188 (IX) du 10 février 1969, relative à l'appareil institutionnel de la Commission et établissant la Conférence des ministres; 191 (IX) du 12 février 1969 sur les dispositions transitoires prévoyant des arrangements provisoires jusqu'à la première Conférence et contenant la liste des points à inscrire à l'ordre du jour de chaque session de la Commission; 311 (XIII) du 1er mars 1977 relative à la création des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets; 328 (XIII) du 3 mars 1977 relative à la restructuration des mécanismes intergouvernementaux pour le développement et la coopération en Afrique; 330 (XIV) du 27 mars 1979 sur la restructuration des mécanismes intergouvernementaux pour le développement et la coopération en Afrique par laquelle elle a approuvé la structure actuelle de l'appareil institutionnel de la Commission et décidé qu'il serait créé des organes traitant des questions générales de développement au niveau ministériel ainsi que leurs comités d'experts, des organes traitant des questions sectorielles au niveau ministériel et leurs comités d'experts ainsi que des organes subsidiaires techniques; la résolution 521 (XIX) relative aux sessions de la Commission dans laquelle celle-ci a décidé de continuer à se réunir une fois par an en attendant que la question soit réexaminée par la Commission lors de sa vingt-troisième session et quatorzième réunion de la Conférence des ministres en 1988,

Rappelant en outre la résolution 40/237 du 18 décembre 1985 sur l'examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies par laquelle l'Assemblée générale a décidé de constituer un Groupe intergouvernemental d'experts de haut niveau chargé d'examiner l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies, pendant une durée d'un an et d'étudier, en pleine conformité avec les principes et dispositions de la Charte, les questions administratives et financières relatives à l'Organisation des Nations Unies en vue de déterminer des moyens d'améliorer le fonctionnement administratif et financier de celle-ci, ce qui contribuerait à renforcer son efficacité dans les domaines politique, économique et social; la résolution 41/231 du 19 décembre 1986 sur l'examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies dans laquelle l'Assemblée, entre autres, a décidé que les recommandations telles que contenues dans le rapport du Groupe intergouvernemental d'experts de haut niveau chargé d'examiner l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies 41/ devaient être appliquées par le Secrétaire général et les organes et organismes compétents des Nations Unies à la lumière des conclusions de la cinquième Commission et sous réserve d'autres conditions particulières,

Prenant note de l'opinion de la cinquième Commission 42/ selon laquelle les activités que devraient mener les commissions régionales sont une question devant être déterminée essentiellement par les Etats membres concernés et

---

41/ A/41/49.

42/ A/41/795, par. 43.

que les commissions régionales devraient être consultées sur toute action devant être entreprise à cet égard,

Se félicitant de la décision 43/ de l'Assemblée générale tendant à ce que le Conseil économique et social, assisté quand de besoin par des organes et organismes pertinents, notamment le Comité du programme et de la coordination, entreprenne une étude minutieuse et approfondie de la structure intergouvernementale dans les domaines économique et social telle que proposée dans sa recommandation 8 par le Groupe intergouvernemental d'experts chargé d'examiner le fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies.

Se félicitant en outre de la décision 44/ du Conseil économique et social de créer une commission spéciale sur l'étude approfondie des structures intergouvernementales et du fonctionnement de l'Organisation des Nations Unie dans les domaines économique et social, qui serait ouverte à la participation sur une base d'égalité de tous les Etats Membres des Nations Unies et dont les travaux seraient régis, à tous autres égards, par le règlement intérieur pertinent du Conseil et de prier 45/ tous les organes subsidiaires de l'Assemblée générale dans les secteurs économique et social ainsi que tous les organes subsidiaires du Conseil économique et social de présenter à la Commission spéciale, dans les trente jours qui suivent la fin de leurs prochaines sessions, leurs vues et propositions en ce qui concerne la réalisation des objectifs mentionnés à la recommandation 8 du Groupe intergouvernemental d'experts de haut niveau au sujet de leur fonctionnement et de celui de leur mécanisme subsidiaire,

Avant présent à l'esprit que le but de l'étude est, entre autres, a) d'identifier des mesures visant à rationaliser et à simplifier la structure intergouvernementale, à éviter le double emploi, d'envisager de consolider et de coordonner les activités qui se chevauchent et de faire fusionner les organes existants de façon à améliorer leurs travaux et à adapter davantage leur structure aux besoins actuels; b) de définir les critères déterminant la création et la durée d'organes subsidiaires, y compris des examens périodiques de leurs activités et des mécanismes d'application de leurs décisions; c) de définir en termes précis les domaines de responsabilité des divers organes, en veillant particulièrement à renforcer la cohérence de la structure, à faciliter la définition d'une approche globale des questions de développement et à accorder plus d'importance à la coopération régionale et sous-régionale; d) d'améliorer le système par lequel les organes subsidiaires font rapport aux organes principaux, ce qui permettrait de réduire le nombre de rapport et d'éviter d'établir des documents qui font double emploi,

Avant examiné de façon critique le mécanisme intergouvernemental actuel de la Commission, notamment les ordres du jour, le calendrier et le programme de travail,

Consciente du rôle crucial de la Commission dans la région en général, en tant que principal centre général d'activités de développement économique

---

43/ A/RES/41/213 (I) 1 (e).

44/ Décision 1987/112 (a).

45/ Ibid. (i).

et social dans le cadre du système des Nations Unies, pour les pays de la région,

Convaincue qu'une approche unifiée en matière d'analyse et de planification du développement demeure pertinente,

1. Réaffirme le rôle primordial de la Commission en tant que principal centre général d'activités de développement économique et social dans le cadre du système des Nations Unies pour la région de l'Afrique et en tant qu'agent d'exécution de plein droit de projets opérationnels;

2. Confirme que les activités de la Commission économique pour l'Afrique s'adaptent de plus en plus aux besoins actuels et futurs de la région africaine;

3. Décide ce qui suit :

#### I. MECANISME INTERGOUVERNEMENTAL DE LA COMMISSION

##### A. Organisations s'occupant des questions de développement global au niveau ministériel

###### a) Conférence des ministres africains responsables du développement économique et de la planification

Etant donné que la Conférence est l'organe suprême de la Commission, elle devrait poursuivre ses fonctions actuelles, assistée par le Comité technique préparatoire plénier;

###### b) Conférence des ministres des pays africains les moins avancés et son Comité intergouvernemental d'experts

Etant donné que le nombre de pays africains dans ce groupe est en augmentation et que leur situation continue à empirer, la Conférence et son Comité intergouvernemental d'experts devraient continuer à fonctionner tels qu'ils ont été conçus et il revient au secrétariat de déterminer s'ils devraient se réunir tous les ans ou tous les deux ans;

###### c) Conseils des ministres des MULPOC et leurs comités d'experts

Compte tenu du fait que la coopération et l'intégration économiques demeureront la base du marché commun africain et de la communauté économique africaine, les conseils des ministres des MULPOC et leurs comités d'experts devraient être maintenus;

##### B. Organes s'occupant des questions sectorielles au niveau ministériel et leurs comités techniques d'experts

###### a) Conférences ministérielles sectorielles dont le service est assuré entièrement par le secrétariat de la Commission

i) Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification et son Comité technique d'experts;

- ii) Conférence des ministres africains responsables de la mise en valeur, de la planification et de l'utilisation des ressources humaines;
- iii) Conférence des ministres africains des finances et son Comité technique d'experts;
- iv) Les ministres africains responsables de la mise en valeur, de l'exploration et de l'utilisation des ressources minérales et leurs comités techniques d'experts;

Compte tenu de la nécessité de continuer à disposer des vues spécialisées et des recommandations des conférences ministérielles sectorielles aux travaux desquelles l'Organisation de l'unité africaine participe de plus en plus, toutes les conférences ministérielles sectorielles devraient être maintenues<sup>46/</sup>.

b) Conférences ministérielles sectorielles dont le service est assuré avec la collaboration d'autres organisations

- i) Conférence des ministres africains des affaires sociales et son Comité technique d'experts [avec l'Organisation de l'unité africaine (OUA)] <sup>47/</sup>;
- ii) Conférence des ministres africains de l'industrie et son Comité technique d'experts [avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et l'OUA] <sup>48/</sup>;
- iii) Conférence des ministres africains du commerce et son Comité technique d'experts [avec l'OUA et le soutien actif de la CNUCED] <sup>49/</sup>;

Compte tenu de la nécessité de continuer à disposer des vues spécialisées et des recommandations de ces conférences ministérielles sectorielles, elles devraient continuer leurs activités. La pratique consistant à partager les coûts devrait continuer à être appliquée.

C. Organes subsidiaires techniques

- a) Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains;
- b) Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement;
- c) Comité intergouvernemental pour le développement de la science et de la technique;
- d) Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement;

---

<sup>46/</sup> Réserves du Maroc sur ces points de la résolution

<sup>47/</sup> Ibid.

<sup>48/</sup> Ibid.

<sup>49/</sup> Ibid.

e) Comité technique pour le Système panafricain de documentation et d'information (PADIS);

Ces organes font rapport directement à la Conférence des ministres responsables du développement économique et de la planification par l'intermédiaire du Comité technique préparatoire plénier et leurs services continueront d'avoir une valeur inestimable pour cette Conférence. Ils devraient donc poursuivre leurs activités.

## II. METHODES DE TRAVAIL Y COMPRIS LA PERIODICITE DES REUNIONS ET L'ORDRE DU JOUR DU MECANISME INSTITUTIONNEL DE LA COMMISSION

### a) La Conférence des ministres responsables du développement économique et de la planification

Compte tenu de la persistance de la crise économique en Afrique et de la nécessité de la suivre de façon continue, du rôle que la Conférence joue dans les activités de l'Organisation de l'unité africaine ayant trait à des questions économiques dont s'occupent le Conseil économique et social et l'Assemblée générale des Nations Unies qui tous deux se réunissent annuellement, la Commission devrait continuer à se réunir chaque année en attendant que cette pratique soit réexaminée en 1992;

### b) Les Conseils des ministres des MULPOC

D'approuver les décisions des conseils des ministres des MULPOC, y compris le Conseil des plénipotentiaires du MULPOC de l'Afrique du Nord, de se réunir dorénavant tous les deux ans. Les travaux des MULPOC seraient supervisés, pendant les années où ils ne se réunissent pas, par des comités restreints de leurs Etats membres. La longueur des documents à soumettre ainsi que celle des rapports des MULPOC devrait respecter les normes de l'Organisation des Nations Unies. Les réunions des MULPOC, aussi bien celles des experts que celles des ministres, ne devraient pas durer plus de six jours;

### c) Conférences ministérielles sectorielles (celles dont le service est assuré entièrement par le secrétariat de la Commission et celles dont le service est assuré en collaboration avec d'autres organisations)

Les réunions des conférences sectorielles devraient continuer à se tenir tous les deux ans. L'ordre du jour devrait être court, précis. La longueur des documents soumis à ces conférences ainsi que celle des rapports des conférences devrait respecter les normes de l'Organisation des Nations Unies. Les réunions, tant des experts que des ministres, ne devraient pas durer plus de six jours;

### d) Organes subsidiaires techniques

Les organes subsidiaires techniques devraient continuer à se réunir tous les deux ans. Leurs réunions devraient être courtes et porter sur des sujets précis. La longueur des documents à soumettre à ces organes ainsi que celle des rapports de ces organes devrait respecter les normes de l'Organisation des Nations Unies;

4. Lance un appel à la Commission spéciale pour qu'elle examine favorablement les présentes décisions afin de les incorporer à ses recommandations;

5. Prie le Secrétaire exécutif de transmettre la présente résolution à la Commission spéciale avant le 27 mai 1987.

251ème session,  
24 avril 1987.

619 (XXII). Nécessité de mobiliser des ressources financières intérieures pour le développement économique et social

La Conférence des ministres,

Rappelant les engagements pris, à la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à la situation économique critique de l'Afrique, par les gouvernements africains de mobiliser 64,4 p. 100 des 128 milliards de dollars des Etats-Unis, soit 82,5 milliards de dollars, des ressources financières requises pour l'application du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique,

Prenant acte de la Partie II du rapport CEA/BAD sur la situation économique en Afrique (1987),

1. Demande instamment aux gouvernements africains de redoubler d'efforts afin de mobiliser davantage de ressources intérieures par l'intermédiaire de l'épargne tant privée que publique et d'adopter les mesures ou les réformes d'ordre fiscal et monétaire nécessaires pour créer des conditions propices à la réalisation de cet objectif;

2. Recommande que ces réformes et mesures du système fiscal et monétaire prévoient une accélération de l'intermédiation financière, la mobilisation de l'épargne rurale, le recours au secteur financier non structuré, la modernisation des caisses d'épargne postales, le renforcement du secteur de l'assurance, l'amélioration des systèmes de sécurité sociale et toutes autres mesures jugées appropriées par chaque Etat, conformément à sa législation interne;

3. Prie la Commission économique pour l'Afrique et la Banque africaine de développement d'effectuer des études approfondies des instruments et politiques appropriés en vue de mobiliser plus rapidement les ressources intérieures pour accélérer le développement et la croissance économique, et de soumettre le rapport sur ces études à la neuvième réunion du Comité technique préparatoire plénier et à la vingt-troisième session de la Commission/quatorzième réunion de la Conférence des ministres en 1988.

251ème session,  
24 avril 1987.

620 (XXII). Soutien aux pays insulaires du sud-ouest de l'océan Indien dans leurs efforts de prévision des cyclones et de lutte contre les effets néfastes de ces désastres

La Conférence des ministres,

Considérant les conséquences désastreuses des cyclones, des inondations et des raz de marée sur les économies des pays insulaires du sud-ouest de l'océan Indien,

Rappelant la résolution 353 (XIV) du 27 mars 1979 sur les pays africains les moins avancés, insulaires et les plus sérieusement affectés,

Rappelant également la résolution 288 (XIII) du 1er mars 1977 qui appuie la création du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique,

Rappelant en outre les principes et directives du Plan d'action de Lagos en vue de la mise en oeuvre de la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique, 1980-2000 50/ concernant le développement des pays africains et celui des plus démunis en particulier,

Profondément préoccupée par la détérioration continue ces dernières années de la situation de l'alimentation et de l'agriculture en Afrique qu'aggravent chaque année les catastrophes naturelles telles que la sécheresse, les cyclones tropicaux, les inondations etc.. et par la crise économique mondiale prolongée,

Rappelant le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 adopté par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA à sa vingt et unième session ordinaire,

Rappelant également le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 51/ adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies lors de la session extraordinaire consacrée à la situation économique critique de l'Afrique,

Consciente que si les pays du continent africain présentent certaines caractéristiques économiques et sociales communes qui font du continent une entité originale, il convient de reconnaître que celui-ci est également hétérogène et diversifié dans certains aspects,

Consciente également que les pays insulaires, en particulier ceux de l'océan Indien sont régulièrement soumis à des catastrophes naturelles comme les cyclones et les inondations qui entraînent la destruction de la production agricole, des habitations des populations côtières et rurales et des routes, réduisant à néant les efforts et les investissements déjà réalisés,

1. Invite la CEA et toutes les institutions spécialisées des Nations Unies qui mènent des activités dans les domaines de la prévision et de la lutte contre les catastrophes naturelles ainsi que de la conservation de

---

50/ A/S-11/14, annexe I.

51/ A/S-13/2, annexe.



l'environnement en Afrique, notamment le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe, l'Organisation météorologique mondiale, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement de tenir compte dans l'élaboration et l'exécution de leurs programmes, des calamités naturelles et des risques écologiques propres à la zone de l'océan Indien tels que les cyclones, les inondations, les raz de marée, les éruptions et émanations de gaz volcaniques, ainsi que les pollutions marines;

2. Demande au Programme des Nations Unies pour le développement de tenir compte dans les priorités retenues dans le cadre du quatrième cycle de programmation régionale en Afrique de la prévision et de la lutte contre les effets néfastes des cyclones, des inondations et des raz de marée;

3. Lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle accroisse son appui financier et technique aux pays frappés régulièrement par les cyclones;

4. Demande aux Etats membres de la CEA de faire bénéficier les pays insulaires du sud-ouest de l'océan Indien du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique.

251ème séance,

251ème séance,  
24 avril 1987.

621 (XXII). Centre africain pour l'application de la météorologie au développement (CAAMD)

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 540 (XX) du 29 avril 1985 demandant la création d'un centre africain avancé dans le domaine de l'application de la météorologie au développement (dénommé ci-après CAAMD) pour traiter de tous les phénomènes liés à la météorologie tels que la sécheresse, la désertification et les cyclones tropicaux, et renforcer les capacités nationales dans l'analyse et l'application de l'information et des données météorologiques et hydrologiques aux activités humaines critiques telles que l'agriculture, la production alimentaire, l'énergie et la gestion des ressources en eau,

Rappelant également sa résolution 585 (XXI) du 19 avril 1986 demandant au Secrétaire exécutif de la CEA, en collaboration avec le Secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale et le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, de préparer un projet de statuts du CAAMD et de le soumettre par l'intermédiaire du Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement, à la treizième réunion de la Conférence des ministres,

Prenant note de la résolution 25 (IX-AR1) adoptée par la neuvième session de l'Association régionale 1 (Afrique) de l'Organisation météorologique mondiale tenue à Harare (Zimbabwe) du 8 au 19 décembre 1986, exprimant l'appui total à la Conférence des ministres de la CEA pour la création du CAAMD et demandant au Secrétaire exécutif de la CEA et au Secrétaire général de l'OMM de prendre les mesures nécessaires pour assurer la mise en place du Centre,

Tenant compte des activités préparatoires déjà menées par la Commission économique pour l'Afrique et l'Organisation météorologique mondiale pour la mise en place du CAAMD,

Avant examiné les rapports sur l'état d'avancement 52/ et les propositions relatives 53/ à la création du CAAMD,

1. Adopte les statuts portant création du Centre africain pour l'application de la météorologie au développement (CAAMD) et joints en annexe à la présente résolution;

2. Décide que le Centre sera installé à Niamey (Niger);

3. Prie instamment les Etats membres de renforcer ou de développer leurs services nationaux pour qu'ils puissent a) bénéficier des services du CAAMD; b) transmettre régulièrement et en temps opportun les données et les informations nécessaires au fonctionnement efficace du CAAMD;

4. Décide également que a) pendant les deux premières années suivant la création du CAAMD, les Etats membres ci-après seront membres du Conseil d'administration : sous-région du MULPOC de Gisenyi : Burundi et Zaïre; sous-région du MULPOC de Lusaka : Kenya et Madagascar; sous-région du MULPOC de Niamey : Niger, Nigéria et Sénégal; sous-région du MULPOC de Tanger : Algérie et Egypte; sous-région du MULPOC de Yaoundé : Cameroun et Congo; b) les Etats membres désignés au Conseil d'administration communiqueront au secrétariat de la CEA, au plus tard le 31 août 1987, les noms de leurs représentants au Conseil;

5. Demande au Conseil d'administration, en collaboration avec les secrétariats de la Commission économique pour l'Afrique et de l'Organisation météorologique mondiale, de préparer un budget pour le fonctionnement du CAAMD et une proposition de clé de répartition des contributions des pays membres à soumettre à la quatorzième réunion de la Conférence des ministres;

6. Demande également au Secrétaire exécutif de la CEA, en collaboration avec le Secrétaire général de l'OMM, de mettre au point les dispositions d'accueil avec le pays hôte afin que le Centre soit opérationnel le plus tôt possible;

7. Demande également au Secrétaire exécutif de la CEA, en collaboration avec le Secrétaire général de l'OMM, de mobiliser les ressources financières, techniques et autres du système des Nations Unies ainsi que des donateurs bilatéraux et multilatéraux pour faciliter la mise en place et le fonctionnement du CAAMD;

8. Demande également au Secrétaire exécutif de la CEA et au Secrétaire général de l'OMM de prendre les mesures appropriées pour l'application rapide de la présente résolution et de faire rapport à la quatorzième réunion de la Conférence des ministres sur ce point.

25ème séance,  
24 avril 1987.

52/ Documents E/ECA/CM.13/29 et /Add.1.

53/ Documents E/ECA/CM.13/29/Add.2 et E/ECA/CM.13/33.

ANNEXE A LA RESOLUTION 621(XXII)

STATUTS DU CENTRE AFRICAIN  
POUR L'APPLICATION DE LA METEOROLOGIE AU DEVELOPPEMENT (CAAMD)\*

CONSIDERANT que par sa résolution 540 (XX), la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique, au nom des Etats membres de la Commission, a décidé qu'un centre africain pour l'application de la météorologie au développement serait créé afin d'améliorer la connaissance des processus atmosphériques et climatiques sur le continent, de collecter, d'analyser et de diffuser les informations météorologiques et hydrologiques, de jouer le rôle d'une veille ou d'un système d'alerte avancée pour l'Afrique et de faciliter la formation des techniciens et scientifiques africains aux applications de la météorologie au développement,

CONSIDERANT que des mesures pratiques et efficaces peuvent être prises pour atténuer les effets de la sécheresse, des cyclones tropicaux et autres phénomènes atmosphériques grâce à l'application de méthodes découlant d'une connaissance approfondie des effets des facteurs météorologiques sur la production alimentaire, les ressources en eau et les sources d'énergie nouvelles et renouvelables,

CONSIDERANT que par ladite résolution 540 (XX), le Centre africain pour l'application de la météorologie au développement doit, pour son fonctionnement, bénéficier du soutien des Etats membres de la Commission économique pour l'Afrique et de l'Organisation météorologique mondiale,

CONSIDERANT qu'en vertu de ladite résolution 540 (XX) les Etats membres de la Commission économique pour l'Afrique ont convenue de créer le Centre africain pour l'application de la météorologie au développement aux fins des objectifs énoncés plus haut et de la manière définie dans les paragraphes qui précèdent,

LA CONFERENCE DES MINISTRES est, au nom des Etats membres de la Commission économique pour l'Afrique, convenue de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

Création du Centre

Les présents statuts portent création du Centre africain pour l'application de la météorologie au développement (ci-après dénommé "le Centre").

ARTICLE 2

Adhésion

Tous les Etats membres de la Commission économique pour l'Afrique (ci-après dénommés "les Etats membres") qui appliquent les dispositions de l'article 17 des présents statuts sont membres du Centre.

---

\* La délégation algérienne a émis des réserves au sujet des articles 2, 10 et 17.

ARTICLE 3

Objectifs et fonctions du Centre

1. Les objectifs du Centre sont les suivants :

a) Promouvoir et développer l'utilisation des données et renseignements météorologiques de façon à accélérer le développement économique et social des Etats membres, contribuer à la recherche sur les phénomènes climatiques et les moyens d'atténuer leurs effets, améliorer la connaissance sur les perturbations climatiques dans les Etats membres et favoriser la conservation adéquate des ressources naturelles des Etats membres;

b) Aider les Etats membres à parvenir à l'autosuffisance dans les domaines de la production vivrière, de la gestion des ressources en eau et de l'utilisation des sources d'énergie nouvelles et renouvelables;

c) Etre un centre de référence sur la météorologie et son application au développement ainsi qu'un centre spécialisé dont la vocation est de stimuler la recherche scientifique appliquée, notamment en ce qui concerne la météorologie tropicale et les systèmes pluviaux, d'enrichir les connaissances actuelles et d'améliorer les programmes de développement;

d) Renforcer les services météorologiques nationaux afin qu'ils puissent profiter pleinement des possibilités offertes par le Centre pour stimuler l'économie des divers pays de façon à assurer le développement intégral et harmonieux de l'ensemble du système météorologique en Afrique;

e) Développer les aspects de la météorologie qui ne sont pas étudiés dans les centres nationaux et sous-régionaux, notamment en ce qui concerne l'acquisition et l'adaptation des techniques agro-météorologiques utilisées ailleurs avec succès pour favoriser l'autosuffisance dans les domaines de la production vivrière et de l'énergie; et rechercher des solutions aux nombreux problèmes pressants que posent la sécheresse, les cyclones tropicaux et autres catastrophes d'origine climatique.

2. Afin d'atteindre les objectifs définis au paragraphe 1 du présent article, les fonctions du Centre sont les suivantes :

a) Renforcer les capacités des services nationaux de météorologie et former un personnel capable d'appliquer et d'utiliser les données météorologiques et climatologiques;

b) Etablir un système météorologique et climatologique d'alerte avancée fondé sur l'état des connaissances actuelles, de façon à disposer de méthodes d'analyse et de prévision permettant de réduire les effets de la sécheresse, des cyclones tropicaux et autres catastrophes naturelles d'origine climatique;

c) Définir des méthodologies nouvelles et pratiques pour les applications météorologiques de façon à :

i) Réduire les variations et le risque de pertes dans le domaine de la production vivrière;

ii) Réduire les coûts et l'énergie liés à la production vivrière;

- iii) Augmenter la production et renforcer la sécurité alimentaire;
- iv) Améliorer la gestion des ressources en eau, notamment dans les régions sujettes à la sécheresse ou touchées par ce fléau;
- v) Mettre en valeur d'autres sources d'énergie renouvelables;
- vi) Permettre de mieux comprendre les conditions atmosphériques qui, dans la région africaine, influent sur les activités essentielles de l'homme;

d) Oeuvrer, à l'échelle du continent, au rapprochement des services sous-régionaux et nationaux en appuyant les activités entreprises dans le domaine de la définition, des applications, du fonctionnement des veilles météorologiques/climatologiques, de l'analyse numérique et de la prévision, de l'informatique et de la technologie des satellites météorologiques de façon à identifier et résoudre les problèmes climatiques pressants de la région;

e) Constituer des fichiers de toutes les données rétrospectives et actuelles, fournir des tableaux uniformes de présentation des données, assurer un échange rationnel des données et des produits en ce qui concerne le système mondial de télécommunications actuel et aider à définir de nouvelles normes;

f) Fournir régulièrement des prévisions adéquates sur les rendements des récoltes, identifier des méthodologies appropriées à des fins opérationnelles ainsi que les conditions météorologiques qui donnent lieu à l'apparition des insectes migrants et des maladies et surveiller la sécheresse et les perturbations climatiques sur le continent;

g) Assurer la formation, grâce notamment à l'organisation de stages, de séminaires, de missions et d'activités similaires, des scientifiques et techniciens africains à l'application des données et renseignements météorologiques au développement économique et social;

h) Effectuer des travaux de recherche visant à mieux faire comprendre les processus atmosphériques et climatiques à l'origine des pluies, de la sécheresse, des cyclones tropicaux et des inondations, des tempêtes et d'autres phénomènes météorologiques majeurs;

i) Effectuer toutes autres activités nécessaires pour réaliser les objectifs du Centre.

#### ARTICLE 4

##### Organes du Centre

Le Centre comprend les organes suivants :

- a) Un Conseil d'administration;
- b) Une direction générale;
- c) D'autres organismes techniques, scientifiques, financiers et administratifs dont il peut avoir besoin pour s'acquitter efficacement de ses fonctions.

ARTICLE 5

Le Conseil d'administration : composition, fonctions et réunions

1. Le Conseil d'administration est l'organe délibérant suprême du Centre.
2. Le Conseil d'administration comprend :
  - a) Deux représentants - ressortissant de deux Etats membres - pour chacune des cinq sous-régions desservies par la Commission économique pour l'Afrique et choisis par la Conférence des ministres en fonction de leurs connaissances et de leur expérience dans le domaine de la météorologie;
  - b) Le Président et le Vice-Président qui sont élus parmi les représentants des Etats membres siégeant au Conseil d'administration;
  - c) Un représentant du Gouvernement de la République du Niger;
  - d) Pendant la phase initiale et jusqu'à l'élection du Président, le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique est Président du Conseil d'administration;
  - e) Un représentant de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), sans droit de vote;
  - f) Un représentant de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), sans droit de vote;
  - g) Un représentant de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), sans droit de vote;
  - h) Des représentants d'organisations internationales ou d'institutions s'intéressant à la météorologie telles que le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) siégeant à l'invitation du Conseil d'administration mais sans droit de vote;
  - i) Des organismes donateurs et des experts éminents peuvent aussi, à l'invitation du Conseil d'administration, assister aux réunions de ce dernier en qualité d'observateurs sans droit de vote.
3. Le Directeur général du Centre fait fonction de secrétaire du Conseil d'administration.
4. Lorsqu'elle choisit les membres du Conseil d'administration visés à l'alinéa a) du paragraphe 2 du présent article, la Conférence des ministres tient compte de la nécessité d'assurer une répartition géographique équitable parmi les Etats membres.
5. Les membres du Conseil d'administration choisis conformément à l'alinéa a) du paragraphe 2 du présent article restent en fonction pendant quatre ans et sont rééligibles une seule fois, à condition que, lors de la première désignation des membres du Conseil, la Conférence des ministres décide que la moitié des Etats membres choisis se retirent au bout de deux ans et sont

remplacés par le même nombre d'Etats membres choisis par la Conférence des ministres pour siéger au Conseil.

6. Les membres du Conseil d'administration visés à l'alinéa a) du paragraphe 2 du présent article sont des personnes qualifiées et très au courant de la météorologie.

7. Le Conseil d'administration assume les fonctions suivantes :

a) Définir les principes généraux et politiques régissant les opérations du Centre et donner les directives de caractère général concernant l'application de ces principes et politiques;

b) Etablir le projet de programme de travail du Centre et le budget correspondant, sous réserve de l'approbation de la Conférence des ministres;

c) Définir les conditions d'admission des personnes devant suivre les cours de formation du Centre;

d) Examiner et approuver les rapports annuels du Directeur général sur les activités du Centre;

e) Nommer des vérificateurs qualifiés pour vérifier les comptes du Centre;

f) Examiner et approuver le rapport et les comptes financiers du Centre pour l'exercice antérieur;

g) Définir les règles et réglementations concernant les finances et le personnel;

h) Adopter son propre règlement intérieur;

i) Déterminer les autres bureaux du Centre;

j) Soumettre, par l'intermédiaire de son Président, un rapport au Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement de la Commission économique pour l'Afrique (ci-après dénommé "le Comité mixte"), aux fins de son examen et approbation par la Conférence des ministres ainsi que des rapports annuels sur les activités du Centre;

k) Nommer le Directeur général et le personnel supérieur du Centre;

l) Etablir les comités techniques, scientifiques, financiers et administratifs qui pourraient être nécessaires pour le bon fonctionnement du Centre;

m) Convoquer périodiquement des réunions de donateurs afin d'examiner le financement des activités du Centre;

n) Accomplir toute autre fonction qui pourrait être nécessaire pour le bon fonctionnement du Centre.

8. Le Conseil d'administration se réunit en session ordinaire une fois par an. Il peut se réunir en session extraordinaire à la demande de son Président ou du tiers de ses membres.

#### ARTICLE 6

##### Le Président du Conseil d'administration

1. Le Président du Conseil d'administration :

a) Fait établir le projet d'ordre du jour des réunions du Conseil d'administration;

b) Convoque et préside les réunions du Conseil d'administration;

c) Sollicite, avec l'approbation du Conseil d'administration, des ressources financières et autres auprès de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées ou d'autres organisations intergouvernementales, de gouvernements, d'organisations non gouvernementales et d'autres sources.

2. En l'absence du Président du Conseil d'administration, le Vice-Président assume les fonctions définies au paragraphe 1 du présent article.

#### ARTICLE 7

##### La Direction générale

1. Le Centre est dirigé par le Directeur général qui est le Chef de l'exécutif et de l'administration du Centre.

2. Le Directeur général du Centre est nommé conformément aux dispositions des présents statuts pour une période de quatre ans et son mandat peut être renouvelé pour d'autres périodes de quatre ans.

3. Le Directeur général du Centre agit en tant que représentant officiel du Centre.

4. Sous réserve des directives de caractère général que peut donner le Conseil d'administration, le Directeur général du Centre est chargé de la planification, de l'organisation et de la direction des activités techniques, de la recherche scientifique, de la formation, des services consultatifs et d'autres activités du Centre. En particulier :

a) Il est responsable de l'organisation et de l'administration du Centre;

b) Il soumet les programmes de travail et les budgets correspondants du Centre à l'examen du Conseil d'administration;

c) Il est responsable de l'exécution des activités du Centre conformément aux programmes de travail et aux budgets correspondants approuvés du Centre;

d) Il soumet au Conseil d'administration les rapports annuels sur les activités et les comptes du Centre, pour approbation;



e) Sous réserve des règles et réglementations concernant le personnel et l'administration du Centre et des directives que peut donner le Conseil d'administration, il choisit et nomme le personnel autre que celui visé à l'alinéa k) du paragraphe 7 de l'Article 5 des présents statuts;

f) Il établit et maintient des contacts avec les gouvernements, l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées et d'autres organisations ou institutions, dans la mesure où c'est nécessaire ou souhaitable, pour la réalisation des objectifs du Centre; et

g) Il effectue d'autres tâches ou activités qui pourraient être décidées par le Conseil d'administration.

5. Le Directeur général et les autres personnes employées par le Centre ne solliciteront ni n'accepteront d'instructions, de récompenses ou de dons d'aucun gouvernement, d'aucune autorité ou d'aucune source extérieure au Centre et s'abstiendront de toute action susceptible de porter atteinte à leur statut de fonctionnaire international.

6. Les Etats membres s'engagent à respecter le caractère international des responsabilités du Directeur exécutif et des autres personnes employées par le Centre et de ne pas chercher à influencer leurs nationaux dans l'exécution de leurs fonctions, étant entendu que cela n'empêche pas les gouvernements ou organisations de détacher du personnel auprès du Centre.

#### ARTICLE 8

##### Siège du Centre

1. Le siège du Centre est fixé à Niamey (République du Niger).

2. Le Centre conclut avec le Gouvernement de la République du Niger un accord selon lequel ce Gouvernement fournit ou octroie au Centre, selon le cas, des locaux adéquats ainsi que les installations, services, privilèges et immunités dont il aura besoin pour fonctionner de manière convenable.

#### ARTICLE 9

##### Statut, capacité, privilèges et immunités

1. Afin d'atteindre ses objectifs et de s'acquitter des fonctions qui lui ont été confiées, le Centre jouit sur le territoire de chaque Etat membre de la personnalité juridique en droit international. A ces fins, le statut, la capacité, les privilèges, les immunités et les exemptions définis aux paragraphes 2 à 12 du présent article sont accordés au Centre sur le territoire de chaque Etat membre.

2. Aux fins des présents statuts, le Centre est habilité à :

a) Conclure des contrats;

b) Acquérir et aliéner des biens meubles ou immeubles;

c) Ester en justice.

3. Le Centre, ainsi que ses biens et avoirs, jouissent d'une totale immunité juridique, sauf dans les cas particuliers où, par l'intermédiaire du Directeur général du Centre, il aura expressément renoncé à ladite immunité, étant entendu qu'aucune mesure d'exécution ne pourra être prise à l'encontre des biens et avoirs du Centre sans le consentement du Directeur général du Centre.
4. Le siège du Centre est inviolable. Les biens et avoirs du Centre sont exempts de perquisition, réquisition, confiscation ou expropriation et de toute ingérence des pouvoirs exécutif, administratif, judiciaire ou législatif.
5. Les archives du Centre et, d'une manière générale, tous les documents qui lui appartiennent ou qu'il détient sont inviolables.
6. Le Centre, ses biens, avoirs, revenus et transactions sont exonérés de tous impôts ainsi que des droits de douane, prohibitions et restrictions sur les importations et exportations nécessaires pour son fonctionnement. Le Centre n'est toutefois pas exonéré du paiement de redevances pour services rendus.
7. Les membres du Conseil d'administration et les représentants des Etats membres, qui ne sont pas également fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies ou de ses institutions spécialisées, jouissent des privilèges et immunités prévus mutatis mutandis à l'Article IV de la Convention sur les privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies.
8. Toutes les personnes qui sont employées par le Centre et qui ne sont pas également des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies ou de ses institutions spécialisées jouissent des privilèges et immunités prévus à l'Article V de la Convention sur les privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies.
9. Sans préjudice des dispositions qui précèdent, les Etats membres s'engagent à accorder à tous les représentants des Etats membres, à tout le personnel du Centre, aux experts fournissant des avis ou une assistance au Centre, les facilités et faveurs nécessaires pour l'exercice de leurs fonctions dans le cadre des activités du Centre.
10. Le Directeur général du Centre a le droit et le devoir de lever l'immunité de tout membre du personnel du Centre qui n'est pas fonctionnaire de l'Organisation des Nations Unies ou de l'une de ses institutions spécialisées, dans le cas où il estime que cette immunité peut entraver le cours de la justice et peut être levée sans préjudice pour les intérêts du Centre.
11. Toutes les personnes qui, conformément aux dispositions des statuts, suivent une formation au Centre ou participent à un programme d'échange de personnel au Centre et qui ne sont pas ressortissants des Etats membres concernés, ont le droit d'entrer sur le territoire de chaque Etat membre, d'y transiter et d'en sortir quand c'est nécessaire pour leur formation ou leurs activités. Toutes les facilités leur seront accordées pour qu'ils puissent voyager rapidement; et les visas nécessaires leur sont délivrés promptement et à titre gracieux.

12. Le Centre collabore à tout moment avec les autorités compétentes des Etats membres pour faciliter la bonne administration de la justice, garantir le respect des lois nationales et prévenir tout abus en ce qui concerne les privilèges, immunités et facilités mentionnés au présent article.

#### ARTICLE 10

##### Droits et obligations des Etats membres

Tous les Etats membres du Centre jouissent des mêmes droits et ont les mêmes obligations vis-à-vis du Centre et notamment :

- a) facilitent la collecte, l'échange et la diffusion en temps opportun de données et de renseignements climatiques et météorologiques;
- b) soumettent les rapports, données et renseignements que pourraient demander les organes compétents du Centre;
- c) mettent à la disposition du Centre des moyens de formation et de recherche selon des modalités qui seront de temps à autre déterminées d'un commun accord avec les organes compétents du Centre;
- d) fournissent au Centre un personnel national à des conditions qui pourront être convenues avec les organes compétents du Centre;
- e) versent leur contribution annuelle telle que fixée par la Conférence des ministres;
- f) accordent les facilités, privilèges et immunités qui peuvent être nécessaires aux termes de l'Article 8 des présents statuts;
- g) ont libre accès à tous les services du Centre.

#### ARTICLE 11

##### Assistance fournie par les secrétariats de la Commission économique pour l'Afrique et de l'Organisation météorologique mondiale

1. Les secrétariats de la Commission économique pour l'Afrique et de l'Organisation météorologique mondiale apporteront toute l'assistance possible au Centre afin de faciliter l'exécution de ses activités.
2. Le secrétariat de l'Organisation météorologique mondiale se charge en particulier de fournir des avis et des directives scientifiques au Centre en vue de l'aider à réaliser ses objectifs; il supervise également et coordonne les activités entreprises par le Centre en coopération avec d'autres centres spécialisés, régionaux et mondiaux dans le cadre des programmes pertinents de l'Organisation météorologique mondiale, notamment la Veille météorologique mondiale et le Programme climatique mondial.

#### ARTICLE 12

##### Coopération avec d'autres organisations

Le Centre établit des relations avec l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées ainsi qu'avec d'autres organisations et

institutions qui pourraient s'intéresser à la réalisation des objectifs du Centre.

### ARTICLE 13

#### Ressources du Centre

1. Les ressources financières du Centre proviennent des contributions des Etats membres conformément à une formule recommandée par le Conseil d'administration à la Conférence des ministres de la CEA.
2. Le Centre peut, en dehors des ressources mentionnées au paragraphe 1 du présent article, recevoir des dons de tout Etat membre.
3. Le Centre peut obtenir des ressources supplémentaires en espèces ou en nature de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées, de bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux et de toutes autres institutions et organisations qui pourraient s'intéresser aux activités du Centre. L'acceptation par le Centre de ces ressources supplémentaires doit être conforme aux objectifs du Centre, sous réserve des dispositions des présents statuts et conformément aux dispositions pertinentes des règles de gestion financière du Centre.

### ARTICLE 14

#### Amendements

Les présents statuts peuvent, sur recommandation du Comité intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement, être amendés par la Conférence des ministres.

### ARTICLE 15

#### Règlement des différends

Tout différend au sujet de l'interprétation ou de l'application des présents statuts qui ne peut être réglé par les parties concernées, est examiné par le Conseil d'administration.

### ARTICLE 16

#### Durée et dissolution

1. Les présents statuts restent en vigueur pendant une période indéterminée et peuvent être abrogés par une décision de la Conférence des ministres; le Centre est alors considéré comme dissous.
2. En cas de dissolution du Centre conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, le Conseil d'administration prend les dispositions nécessaires pour que la liquidation du Centre s'effectue de manière ordonnée.

ARTICLE 17

Entrée en vigueur

Les présents statuts entrent en vigueur dès qu'ils sont adoptés par la Conférence des ministres et approuvés par les Etats membres conformément aux procédures en vigueur dans chacun d'eux.

FAIT à Addis-Abeba (Ethiopie), le vingt-sept avril mil neuf cent quatre-vingt-sept en langues arabe, anglaise et française, les trois textes faisant également foi.

ANNEXE I

INTERVENTION DE LA DELEGATION MAROCAINE A LA TREIZIEME REUNION DE LA CONFERENCE  
DES MINISTRES DE LA CEA AU SUJET DU RAPPORT RELATIF A LA HUITIEME  
REUNION DE LA CONFERENCE DES MINISTRES AFRICAINS  
DE L'INDUSTRIE QUI S'EST TENUE A BUJUMBURA  
DU 17 AU 19 SEPTEMBRE 1986

La délégation marocaine rappelle que la huitième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie tenue à Bujumbura (Burundi) du 17 au 19 septembre 1986, était organisée par la CEA et que l'ONUDI et l'OUA étaient associées à son service.

Elle rappelle également les circonstances déplorables dans lesquelles cette conférence s'est déroulée et que celle-ci a vu la participation d'une "pseudo-entité" non Membre de l'ONU, ce qui a entraîné le retrait de la délégation marocaine.

Elle attire l'attention sur la gravité de ces événements et sur le rôle passif joué par les secrétariats de la CEA et de l'ONUDI qui sont tenus de respecter les règles et procédures en vigueur aux Nations Unies.

La délégation marocaine déplore également que le rapport ne contienne aucune allusion à son retrait de la Conférence, ni aux tractations fallacieuses qui ont permis à cette "pseudo-entité" de participer aux travaux de la Conférence.

En conséquence, la délégation marocaine rejette dans sa totalité le rapport de la huitième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie et la résolution y afférente et met devant leurs responsabilités le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et le secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI).

Elle se réserve en outre le droit de poursuivre la dénonciation de ce rapport à d'autres niveaux du système des Nations Unies ainsi que la dénonciation des conditions dans lesquelles s'est déroulée la huitième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie, ce qui constitue un grave précédent susceptible d'entacher la crédibilité de notre organisation universelle.

Le Chef de la délégation marocaine,

(Signé)

RACHIDI GHAZOUANI

ANNEXE II

DECLARATION DE LA DELEGATION ALGERIENNE

Contrairement aux affirmations erronées de la délégation marocaine, la République arabe sahraouie démocratique (RASD), qui est la "pseudo-entité" à laquelle se réfère cette délégation, n'est pas entrée par effraction à la huitième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie qui s'est tenue à Bujumbura (Burundi).

La Conférence des ministres africains de l'industrie est l'émanation des chefs d'Etat et de gouvernement africains de pays membres de l'OUA. Tout Etat africain membre de l'OUA a le droit d'y participer.

La RASD a pris part aux travaux de la Conférence des ministres africains de l'industrie en sa qualité de membre à part entière de l'OUA.

C'est son droit le plus légitime.

ANNEXE III

REUNIONS DES ORGANES SUBSIDIAIRES TENUES PENDANT LA PERIODE CONSIDEREE  
(22 avril 1986-27 avril 1987)

---

Organe et bureau	Réunion ou session	Cote du document
<hr/>		
<u>Réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie</u>	Huitième réunion Bujumbura (Burundi) 17-19 septembre 1986	E/ECA/CM.13/20
Président : Burundi Rapporteur : Lesotho		
<u>Réunion du Comité intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement</u>	Quatrième réunion Addis-Abeba (Ethiopie) 9-13 février 1987	E/ECA/CM.13/33
Président : M. Hervé Duval (Maurice)		
Rapporteur : M. Emmanuel Ofopii-Anyinan (Ghana)		
<u>Conférence des ministres africains du commerce</u>	Neuvième réunion Addis-Abeba (Ethiopie) 19 et 20 mars 1987	E/ECA/CM.13/35
Président : Sierra Leone Rapporteur : Zambie		
<u>Réunion du Comité technique préparatoire plénier</u>	Huitième réunion Addis-Abeba (Ethiopie) 13-20 avril 1987	E/ECA/CM.13/58
Président : Niger Rapporteur : Zaïre		
<u>Réunion de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés</u>	Septième réunion Addis-Abeba (Ethiopie) 21 et 22 avril 1987	E/ECA/CM.13/59
Présidente : Mme Amina Salam Alii (République-Unie de Tanzanie)		
Rapporteur : M. Akreba Ghaldon (Lesotho)		

---



ANNEXE IV

LISTE DES DOCUMENTS

- |    |                       |   |
|----|-----------------------|---|
| 1. | E/ECA/TPCW.8/1/Rev.2  | Ordre du jour provisoire  |
|    | E/ECA/CM.13/1/Rev.3   | Ordre du jour provisoire  |
| 2. | E/ECA/TPCW.8/2        | Ordre du jour provisoire annoté   |
|    | E/ECA/CM.13/2         | Ordre du jour provisoire annoté   |
| 3. | E/ECA/CM.13/3         | Etude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1985-1986.   |
|    | E/ECA/CM.13/3/Corr.1  |   |
|    | E/ECA/CM.13/3/Corr.2  |   |
| 4. | E/ECA/CM.13/4         | Rapport économique CEA/BAD sur l'Afrique, 1987  |
| 5. | E/ECA/CM.13/5         | Etat d'avancement du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique et du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990<br>PARTIE I : Enquête préliminaire de la CEA sur la mise en oeuvre du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 (PPREA) et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 (PANUREDA)<br>Deuxième partie : Note sur les activités entreprises par le système des Nations Unies |
| 6. | E/ECA/CM.13/6         | Rapport sur l'exécution des éléments du Plan d'action de Lagos relatifs à l'alimentation et à l'agriculture   |
|    | E/ECA/CM.13/6/Summary |   |
| 7. | E/ECA/CM.13/7         | Rapport sur les mesures générales et les institutions visant à améliorer la conservation, la gestion et la mise en valeur des ressources forestières en Afrique   |
|    | E/ECA/CM.13/7/Summary |   |
| 8. | E/ECA/CM.13/8         | Rapport d'une étude sur la recherche et les programmes agricoles pour le développement de l'élevage dans la région africaine  |
|    | E/ECA/CM.13/8/Summary |   |
| 9. | E/ECA/CM.13/9         | Rapport sur l'application des recommandations de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural dans la sous-région du MULPOC de Lusaka  |
|    | E/ECA/CM.13/9/Summary |   |

- |     |   |   |
|-----|---|---|
| 10. | E/ECA/CM.13/10<br>E/ECA/CM.13/10/Summary                          | Année internationale de la mobilisation de ressources financières et techniques destinées à accroître la production alimentaire et agricole en Afrique  |
| 11. | E/ECA/CM.13/11<br>E/ECA/CM.13/11/Summary                          | Rapport sur les mesures prises par les pays africains pour réduire les pertes après récolte au cours de la période 1975-1985  |
| 12. | E/ECA/CM.13/12<br>E/ECA/CM.13/12/Summary                          | Rapport sur une étude comparée et une analyse des programmes de sécurité alimentaire en cours   |
| 13. | E/ECA/CM.13/13<br>E/ECA/CM.13/13/Summary                          | Rapport sur les politiques du sol et sur les systèmes agricoles en Somalie et au Soudan   |
| 14. | E/ECA/CM.13/14<br>E/ECA/CM.13/14/Summary                          | Mise en valeur des bassins fluviaux en Afrique  |
| 15. | E/ECA/CM.13/15<br>E/ECA/CM.13/15/Summary                          | Ressources en eau : Progrès réalisés dans l'application du Plan d'action de Mar del Plata (Examen de la situation en ce qui concerne la mise en valeur des ressources en eau dans les pays de la région de l'Afrique frappés par la sécheresse) |
| 16. | E/ECA/CM.13/16<br>E/ECA/CM.13/16/Summary                          | Rapport de la réunion régionale sur les aspects socio-économiques de la gestion des ressources en eau en Afrique et l'élaboration de politiques en ce domaine   |
| 17. | E/ECA/CM.13/17<br>E/ECA/CM.13/17/Summary<br>E/ECA/CM.13/17/Corr.1 | Rapport de la sixième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique  |
| 18. | E/ECA/CM.13/18<br>E/ECA/CM.13/18/Summary                          | Rapport sur les incidences de la célébration en 1986 de l'Année de la cartographie et de la télédétection en Afrique  |
| 19. | E/ECA/CM.13/19<br>E/ECA/CM.13/19/Summary                          | Rapport de la réunion consultative régionale pour la mobilisation de ressources financières en vue de la mise en valeur de sources d'énergie nouvelles et renouvelables en Afrique  |
| 20. | E/ECA/CM.13/20<br>E/ECA/CM.13/20/Summary                          | Rapport de la huitième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie  |

21. E/ECA/CM.13/21  
E/ECA/CM.13/21/Summary Rapport sur l'exécution du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique
22. E/ECA/CM.13/22 Rapport sur les préparatifs de la deuxième Conférence générale de l'ONUDI
23. E/ECA/CM.13/23  
E/ECA/CM.13/23/Summary  
E/ECA/CM.13/23/Add.1 Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique - Rapport sur l'état d'avancement du programme de la seconde phase
24. E/ECA/CM.13/24  
E/ECA/CM.13/24/Summary Rapport sur l'étude de la CEA/PNUD/BIRD sur les transports dans les pays africains au sud du Sahara
25. E/ECA/CM.13/25 Rapport des conseils des ministres des MULPOC
26. E/ECA/CM.13/26 Rapport sur les activités d'élaboration du programme régional pour l'Afrique dans le cadre du quatrième cycle de programmation du PNUD (1987-1991)
27. E/ECA/CM.13/27  
E/ECA/CM.13/27/Summary Application en Afrique de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
28. E/ECA/CM.13/28 Création d'un institut africain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants
29. E/ECA/CM.13/29  
E/ECA/CM.13/29/Add.1  
E/ECA/CM.13/29/Add.1/Corr.1  
E/ECA/CM.13/29/Add.2  
E/ECA/CM.13/29/Add.3 Rapport intérimaire sur la création du Centre africain pour l'application de la météorologie au développement (CAAMD)
30. E/ECA/CM.13/30 Rapport de la deuxième réunion de la Conférence des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales sur le Fonds monétaire africain
31. E/ECA/CM.13/31 Rapport de la sixième réunion du Comité intergouvernemental d'experts des pays africains les moins avancés
32. E/ECA/CM.13/32  
E/ECA/CM.13/32/Summary  
E/ECA/CM.13/32/Add.1 Rapport de la septième réunion de la Conférence des chefs de secrétariat des institutions régionales et sous-régionales parrainées par la CEA
33. E/ECA/CM.13/33  
E/ECA/CM.13/33/Summary Rapport de la quatrième réunion du Comité intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement

- 34. E/ECA/CM.13/34 Rapport relatif à la Conférence scientifique internationale sur la catastrophe du Lac Nyos
- 35. E/ECA/CM.13/35 Rapport de la neuvième réunion de la Conférence commune CEA-OUA des ministres africains du commerce
- 36. E/ECA/CM.13/36 Rapport de la huitième réunion du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement
- 37. E/ECA/CM.13/37 Rapport de la troisième réunion du Comité technique régional pour le PADIS
- 38. E/ECA/CM.13/38 Résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire de 1986 et par l'Assemblée générale à sa quarante et unième session dans les domaines économiques et sociaux intéressant l'Afrique
- 39. E/ECA/CM.13/39 Rapport intérimaire sur l'exécution du Programme de travail et ordre de priorité pour la période biennale 1986-1987
- 40. E/ECA/CM.13/40 Projet de programme de travail et ordre de priorité pour la période biennale 1988-1989
- 41. E/ECA/CM.13/41 Projet de plan à moyen terme pour la période 1990-1995
- 42. E/ECA/CM.13/42 Sixième Conférence pour les annonces de contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique (FASNUDA) - Rapport intérimaire sur l'utilisation des ressources du FASNUDA pour la période 1985-1986
- 43. E/ECA/CM.13/43 Programme de travail et ressources complémentaires nécessaires pour la période biennale 1988-1989
- 44. E/ECA/CM.13/44 Questions relatives au personnel et à l'administration
- 45. E/ECA/CM.13/45 Les préparatifs de la célébration du trentième anniversaire de la CEA - Thème et programme
- 46. E/ECA/CM.13/46 Suite donnée aux résolutions pertinentes adoptées lors de la vingt et unième session de la Commission/douzième réunion de la Conférence des ministres  
E/ECA/CM.13/46/Corr.1

47. E/ECA/CM.13/47 Déclaration d'Addis-Abeba des ministres africains du commerce et du développement à l'occasion des préparatifs de la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
48. E/ECA/CM.13/48  
E/ECA/CM.13/48/Summary Rapport de la troisième Conférence CEA/AMA des recteurs, présidents et directeurs des établissements africains d'enseignement supérieur
49. E/ECA/CM.13/49  
E/ECA/CM.13/49/Summary Programme prioritaire de transport et de communications pour les pays africains sans littoral
50. E/ECA/CM.13/50 Culture et développement
51. E/ECA/CM.13/51 Coopération technique entre le PNUD et les Commissions économiques régionales : CEA (Rapport établi par le Corps commun d'inspection)
52. E/ECA/CM.13/52 Symposium africain sur le développement (document soumis par le Gouvernement de la République du Niger)
54. E/ECA/CM.13/54 Etude approfondie de la structure et des fonctions du mécanisme intergouvernemental de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social : Décision 1987/112 adoptée par le Conseil économique et social à sa quatrième réunion le 6 février 1987
55. E/ECA/CM.13/55 Rapport conjoint CEA/OUA/ONUDI sur la mise en oeuvre du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique
56. E/ECA/CM.13/56 Rapport de la réunion extraordinaire du Conseil d'administration de l'Institut de développement économique et de planification (IDEP)
57. E/ECA/CM.13/57 Conférences internationales sur le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique et son exécution
58. E/ECA/CM.13/58 Rapport de la huitième réunion du Comité technique préparatoire plénier
59. E/ECA/CM.13/59 Rapport de la septième réunion de la Conférence des ministres des PMA